

Crédit : les banques plus libres

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, recevra, lundi 29 octobre, les représentants de l'Association française des établissements de crédit pour examiner avec eux les conditions dans lesquelles, douze ans après sa mise en place, à la fin de 1972, l'encadrement du crédit sera, à partir de janvier prochain, progressivement démantelé.

Cet événement historique permettra aux banques et aux établissements financiers de reprendre une initiative qu'ils avaient plus ou moins perdue, figés dans un système sclérosant de droits acquis, de références automatiques et de plafonds contraignants. Tout un corset de réglementations de nature à interdire, en principe, une concurrence réelle entre les établissements visés.

Il n'est pas question, toutefois, que les autorités de tutelle renoncent à tout moyen d'action sur les activités bancaires. Avec le Trésor, quand il emprunte à court terme, les banques sont les principales créatrices de monnaie, et dans nul pays au monde il ne leur est alloué une liberté totale. L'excès de crédit peut être fautif d'inflation; les gouvernements l'ont appris à leurs dépens.

Un contrôle est donc nécessaire. Il peut s'exercer de deux façons : par les taux d'intérêt et par les quantités de crédits distribués. Le régime par les taux est plus facile et plus brutal; quand la demande de crédit est jugée trop forte et de nature à créer trop de moyens de paiement, donc trop d'inflation, la banque centrale fait monter directement ou indirectement les taux d'intérêt, ce qui renchérit les ressources des banques et fait monter le coût de leurs crédits. Les emprunteurs sont découragés et la demande fléchit; l'inflation aussi.

Ce régime est appliqué aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne, pays où les structures du réseau bancaire sont assez homogènes, la plupart des établissements de crédit collectant eux-mêmes leurs ressources.

En France, ce système de régulation n'était guère applicable et aurait même été dangereux, du fait de l'hétérogénéité et du déséquilibre de la profession, partagée entre de grands réseaux collecteurs de dépôts (banques commerciales et mutualistes) et des établissements prêteurs, sans réseau de collecte, obligés d'emprunter aux banques concurrentes.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 16.)

Sur la piste bulgare

Le juge Martella accuse un deuxième Turc d'avoir tenté d'assassiner le pape, le 13 mai 1981, et renvoie le Bulgare Antonov devant la cour d'assises

De notre correspondant

Rome. — « Nous avons la certitude qu'il y eut à l'origine de la tentative d'assassinat du pape un complot international ». Telles sont les conclusions de l'enquête que le juge d'instruction Martella mène depuis près de deux ans sur l'attentat dont fut victime Jean-Paul II le 13 mai 1981 sur la place Saint-Pierre. Il les a rendues publiques vendredi 26 octobre. Le juge a retenu que sept personnes devaient être jugées en cour d'assises, à commencer par M. Sergueï Antonov, fonctionnaire de la compagnie bulgare Balkan Air. Deux autres Bulgares et quatre Turcs sont aussi, selon lui, impliqués dans l'affaire.

L'enquête a, d'autre part, permis d'établir que le 13 mai 1981, Ali Agca n'avait pas été le seul à tirer sur le pape : la seconde balle avait été tirée par un autre Turc, Ornel Celik. Celui-ci aurait tiré le troisième coup de feu qui blessa le pape à la main gauche et à l'avant-bras. C'est là un élément nouveau confirmé par des « preuves », a affirmé le juge. En revanche, celui-ci n'a pas retenu

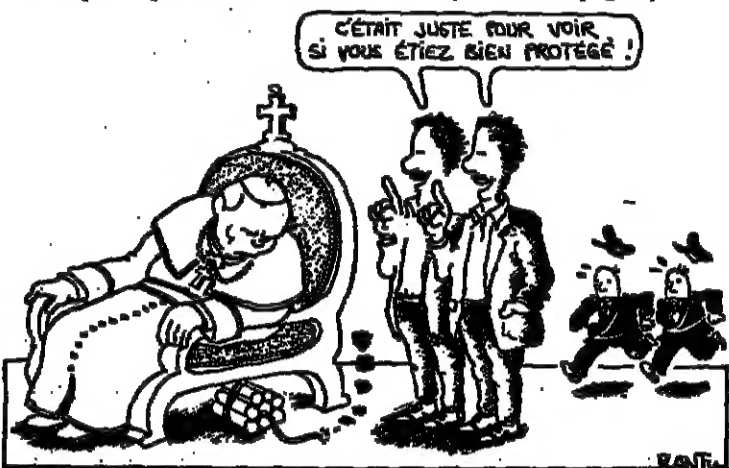
les accusations d'Agca selon lesquelles il y aurait eu une tentative pour assassiner M. Lech Walesa lors de son séjour à Rome.

Le procès des sept accusés aura probablement lieu au début de 1985. Certains d'entre eux seront, selon toute vraisemblance, jugés par contumace. En particulier, les deux Bulgares employés par leur ambassade à Rome, MM. Jelio Vassiliev et Todor Avrazov, qui réussirent à quitter l'Italie peu avant que la justice n'émette un

mandat d'arrêt à leur encontre. Un autre personnage de l'enquête est actuellement, semble-t-il, réfugié en Bulgarie, Bekir Celenk, de nationalité turque. Il est peu vraisemblable que ces trois hommes viennent en Italie pour y être jugés. Celenk est l'un des principaux chefs du trafic d'armes et de drogues qui transite par la Bulgarie. Ce serait lui qui aurait chargé Agca de tuer Jean-Paul II.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 2.)



M. Moubarak à Paris

La détente tous azimuts...

Si la fréquence des réunions au sommet correspond proportionnellement à l'intensité des relations entre États, celle des entretiens entre MM. François Mitterrand et M. Hosni Moubarak témoignerait du caractère exceptionnel des rapports franco-égyptiens. La rencontre à Paris des deux présidents, le lundi 29 octobre, sera la neuvième en trois ans : un record, si l'on excepte les contacts entre les chefs des États membres de la Communauté européenne.

« Le courant passe entre les deux hommes; ils se comprennent, ils sympathisent », expliquent des responsables avant de rappeler l'essentiel : non seulement aucun contentieux ne sépare les deux pays, mais leur coopération est en pleine expansion dans divers domaines : économique, commercial, financier, militaire. Globalement, on peut soutenir que la France est le deuxième partenaire de l'Égypte, après l'Amérique, bien que cette dernière, il est vrai, ait pris une avance consi-

dérable dans les finances et le commerce extérieur de la vallée du Nil.

A d'anciennes affinités viennent s'ajouter des intérêts traditionnels dictés par la géopolitique. Pour la France, l'Égypte était et demeure — malgré les vicissitudes passagères — la pièce maîtresse sur l'échiquier du Proche-Orient; et cela en raison de la position stratégique qu'elle occupe, de son poids démographique, du rayonnement multiforme de ses élites. Pour l'Égypte, la France est depuis Bonaparte, un phare culturel (ses écoles enseignent actuellement le français à un million d'Égyptiens), une source de technologie (des entreprises françaises participent à la réalisation de grands projets industriels, agro-alimentaires, d'infrastructures, etc.), et surtout une alliée indispensable pour la défense de son indépendance. Face aux pesanteurs soviétiques, durant l'ère nassérienne, ou américaines, sous M. Hosni Moubarak, la France — et, au-delà, l'Europe occidentale — constitue un recours, faute de pouvoir toujours servir de contrepois.

Rien d'étonnant dès lors que les convergences politiques soient substantielles. Les deux pays fournissent des armements à l'Irak.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 2.)

LES ÉLECTIONS
AUX ÉTATS-UNIS

Regards
sur l'Amérique

8 PAGES SPÉCIALES

Lundi 29
et mardi 30 octobre

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION EN ALGÉRIE

La génération muette

Ce jour-là, en France, une génération ignorait qu'elle avait rendez-vous avec son destin. Les classes d'âge intéressées allaient des jeunes mariés, déjà engagés dans la vie active et promis, au « rappel sous les drapeaux », aux gamins de douze ans qui feraient un jour patrouille commune avec les moudjahidines victorieux avant de rembarquer. Ces centaines de milliers de Français, comme les jeunes instituteurs massacrés sur une route d'Algérie, auront cru, parfois jusqu'à la mort, avoir affaire à quelques « bandits ». Ils étaient pourtant jetés dans une vraie et interminable guerre. Ils en rapporteraient des photos, des « quilles », souvent des copains et parfois des cauchemars.

Cette génération s'est tue. Ses témoignages sont restés étonnamment rares et limités, tant dans les domaines du roman ou de l'essai qu'au cinéma. Dans la vie quotidienne, on n'a pas assisté au gigantesque étalage de souvenirs belliqueux qui, par tradition, suit les conflits chez nous et transforme, à la longue, l'épopée en radotage. Depuis trente ans, le silence entretenu autour de la guerre d'Algérie a même révélé l'existence d'un véritable refoulement collectif. Il est rare qu'une expérience ait marqué tant d'hommes et que si peu en aient parlé. Nous tous, qui avons passé la mer en uniforme, dans les cales

bondées du *Ville d'Alger* ou du *Ville d'Oran*, de ces longs mois d'une jeunesse réquisitionnée par la République, n'avons nous donc rien à dire ?

Mais que dire ? Et surtout pourquoi le dire ? Pour une génération d'hommes qui ont aujourd'hui entre quarante et cinquante ans, parler de « leur » guerre était, au mieux, inutile et, au pire, douloureux. Car ces souvenirs emmurés, tus bien souvent aux plus proches, à l'épouse, aux enfants, sont d'une redoutable ambiguïté. La guerre « fraîche et joyeuse » leur est, en fin de compte, aussi étrangère que le noble remords d'avoir combattu à tort un peuple en mal de libération. Ce n'était pas ceci et encore moins cela.

C'est pour nous la guerre indécidable, à l'exception, très minoritaire, des braves et des militants. La guerre dont le sens s'est effiloché puis aboli aux yeux des soldats qui la firent. Quelques-uns l'ont vécue comme une croisade rimant avec débâcle. Les autres, infiniment plus nombreux, comme une aventure rimant avec imposture. Ou comme un pan de vie perdue, une absurdité imposée, un temps mort ne rimant à rien.

Car, bien au-delà de la mauvaise conscience devant la torture et les brutalités que ne justifie

jamais la férocité du camp adverse, l'impression dominante des « anciens d'Algérie » est celle d'un immense gâchis. C'est le sentiment d'avoir, abreuvé d'hymnes patriotiques et de propagande simpliste, joué les seconds couteaux dans une confuse et sanglante tragédie qu'un peu de lucidité et de courage aurait pu éviter. D'avoir été un chiffre insignifiant dans l'énoncé truqué d'un problème sans solution. D'avoir vu mourir ses camarades face à un ennemi insaisissable qui, en fin de compte, n'était pas l'ennemi. D'avoir abandonné à la vengeance les harkis. D'avoir infligé et subi une souffrance que l'évolution prévisible du monde et la montée des indépendances ont rendue, avec le recul des années, désolante et folle comme le sacrifice fait à un dieu absent.

Quand un ministre des relations extérieures se rend en Algérie pour la commémoration du début de l'insurrection, c'est à la raison d'État qu'il sacrifie. Qu'il ne s'étonne pas si, devant cet autel-là, la génération muette se refuse aux genuflexions. Elle a déjà sauté tant de drapeaux hissés et amenés qu'elle n'apprécie plus les défilés. Son silence, au-delà du chagrin et de la pitié, est une réponse qui ne manque pas de dignité face à l'escroquerie de l'histoire.

P.-J. FRANCESCHINI.

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

4 Le témoignage de Hocine Ait-Ahmed, un des « chefs historiques » de la révolution.

5 Une évocation de JEAN-MARC THÉOLLEYRE : « Ce jour-là, une France plus surprise qu'inquiète ».

6 Une interview de JEAN VAUJOUR, directeur de la sécurité générale en Algérie à l'époque.

7 Une étude de JACQUES KERGOAT sur la communauté algérienne en France.

et les articles de PAUL BALTA, DANIEL ARMOGATHE et JACQUELINE SUBLET

Cartier

MONTRES MUST VERMEL A QUARTZ

le muft de Cartier

Etranger

RENDEZ-VOUS

A partir du lundi 29 octobre, réunion de l'OPEP à Genève.
Samedi 3 et dimanche 4 novembre, réunion informelle des ministres des affaires étrangères des Dix à Dromoland-Castel (Irlande).

SPORTS

Dimanche 28 octobre. — Athlétisme : marathon de New-York et rallye pédestre Paris-Versailles ; Judo : championnat d'Europe par équipes à Paris.

Mercredi 31 octobre-jendredi 1^{er} novembre. — Basketball : Coupe d'Europe.

Samedi 3 novembre. — Football : championnat de France de première division ; Sports équestres : masters FEF à Toulouse (jusqu'au 4 novembre).

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1,10 \$; G.-B., 50 p. ; Grèce, 70 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 475 F. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Luxembourg, 25 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 400 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 100 din.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. 4287 23 PARIS
Tél. 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 559 F 1 080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 189 F 2 350 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
381 F 685 F 575 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'empressement.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1983)
Jacques Fauriol (1983-1984)

Imprimerie
du Monde
5, rue des Italiens
PARIS-IX
(1983)

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
288-73-59 et 288-58-06

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après l'un de nos correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Sur la piste bulgare

(Suite de la première page.)

Les autres Turcs accusés sont Omer Bagci et Musa Serdar Sebeli. Tous deux sont en prison. Oral Celik, l'autre auteur présumé de l'attentat, est en fuite.

Le volumineux dossier (mille deux cent quarante-cinq pages) contenant les conclusions de l'enquête du juge Martella comprend deux parties. La première, comme l'a déclaré le juge au cours de sa conférence de presse, est une synthèse des événements et des différentes phases de l'enquête depuis les premières déclarations d'Agga et la confirmation de ses dires jusqu'à l'arrestation d'Antonov.

Le juge traite ensuite d'une question moins strictement judiciaire : les implications politiques de l'attentat. « Nous n'avons conclu à la responsabilité d'aucun gouvernement ni d'aucune nation en particulier », a affirmé le juge. « Car nous ne sommes pas en possession d'éléments concrets pour formuler une telle accusation. Je ne suis limité à raconter les faits et à établir les relations possibles entre eux ». Il ne faut donc pas attendre des conclusions du juge Martella des indications sur les raisons de l'attentat. « C'est là la partie la plus délicate de l'enquête », a précisé le juge, « et qui se prête facilement aux manipulations politiques. En ce qui me concerne, je veux dire simplement que j'ai mené la plus scrupuleuse enquête possible ».

La seconde partie du dossier est divisée en onze chapitres qui sont consacrés aux motivations de l'attentat. Le juge Martella confirme, en substance, ce que l'on avait progressivement appris pendant son enquête. En particulier, le rôle du Turc Omer Bagci fut de fournir à Agga le pistolet que celui-ci utilisait. Sebeli, un autre Turc, est, pour sa part, so-

cusé d'être le chef de l'organisation d'extrême droite, les Loups gris, dont le réseau servit à Agga et à Celik.

Selon le juge, ce dernier est sans nul doute l'homme photographié de dos par un touriste américain, courant sur la place Saint-Pierre, juste après l'attentat. Il se trouvait au côté d'Agga quand celui-ci a tiré. Le juge a établi, à partir d'examen photographiques, qu'Agga a tiré seulement deux coups de feu. Celik réussit à fuir l'Italie à bord d'un camion de démantèlement mis à sa disposition, semble-t-il, par des Bulgares.

Le principal organisateur de l'attentat fut Belkiz Cellak : « Il a fourni, notamment, à Agga assistance et protection, et lui donna de l'argent. (...) Ce fut lui qui, notamment, versa pour le compte de mandataires non identifiés 3 millions de marks (9 millions de francs) à l'organisation extrémiste de Sebeli pour l'élimination du pape. » Ce versement a été effectué à Sofia.

La dernière partie du document porte sur le rôle des Bulgares. Selon le juge Martella, les trois Bulgares contribuèrent à l'attentat et accompagnèrent Agga et Celik sur la place Saint-Pierre. « Les aveux d'Agga n'ont jamais été pris pour argent comptant », a affirmé le juge. « Ils ont été minutieusement vérifiés et ils ont été confirmés. Agga est, en outre, crédible parce qu'il n'avait aucun motif d'impliquer des personnes innocentes et, en particulier, Celik, son ami, qui l'aide à s'échapper d'une prison turque ».

Interrogé sur le rôle éventuel de l'Union soviétique dans cette affaire, le juge a déclaré : « Rien ne permet juridiquement de tirer de telles conclusions ».

PHILIPPE PONS.

L'ANNIVERSAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA FRANCE ET L'URSS

Confidences entre la poire et le fromage

De notre correspondant

Moscou. — C'est bien M. Mikhaïl Gorbatchev, benjamin du bureau politique et numéro deux officiel de la hiérarchie soviétique, qui a présidé le récent plénum du comité central consacré à l'agriculture (le Monde du 23 et du 24 octobre). La « confidence » en a été faite par M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et chargé du département international du comité central, qui avait honoré de sa présence la réception donnée, vendredi 26 octobre, à l'ambassade de France à Moscou, à l'occasion du sixième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'URSS.

M. Ponomarev a précisé qu'il s'agissait d'une simple nécessité technique. « Il faut bien que quelqu'un donne la parole au secrétaire général [M. Tchernomir], il ne peut pas se la donner lui-même », a-t-il plaisanté. Mais être président de séance semble bien plus qu'une fonction « technique », les trois cents membres du comité central cherchant à savoir, en pareille circonstance, qui « monte » et qui « descend », de façon à orienter en conséquence leur carrière souvent liée à celle d'un des grands personnages.

L'absence au plénum de tout dénomé de M. Gorbatchev, dont le nom n'était apparu nulle part le lendemain dans la presse trouve-

rait ainsi une explication plutôt favorable, pour l'intéressé.

La « jeunesse » de M. Gorbatchev est sans doute considérée avec un brin de condescendance par les vieillards du « noyau dirigeant ». Une carrière de fromage français dans une main, un verre de bordeaux dans l'autre, M. Ponomarev, peu après avoir fourni ces indications sur le « numéro deux » du parti, s'enquerra auprès des parlementaires présents de la santé de M. Chaban-Debras ; apprenant que ce dernier avait soixante-neuf ans, il s'exclama : « Mais c'est un jeune homme ! » M. Ponomarev, qui se visiblement faire la différence entre les vins et un stock d'anecdotes géorgiennes à ce sujet, a lui-même... soixante-dix-neuf ans.

Un ton plutôt vit

L'autre personnalité soviétique venue à l'ambassade de France était M. Kounakov, autre membre suppléant du bureau politique, qui est, à quatre-vingt-trois ans, le numéro deux dans la hiérarchie d'Etat, en tant que premier vice-président du présidium du Soviet suprême. La représentation soviétique se situait donc à un niveau « normal » pour cet anniversaire après l'heureuse conclusion de l'affaire Abovitch.

Mais on notait l'absence de tout haut responsable économique ou commercial et, selon M. Claude Estier, président de la

commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui dirigeait la délégation parlementaire française, la dernière réunion de travail, vendredi matin, avait été plutôt « dure ». M. Leonid Zamiatine, chef du département de l'information internationale au comité central, s'en était pris vivement au renforcement de la force nucléaire française et au soutien accordé par Paris au déploiement des Pershing-2 en RFA. M. Ponomarev lui faisait écho : « Sur un ton plus posé — au cours de la réception à l'ambassade, en assurant les parlementaires français que « l'URSS ne veut pas la guerre » et en regrettant qu'elle soit présentée comme un « ennemi potentiel ». Il insistait, d'autre part, M. Estier à ne pas « faire un événement ou un show » de la libération de Jacques Abovitch.

D. Di.

« Première visite à Moscou du nouveau membre du conseil », M. Jambyev Batomunkh, chef du parti et du gouvernement mongol, est arrivé jeudi 25 octobre à Moscou, où il a été accueilli par M. Grigori Romanov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, et a eu des entretiens avec le secrétaire général du parti, M. Tchernomir. C'est la première visite à Moscou du nouveau dirigeant mongol depuis le limogement, en août dernier, de son prédécesseur, M. Yountajin Tsedenbal. — (AFP.)

M. Moubarak à Paris

(Suite de la première page.)

De agissent encore de concert pour que le Liban recouvre l'intégrité de son territoire et son indépendance, comme ils ont collaboré en 1982 pour mettre un terme à la guerre, tout en sauvegardant la vie de M. Yasser Arafat et de millions de fedayins. Des navires de guerre français et égyptiens se sont relayés, en décembre 1982, pour escorter le président de l'OLP et ses hommes de Tripoli à Hodeidah, au Yémen du Nord. Les deux capitales ont présenté conjointement, en juillet 1982, au Conseil de sécurité un projet de résolution qui demeure, jusqu'à ce jour, référence pour la solution du conflit israélo-arabe.

D'évidence, l'Égypte et la France entendent que le « volet » palestinien des accords de Camp David est inopérant et cherchent dès lors à l'intégrer dans une synthèse des divers projets de règlement en présence : le plan de Fés, approuvé par le oncle arabe unanime, celui de M. Ronald Reagan, qui comporte des aspects positifs pour les deux parties belligères, celui, enfin, de M. Brejnev qui prône une conférence internationale destinée à entériner une paix globale garantie par la communauté mondiale.

Cet objectif en vue, le président Moubarak s'est attelé à la tâche de briser l'isolement dans lequel la paix séparée avec Israël avait plongé son pays. Trois ans après son avènement au pouvoir, les résultats de son action sont probants : l'Égypte a normalisé ses rapports avec l'URSS sans distendre ceux qui la lient aux États-Unis ; elle a été désignée par le « groupe des 77 », élue par un vote massif membre du Conseil de sécurité, puis à la tête de l'Agence internationale de l'énergie ; elle a été réintégrée au sein de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), et son retour au bercail de la Ligue arabe — sans qu'elle se délie pour autant du traité de paix avec Israël — n'est plus qu'un détail de l'imaginaire, depuis le rétablissement de ses relations diplomatiques avec la Jordanie le mois dernier.

Pour inciter d'autres États arabes, ainsi que l'OLP, à suivre l'exemple du royaume hachémite, les responsables égyptiens ont multiplié les « gestes » susceptibles de conduire à l'annulation du boycottage décrété par la Ligue en 1979, après la signature du traité Sadate-Begin. Le président Moubarak ne renverra pas son ambassadeur à Tel Aviv aussi longtemps qu'Israël n'aura pas retiré

ses troupes du Liban et adopté une attitude positive à l'égard des Palestiniens.

En attendant ce changement de cap, il refuse de se rendre dans l'État hébreu ou même de rencontrer M. Shimon Peres, comme celui-ci lui a proposé après sa désignation à la tête du gouvernement israélien.

Deux récentes déclarations ont retenu l'attention. M. Oussama El-Baz, le conseiller le plus proche du président Moubarak, affirmait le 8 octobre à Amman : « Israël constitue un obstacle à la paix (...) L'Égypte ne s'oppose pas à ses obligations à l'égard du monde arabe. » Malgré la ferme protestation du gouvernement de M. Peres, le ministre de la défense égyptien, le maréchal Abou Ghazala, récidivait huit jours plus tard en dénonçant l'expansionnisme de l'État juif : « Israël est une menace pour la vallée du Nil (car) il tend à déborder au-delà de ses frontières », déclarait-il.

Ouverture et fermeture

La plupart des États arabes et l'OLP de M. Arafat qui ont approuvé discrètement l'initiative du roi Hussein ne sont pas sans doute dupes de ces gestes platoniques, mais ils en prennent argument pour plaider en faveur de la réintégration de l'Égypte dans la Ligue arabe. La Syrie et la Libye, qui s'y opposent, ne sont pas totalement imperméables à la proposition puisqu'elles ont engagé des échanges confidentiels avec Le Caire en vue d'une éventuelle réconciliation.

La presse égyptienne a d'ores et déjà adopté un ton amical à l'égard des « frères syriens », les invitant à rétablir la solidarité qui avait conduit à « la victoire dans la guerre d'octobre 1973 ». Le colonel Kadafi, pour sa part, mûrissant depuis des années les accusations publiques dont il est l'objet, a dépêché au Caire, ces derniers mois, une douzaine d'ambassadeurs. Le dernier en date, venu au début de ce mois, a tenu des propos étonnamment conciliants. Réceptifs, les responsables égyptiens attendent néanmoins des garanties concrètes susceptibles de dissiper leur scepticisme.

Détente sur les frontières, détente sur le front intérieur ; le président Moubarak poursuit patiemment ces deux objectifs indissociables pour consolider un régime, sérieusement ébranlé à la fin du règne de

son prédécesseur. Face à l'influence diffuse et potentiellement menaçante du courant islamiste, il pratique une politique d'ouverture dosée de fermeté. Il maintient les lois d'exception, qu'il utilise pour réprimer les activités subversives, mais il assure la vie saine à deux cent quatre-vingt-dix mille commandos du Jihad qui, au lendemain de l'assassinat de Sadate, avaient abattu, à Assiout, soixante-huit membres des forces de l'ordre (le Monde du 2 octobre).

Plus fondamentalement, il élargit les libertés publiques au profit des formations laïques susceptibles de faire contrepoids au mouvement islamiste. Quelques journalistes libéraux ou modérés de gauche ont été réintégrés dans la presse gouvernementale, tandis que les journaux de l'opposition : *Al Chaab* (Parti socialiste du travail), *Al Waf* (organe du même parti), *Al Ahali* (Assemblée populaire) notamment, bénéficient d'une tolérance sans précédent.

C'est sur la demande expresse du président Moubarak que la plus grande publicité a été donnée, fin septembre, au rapport accablant du procureur socialiste dénonçant les malversations, les spéculations et les trafics de devises pratiqués par des banques privées fondées sous le régime du néo-libéralisme (*l'Infithar*) de son prédécesseur. Après quoi, une vingtaine de responsables de ces banques ont été déferés aux tribunaux pour répondre à l'accusation de s'être livrés à des opérations nuisibles portant sur 6 milliards de dollars.

Toujours le mois dernier, le chef de l'État égyptien a inauguré une pratique digne des démocraties occidentales : il a reçu, à tour de rôle, tous les chefs de l'opposition parlementaire et extra-parlementaire pour les consulter sur les moyens de réduire le déficit budgétaire. De l'ordre de 5 milliards de dollars, celui-ci pourrait être théoriquement résorbé par l'annulation des subventions aux produits dits de première nécessité. Il est vrai qu'il a procédé aussitôt, contre l'avis de ses interlocuteurs, à l'augmentation du prix de certaines denrées, ce qui avait conduit aux graves, puis à l'émeute, dans la ville industrielle de Kafr-El-Dawar. L'ordre n'a pu être rétabli que par le recul du pouvoir, qui a décidé de surseoir à sa décision de faire prévaloir la vérité des prix.

Le problème reste entier, et de nouvelles explosions ne sont pas exclues. Le dilemme est d'autant plus grave que les revenus en devises —

provenant du canal de Suez, du pétrole, du tourisme notamment — tendent à s'amincir, en raison essentiellement de la récession mondiale ; que les importations, en majeure partie de denrées alimentaires, restent difficiles à financer ; que les États-Unis et les organismes financiers internationaux rechignent à accroître leur aide financière aussi longtemps que l'Égypte n'observera pas les règles de l'orthodoxie économique. Or c'est précisément cette orthodoxie qui, dans le contexte égyptien, est porteuse d'instabilité sociale et politique.

Le gouvernement égyptien a pris diverses mesures pour réduire les effets du néo-libéralisme anarchique de l'infithar, notamment en imposant des contrôles sur le système bancaire et le régime des importations. Mais on est loin du compte. Les recettes de l'État sont sérieusement amputées par une fiscalité complaisante, par de généreuses exemptions douanières, par de multiples privilèges accordés à un secteur privé d'avantage porté au commerce spéculatif qu'aux activités productives. Le laxisme aggrave les disparités sociales et, partant, risque d'exacerber les tensions politiques.

Pour parer à ce danger, le président Moubarak a ébauché un « recontrage », que symbolisent le chef du gouvernement, M. Kamal Hassan Ali, et le président de l'Assemblée du peuple, M. Rifat El Mahgoub, tous les deux partisans d'une « dérisipation ». Celle-ci ne pourra, cependant, s'achever que lorsque tous les courants politiques actuellement hors la loi — les islamistes, les nationalistes, les communistes — seront banalisés par leur légalisation. Le redressement économique, œuvre de longue haleine, pourrait alors être entrepris dans un climat de plus grande sérénité.

ERIC ROULEAU.

« Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Kubi, a déclaré le vendredi 26 octobre que « l'Égypte devrait retrouver sa place au sein de la famille arabe dans les plus brefs délais ». Il existe, a-t-il précisé, deux possibilités : soit « l'Égypte se libère des contraintes excessives qui lui ont été imposées par les accords de Camp David ; soit qu'Israël accepte le plan arabe du paix, adopté à Fés » seule plateforme susceptible d'instaurer une paix durable et de garantir la sécurité de tous les États de cette région, sur la base de l'édification d'un État palestinien indépendant. — (AP, Reuters.)

مركز الأخبار

Étranger

République sud-africaine

Les relations avec Londres traversent une crise

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Jamais depuis vingt-cinq ans, si l'on en croit la presse sud-africaine, les relations entre Pretoria et Londres n'auraient été si mauvaises. A l'origine de ce refroidissement, un fait : le 13 septembre, date à laquelle six hommes, arrêtés par la police en raison de la campagne de boycottage contre les élections ont été relâchés sur décision de justice. Le pouvoir lançait aussitôt un nouveau mandat d'arrêt. Les six hommes se réfugièrent au consulat britannique de Durban. Trois d'entre eux y sont toujours. Les autres ont à nouveau été emprisonnés le 6 octobre alors qu'ils tentaient discrètement de quitter leur asile.

La Grande-Bretagne refuse de livrer ces trois fugitifs appartenant au Front démocratique uni (UDF), MM. Archie Gumede, l'un de ses présidents, Billy Nair et Paul David, du Congrès indien du Natal, organisation affiliée à l'UDF. L'Afrique du Sud a estimé qu'il s'agissait d'une violation de la loi internationale et a répliqué immédiatement en menaçant de ne pas livrer à la justice britannique quatre Sud-Africains accusés de trafic d'armes.

Ces quatre inculpés sont soupçonnés d'avoir importé du matériel militaire très perfectionné, notamment des missiles guidés en contrebande des règlements douaniers et surtout de l'embarquer sur les armes, décidé en 1977, par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le 22 mai, ils sont autorisés par la Haute Cour britannique à rentrer dans leur pays à condition de payer une caution de 4,4 millions de francs et de se présenter, le 22 octobre, devant le tribunal de Coventry pour y être jugés.

Un rendez-vous manqué, le gouvernement de Pretoria ayant décidé, en « représailles », à l'égard des trois réfugiés de Durban, de ne pas honorer ses engagements bien que le premier secrétaire de l'ambassade à Londres ait reconnu à son immunité diplomatique pour donner sa garantie.

Cette décision a été prise au plus haut niveau. Elle n'a pas été aux autorités britanniques et encore moins au tribunal qui a accusé Pretoria de s'avoir pas tenu « ses promesses solennelles ». Une « déloyauté » qui a

entraîné des protestations officielles de M. Malcolm Rifkind, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, auprès de M. Denis Worrall, ambassadeur sud-africain à Londres. A la Chambre des communes, M. Rifkind a clairement indiqué que ce manquement à la parole donnée aura « un effet significatif sur (nos) relations bilatérales » et l'engagement n'est pas honoré. Un constat de désaccord que M. « P. » Botha, son homologue sud-africain, a publiquement reconnu, reprochant à M. Rifkind de n'avoir pas répondu aux arguments légaux « concernant les trois » de Durban.

Rien ne va plus entre Londres et Pretoria, et nul ne sait comment résoudre ce casse-tête diplomatique. L'illustration en a été cette semaine le vote positif de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité des Nations unies, condamnant l'Afrique du Sud alors que, dans le passé, l'abstention était la règle. Ce vote a été motivé, selon l'ambassadeur britannique à l'ONU, M. John Thompson, par l'intervention de l'armée dans les cités noires. Ce retournement n'est pas passé inaperçu dans l'ancienne colonie anglaise, d'autant que la récente visite en Afrique du Sud d'un député travailliste, M. Donald Anderson, et ses déclarations acerbes sur les récents événements — « n'ayant pas à parler de « société malade » — ont suscité des polémiques et des échanges au vitriol, notamment avec M. « P. » Botha, tout particulièrement à propos de la détention sans jugement.

Il faut donc bien parler d'une crise attisée par la presse d'outre-Manche, qui, l'actualité aidant, émet des jugements de plus en plus critiques sur le régime de Pretoria, assimilant le combat des Noirs à celui de la Solidarité en Pologne. Il est loin le temps où M. Pieter Botha, à l'époque premier ministre, avait cru trouver une oreille compréhensive chez M^{me} Margaret Thatcher lors de sa tournée européenne au printemps dernier.

Vendredi, le chef de l'Etat sud-africain a déclaré que son gouvernement « prendra des mesures pour empêcher les Nations unies et d'autres pays de se mêler des affaires intérieures de l'Afrique du Sud ». Ce refroidissement commencerait à affecter les relations commerciales entre les deux Etats et mine la politique de rapprochement prônée par M^{me} Thatcher à l'égard de Pretoria. Actuellement, la Grande-Bretagne refuse toujours de lier l'affaire « des trois de Durban » au cas « des quatre de Coventry ». Il faudra, bien que la bulle est maintenant dans le camp adverse. Un feuillet à suivre que cette brouille dans un « vieux couple ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Ethiopie

LES PAYS OCCIDENTAUX CONSACRENT 77 MILLIONS DE DOLLARS SUPPLEMENTAIRES A LA LUTTE CONTRE LA FAMINE

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 25 octobre, qu'ils accorderaient une aide supplémentaire de 45 millions de dollars à l'Ethiopie pour lutter contre la famine, qui a déjà fait des milliers de victimes dans le nord du pays. La CEE a proposé, de son côté, 32 millions de dollars pour une aide d'urgence à l'Ethiopie et aux autres pays de la Corne de l'Afrique. En outre, M. Javier Perez de Cuellar a lancé, vendredi, un appel urgent à la communauté internationale « afin d'éviter une tragédie humaine de grande dimension ».

Les efforts d'Addis-Abeba pour lutter contre le fléau continuent, entre-temps, de faire l'objet d'une polémique, un diplomate éthiopien en poste à Londres ayant admis, vendredi, que son gouvernement venait d'importer un demi-million de bouteilles de whisky pour « lutter contre le marché noir ». Selon certains journaux britanniques, ces importations étaient destinées aux célébrations, en septembre, du dixième anniversaire de la révolution éthiopienne (le Monde du 19 octobre). Le lot de whisky aurait coûté près de 1 million de dollars.

Enfin, des pays occidentaux ont demandé à l'ONU de suspendre les crédits de 73 millions de dollars prévus pour la rénovation du siège de la CEA (Commission économique pour l'Afrique, organisme dépendant des Nations unies), qui se trouve à Addis-Abeba. La commission de l'Assemblée générale de l'ONU chargée de ce dossier n'en a pas moins recommandé d'entreprendre les travaux. — (AFP, Reuters).

L'Assemblée générale des Nations unies demande une accélération des négociations en Amérique centrale

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le vendredi 26 octobre, une résolution réclamant une accélération du processus engagé par les quatre Etats du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) en vue d'aboutir à la pacification de l'Amérique centrale. Le texte appelle les cinq Etats intéressés (Guatemala, Honduras, Salvador, Costa-Rica, Nicaragua) à pousser leurs consultations avec le groupe de Contadora afin de permettre à bref délai la signature d'un traité de paix et de coopération dans la région. De leur côté, le Salvador, le Honduras et le Costa-Rica ont proposé que les cinq pays centra américains prennent eux-mêmes en main cette affaire et procèdent entre eux aux modifications nécessaires du document de Contadora. Actuellement, seul le Nicaragua a accepté le projet en l'état. Les autres pays de la région, à l'instar des Etats-Unis, demandent des modifications substantielles, estimant qu'il fait la part trop belle à Managua. Une rencontre doit, d'autre part, avoir lieu les 29 et 30 octobre au Mexique entre négociateurs américains et nicaraguayens, a annoncé à Managua le Père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères du gouvernement sandiniste. Il a précisé que Managua n'avait nullement l'intention d'entrer en pourparlers avec les contre-révolutionnaires nicaraguayens. Les Etats-Unis avaient suggéré cette hypothèse après la rencontre de La Palma, le 15 octobre, entre le président salvadorien, M. Duarte, et une délégation de l'opposition armée dirigée par M. Guillermo Ungo. A Washington, enfin, le président Reagan a déclaré le vendredi 26 octobre qu'il approuvait les volontaires américains engagés aux côtés des rebelles hostiles au gouvernement sandiniste.

Au Salvador : « Optimisme prudent » de M. Ungo, président de la délégation rebelle à La Palma

« La réunion de La Palma, c'était un peu comme dans les westerns : lorsque chacun des deux protagonistes s'engage dans la grande rue à la rencontre de l'autre, en surveillant tout de même du coin de l'œil les maisons environnantes... »

M. Guillermo Ungo, leader du Front démocratique révolutionnaire salvadorien, était le président de la délégation de six personnes — deux membres du FDR et quatre commandants des groupes de guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale — qui, le 15 octobre, a rencontré le président Duarte dans l'église d'une modeste localité du Chalatenango, au nord du pays, presque à la frontière du Honduras.

Récompense de passage à Paris, où il entendait « remercier la France » en la personne de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, de son attitude dans le conflit salvadorien (1). M. Ungo a souhaité « faire entendre la voix de l'autre partie », singulièrement soufflée, estime-t-il, par la presse internationale.

« Duarte avait arrangé les choses de façon telle qu'il était humainement impossible de répondre positivement à sa proposition du 15 octobre formulée devant les Nations unies. Une rencontre de cette importance, nous la souhaitons de longue date, et nous l'avons fait savoir, notamment à Jesse Jackson, l'ex-candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, lors de nos passages en Amérique centrale ce printemps. Mais pas dans ces conditions ! Rendez-vous compte ! En moins d'une semaine, il fallait, dans un pays en guerre, convenir avec la partie adverse d'un ordre du jour, d'un protocole et des garanties minimum de sécurité pour nos gens ; organiser les choses entre nous, alors que certains sont dans le monde d'attentes clandestines à San-Salvador, et d'autres à l'étranger : régler les problèmes de transport et d'intendance, etc. Le défi était tel que je ne puis m'empêcher de penser que Duarte estimait que nous répondrions « non », pour se prévaloir ensuite de notre refus devant l'opinion internationale. Et pourtant, nous sommes venus... »

Selon M. Ungo, seule la solidarité active de quelques pays a permis à

l'opposition de se rendre, finalement presque au complet, à La Palma. Les autorités panaméennes ont tout fait pour faciliter la mission de l'intermédiaire entre les deux protagonistes, Mgr Gregorio Rosa Chavez, évêque auxiliaire de San-Salvador. La Colombie a mis à son avion militaire à la disposition des deux membres du FDR, MM. Ungo et Zamora. La France, la Suisse et Bogota ont offert la « couverture diplomatique » de leurs ambassadeurs respectifs à Panama : ce sont ces trois hommes qui ont accompagné les deux représentants du FDR d'un bout à l'autre de leur séjour au Salvador.

« L'improvisation était totale, explique M. Ungo. Nous traditions certains problèmes décisifs par téléphone avec San-Salvador. Nous apprenions par la presse certaines contre-propositions de Duarte. La voiture qui nous conduisait de l'aéroport à La Palma a failli s'embourber après s'être perdue. Les diplomates ont dormi dans une jeep. En face, Duarte est arrivé dans une voiture blindée, de son palais présidentiel situé à 80 kilomètres de là. Alors, courageux, d'accord ; mais héroïque, tout de même pas ! »

Pourtant, le président du FDR estime globalement positif le bilan de cette première rencontre. Certes, elle n'a pas abouti à un cessez-le-feu. Mais qui pouvait raisonnablement espérer qu'il en serait ainsi après cinq ans de guerre et cinquante mille morts ? En revanche, M. Ungo observe que :

« Napoleon Duarte a enfin reconnu la représentativité du FDR-FMLN comme porte-parole de l'opposition, et de facto la qualité de belligérant du Front Farabundo Martí ;

« La rencontre de La Palma, sans être, à l'évidence, une « réunion d'ami » a été marquée par « un esprit de sérieux, de responsabilité, de franchise et de respect mutuel » ; elle a, en lieu, observé avec humour, M. Ungo, « selon les normes de la civilisation occidentale chrétienne » : ne s'est-on pas serré la

main d'entrée de jeu, le 15 octobre à 10 h 30, puis à nouveau, quatre heures et demie plus tard, à l'issue de la rencontre ?

« Une nouvelle rencontre est prévue pour la mi-novembre — alors que les précédents contacts, (au Costa-Rica, avec l'ambassadeur américain, M. Richard Stone, et en Colombie, avec la « commission de paix » mise sur pied par l'ex-président salvadorien, M. Magana) avaient tourné court ; M. Ungo a proposé que la prochaine réunion ait lieu à l'archevêché de San-Salvador ;

« Une commission bipartite de huit membres, présidée par un évêque, sera instituée dans les meilleurs délais, en vue de trouver les moyens d'humaniser la guerre, et de faire participer « les secteurs les plus larges possible de la population » à la recherche de la paix.

M. Ungo écarte totalement les spéculations relatives à une division dans l'opposition à propos de la négociation. Le commandant de l'ERP (un des cinq groupes armés du FMLN), M. Joaquín Villalobos, a bel et bien empêché de participer à la réunion de La Palma pour des raisons de transport (« Le pays est en guerre ») ; il a, depuis lors, donné son appui total au processus par un communiqué de Radio-Venceremos, la station des rebelles.

En revanche, M. Ungo s'interroge sur la marge de manœuvre de M. Duarte par rapport à la droite salvadorienne. « La machine à assassiner n'est pas démantelée. Elle garde de solides points d'ancrage dans le système institutionnel,

même si les têtes les plus visibles des Escadrons de la mort, comme le colonel Nicolas Carranza, ont été éloignées. C'est d'ailleurs évident : s'il a pu y avoir cinquante mille morts en cinq ans, c'est que les choses étaient organisées non de façon artisanale, mais de manière hautement fonctionnelle. » La droite, dit M. Ungo, « est, jusqu'à présent, la seule perdante dans ce qui s'est passé à La Palma. Elle va donc tenter de vider de tout contenu le dialogue dont elle n'a pas pu empêcher l'ouverture. Y parviendra-t-elle ? Il faut voir. »

En conclusion, le président du FDR se montre d'un « optimisme prudent ». « S'il est un point, déclare-t-il, que Duarte a compris aussi bien que nous, c'est que la prolongation de la guerre augmente la dépendance du Salvador par rapport à l'étranger. Il nous l'a dit. D'ailleurs, il suffisait de regarder autour de soi à La Palma pour se rendre compte de certaines évidences. Les commandantes portaient le même uniforme que le général Vides Casanova (2). Normal : la guérilla se fournit dans les casernes salvadoriennes ! Mais ces uniformes, ce sont ceux de l'armée américaine ! Pour qui veut vraiment « rationaliser » le pays, une évidence s'impose : la paix est indispensable. »

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La France avait, en août 1981, signé avec le Mexique une déclaration reconnaissant le caractère de belligérants aux rebelles.

(2) Ministre de la défense du Salvador, principal participant au côté de Napoleon Duarte, des gouvernements à la rencontre de La Palma.

Etats-Unis

Désaccord entre M. Shultz et M. Bush sur la lutte contre le terrorisme

Une certaine confusion a régné, vendredi 26 octobre, à Washington à la suite de déclarations faites la veille à New-York par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Parlant dans une synagogue de Manhattan, M. Ungo, « selon les normes de la civilisation occidentale chrétienne » : ne s'est-on pas serré la

représentation à l'avantage, où l'on pourrait tuer un terroriste et cinq cents innocents ?

Pour sa part, le président Reagan, interrogé sur le même sujet, a dit qu'il « ne pensait pas que le discours de M. Shultz était une prise de position politique. Il a dit seulement que l'on devait envisager ce genre de choses ».

Le porte-parole du département d'Etat a précisé que le discours de M. Shultz avait été préalablement soumis à la Maison-Blanche et au Pentagone et qu'il reflétait le point de vue de l'ensemble de l'administration. C'est en ce sens que s'est exprimé également le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Spokes, qui a indiqué que le président Reagan partageait l'avis de M. Shultz. « C'est vrai » que des personnes innocentes pourraient mourir lors d'une action des Américains contre des terroristes potentiels, a déclaré M. Spokes. « M. Shultz ne dit pas que ça arrivera, mais ça peut arriver », a-t-il ajouté.

L'INCIDENT ENTRE POLICIERS BRITANNIQUES ET FRANÇAIS A LONDRES

Evitons les fâcheuses interprétations déclare M. Mitterrand

De notre envoyé spécial

Londres. — Au cours d'une conférence de presse, dernière manifestation de sa visite d'Etat en Grande-Bretagne, M. François Mitterrand a évoqué, vendredi 26 octobre, l'incident qui a opposé les policiers britanniques et français après la découverte de deux charges d'explosifs à la résidence de l'ambassadeur de France, mardi 23 octobre. « Cette affaire, a-t-il dit, a eu lieu parce que l'ambassadeur de France a demandé lui-même aux services britanniques de venir à l'ambassade, sur un petit territoire français. Je ne pense pas que l'artificier (mis en

cause), qui n'était pas membre de ma sécurité personnelle, ait eu pour intention de faire sauter l'ambassadeur et le président de la République française. Nous faisons toute confiance aux bons sentiments de cet artificier. C'est son métier de déminer et non pas de miner. » Le chef de l'Etat a cependant remarqué : « La bonne façon de faire, c'est de se conformer strictement aux réglementations des pays qui nous reçoivent. C'est une règle de courtoisie et de prudence, et-t-il ajouté, qui permet d'éviter les fâcheuses interprétations. N'exagérons pas les causes et les effets de ce genre de malentendu. »

J.-Y. L.

Philippines

L'ENQUÊTE SUR LE MEURTRE DE BENIGNO AQUINO

L'opinion refuse de croire que les militaires aient agi pour leur compte

De notre correspondant

Tokyo. — La satisfaction enregistrée dans la population de Manille après la mise en cause de vingt-cinq militaires, dont le chef d'état-major, le général Ver, dans l'assassinat de Benigno Aquino, a fait place, ces jours-ci à l'incertitude et à la peur du lendemain. Pour l'heure, nous ont indiqué plusieurs Philippines interrogés par téléphone, la situation est caractérisée, d'une part, par le « lent pourrissement » d'un régime plus discrédité que jamais et, d'autre part, par la tentative du président Marcos de prendre ses distances vis-à-vis de ses hommes impliqués dans le meurtre sans s'abstenir pour autant l'armée, sur laquelle repose l'essentiel de son pouvoir.

Certes, plusieurs milliers de personnes ont défilé, jeudi 25 octobre, dans les rues de Manille au cri de « Marcos démission ! ». Mais c'est bien peu au regard du million rassemblée en août dernier pour le premier anniversaire du crime.

La veuve et le frère de la victime, comme des millions de Philippines, estiment que « le véritable cerveau du complot », l'instigateur du meurtre, reste dans l'ombre et s'en tire à bon compte. Pour les uns, il s'agit

du président lui-même, pour d'autres, de l'un de ses intimes qui ambitionnerait de lui succéder (la rumeur publique mentionne souvent M. Eduardo Cojuangco, le plus proche et le plus puissant des oligarques du clan Marcos, lui aussi, comme le président, adversaire de longue date du sénateur Aquino). Personne, cela va de soi, ne croit que dans une affaire de cette importance les hommes du président ont pu « agir pour leur compte ». D'autant moins que dans un régime qui s'appuie pour l'essentiel sur l'armée et sur la police, les militaires prennent rarement une initiative sans en référer au président, le seul « patron » depuis vingt ans. D'autant moins que le général Ver, ancien garde du corps de M. Marcos avant d'être son représentant loyal à la tête des forces armées et des services de renseignements, est connu pour ne jamais lever le petit doigt sans le feu vert du président.

C'est pourtant de cet écartement de haut rang que le rapport majoritaire de la commission d'enquête fait son accusé principal, sans remonter plus haut, faute de preuves. C'est frustrant pour certains, mais, pour la plupart, c'est déjà beaucoup. C'est moins que l'on ose en espérer d'une commission constamment

« sous pression », après les menaces, menaces et même disparitions de témoins et morts accidentelles qui ont émaillé l'enquête depuis un an.

Cela, ajouté à la mise en route d'une nouvelle procédure, dont il n'est pas dit qu'elle soit indépendante et aussi diligente que la commission, donne malgré tout un répit et une marge de manœuvre au président. Cela lui donne même, quoi qu'il lui en coûte, la possibilité de restaurer quelque peu le prestige des forces armées en remplaçant l'exécutant totalement infodé à sa personne qu'était le général Ver par le général Fidel Ramos.

Critiqué depuis des années par tous les milieux, et tout particulièrement par la hiérarchie catholique, pour ses exactions, ses violences, ses actes de pillage et de meurtre, bref, considérée aujourd'hui comme l'instrument dévoyé et corrompu d'une dictature déconsidérée, l'armée des Philippines a sérieusement besoin de redorer son blason ensanglanté. De jeunes officiers, plus démocratiques et moins corrompus que leurs aînés, appellent depuis longtemps de leurs vœux ce coup de balai au sommet pour retrouver une unité et une crédibilité perdues.

R.-P. PARINGAUX.

La Toussaint rebelle

L'Algérie célèbre, jeudi 1^{er} novembre, le 30^e anniversaire du soulèvement armé contre la colonisation française qui, après huit ans de guerre meurtrière et douloureuse pour les deux peuples, l'a conduite à l'indépendance. Fidèle à la ligne qu'il a suivie avec constance depuis son accession au pouvoir en 1979, le président Chadli Bendjedid a voulu que cette année — celle de la génération des 60 % de moins de vingt ans qui n'ont pas connu la guerre — la cérémonie consacre la grande réconciliation. Réconciliation entre Algériens certes, mais pas uniquement.

Ayant pratiqué une politique de « décolonisation » à l'intérieur et d'ouverture à l'extérieur, il espérait qu'un nouveau pas serait franchi dans la réconciliation avec une France qui se veut officiellement, depuis 1962, le « partenaire privilégié » de l'Algérie. Outre le représentant du gouvernement français, les

dirigeants algériens ont invité les chefs des grands partis de l'opposition et ils comptaient bien sur leur présence, et pas seulement dans la perspective de leur éventuelle victoire en 1988. Une fois apurés les vieux contentieux avec le PS et le PC, ces partis avaient été invités quand ils étaient dans l'opposition. Aujourd'hui, on comprend mal à Alger que les querelles franco-françaises aient poussé ceux qui étaient prévaloir le raison d'Etat quand ils étaient au pouvoir à évoquer le souvenir des morts, qui masque mal de sordides calculs électoraux...

Force est de constater cependant que, depuis la conquête de l'Algérie en 1830, les rapports entre les deux peuples et les deux Etats ont été jalonnés de faux pas, d'incompréhensions, d'occasions manquées. A quoi ont fait pendant, on l'oublie trop souvent, une fascination réciproque et des « coups de

Comment nous avons pris les armes

par HOCINE AIT-AHMED

Ce dimanche 31 octobre, à la veille du déclenchement de la révolution algérienne, Ben Bella, Khider et moi nous ne pouvons que dissenter sur un événement qui ne s'est pas encore produit. Nous l'attendons avec l'anxiété qui précède un enfantement. Certes, les Algériens ont quelque chose dans le ventre, les Atlas accouchent de lions, non pas de souris, mais c'est oublier l'état de crise, les psychodrames, les improvisations et la précipitation qui ont présidé à l'opération. A trois, au Caire, nous formons la délégation extérieure, tout en étant, en principe, coresponsables collégialement avec les autres frères de l'intérieur : Ben Boulaid, Bitat, Boudiaf, Ben M'Hidi et Krim Belkacem.

Boudiaf, contraint de rester à l'extérieur, s'occupera de coordination et de logistique vers l'ouest de l'Algérie à partir de Madrid et Tétouan. Ben Bella aura la même tâche vers l'est algérien à partir de Tripoli, Khider couvre le monde arabe, et moi l'Asie, l'Amérique, j'allais dire « le reste du monde ».

Ce dimanche-là, nous sommes seuls à hanté le bureau du Maghreb. Frénésie singulière mais discrète. Ne pas éveiller l'attention est un impératif vital. Déjà une confiance à répétition, faite à un dirigeant marocain et enclavée par un responsable algérien « centraliste » nous avait fait reporter la date du déclenchement de quelques jours. Comment avertir certains alliés et amis importants, sans les prévenir mais tout en en disant suffisamment pour pouvoir prendre date et par avance couper toute crédibilité sous la langue de ceux qui n'hésiteraient pas à revendiquer le combat patriotique en Algérie ?

Les ambassadeurs d'Indonésie, d'Irak et de Yougoslavie, le général Aboul Kader, Naguib Rawi et Niekzic nous diront par la suite n'avoir compris le but de nos démarches qu'à l'annonce des ac-

tions armées en Algérie. Je suppose que la surprise est la même pour la délégation des oulémas que Ben Bella a fait recevoir par les deux hauts fonctionnaires chargés des affaires arabes auprès du président Nasser. A leurs yeux, il n'y a rien à attendre de l'Algérie, le seul remède étant d'enseigner la langue arabe. Deux thèses antagonistes d'une même tenaille idéologique avaient condamné le peuple algérien à la résignation : seule l'économie pour les uns et seule la langue classique pour les autres pouvaient révolutionner le devenir de notre société et d'abord la libérer du colonialisme.

Garder le secret

Dans les salles de rédaction et les agences de presse où je me rends sur la pointe des pieds, aucun journaliste apparemment ne s'interroge, en tout cas ne m'interroge, sur ce « papier » que je leur remets banalement. Presque tous me sauront gré de l'avoir sous la main au moment où les dépêches annoncent les événements d'Algérie. Il s'agit d'un texte de base que l'on peut intituler : « Du système colonial et de la résistance algérienne depuis 1830 ».

Garder le secret équivaut à marcher sur des œufs (proverbe kabyle) quand il s'agit de camarades politiquement plus proches. En effet, deux délégations, l'une messaliste, Mezerna et Filali, l'autre centraliste, Lahouel et Yazid, sont parmi nous. Programmée à leur issue, leur arrivée devait être intégrée au calendrier fatidique. Nous appartenions tous au même parti, MTL-D-PPA, et quelquefois aux mêmes organismes dirigeants. Le palmarès carcéral de trois d'entre eux depuis 1936 en fait même des « préhistoriques » au sens d'initiateurs des étapes historiques précédentes.

Pour l'heure, le parti s'est scindé en deux fractions rivales, la délégation extérieure est invitée par les messalistes à prendre position et de s'aligner. Arrivés depuis plus d'une semaine, les uns et les autres sont pressés de s'en retourner avec une réponse positive. Les faire patienter jusqu'au 1^{er} novembre n'est pas une mince affaire, surtout s'agissant de Mezerna et de Filali. Avec eux il faut multiplier et faire durer les réunions. Le rapport politique que je suis chargé de faire me semble un record de « filibustering » : Napoléon et son expédition de Lescage et le canal de Suez, les mandats français au Levant, tout y passe. Cette façon de remonter au déluge finit par susciter la méfiance de l'un des deux hommes : « Je ne vois pas pourquoi tu perds tout ce temps ! », s'exclame-t-il. Il reste encore un jour à gagner.

Très tôt, ce 1^{er} novembre, Khider appelle Mezerna à son hôtel : « Que fais-tu là ? ». « Je regarde le néon, les lumières qui bougent ». « Autre chose vient de bouger, il faut venir tout de suite », le correspondant de UPI, un Grec, venait de me transmettre par téléphone l'information concernant les premières actions armées en Algérie. Les réactions de nos dirigeants « envoyés spé-

ciaux » vont de la surprise à la consternation.

Lahouel encaisse en profondeur. L'ex-secrétaire général du parti n'est pas un « dégonflé » mais il n'aime pas être joué, pour Yazid, animal politique, la réaction est prompte. « Pourquoi nous forcer la main, alors que nous avons en poche des résolutions claires et précises préconisant la préparation d'une action armée ? » Pour Mezerna et Filali,

Maintenant, les dés sont jetés, les rôles sont inversés, c'est aux délégations qu'il incombe de rallier le FLN.

Pour la délégation extérieure, le 1^{er} novembre est marqué par la conférence de presse tenue au bureau du Maghreb. Un optimisme euphorique gagne les frères tunisiens et marocains. Enfin les Algériens s'engagent dans la résistance ! Un Maghreb uni est la



c'est la colère, mimant probablement celle de leur chef par anticipation. A les entendre, eux aussi n'avaient qu'une idée en tête : la révolution, mais une révolution préparée sérieusement et non l'aventure.

Les dés sont jetés

Parlons-en, de l'aventure ! C'est ce à quoi nous nous sommes opposés depuis l'ordre insurrectionnel du 23 mai 1945, c'est le terrorisme qui s'ensuivit en Kabylie, commandé par la direction contre l'avis des responsables de la région. La plus grande aventure n'est-elle pas d'avoir dilapidé dans les années 1949-1950 un potentiel de confiance populaire illimité, un dispositif limité, l'organisation spéciale, une culture préparatoire semblable à celle des paysans cultivant la terre qui, au niveau pédagogique, politique ou scolaire, rend l'intelligence individuelle ou collective capable de porter ses fruits ?

certitude de la victoire. Ce projet, brouillon de l'avenir, nous y avons cru à l'état-major de l'OS, cette nébuleuse prend forme dans l'opinion des masses maghrébines et le réflexe des militants. Khider lit en arabe la proclamation rédigée par les camarades de l'intérieur. Nous en distribuons les versions française et anglaise que nous venons de tirer au duplicateur. Habib Boularès et moi. Je me tiens à côté de Khider pour apporter des réponses, et éventuellement nous consulter à propos de questions épineuses posées par les journalistes. Lahouel et Yazid, bons joueurs, expriment un choix par leur présence à cette manifestation. Les messalistes regagnent Paris dans la journée pour rendre compte au président du parti.

Ben Bella ne se montre pas à cette conférence de presse, mais, dans la soirée, il lance un appel radiophonique par « La voix des Arabes ». Son message, version arabe d'un texte rédigé en français, il fera la promesse de le ré-

crir et de le lire en caractères latins. Il saura par la suite, comme nous tous, améliorer sa connaissance de la langue classique.

Nous sommes tous à l'écoute des nouvelles du pays. Nous avons une conscience aiguë de nos responsabilités. L'exil est plus dur quand la vie de compagnons, le destin d'un peuple, se jouent. Le plus bel idéal peut être un leurre ou une vérité, l'histoire est l'ordalie qui tranche. Quid de l'avenir ? Qui peut répondre a priori ? Bien sûr, le contexte historique est favorable, Dien Bien Phu, la révolution égyptienne, dans leurs impacts psychologiques, dramatisent le processus de décolonisation. La résistance au Maroc et en Tunisie témoigne d'une radicalisation. Cependant, l'Etat-vigilant est là aussi avec ses pesanteurs directes sur la minorité européenne vivant en Algérie et son poids subtil sur la « métropole » : puissance de fait sinon de droit, satellite de souveraineté caché, parce qu'il tendance fasciste, mais dont les limites « furent les possibilités », garante d'une protection financière, politique, militaire de la France.

Les raisons de notre angoisse

Ce qui nous angoisse, ce n'est pas la puissance d'en face, nous la commissions déjà, elle est constamment rappelée à notre souvenir par les dirigeants et les courants politiques « réalistes ». C'est même avec une rigueur délibérée, nous en sommes convaincus, que l'Etat-major de l'OS de même que les instances adéquates du MTL-D-PPA en ont dressé le bilan (1). Notre angoisse, c'est la faiblesse du niveau politique, technique et organique du dispositif initiateur, qui s'explique par les conditions déplorables dans lesquelles quelques dizaines de militants de l'OS se sont regroupés à la diable, et c'est leur mérite, pour reprendre l'initiative. En témoignent l'ampleur limitée des actions déclenchées, les bavures, le non-démarrage de l'Oranie, compensé par l'héroïsme suicidaire d'un Abdel Malek, le responsable de la région.

En 1949-1950, le mouvement indépendantiste disposait de tous ses atouts : la libre adhésion des masses populaires, acquiescées dans le feu de la répression, des luttes et des trinquages électoraux, des politiques nombreux formes par le combat d'idées, une organisation para-militaire comprenant près de deux mille petits et moyens cadres. C'était l'apogée de la courbe révolutionnaire. Fulgurance dans le sens de la montée. Hypothèse d'école, et si nous avions pris alors nous-mêmes l'initiative ?

Les complots en chaîne ont été des prétextes pour les dirigeants pour se débarrasser de cette poussée révolutionnaire centrée sur les masses rurales et démanteler les structures para-militaires. La crise qui opposera Messali et les lieutenants sortis de sa cuisse exprime leur incapacité collégiale à contenir le patriotisme paysan. Complot messaliste ou complot centraliste, cette crise de disposition traduit un blocage de la dialectique sociale, la chasse à l'ennemi de l'intérieur relègue

l'ennemi de l'extérieur à l'arrière-plan.

Or, Naegelen persiste et signe un non catégorique à toute perspective évolutive, il tient le bon bout, et, en dépit du regroupement des oppositions nationaliste, communiste, algérienne, il aggrave la politique de truquage des élections législatives de juin 1951 et des élections municipales d'avril-mai 1953. Pourquoi user de la censure, quand le bâton donne de si bons résultats ? Les masses rurales, qui en récoltent les coups et les contre-coups, se rebiffent clairement devant l'appel aux urnes réitéré par la classe politique. Elles vident le bûcher électoral qui nourrit l'illusion du progrès, mais qui les ramène au point de départ. Aux dirigeants qui persistent à faire fi de leurs sensibilités et de leur combativité, elles signalent leur désaffection et opposent leur force d'inertie. Ni le rayonnement mystique de Messali ni l'appareil bureaucratique, l'un et l'autre vifs atteints par l'effet d'épuisement, ne parviennent à freiner les poussées centrifuges.

La date du déclenchement de la révolution algérienne paraît bien lointaine. C'est le temps et l'espace d'une nouvelle génération plus que majoritaire actuellement. Mais elle résonne et dure toujours dans les consciences, aujourd'hui comme événement capital d'une idéologie historique nationaliste, hier et demain comme véritable événement d'une volonté historique maghrébine.

Toucher le fond pour rebondir

Est-il besoin de s'interroger sur le rôle des références historiques dans la pratique politique ? La tendance est, à propos du 1^{er} novembre 1954, d'évoquer ici « une poignée de terroristes », là, une oligarchie de chefs « historiques » manœuvrant une lame de fond dans un océan jusqu'à la pacifique. Derrière ces deux légendes symétriques, devenus aussi thèmes de pouvoir, et ce ne sont pas les seules, on peut percevoir l'intention stratégique de priver l'événement de passé et d'avenir, c'est-à-dire de l'épaisseur humaine, humaniste, susceptible de conduire à l'avenir : l'accession à la vraie souveraineté des citoyens, des citoyens et des peuples.

Fallait-il toucher le fond pour mieux rebondir ? Paradoxes de l'histoire : le mieux peut sortir du pire quand des hommes refusent de s'incliner devant la fatalité aux multiples visages. En allumant le troisième étage de la fusée, les dirigeants ne se doutent pas que la retombée du pétard monillé va déclencher une mécanique autrement plus puissante. L'appel du 1^{er} novembre est un pari sur le peuple algérien et sur le Maghreb. Ses montagnes, qui ont pu accueillir les phénomènes d'auto-préservation au cours d'une histoire remplie d'invasions successives, ne manquent pas d'offrir aux hommes les supports et les bastions unificateurs de ces phénomènes d'auto-libération qui ont caractérisé sa culture.

(1) Cf. Hocine Ait-Ahmed : *Mémoires d'un combattant, après l'indépendance*, Editions Messinger.

Hocine Ait-Ahmed

Né en 1926 en Grande-Kabylie, appartenant à une grande famille maraboutique (1), Hocine Ait-Ahmed a milité au Parti populaire algérien (PPA) dès 1943. Responsable de l'OS (Organisation spéciale), il sera un des « chefs historiques » du Front de libération nationale (FLN). Arrêté dans l'avion arraisonné, le 22 octobre 1956, par l'armée française, en compagnie de MIM, Ben Bella, Boudiaf, Khider et Lacheraf, il sera libéré en 1962. Après l'indépendance, il anime en Kabylie l'opposition au président Ben Bella et crée le Front des forces socialistes. Condamné à mort et emprisonné, il s'évade en 1966 et vit depuis en exil en Europe. Il a publié en 1983 *Mémoires d'un combattant*, aux Editions Sylvestre Messinger (le Monde date 3-4 juin).

(1) Les marabouts sont considérés comme des saints en islam maghrébin. Leur descendance est souvent l'objet de la vénération populaire.

مكتبة

Étranger

DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

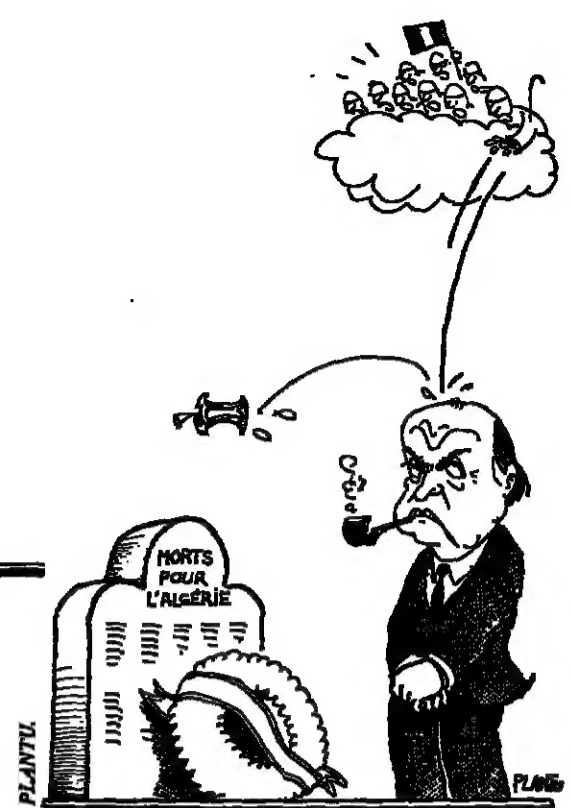
passion. Certes, il y a eu Bugaud, les spoliations de terres, la dépersonnalisation d'une culture et, plus près de nous, les massacres de Sétif, la guerre et la torture. Mais il y a eu aussi le rêve d'un « royaume arabe » de Napoléon III, ces généraux défricheurs que furent les saint-simoniens d'Ismail Urbain, mort en 1884, le peintre Étienne Dinet, l'écrivain français d'origine russe Isabelle Eberhardt, tous trois convertis à l'islam, les « pieds-rouges » engagés aux côtés du FLN et bien des coopérants, anonymes ou non, qui ont participé au développement de l'Algérie indépendante et au rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée.

De Gaulle lui-même, qui avait le plus durement combattu l'Algérie, a voulu, au lendemain de l'indépendance, faire d'elle un « partenaire privilégié » et établir avec elle des « relations

exemplaires », symbole de la politique tiers-mondiste de la V^e République.

Sans vouloir établir d'analogie, la réhabilitation par M. Mitterrand d'officiers français, condamnés pour leur appartenance à l'OAS, et celle, il y a quelques jours, d'anciens chefs du FLN par le président Chirac, montrent combien furent complexes et douloureuses les situations dans les deux camps. Ces réhabilitations rappellent aussi que l'heure de la réconciliation doit sonner un jour sans se confondre pour autant avec le temps de l'oubli. C'est dans cet esprit que les textes rassemblés ci-dessous évoquent la façon dont fut vécu, le 1^{er} novembre 1954, la « Toussaint rouge » pour les uns, l'« aube de l'espoir » pour les autres, et les déchirements qu'elle a représentés depuis pour toute une génération.

PAUL BALTA.



Ce jour-là : une France plus surprise qu'inquiète

Comme elle est proche et lointaine cette année 1954 qui va s'achever sur ce que l'histoire tiendra pour le début de la guerre d'Algérie. Proche parce que le souvenir de celui qui est depuis le 18 juin de cette année président du conseil du gouvernement de la République s'appelle Pierre Mendès France et que son souvenir n'est pas effacé. Loin parce que trente ans se sont écoulés et qu'entre-temps, à force de secousses et d'épreuves, la société a changé ses mœurs et par là même ses soucis.

En cette fin de semaine qui a précédé et que prolonge le jour férié de la Toussaint, un lundi, le gouvernement n'a point pour premier souci l'Algérie. Pierre Mendès France s'entretient avec les socialistes pour un remaniement de son gouvernement et l'élaboration d'un programme. A l'ordre du jour des préoccupations figurent déjà l'équilibre du budget de la Sécurité sociale et une augmentation des allocations familiales. On parle aussi d'une revalorisation du traitement des fonctionnaires et d'un statut pour la radio... Au programme du président du conseil figure aussi un voyage dans le département du Nord, le 6 novembre, et un autre au Canada et aux Etats-Unis où les électeurs doivent élire le 2 novembre une nouvelle Chambre des représentants et un nouveau Sénat.

Cependant l'Afrique du Nord n'est pas en repos. Mais c'est en Tunisie et au Maroc que se trouvent les préoccupations. Depuis le 31 juillet, l'autonomie interne a été accordée à la Tunisie. Cela n'empêche pas des actions de « fellaghas », des incendies de fermes, des attentats. A Marrakech, au Maroc, va s'ouvrir un procès d'autres « rebelles ». Autant d'informations que publient les journaux mais qui n'attirent pas une attention particulière.

Une action concertée

En cette veille de Toussaint l'empereur d'Ethiopie en visite en France a parcouru les installations récentes de Renault à Flins et achève sa tournée à l'Opéra où le spectacle a été « magnifique ». De sa retraite de Colombey, Charles de Gaulle vient de publier le premier tome de ses *Mémoires de guerre* et l'on en parle toujours. Comme on parle toujours d'une certaine « affaire des fuites », affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, liée à la guerre d'Indochine terminée, du moins pour la France, par les accords de Genève. On sait encore que le procès de Gaston Dominici va s'ouvrir à Digne le 17 novembre et qu'à Paris va se tenir le 7^e Salon de l'enfance.

Ainsi va la vie politique, la vie tout court, telle que la reflètent les journaux du temps. Et c'est dans la matinée de ce 1^{er} novembre que la nouvelle « tombe » : flambée de terrorisme en Algérie. Un communiqué du ministère de l'Intérieur dont M. François Mitterrand est alors en charge, présente ainsi les choses : « Un cer-

tain nombre d'attentats ont eu lieu cette nuit en plusieurs points d'Algérie. Ils sont le fait d'individus ou de petits groupes isolés. Des mesures immédiates ont été prises par le gouverneur général de l'Algérie (c'est M. Roger Lénard, ancien préfet de police de Paris) et le ministre de l'Intérieur a mis à sa disposition des forces de police supplémentaires. Le calme, le plus complet règne dans l'ensemble des populations. »

Qui pourrait voir là le début d'une guerre, qui songerait à employer ce mot ? Pourtant, au fur et à mesure des informations, il faut bien constater que l'action a été concertée et qu'elle est d'une certaine envergure. Ce n'est pas seulement dans l'Est constantinois que les « hors-la-loi » ont agi, mais aussi dans l'Algérois et en Oranie en même temps. Ce sont des postes de police, des gendarmeries, qui ont été attaqués, des villages qui ont été encerclés. A Arris, où les révoltés ont tenu les lieux le plus longtemps, un civil, Guy Monnerot, jeune instituteur récemment arrivé de France, a été tué, sa femme grièvement blessée. Ce fait polarisera par la suite l'attention au point de faire négliger le reste.

Les journaux d'Algérie demandent d'« agir vite et fort ». Ceux de France s'inquiètent. Combat souhaite des « solutions hardies et énergiques ». Le Figaro voudrait que « les masques tombent ». Tous condamnent mais se divisent sur la politique à suivre. Seule l'Humanité a sa solution : « Celle-ci ne peut être trouvée que si l'on est prêt à faire droit aux légitimes aspirations du peuple algérien à la liberté ». A quoi M. Quilici, député indépendant, répond : « Des années de mollesse, de faiblesse et surtout de réverie idéologique nous ont amenés là ». Le sérieux des choses est pourtant mesuré par M. Jacques Chevallier, secrétaire d'Etat aux forces armées et maire d'Alger : « Il faudra, confie-t-il, beaucoup d'hommes et de temps pour réduire les hors-la-loi de l'Aurès ». Car l'Aurès, en certains points, n'est pas encore « dégagé ». Les opérations sont en cours.

Ce même 3 novembre, Henri Matisse, le peintre, vient de mourir. Mgr Montini, archevêque de Milan, futur Paul VI, a reçu le chapeau de cardinal, et à Marrakech on juge des auteurs d'attentats.

Le 5 novembre, en attendant un « bref débat sur l'Algérie » qu'a accepté d'ouvrir Pierre Mendès France devant l'Assemblée nationale, M. François Mitterrand s'exprime devant la commission de l'Intérieur de cette assemblée. Il y fait une distinction entre les mouvements nationalistes qui peuvent se produire dans les protectorats — Tunisie et Maroc — et « les soulèvements de citoyens dans les territoires français ». Avec ceux-là, dit-il, « la seule négociation c'est la guerre ».

Telle est la position du gouvernement, en ce jour où l'Assemblée est appelée à modifier les loys

des HLM et où se prépare la discussion budgétaire de fin d'année pour 1955. Dans les Aurès, on s'efforce toujours de rétablir la libre circulation. En Iran viennent d'avoir lieu des exécutions capitales d'opposants. Les cinéphilos, eux, discutent des mérites stendhaliens du film de Claude Autant-Lara, *Le Rouge et le Noir*, et du Julien Sorel qu'incarne un Gérard Philipe déjà trop vieux pour certains dans ce rôle délicat.

Le « maintien de l'ordre »

Au petit matin du 6 novembre, tandis que le « nettoyage » des Aurès se poursuit, que l'Assemblée vient de ratifier les accords de Paris signés le 23 octobre sur l'admission de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), c'est en France que la police agit. Elle perquisitionne dans les locaux du parti algérien MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) en qui on voit l'un des inspirateurs des actions et dans ceux de diverses associations ou journaux algériens à Paris et en province. Des arrestations sont opérées. Le MTLD sera dissous. Les Français accordent à cela

l'intérêt qui convient, tandis que le même jour les ouvriers boulangers se sont mis en grève.

Les opérations en Algérie se poursuivent toujours. Le 10 novembre, on annonce le « nettoyage général du massif des Aurès ». Les journaux du jour n'en négligent pas pour autant le dernier livre de M^{me} Simone de Beauvoir, *Les Mandarins*, en y cherchant la clé puisque ce roman paraît bien avoir pour sujet les différends qui opposèrent au lendemain de la Libération Jean-Paul Sartre et Albert Camus. Cependant Philippe Clay, nouveau « Valentin le décaisé », se produit pour la première fois sur la scène de l'Olympia et le congrès Force-Ouvrière qui se tient à Paris dénonce « la situation misérable des travailleurs d'Afrique du Nord ».

Le 14 novembre, Pierre Mendès France est parti pour le Canada et les Etats-Unis, où les démocrates ont remporté la majorité à la Chambre des représentants et en nombre de gouverneurs d'Etat, mais où le général Eisenhower, républicain, demeure à la Maison Blanche. Il en reviendra le 23 novembre. Les agitations algériennes auront alors

IL Y A CENT ANS, LA MORT D'ISMAIL URBAIN
Le rêve sans lendemain du royaume arabe

Il y a cent ans mourait à Alger un métis d'origine guyanaise, bien oublié aujourd'hui, qui avait pourtant pesé sur la vie politique française de son temps et contribué à enrichir le débat sur la question coloniale : Ismail Urbain. Ses Mémoires inédits nous aident à reconstruire son itinéraire singulier.

Il est né en 1812 à Cayenne, d'un père officier de marine et d'une servante multiracée. Il gardera de ses origines un attachement pour les peuples déshérités et cultivera son métissage comme une conviction politique. A vingt ans, à Marseille, il s'enflamme pour la philosophie saint-simonienne qu'une poignée de disciples, conduits par le « père » Enfantin, présentent comme une religion nouvelle appelée à régénérer le Vieux Monde. Il s'agit de promouvoir un nouvel ordre économique fondé sur l'entreprise et de promouvoir une nouvelle morale dont le veru cardinal est l'amour. Urbain suit à Paris l'enseignement saint-simonien dont les thèmes majeurs flattent son tempérament ardent et aventureux. En 1833, il s'embarque avec les Compagnons de la femme pour une étrange équipée qui les conduira de Constantinople à Alexandrie à la recherche de la « mère », symbole mystique de l'union retrouvée entre les sexes.

Parti à la recherche de ses chemins, il découvre une vocation. La mort d'une jeune fiancée en Egypte le décide à embrasser la religion musulmane et lui fait un

devoir sacré de travailler au rapprochement de l'Orient et de l'Occident, d'exercer ce qu'il appelle une mission de « médiation naturelle » entre leurs morales opposées. Il ouvre une mosquée au Caire pour y prêcher cette conviction. Il a vingt-cinq ans, et son zèle de nouveau converti lui attire sarcasmes et inimitiés. La prudence l'invite à gagner l'Algérie où il prend du

novatrice sur la participation des indigènes à l'élaboration d'un Etat algérien ne seront vraiment comprises que sous l'Empire.



Ismail Urbain en Algérie (1869).

service dans l'armée comme interprète-traducteur d'arabe. Il sert le général Bugaud, l'homme de la conquête brutale mais dont la philosophie coloniale n'est pas dépourvue d'une certaine sagesse. Sous l'autorité du duc d'Aumale, il assiste à la prise de la smala d'Abd el-Kader (1843), et il figure dans la vaste fresque d'Hercule Vernet qui immortalise l'événement. Mais ses idées

questions coloniales, s'attache ses services. L'interprète officiel devient le conseiller officiel de l'empereur pour les questions algériennes. L'audace de son inspirateur transparaît dans sa *Lettre au maréchal Pélissier* (février 1863), qui promeut officiellement la notion de « royaume arabe » et s'efforce de protéger le sol et les biens des indigènes de la voracité des colons. Deux ans plus tard,

l'empereur fait une tournée d'inspection de cinq semaines en Algérie. Ismail Urbain est son guide le plus fidèle et le plus éclairé. « La France, proclame Napoléon III, n'est pas venue détruire la nationalité d'un peuple, mais au contraire affranchir ce peuple d'une oppression séculaire. » On est aux antipodes de la conception classique de la colonisation. De toute évidence, les thèses participationnistes d'Ismail Urbain triomphent, au moins sur le plan des principes.

Mais la débâcle de 1870 survient avant que les projets impériaux aient pu porter leurs fruits. La « réaction » s'endosse. Ismail Urbain tenta vainement, à travers la presse, d'endiguer les assauts des milieux coloniaux qui le rendaient responsable des erreurs commises durant ces sept années d'inspiration libérale. La lutte était maintenant trop inégale. Et d'ailleurs il est rendu à la vie civile en 1871.

Plus tard, sous la V^e République, les idées neuves du vieux saint-simonien renaissent surface. Les réalités politiques nouvelles et la pression des circonstances lui donneront raison a posteriori. Le principe de l'autodétermination et la mise en place du système de la coopération — celle-ci jusque dans ses illusions romantiques et humanistes — n'auraient sans doute pas déplié à l'apogée de la conciliation, au médiateur qu'il avait toujours voulu être.

DANIEL ARMOGATHE.

DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE DE FRANCE :

Luttes fratricides mais soutien aux insurgés

En l'année 1954, la communauté algérienne de France est de plus de 200 000 personnes, dont 151 793 « actifs ». Plus des deux tiers d'entre eux travaillent dans la métallurgie et dans le bâtiment, mais on en trouve aussi dans les bouilleries, dans la chimie et dans le textile. La « spécialisation » varie selon les régions : on est plus souvent métallier à Paris, dans le bâtiment en Moselle et dans le textile dans le Rhône et le Nord. Par contre, la qualification ne varie pas : 94,7 % sont OS ou manoeuvres, 5 % sont ouvriers qualifiés et 0,15 % agents de maîtrise. Massivement, ils sont exclus du secteur tertiaire : 0,15 % d'entre eux sont employés.

Quant aux salaires, 30 % seulement des ouvriers algériens touchent plus de 100 anciens francs l'heure, alors que c'est le cas de 60 % des ouvriers français. En revanche, ils sont 74 % à travailler plus de quarante-cinq heures par semaine.

Aux ouvriers, il faut ajouter bien sûr le réseau des petits patrons du commerce (épiciers, bistrots ou hôteliers) et quelques centaines d'étudiants (1).

Les étudiants, organisés dans l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord, n'ont que peu de relations avec l'UNEF, que se dirige pas encore la gauche algérienne. Quant aux ouvriers algériens, quand ils sont syndiqués, c'est à la CGT que se retrouvent la grande majorité d'entre eux. Ils ont même, de fait, un représentant à la CGN de la CGT, le métallier Omar Belouchrani, connu comme militant du MTLD. Leur présence à la CFTC est plus réduite, même si le MTLD a pris la précaution d'aligner une certaine nombre de ses membres vers la Confédération chrétienne : c'est le cas d'un des dirigeants de la commission ouvrière du MTLD, Sofi Bou-dissa. Toutefois, il n'y a pour ainsi dire pas, en métropole, de militants algériens à Force ouvrière.

Une structuration politique

L'installation en métropole ne se fait pas indépendamment des communautés d'origine. Quand on vient de Fort-National ou de Ain-el-Hamman, on se regroupe plutôt à Saint-Denis ou à Nanterre. En Meurthe-et-Moselle et dans le Nord, on est plutôt originaire de la Petite Kabylie. Cela dit, la communauté n'a guère de structuration confessionnelle : les ulémas (2) y sont peu présents et le mufti de la Mosquée de Paris, Kaddoun Ben Ghabrit, est dénoncé comme « collaborateur » et « pro-français ».

La seule structuration du milieu est politique, et elle repose sur l'implantation du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Certes, d'autres forces existent, qui s'inscrivent, en Algérie notamment, dans le mouvement de radicalisation du peuple algérien. Mais l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien), que Ferhat Abbas a créée dès 1946, regroupe essentiellement la bourgeoisie libérale et a peu d'écho dans l'immigration. Quant au Parti communiste algérien (PCA), il a bien obtenu, en 1935, le droit à une existence distincte du PCF, mais c'est un droit pour l'outre-mer : sur le territoire métropolitain, les communistes algériens sont organisés dans les « groupes de langue » du PCF,

et le PCA n'apparaît pas en tant que tel.

Le MTLD est donc sans concurrent réel, et il a pour lui le poids de l'histoire (cf. encadré). En 1954, il regroupe en France environ sept mille militants. Ce n'est pas rien : c'est plus, toutes proportions gardées, que l'implantation du PCF dans l'ensemble de la population française. Seulement, le MTLD est profondément divisé. Pendant que Messali est en résidence surveillée à Niort, s'est constitué peu à peu un appareil dont la base sociale est de moins en moins plébéienne (3). La majorité du comité central se présente comme attachée à la démocratie, hostile au « pouvoir personnel » de Messali. Elle veut laisser le parti, l'autonomiser par rapport à ses références musulmanes. Mais elle est aussi fondamentalement pro-atlantique et anti-communiste, favorable à l'union avec les partis nationaux bourgeois, hostile, en actes sinon en paroles, à la perspective de l'insurrection.

Le MTLD

Le MTLD, c'est d'abord l'Etoile nord-africaine, une organisation de travailleurs immigrés créée en 1925 à l'initiative du PCF, dont Messali Hadj est alors membre. Dès 1933, l'ENA rompt avec le PCF, mais non avec le mouvement ouvrier français : elle fait partie, en 1935, des quatre-vingt-dix organisations qui constituent le Front populaire. C'est justement le Front populaire au pouvoir qui, en 1937, dans un contexte de tensions montantes au Maghreb, dissout l'ENA, en s'appuyant pour ce faire sur... le décret interdisant les ligues fascistes.

L'ENA se reconstitue sous le nom de Parti populaire algérien (PPA), et celui-ci est de nouveau interdit en 1938. Quand il réapparaît, à la Libération, c'est pour quelques mois seulement : il est de nouveau interdit, à la suite des émeutes de Sétif, et se reconstitue alors comme Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

En France, les messalistes regroupent 90 % des militants — ne leur échappent guère que les étudiants, — mais la quasi-totalité de l'appareil est entre les mains des « centralistes », c'est-à-dire des partisans du comité central. Le décompte mathématique est cependant trompeur : à la base, on est souvent dans l'expectative, attendant une initiative qui déboule la situation. Peu à peu, le bruit se répand qu'il y a du nouveau : les « lourds » ont décidé d'intervenir.

Ceux que l'on appelle les « lourds » dans le jargon du parti, ce sont les anciens de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée créée en 1947 par le MTLD et démantelée en 1950 par la police. Pourchassés, contraints à la clandestinité, ils sont un peu marginalisés, voire tenus à l'écart de la vie du parti. A la base, cependant, leur prestige reste grand. Politiquement, ils se sentent d'abord plus proches de Messali. Mais la manière dont celui-ci prétend s'adresser à la base par-dessus toutes les instances leur

paraît mettre en jeu l'existence même du parti : ils constituent une troisième force, le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Mais la scission ne pourra être évitée : les « lourds » dissolvent alors le CRUA, se réunissent clandestinement, à vingt-deux, en juin 1954, et déclenchent l'insurrection le 1^{er} novembre. Le FLN est né.

Les lendemains du 1^{er} novembre

Tous les témoignages concordent : c'est avec enthousiasme que la communauté algérienne accueille le déclenchement des opérations. Ironie de l'histoire : c'est aux messalistes que tout le monde attribue l'initiative du soulèvement. Le gouvernement accorde cette thèse en interdisant, dès le 4 novembre, le MTLD. Messali lui-même cultive l'ambiguïté. Préventivement, il a condamné le soulèvement. Une fois que celui-ci a eu lieu, il se garde de le démentir. De plus, la Fédération de France du FLN se constitue en grande partie autour d'anciens cadres centralistes dont l'hostilité passée à toute perspective insurrectionnelle est bien connue. Comment imaginer que ce soit eux qui représentent l'insurrection algérienne ? Il est évidemment plus logique d'en attribuer le mérite aux messalistes.

Pendant de nombreux mois, c'est en profitant de ce clair-obscur que le FLN cherche, en Algérie, à gagner la base messaliste et que le MTLD — reconstitué sous le nom de Mouvement national algérien (MNA) — cherche à canaliser à son profit la sympathie pour l'insurrection. Les collectes pour soutenir les maquis témoignent de cette situation. Elles sont massives, et les exemples abondent du commerce au retraité qui confie spontanément la totalité de ses économies, parfois plusieurs millions d'anciens francs. Une partie de ces collectes est l'œuvre du petit noyau qui commence à se réclamer du FLN, mais, pour l'essentiel, elle est l'œuvre des messalistes.

Car ceux-ci ne restent pas inactifs. Ils n'hésitent pas, en Algérie comme en France, à s'appuyer sur les traditions musulmanes, et décrètent le boycottage du tabac et de l'alcool, consigne que le FLN ne fera, par la suite, que reprendre à son compte. Porté par l'essor même de la révolution algérienne, le MNA se développe en France. En 1956, on peut estimer qu'il a dépassé les dix mille adhérents. Par contre, le FLN, en France, se met en place difficilement.

Dès les premiers mois de 1955, Bouafia a regroupé les cadres de l'Est de la France (Forbach, Mulhouse, Sochaux). Et, à partir d'août, l'émigration massive en provenance du nord du Constantinois fournit au FLN des troupes fraîches. Pourtant, au début de l'année 1956, le wilaya de Paris ne compte encore que deux cents militants. Le ralliement au FLN de l'UDMA de Ferhat Abbas, s'il n'a guère de répercussions directes en France, accroît cependant les marges de manoeuvre du Front. Et l'accès à l'indépendance du Maroc et de la Tunisie précipite le ralliement du secteur étudiant jusqu'alors majoritairement resté dans l'expectative. Pendant toute cette période, la cohabitation est restée relativement pacifique entre FLN et MNA. A Lyon, à Grenoble, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, des débats contradictoires ont pu avoir lieu dans les cafés tenus par les messalistes. Mais à partir de 1956, c'est une véritable guerre civile qui se développe entre le FLN et le MNA.

Les affrontements FLN-MNA

Qui a commencé ? En Algérie, sans doute le FLN. Mais en France, c'est le MNA, avec l'assassinat, au printemps 1956, de Saïf, un vieux militant, dont l'hôtel-restaurant, rue du Caire, a

l'hôtel-restaurant, rue du Caire, a de tout temps abrité les illégaux. Pendant plus d'un an, la direction de la Fédération de France du FLN, qui craint l'engrenage, se refuse à riposter aux attentats messalistes. Mais les militants se rebiffent, exigent la formation de groupes armés, et en attendant bloquent les cotisations. A l'automne 1956, la direction cède.

Très vite, les combats tournent à l'avantage du FLN. Très vite aussi, la violence n'est plus contrôlée par personne : de part et d'autre, les groupes armés s'autonomisent, et la vendetta tribale remplace les opérations ponctuelles. Tour à tour, Filali au MNA, puis une partie de la direction de la Fédération de France du Front tentent d'enrayer le processus. En vain. Cette « guerre civile » fera en tout 4 000 morts dans l'émigration.

Au début de l'année 1957, le FLN fait à peu près jeu égal avec le MNA : entre 10 000 et 15 000 militants de part et

d'autre. En décembre 1957, le FLN est devenu prépondérant, mais le MNA reste fortement implanté dans le Nord, l'Est, le Centre (Clermont-Ferrand, Montluçon) et la région lyonnaise. Au début de l'année 1958, l'Est et la région lyonnaise rejettent le FLN. Et, quelques mois plus tard, Messali écrit : « Il y a quelque temps, nous croyions fermement que nous étions plus forts que le FLN en France (...). Cela a existé. Aujourd'hui, cela n'existe plus (3). »

Le plus étonnant reste sans doute que ces combats fratricides ne ralentissent pas le soutien à la révolution algérienne : c'est désormais 800 millions de francs, puis un milliard, que remet tous les mois la Fédération de France à la direction du FLN. Ce qui est bien plus, expliquent d'anciens dirigeants du Front, que l'aide financière qui arrive alors des Etats arabes.

La communauté algérienne, elle, restera soudée face à la

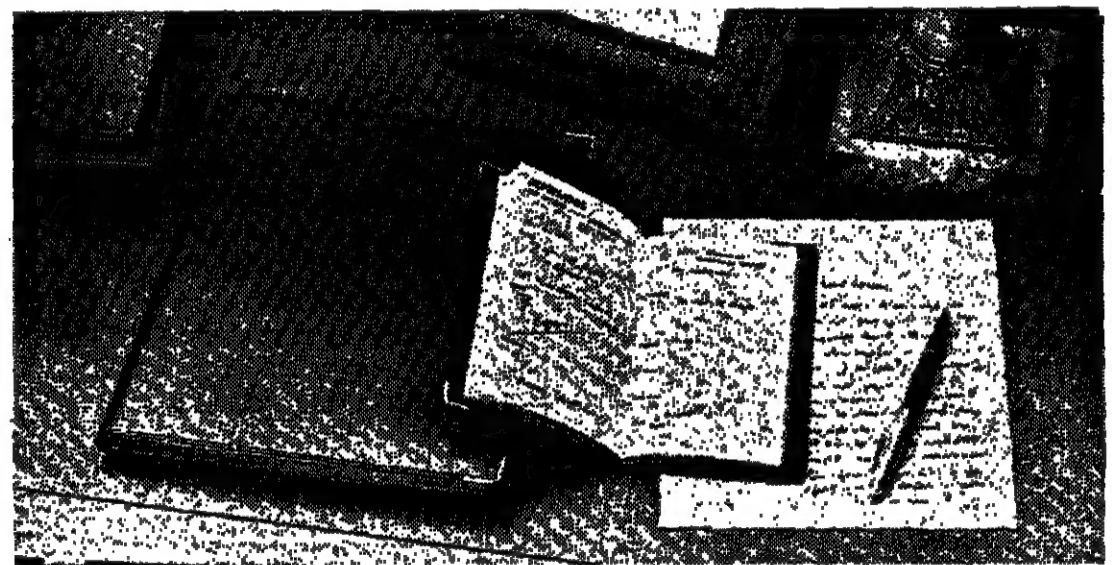
répression qui s'abat sur elle, et qui lui fera compter par milliers ses morts et ses martyrs. Renouvellement après renouvellement, la direction « historique » de la Fédération de France du FLN peu à peu s'éparpille. Parce qu'ils n'ont pas combattu sur le sol national, suspects peut-être d'eupéanisme, considérés comme trop « politisés » ou trop liés aux cadres ouvriers de l'émigration, les dirigeants de la Fédération de France seront bien peu nombreux à figurer, ensuite, parmi les dignitaires de l'Algérie indépendante.

JACQUES KERGOAT.

(1) Ahmed Isal, dirigeant des étudiants communistes, en décembre 1930 à Paris, 100 à Montpellier, 40 à Toulouse, 30 à Lyon, 10 à Dijon, etc., auxquels il ajoute « entre 100 et 200 lycéens » (Rapport au Bureau politique du PCF, Archives Mohamed Harbi).

(2) Cf. Mohamed Harbi : *La guerre algérienne en Algérie*, éd. Complexe, 1984.

(3) Rapport aux cadres du MNA, avril 1958.



UN AGENDA QUI N'EST PAS CELUI DE TOUT LE MONDE

Cet agenda est un instrument de travail entièrement original conçu spécialement par le journal *Le Monde* pour ses lecteurs.

Tous ceux qui exercent des responsabilités à différents niveaux dans l'administration, l'industrie, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique et associative trouveront dans ces deux agendas (l'agenda de bureau et l'agenda de poche) des collaborateurs indispensables, discrets et informés et, surtout, en tous points conformes à leur style et à leur goût.

Première différence : la présentation

C'est la synthèse de la sobriété et du luxe. Sobriété, la couleur (noir ou bordeaux) ; sobriété, pour seul titre vos initiales (si vous le souhaitez) ; luxe, la couverture en plein cuir d'une seule pièce ; luxe, les tranches dorées.

Deuxième différence : la rationalité

Chaque double page de l'agenda du *Monde* vous donne une vision complète de toutes vos tâches de la semaine, jour par jour, demi-heure par demi-heure ; un modèle de rationalité...

Troisième différence : la culture

L'agenda du *Monde* séduira par son originalité ceux qui aiment agir mais aussi réfléchir et enrichir leur esprit : chaque jour de la semaine est l'occasion de

rappeler une grande date de l'histoire des quarante dernières années (*) : lancement du premier Spoutnik (4-10-57)... Nixon président (5-11-68)... Mort de Picasso (8-4-73)... Une cartographie particulièrement soignée fait de l'agenda du *Monde* un « mini-atlas ».

Quatrième différence : le service

L'agenda du *Monde* vous apporte une masse d'informations utiles qui vous éviteront de longues et coûteuses recherches : des centaines d'adresses, de numéros de téléphone, d'informations souvent difficiles à trouver : organisations économiques, politiques ou culturelles, nationales ou internationales, hauts responsables des pouvoirs publics, du gouvernement, du syndicalisme, principales institutions...

AGENDA DE BUREAU (220 x 280)
AGENDA DE POCHE (185 x 100)
● Couverture amovible de plein cuir noir ou bordeaux d'une seule pièce.
● Renforts de coins en métal doré.
● Tranches dorées à chaud.

EN CADEAU : la personnalisation de vos agendas par l'impression de vos initiales au fer à dorer sur le cuir de la couverture.

(*) dans l'agenda de bureau.

L'AGENDA DU MONDE

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA DU MONDE

A retourner sous enveloppe affranchie avec votre paiement par chèque bancaire ou postal à : Le Monde, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ATTENTION : OFFRE LIMITÉE AU 15 NOVEMBRE 1984

Veuillez m'adresser :
L'agenda semainier du *Monde* (couverture pleine cuir) au prix de 400 F TTC l'unité
L'agenda de poche du *Monde* (couverture pleine cuir) au prix de 270 F TTC l'unité
☐ Exemple (s) reliure noire
☐ Exemple (s) reliure bordeaux
Soit _____ exemplaires
x 400 F TTC l'unité
GRAVURE DES INITIALES GRATUITE
Veuillez graver sur mon exemplaire de l'agenda du *Monde* (semainier/poche) les initiales suivantes : _____
Envoi à destination de l'étranger (envoi non recommandé) : agenda de poche : 300 F TTC ; agenda semainier : 450 F TTC

M. _____
M^{me} _____
Prénom _____
Société _____
N° et rue _____
Localité _____ Code postal _____
En cas de commande de plusieurs agendas, merci d'indiquer clairement sur papier libre les initiales et les lieux de livraison respectifs. Veuillez préciser si vous désirez recevoir une facture justificative.

Laurent et Annie CHABRY

Politique et minorités au Proche-Orient

(Les raisons d'une explosion)

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 125 francs
ISBN: 2-7058-0875-6

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

Étranger

MALTE

Le dernier combat du Saint-Esprit travailliste contre l'épiscopat

Depuis plusieurs semaines, la « guerre scolaire » fait rage dans l'île de Malte, et la plupart des enfants sont privés de cours. Mais ce conflit recouvre un affrontement plus important entre le gouvernement et la puissante Eglise de Malte, entre les travaillistes et l'opposition.

De notre envoyée spéciale

La Valette. — L'Eglise, pavée de guirlandes électriques, domine depuis une hauteur Cospicua, le quartier « rouge », celui des docks. Elle vibre des derniers chants de la messe du samedi soir, elle se réchauffe à la chaleur de la foule des fidèles : familles, jeunes couples avec enfants endimanchés, hommes agenouillés à même la pierre, jeunes filles graves aux cheveux couverts d'un voile de dentelle. La messe, à Malte, même en quartier prolétaire, reste ce qu'elle était : ni bigoterie ni vraiment spiritualité, mais un rassemblement populaire très simple et d'une gaieté profane, dans cette maison de Dieu où tout respire l'opulence : les lourds encensoirs, les candélabres géants, la vierge étincelante d'argent massif, les bagues aux doigts du Christ, pour ne parler que de la partie visible du trésor.

Le service terminé, alors que les fidèles s'égaillent, une femme de noir vêtue s'est glissée dans la sacristie en tirant par la main une gamine négligée. Et tandis que le prêtre se dévêt d'une lourde chasuble brodée, elle lui susurre à l'oreille, faussement tragique, en lui présentant l'enfant : « Regardez-la, mon père, elle a vu l'archevêché dévasté et depuis elle a peur... » Quand les dockers sont montés l'autre jour à La Valette pour manifester en faveur du gouvernement travailliste et de la gratuité de l'enseignement dans les écoles catholiques, quelques « éléments incontrôlés » s'en sont pris à l'archevêché sans que les policiers du commissariat, situé à 20 mètres de là, bronchent. Quelques statues décapitées, quelques tableaux saccagés, une pitié de peinture rouge sang sur le portail

de l'imposante église des Dominicains, tel était jusqu'au début de cette semaine le bilan de la « guerre civile » que se livrent les habitants de Malte. Mais voilà que, le mardi 23 octobre, une bombe explose au domicile d'un prêtre. L'engin n'a fait que des dégâts matériels, mais Radio-Vatican a jugé l'affaire suffisamment grave pour s'en mêler et dénoncer énergiquement toute violence contre les gens d'Eglise.

L'affaire se corse lorsque l'on sait que le prêtre visé n'est autre que le frère de M. Mifsud Bonnici, dauphin désigné du premier ministre Dom Mintoff, et actuel ministre de l'éducation, chargé de mettre en œuvre la « machine de guerre » contre les écoles catholiques. C'est que l'île est petite et que, même si deux camps irréductibles s'y sont installés depuis plusieurs semaines dans une guerre de tranchées dont on voit mal l'issue — le gouvernement travailliste et ses troupes d'un côté, l'opposition « nationaliste » et l'Eglise de l'autre —, tout le monde connaît tout le monde. Et tout le monde, en tout cas, est catholique à Malte.

Le curé de Cospicua, malgré qu'il en ait, reste assez fier d'avoir eu autrefois pour sage enfant de chœur Dom Mintoff en personne. Dans le « club » travailliste qui jouxte l'église — un complexe cinéma-café-dancing-salles de réunions — les plus militants de la section confessent qu'ils envoient leurs gosses à la messe, voire qu'ils s'acquiescent encore du doigt au culte. Le dauphin (lui-même) — qui compense un moindre charisme par une plus grande raideur dogmatique — a milité en son temps dans l'association des jeunes chrétiens. « Après tout, je suis aussi catholique que l'archevêque ! », éructe-t-il. Le contraire, effectivement, reste à prouver.

Il suffit de se promener dans La Valette pour comprendre que cette Eglise de Malte — que le Parti nationaliste décrit comme l'« Eglise du silence », opprimée par un dictateur fantôme — reste encore l'un des plus beaux fleurons du catholicisme romain : trois cent quatre-vingt lieux de culte et cinq mille prêtres pour trois cent cinquante mille habitants, pratiquants à plus de 80 % ; une richesse qui ne se cache pas, et dont les travaillistes affirment

qu'elle représente plus d'un tiers des propriétés de l'île. Il suffit, pour sentir ce qu'a de séculier cette puissance, d'entrer dans la monumentale cathédrale Saint-Jean, couverte des armoiries de l'ordre qui fit la gloire et la prospérité de ce rocher perdu entre l'Afrique et la Sicile.

Un compte à régler

La tradition veut que chaque Maltais qui sent sa fin prochaine fasse don à l'Eglise d'une partie de ses terres ou de sa fortune en échange des messes qui seront dites pour le salut de son âme. On comprend la colère de M. Bonnici : « Nous avons cinq mille prêtres et ils ne sont pas encore assez nombreux pour dire ces messes, tant la demande est grande. Ils sont obligés d'envoyer une partie de l'argent à Rome ! Il faut en finir avec cette idée que l'on peut racheter ses péchés en payant. »

Les travaillistes ont avec le clergé un vieux compte à régler. Ils se souviennent de l'époque pas si lointaine (les années 60) où, parce qu'ils avaient instauré le droit au mariage civil, le fait de voter pour eux avait été décrit comme un péché mortel par la hiérarchie catholique. Cela ne s'oublie pas, et Dom Mintoff, avant de quitter le pouvoir, a décidé de croiser le fer avec l'épiscopat. Il n'en est pas en réalité à sa première offensive, et les escarmouches, depuis 1978, se sont multipliées : expulsion de la faculté de théologie de La Valette, interdiction faite à l'archevêque de visiter les écoles et les prisons, suspension des émissions religieuses à la télévision, fermeture des hôpitaux religieux, une mesure qui, déjà, provoque une levée de boucliers, une grève de solidarité de tous les médecins des hôpitaux, et leur mise à pied pure et simple.

A l'été 1982, le Parti nationaliste réclame que la fête de saint Pierre et saint Paul, le 29 juin, soit jour férié et lance un mot d'ordre de grève ce jour-là. Dom Mintoff riposte en s'en prenant à l'archevêque, Mgr Joseph Merciana et, n'y allant pas par quatre chemins, demande son rappel au pape lui-même, avec qui il prétend entretenir de meilleures relations. Le titulaire du diocèse est toujours là et l'histoire se répète : déjà, en octobre 1982, on avait fait donner la garde travailliste dans



SERGUEL

La Valette, et l'archevêque avait été séquestré pendant quelques heures par des manifestants « incontrôlés ».

Un an plus tard, le 29 juin 1983, comme pour fêter cet anniversaire, les travaillistes engagés l'attaque frontale en faisant adopter une loi qui prévoit l'expropriation d'une importante partie des biens de l'Eglise. Le Saint-Siège proteste. L'Eglise saisit la Cour constitutionnelle, qui, en septembre dernier, déclare la loi non valide. Entre-temps, un deuxième front a été ouvert : celui de l'enseignement catholique, qui accueille près de la moitié des élèves du primaire et du secondaire. Le gouvernement, fin août, annonce qu'il instaure la gratuité dans sept établissements catholiques, première étape vers la gratuité totale dans l'enseignement. L'Eglise répond en fermant toutes ses écoles. Les parents d'élèves se mobilisent derrière elle, et les enseignants du public, dans leur majorité proches de l'opposition, transforment le conflit salarial qui depuis des mois les opposait à l'Etat en un mouvement de solidarité. Comme les médecins quelques années plus tôt, ils sont mis à pied sans autre forme de procès. Grandes vacances donc pour les petits Maltais.

Ce que veulent les travaillistes, c'est, comme le dit M. Bonnici, en finir avec « les derniers rejets du féodalisme », avec un cléricisme anachronique, « moines que ce qu'a fait la France il y a deux siècles », ajoute-t-il. C'est vrai, à cela près que Dom Mintoff et M. Bonnici ont tendance à vouloir faire le bonheur des Maltais malgré eux (« en bons catholiques de gauche », disent leurs détracteurs), et que leur socialisme connaît depuis quelques années d'inquiétantes dérives.

Un père libérateur

L'Eglise maltaise au fond, ne se défend pas contre la gratuité de l'enseignement, elle se défend contre les viles bégoniques du pouvoir. Elle a le sentiment que, si Dom Mintoff prétend pouvoir s'entendre avec le pape, c'est parce qu'il se prend pour Dieu lui-même. La guerre scolaire n'est en fait que le dernier épisode d'un conflit qui divise de plus en plus profondément la société maltaise. La moitié de l'île suit Dom Mintoff comme un père qui lui a apporté un meilleur niveau de vie, qui a desserré le carcan d'une Eglise toute-puissante, qui l'a libérée des « derniers traces du colonialisme » en fermant, en 1980, la base militaire britanni-

que, qui tient le discours simple du non-alignement (dût-il recourir à une politique étrangère assez versatile), et qui, plus prosaïquement, a distribué parmi les siens les postes de l'administration et du secteur public.

L'autre moitié est plus réfractaire que jamais au dirigisme brouillon et fantasque, et de plus en plus arbitraire, qu'on veut lui imposer. Une part importante de l'activité économique est passée sous contrôle de l'Etat, les importations sont entièrement régies par un organisme central, la télévision est l'outil du pouvoir, le droit de grève n'existe plus guère puisqu'il est sanctionné par le lock-out au moins dans le secteur public ; quant à la démocratie parlementaire, elle a été assez maltraitée lors des élections, en 1981, lorsque les travaillistes, craignant de perdre le pouvoir, ont modifié le découpage des circonscriptions et réussi à conserver une majorité au Parlement bien que minoritaires en voix. Les députés nationalistes, pendant un an et demi, n'ont plus mis les pieds au Parlement.

Le premier ministre, après sa période chinoise, puis sa période libyenne, puis l'ouverture aux pays d'Europe de l'Est, qui n'a guère eu d'effets concrets, paraît ressentir actuellement un grand élan de sympathie pour la Corée du Nord. La rumeur dénonce un « accord secret » conclu avec ce pays pour la livraison de matériel militaire, et la presse a publié récemment un poème assez naïf adressé par Dom Mintoff à Kim Il-sung. Tout cela fait beaucoup parler, mais n'implique pas, pour des raisons d'impératifs évidents, de rupture avec l'Occident. C'est-à-dire essentiellement la Grande-Bretagne et l'Italie. Dom Mintoff s'entend à l'art de jouer ses alliés les uns contre les autres et sait tirer parti des inquiétudes qu'il suscite. Mais les Maltais redoutent que les lubies de leur premier ministre ne leur fassent bientôt perdre les amitiés auxquelles ils tiennent, c'est-à-dire celles des pays occidentaux. L'île se sent à la dérive. En s'en prenant à l'Eglise, Dom Mintoff s'attaque d'une certaine manière à l'identité nationale et risque de se heurter cette fois à plus solide que lui.

CLAIRE TREAN.

URSS

Le BAM sera-t-il de la fête ?

C'est un plan d'une folle ambition qui s'est déjà heurté à d'immenses difficultés. Mais il faut pour des raisons stratégiques doubler le vieux Transsibérien d'une ligne moins proche de la Chine. Et il fallait en avoir fini avant l'anniversaire de la Révolution russe, le 7 novembre. Ce n'est pas une mince performance.

De notre correspondant

Moscou. — La voie ferrée Baïkal-Amour-Magistral (BAM) est peut-être le « chantier du siècle », comme le médias soviétiques le répètent à satiété. Mais les chiffres sur ce frère jumeau du Transsibérien, destiné à la fois à désengorger celui-ci et à le « doubler » sur son parcours asiatique, à bonne distance de la frontière chinoise, ont probablement été frappés d'un sort par un chaman, un de ces sorciers animistes qui habitent ces contrées lointaines.

Qui croire, en effet ? Les travaux ont officiellement commencé il y a dix ans, en 1974, mais des ouvriers rencontrés à Moscou se souviennent d'y avoir travaillé dès 1972, soit deux ans plus tôt. Le nombre d'ouvrages d'art construits varie, semble-t-il, avec l'importance de l'interlocuteur occidental auquel on s'adresse.

Peu importe, en définitive, combien de ponts et de tunnels ont effectivement été mis en service. L'entreprise est titanesque, même si elle est encore en partie inachevée. Comme pour le gaz-

due sibérien, dont l'inauguration a été annoncée alors que la plupart des stations de compression ne fonctionnaient pas encore, il s'agit d'un ensemble « évolutif ». Peut-être un train de marchandises pourra-t-il réellement, à la fin de ce mois, à la veille du soixante-septième anniversaire de la révolution d'octobre, parcourir l'intégralité des 3 102 kilomètres du BAM (3 505, selon d'autres relevés et près de 5 000 km si l'on compte les voies annexes et les dessertes). Beaucoup de tunnels sont inachevés, mais des dévia-

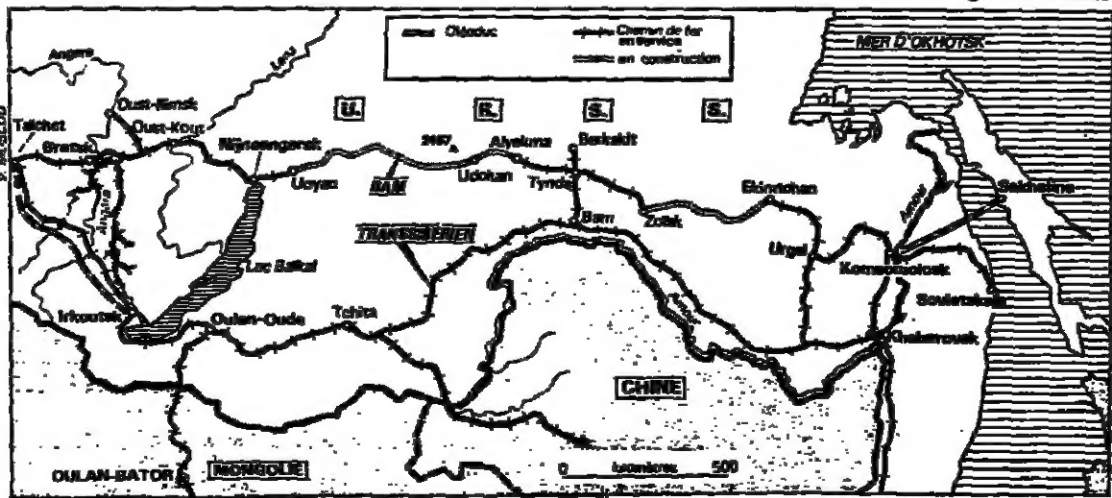
l'ancien tracé. L'« autre » Transsibérien, inauguré en 1904, reste en service, notamment pour les passagers, puisque le BAM, pour longtemps encore, ne transportera, semble-t-il, que des marchandises.

Le projet de Loïs de Lobell

A l'époque où les ingénieurs français, fidèles à la tradition saint-simonienne, rêvaient d'entourer le globe d'une ceinture

paraît-il, été utilisées pour le BAM.

Les tunnels continuent à poser des problèmes redoutables, notamment en Sibérie orientale, où l'activité sismique et les aléas du terrain transforment les ingénieurs en dévins. La plupart des galeries sont encore en chantier. Celle de Severo-Mysk, proche du lac Baïkal, la plus longue du monde, avec 15,8 km, est un véritable casse-tête et n'est pas près d'être achevée. Les ouvriers y ont rencontré successivement du granit, une boule de gravier molle



tions ont été mises en place pour contourner certains massifs montagneux.

Le BAM se détache du vieux Transsibérien, qui date des tsars, près du lac Baïkal. A partir d'Oust-Kout, à 260 km au nord de la plus grande réserve d'eau douce du monde, il s'élance vers le Pacifique, maintenant une distance de 400 à 700 km avec

de chemin de fer, Loïs de Lobell avait proposé, au début de ce siècle, à la cour de Saint-Petersbourg, sitôt le premier Transsibérien achevé, de bâtir une voie reliant Paris à New-York. Il s'agissait d'édifier un tunnel sous le détroit de Behring et de traverser ensuite l'Alaska et le Canada. Ce projet n'eut pas de suite mais certaines esquisses ont,

comme du savon liquide, qui a emporté leur matériel et, pour couronner le tout, une poche d'eau bouillante due à la présence d'un volcan et qui résista à tous les pompages. Une société française, Solétanche, est sur les rangs aux côtés d'autres entreprises étrangères, notamment japonaises. Personne ne se hasarde à dire quand le tunnel de Severo-Mysk entrera en service.

Ailleurs, il a fallu jouer avec la « merzota », la couche de sol qui ne dégele jamais. Si on ajoute les énormes variations de températures (jusqu'à 50 °C en une seule journée et, sur toute l'année, une amplitude allant de + 40 °C l'été à - 60 °C l'hiver), la boue, la glace, les moutonnades et les tremblements de terre, nombreux dans les régions traversées, on aura une idée des difficultés auxquelles ont été confrontés les dizaines de milliers de jeunes gens et jeunes filles (130 000 au total ?) attirés par des salaires quatre fois supérieurs à la moyenne (de l'ordre de 700 roubles par mois).

Des richesses minières fabuleuses

Honnêtement, cependant, qui oserait comparer leur peine à celle des travailleurs du premier Transsibérien. Ces derniers étaient exploités par « une entreprise capitaliste dans un pays semi-féodal », explique M. Valéri Tchichoukoun, membre correspondant de l'Académie des sciences et vice-président du conseil pour la mise en valeur de la zone du BAM. « Ils connaissaient le travail forcé, une nourriture qui ne valait rien du tout, une absence quasi totale de machines, d'abris décentes... Ce chemin de fer a coûté plusieurs milliers de vies. Est-il besoin de dire que le BAM a été construit d'une tout autre façon ? », ajoute M. Tchichoukoun.

Le BAM va permettre d'éloigner de la frontière chinoise une voie stratégique reliant l'Extrême-Orient soviétique au reste du pays. Les richesses fabuleuses vont en outre pouvoir être mieux exploitées et peut-être exploitées.

Sur le parcours du nouveau transsibérien, on trouve en effet des gisements de charbon, de fer, de cuivre, d'or, d'argent, de bauxite, de zinc, de tungstène, de manganèse, de molybdène, d'amiant et de graphite. Dans le sud de la Sakhaline, probablement la région la plus riche en minéraux, on extrait déjà du charbon de très bonne qualité, on a découvert un gisement de cuivre qui pourrait bien être l'un des plus grands du monde.

La presse soviétique s'est fait régulièrement l'écho des insuffisances de l'« intendance » du chantier. Ici, il a fallu installer un hôpital dans un centre commercial parce qu'on avait oublié d'en construire un. Presque partout, les équipements sociaux ont connu des retards. L'idée est, en effet, de fixer la population autour de la nouvelle voie en construisant une ceinture de villes et d'usines. On entendrait probablement encore parler du BAM et de sa zone d'intérêt économique jusqu'à la fin de ce siècle.

Une entreprise française a, en tout cas, intérêt à ce que l'on puisse rapidement rouler sans trop d'atras d'un bout à l'autre de la ligne. La firme Alsthom est sur les rangs pour la fourniture d'une centaine de locomotives diesel de très forte puissance (6 400 chevaux), au coût unitaire de vingt-cinq millions de francs. Il faudra en atteler deux ou trois aux convois de minerais ou de grumes qui traverseront la targa. Le BAM relève donc un peu du commerce extérieur français, même si ses traits dominants empruntent davantage à Jules Verne et à l'« épopée socialiste ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.

مجلس الشعب

France

A TRAVERS L'APPEL DES CENT

Le PCF et la CGT se mobilisent pour la paix

L'Appel des cent et le Mouvement de la paix (proches du PCF) organisent, le dimanche 28 octobre, à Paris, une « marche pour la paix ». Deux cortèges, partant l'un de la place Châteaubert, l'autre de la place d'Italie, se dirigeront, à partir de 14 heures, vers la place de la République.

Cette manifestation, à la préparation de laquelle la presse communiste a fait une large place (*L'Humanité* dimanche lui consacre, cette semaine, un supplément spécial en couleurs), n'a reçu l'appui d'aucun autre parti politique, seules certaines formations d'extrême gauche, dont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) appelant à y participer. Le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE) a décidé de laisser à ses partisans le libre choix de prendre part ou non à cette marche. En revanche, la CFDT, qui avait soutenu le CODENE en 1983, s'est déclarée en désaccord avec la « partialité » des mots d'ordre de la manifestation.

Outre le PCF et la CGT, la Jeunesse ouvrière chrétienne, le SNES et l'Union pacifiste de France ont signé l'appel à la manifestation de dimanche, de même que diverses personnalités du monde scientifique, artistique et culturel.

Le Mouvement de la paix, qui avait participé à la manifestation des Verts, en Allemagne fédérale, le 20 octobre, organisée d'autre part, à l'occasion de la Semaine de l'ONU pour le désarmement, une série d'initiatives (manifestations, expositions, etc.) qui, selon l'objectif fixé, doivent avoir lieu dans deux cents villes.

Entretenir la flamme des euromissiles

Il est un domaine où la gauche avait accompli sa conversion aux réalités du temps bien avant d'arriver au pouvoir : la défense. Les communistes, en mai 1977, les socialistes, en janvier 1978, avaient adopté la doctrine de la dissuasion nucléaire. Non sans difficulté : le tournant du PCF avait pris au détour d'un militant de ce parti, adversaire depuis toujours de l'arme nucléaire, à laquelle le programme commun de la gauche, établi en 1972, prévoyait de renoncer : au PS, l'axe Hertz-Chevènement, favorable à la force de frappe, avait mis de temps à l'empêcher sur les partisans d'une défense différente, recordistes souvent, mais pas seulement.

De part et d'autre, on était en deuil d'un engagement traditionnel dans les courants socialistes et communistes : contre la guerre, contre la course aux armements, contre « la bombe ». L'affaire des euromissiles pouvait ressusciter ce combat-là, d'autant qu'elle soulevait, dans les partis de gauche et dans certains Eglises des pays voisins, une étonnante grandiosité.

Les Français, certes, n'étaient pas touchés directement par la décision de l'OTAN d'implanter de nouveaux missiles américains en Europe de l'Ouest et les Soviétiques maintenaient, de leur côté, leurs SS-20 ; mais M. François Mitterrand avait décidé, à la différence de M. Valéry Giscard d'Estaing, de soutenir ouvertement, dans cette affaire, les alliés américains et européens de la France, preuve que celle-ci avait son mot à dire dans l'affaire.

La victoire de la gauche, en 1981, créait donc les conditions d'une mobilisation sur ce thème. Beaucoup de militants, qui, avaient admis, à la rigueur, la nécessité pour la France d'assurer sa défense grâce à l'arme nucléaire, avaient peine à comprendre qu'un président socialiste parût soutenir l'escalade des armements en Europe. Là était, cependant, l'obstacle pour les pacifistes, ceux du PCF et les autres, car la position de M. Mitterrand, outre qu'elle limitait, au sein du PS, la liberté d'action des adversaires des Pershing, exerçait sur la gauche dans son ensemble une pédagogie efficace. Elle avait, à tout le moins, un effet dissuasif : la manifestation patronnée par le Mouvement de la paix, le 25 octobre 1981, ne réunissait pas beaucoup plus de monde que celle de décembre 1979, immédiatement consécutive à la décision de l'OTAN.

Deux éléments nouveaux intervenaient au début de 1982. Le Parti communiste, constatant que le Mouvement de la paix, structure vieillie, trop marquée par ses origines (la guerre froide), n'est pas un instrument de mobilisation efficace, lance, sous la houlette de M. Georges Séguin qui quitte le secrétariat général de la CGT et le bureau politique du PCF, l'Appel des cent. Le PCF met à profit sa participation au gouvernement pour attirer quelques personnalités de la gauche non communiste, intellectuels en quête d'un mode d'intervention dans la situation créée par la victoire de 1981, pacifistes ou américanophobes que heurte la position du chef de l'Etat.

Cette façade rassemblée est plus engageante pour les militants du PCF et ceux de la CGT, sollicités avec insistance par les dirigeants et, somme toute, heureux de se dépenser pour une cause moins dépri-

manche que celle de l'alliance, minoritaire et contrainte, avec un PS qu'ils combattaient encore un an auparavant.

Dans la même période, commence à s'affirmer un courant pacifiste distinct du PCF, une sorte de version française du mouvement de paix allemand ou de son homologue néerlandais. Le Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe (CODENE), soutenu par le PSU, n'a pas, loin de là, les moyens que le PCF et la CGT peuvent mettre au service de leur campagne contre les Pershing, mais il bénéficie de sympathies dans la mouvance post-soixante-huitarde (extrême gauche, écologistes, antinucléaires, tiers-mondistes) et dans la CFDT. Il met en avant, en outre, ses relations avec les ailes pacifistes des partis socialistes ou sociaux-démocrates des pays voisins, en espérant forcer ainsi les socialistes français au dialogue.

Au total, l'Appel des cent d'abord et surtout, le CODENE plus tardivement et, avec moins d'ampleur, parviennent à entraîner dans leurs manifestations de notables fractions du « peuple de gauche », parmi ceux, notamment, que les suites de la victoire de 1981 rendent perplexes. Le PCF et la CGT, reconnaissent, le temps d'une « marche pour la paix », à Paris, le 20 juin 1982, ou d'un « rassemblement » un an plus tard, à Vincennes, ceux que la participation de leur parti au gouvernement réjouit et ceux qu'elle rend moroses, ceux qui avaient voté pour M. Marchais en 1981 et ceux qui avaient préféré M. Mitterrand, ceux que les événements d'Afghanistan et de Pologne avaient seulement gênés et ceux qu'ils avaient ulcérés. Les occasions de se retrouver ne sont pas si nombreuses. On fait nombre : deux cent mille ? trois cent mille ? — pour exprimer la plus légitime indignation : certains des fabricants des armes pendant que la moitié de la population du globe meurt de faim ? L'effet d'entraînement, toutefois, ne va pas beaucoup plus loin. Les autres secteurs de l'opinion restent sourds à la bonne parole du PCF.

De côté du CODENE, il faut attendre 1983 — le traditionnel rassemblement antinucleariste du Larzac en août, la manifestation parisienne d'octobre — pour faire les comptes. Le Larzac fait le plein : dix mille personnes. L'appui de l'Union régionale CFDT a peut-être contribué à ramener vers le causse, pour le dixième anniversaire de son accession au statut de symbole antinucleariste, beaucoup de ceux qui, une année ou l'autre, y étaient passés pour soutenir le combat des paysans contre l'extension du camp militaire. Là, encore, on reste entre soi. Deux mois plus tard, le 23 octobre à Paris, le CODENE, malgré le ralliement officiel de la CFDT, ne réunit que sept à huit mille personnes. La veille, l'Appel des cent n'a pas enlevé le patronage des manifestations annuelles de la semaine de l'ONU pour le désarmement, se comptant quinze mille à vingt mille manifestants.

C'est peu, sachant que l'on est à deux mois de l'installation probable des Pershing, les négociations soviéto-américaines de Gendève allant à l'échec, M. Georges Marchais s'étant rendu la même en allant signer à Moscou, en juillet 1983, avec l'ourli Andropov, un communiqué contre les Pershing ? Les pacifistes français ont-ils été décon-

naqués par la demande soviétique, approuvée par le PCF, d'inclusion de la force nucléaire française dans le rapport des forces entre les blocs en Europe ? Ont-ils été troublés par les ambiguïtés du pacifisme allemand ? La pédagogie de M. Mitterrand s'est-elle révélée plus forte que celle des adversaires des Pershing ?

Tout cela, s'ajoutant à l'unité des grands partis, au PCF, et à la position de l'Eglise, qui a approuvé le chef de l'Etat dans cette affaire, a, bien évidemment, joué. Le plus probable, toutefois, est que la querelle des euromissiles, sans enjeu aisément perceptible pour la France, a paru aux Français secondaire par rapport aux débats que soulevait, au même moment, l'action gouvernementale et législative de la gauche.

Echec global pour la diplomatie soviétique et pour le PCF, la tentative de développer un mouvement pacifiste en France a permis, néanmoins, aux communistes de recouvrer une part de leur « identité », mise sous le boisseau depuis 1977, et de donner corps à un « mouvement de masse » (c'est-à-dire un mouvement où ils n'apparaissent pas en tant que tels) qui peut encore servir. Maintenir l'activité de ce mouvement, voilà le sens de la marche de dimanche.

PATRICK JARREAU.

AU SÉNAT

Convergences pour la protection de la montagne

La montagne doit avoir « sa » loi avant la fin de l'année : la discussion du projet relatif au développement et à la protection de la montagne, qui s'est achevée au Sénat dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 octobre, n'a pas révélé de divergences susceptibles de retarder le processus législatif dont la prochaine étape sera constituée par la seconde lecture du texte à l'Assemblée nationale à la fin du mois de novembre.

Le climat qui a prévalu au Palais du Luxembourg, et qui s'est traduit par une approbation unanime du texte, tranchait — c'est le moins que l'on puisse en dire — avec l'accueil houleux et sévère que les « montagnards », réunis le 5 avril dernier (*le Monde* du 7 avril) à Clermont-Ferrand, à l'appel de la FNSEA, avaient réservé à M. René Soucheon, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et à la forêt, et à son projet.

Certes, les divergences sont apparues entre le gouvernement et la majorité sénatoriale et même parfois au sein de cette dernière (*le Monde* daté 26-27 octobre). Des divergences essentiellement techniques. Par exemple, suivant l'avis du rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Jean Faure (Union centr., Isère), le Sénat a supprimé les références faites à la LOTI (Loi d'orientation des transports intérieurs) pour les remontées mécaniques. En revanche, M. Faure n'a pu obtenir que l'organisation du service des remontées mécaniques soit transférée systématiquement aux communes. M. Paul Malassagne (App. RPR, Cantal), appuyé en cela par le secrétaire d'Etat faisant accepter que les communes pourraient se faire transférer les remontées organisées par les départements avant la publication de la loi.

Le budget à l'Assemblée nationale

● Environnement : de l'es-sence sans plomb avant 1989

Les députés socialistes ont adopté, le vendredi 26 octobre, les crédits du ministère de l'environnement : les communistes se sont abstenus, ceux du MRP et de l'UDF ont voté contre. Ce budget s'élève à 809 millions de francs, soit une augmentation de 1,8 % par rapport à 1984 (3,3 % à structure budgétaire égale). Il représente 0,07 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Des votes différents, mais tout le monde est bien d'accord sur l'analyse : M^{me} Huguette Bouchardeau mène une action énergique, efficace dans une domaine essentiel. Seulement, voilà, elle n'a pas les moyens financiers de sa politique. M. René Rieubon (PC, Bouches-du-Rhône), rapporteur spécial de la commission des finances, a fait une analyse fouillée de cette insuffisance des crédits : l'Etat confie dorénavant aux Agences de bassin le soin de financer les travaux des grands barrages et de protection contre les eaux ; cela représente une économie de 1985 de 25 millions de francs. Le conservateur du littoral aurait besoin de 132 millions, il n'en aura que 80. Les crédits de fonctionnement des réserves naturelles diminuent de 15,7 %.

M. René La Combe (RPR, Maine-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission de la production, ne fut pas moins sévère, remarquant, notamment, que l'inspection des installations classées, maintes fois rattachée au ministère de l'environnement, ne dispose que de 547 agents pour surveiller 450 000 établissements. Pour l'opposition, l'affaire est donc entendue : « Ce budget traduit le refus du gouvernement de faire porter un effort particulier et continu sur la protection de la nature et la lutte contre la pollution », comme a dit M. Jean-Louis Gossoduff (RPR, Finistère). M. André Soury (PC, Charente), lui, reproche particulièrement à M^{me} Bouchardeau de trop « céder aux pressions du grand patronat » dans la lutte contre la pollution industrielle.

M. Yves Tavernier (PS, Essonne), lui-même ne dissimula pas ses « réserves » et ses « inquiétudes » : seulement, il fit remarquer que le budget du ministère « ne représente qu'une petite partie de l'effort financier de l'Etat en faveur de l'environnement » : les dotations inscrites au budget d'autres mini-

stères et concernant cette même politique « s'élèvent à 990 millions de francs », dit-il, à quoi il ajoute trois milliards de moyens extrabudgétaires.

M^{me} Bouchardeau, fit, de plus, remarquer que, compte tenu des dépenses transférées aux Agences de bassin, le budget consacré à l'environnement augmenterait en fait de 5 % ; à ce sujet, elle a assuré que cette charge nouvelle serait compensée pour les Agences selon des modalités actuellement à l'étude. Par ailleurs, elle a annoncé que le fond d'intervention pour la qualité de la vie aiderait les parcs régionaux ; pour respecter « globalement » les engagements pris par l'Etat. Pour tenter de faire face au manque de crédits, elle a annoncé qu'elle envisageait d'étendre le principe de la « mutualisation des risques » qui fait payer les pollueurs, la pollution de l'air, et à l'élimination des déchets.

Cela étant, son principal sujet de préoccupation reste le problème des pluies acides, qui a été aussi abordé par le plupart des intervenants. Presque tous partageant la conclusion de M. Rieubon : « La teneur en plomb de l'essence doit être éliminée dans les plus brefs délais ».

M^{me} Bouchardeau est d'accord : il faut réduire la pollution automobile. L'industrie française doit donc « se préparer aux évolutions à venir », l'objectif étant : « Utiliser en Europe des voitures moins polluantes et de l'essence sans plomb en 1989 au plus tard ». Elle tient donc à ce qu'une « décision » de l'ensemble des pays de la CEE soit prise le 6 décembre prochain, car « une harmonisation est nécessaire entre les différents partenaires ».

● Droits de la femme : adapter la législation aux nouveaux comportements

L'Assemblée nationale a débattu, le vendredi 26 octobre, du budget du ministère des droits de la femme. Il sera voté plus tard avec les crédits d'autres départements dépendant directement du premier ministre. D'un montant de 109 millions, en diminution de 3,2 % sur 1984, et même de 7,1 % à structure budgétaire constante, il représente 0,01 % des dépenses totales de l'Etat.

Les droits de la femme, personne n'est contre, ou s'il y en a, ils se cachent bien ! En tout cas, vendredi au Palais-Bourbon, personne n'a critiqué l'action de M^{me} Yvette Roudy, le ministre qui en a la charge. Même M. Emmanuel Hamet (UDF, Rhône), rapporteur spécial de la commission des finances — seul véritable orateur de l'opposition — s'est félicité de l'action menée et a conseillé l'adoption de ce budget. Pour autant tout n'est pas rose. M^{me} Ghislaine Toutain (PS, Paris), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, n'a pu que constater qu'il restait beaucoup à faire, évoquant notamment la situation des femmes immigrées, celle des femmes seules mères isolées et « la nécessité d'adapter la réglementation et la législation aux nouveaux comportements », que ce soit l'apparition « de nouvelles formes de famille » ou le délicat dossier « des nouvelles techniques médicales de fécondation ».

Raison de plus pour s'inquiéter de la réduction des moyens du ministère des droits de la femme. « Leur contraction », a remarqué M^{me} Toutain, risque de limiter ses initiatives. « M^{me} Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) partage bien entendu cette inquiétude, réduisant des crédits pour la formation professionnelle des femmes. Mais, si ses amis s'abstiennent sur le vote des crédits de ce ministère, c'est surtout parce que « les femmes sont les premières à avoir besoin que le gouvernement mène une politique de croissance ».

M^{me} Roudy n'a pas contesté qu'elle avait dû rabattre de ses prétentions. Mais, a-t-elle affirmé : « J'ai tenu à sauvegarder la formation professionnelle et l'information, ces deux piliers de mon action ». Elle a ajouté que les crédits destinés au premier « se maintiendraient et même progresseraient grâce à un redéploiement ». Pour le reste, elle a annoncé qu'elle allait continuer son action pour accroître les possibilités d'orientation des filles, car « il faut combattre les vieux préjugés » sur les choix des métiers possibles pour les femmes.

● Outre-mer : les « éternels pauvres »

Seul le groupe socialiste, majoritaire, a adopté, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 octobre, les

crédits du secrétariat d'Etat aux départements et aux territoires d'outre-mer, dont le montant s'établit à 1 369,5 millions de francs, soit une progression de 12,30 % par rapport à 1984 (la part de ce budget dans le budget général représentant 0,05 %). Les députés communistes se sont abstenus, les groupes RPR et UDF ont voté contre.

Le porte-parole du groupe communiste, M. Jacques Brunhes (Seine-Saint-Denis), a justifié son refus en soulignant que l'augmentation de l'enveloppe budgétaire mise à la disposition de M. Georges Lemoine ne compensera pas la réduction des moyens prévus pour les actions outre-mer, qui permettaient jusqu'à présent de dégager quelques subsides en faveur des chômeurs les plus déshérités (*le Monde* du 11 octobre). M. Brunhes a également regretté la « diminution inadmissible » des bourses scolaires à la Réunion. Les critiques du groupe communiste correspondent d'ailleurs au durcissement manifesté contre le gouvernement par le Parti communiste réunionnais, dont le secrétaire général, M. Paul Vergès, réélu en juin à l'Assemblée nationale sur la liste du PCF, se posait jusqu'à présent, outre-mer, en partenaire privilégié du pouvoir. En outre, M. Brunhes a repris à son compte les reproches adressés au gouvernement par les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie.

Bien qu'ils aient voté le budget, les députés socialistes se montrent, eux aussi, très sévères. En leur nom, M. Wilfrid Bertille (la Réunion) a affirmé que la diminution des crédits affectés au chantier de chômage constitue une « catastrophe », et souligné que « la solidarité nationale n'est pas encore, outre-mer, ce qu'elle devrait être ».

Les ardeurs de l'opposition ont eu beau jeu d'en rajouter. M. Michel Debré (la Réunion), porte-parole du RPR, a estimé que l'attitude du pouvoir fait courir « le risque d'explosions sociales ». M. Marcel Eadras, au nom de l'UDF, a développé la même argumentation... que M. Brunhes.

Les réponses du secrétaire d'Etat ont confirmé l'impuissance du pouvoir à relever réellement, faute de moyens, le défi des inégalités sociales. M. Lemoine a notamment souligné que le gouvernement « n'avait pas pu » éliminer la disposition indigne subsistant outre-mer, en vertu de laquelle on supprime le versement des allocations familiales aux chômeurs si ceux-ci demeurent trop longtemps sans activité professionnelle. Ce dossier « sera réexaminé dans le cadre du programme prioritaire d'exécution concernant la famille ».

Certes, il est toujours question de remédier aux inégalités de revenus qui résultent d'un système économique à deux vitesses dans lequel les fonctionnaires bénéficient de suraliments, alors que les petits salariés du secteur privé sont soumis à un SMIC inférieur de près de 20 % à celui de la métropole.

M. Lemoine a même annoncé le « gel », à partir du 1^{er} janvier 1985, des primes versées aux fonctionnaires. Mais le dossier est renvoyé, au fond, à une « étude globale » qui sera conduite par une mission « chargée de proposer au gouvernement une analyse comparative des situations actuelles et les mesures propres à ouvrir des perspectives nouvelles et réalistes ». Les décisions éventuelles ne seront prises qu'après consultation des intéressés.

De même, le secrétaire d'Etat a renvoyé à une session ultérieure le débat d'orientation économique promis depuis longtemps aux parlementaires. Le député communiste de la Guadeloupe a tiré la principale conclusion de la discussion en soulignant, à juste titre, que le débat métropolitain sur les « nouveaux pauvres » renvoie aux « farmes des crocodiles » si l'on veut bien prendre en considération le sort des « éternels pauvres » de l'outre-mer. Mais M. Ernest Moutoussamy est été plus convaincant s'il n'avait lui-même versé quelques larmes sur les « pauvres » fonctionnaires.

A. R.

France

LE CONGRÈS DU CDS A TOULOUSE

Les centristes engagent la croisade du « parler vrai »

Toulouse. — Les centristes ont beau dire pour se consoler que M. François Léotard parle « à tort et à travers », le nom du secrétaire général du PR revient inévitablement dans leurs réunions parce qu'ils envient la notoriété à laquelle est parvenu M. Léotard, et regrettent que leur propre président, M. Pierre Méhaignerie, n'ait pas su s'imposer autant auprès de l'opinion. Ce dernier compte ce reproche. C'est pourquoi avec une certaine habileté il a voulu montrer vendredi, lors l'ouverture à Toulouse du cinquantième congrès du CDS, qu'il avait eu, de son côté, sans tapage, donner à son parti les « atouts » qu'il, demain, seront indispensables pour gagner quand viendra l'heure des « petites et grandes manœuvres ».

C'est ainsi qu'il a insisté sur la meilleure implantation de son parti sur le terrain, qu'il s'est félicité d'avoir su préserver l'unité et l'indépendance du CDS. Il est vrai que, depuis deux ans, le CDS a notamment multiplié par deux le nombre de ses maires dans les villes de plus de trente mille habitants, le nombre de ses présidents de conseils généraux et régionaux. Il est vrai aussi qu'il a, à sa tête — avec M. Jacques Barrot, secrétaire général,

MM. René Monory et Bernard Stasi, qui deviendront premiers vice-présidents, et M. Jean Lecanuet, président d'honneur — une équipe saine qui a surmonté ses querelles d'il y a deux ans lors de la bataille pour la succession de M. Lecanuet à la tête du CDS.

En revanche, que l'indépendance du parti ait été préservée mériterait sans doute quelques explications de la part de M. Méhaignerie, soupçonné, il y a deux ans, d'avoir « un fil giscardien à la patte » et qui, depuis plusieurs mois, affirme son « attachement » à M. Barre. « Je crois — a affirmé M. Méhaignerie — que l'engagement politique est un engagement exactement inverse de celui qui conduit à remettre son destin, ses choix, son avenir, entre les mains d'un homme (...). Notre mouvement a une histoire, il est porteur de valeurs de choix. Son horizon dépasse celui qui est assigné à un homme. C'est à nous de juger les hommes par rapport à notre engagement, aux valeurs et aux projets dont le CDS est porteur. » Autrement dit, le CDS peut bien partager « un certain nombre de convictions et d'attitudes » avec M. Barre, il n'entend pas pour autant remettre son « destin » entre les mains de l'ancien premier

ministre. Mieux encore, il veut être au sein de l'opposition le parti qui fait taire les divisions entre les « présidentiables ». « Nous n'admettons pas une lutte fratricide pour le pouvoir dans l'opposition. Je fais des propositions concrètes sur ce point », a dit M. Méhaignerie. Cette unité, cette indépendance et cette montée en puissance sur le terrain, M. Méhaignerie a voulu les faire apparaître comme autant d'atouts pour le CDS au regard des autres partis de l'opposition. Des atouts au service d'une ambition : le parler vrai, qui devrait, selon M. Méhaignerie, assurer l'originalité du CDS. « Nous gagnerons demain parce que nous aurons des hommes vrais, apportant des réponses vraies », a-t-il affirmé.

C'est donc sur ce créneau du parler vrai et de l'authenticité — qualités que le CDS reconnaît à M. Barre — que M. Méhaignerie invite son parti à se battre. Il le peut d'autant mieux, pense-t-il, que le CDS a su, depuis deux ans, s'imposer une discipline en s'interdisant « le moindre mot désagréable » à l'égard de ses partenaires de l'opposition et en évitant de participer à la radicalisation du débat entre la droite et la gauche. Il le peut d'autant plus, juge M. Méhaignerie, que le CDS a justement su refuser

la politique des « coups et des petites phrases » et qu'il peut apparaître, dans un pays en « désarroi », comme le défenseur d'un certain nombre de « valeurs » : celles de l'« humanisme démocratique », qui sont « le respect de la personne humaine, le refus du totalitarisme étatique, le souci d'appuyer tout développement économique et social sur la liberté, l'initiative, la responsabilité, la primauté de l'homme, mais aussi la solidarité et la justice sociale ». Ce sont ces idées — a rappelé M. Méhaignerie — qui ont « provoqué la construction de l'Europe » et « aujourd'hui, s'il existe un espoir pour l'Amérique latine, il est incarné par le courant démocratique-chrétien de M. Duarte ».

« Nous n'apparaîtrons pas aujourd'hui comme un parti tout à fait classique ? Tant mieux : soyons un parti nouveau. Nous ne sommes pas un parti tout dévoué à un chef ? Tant mieux : soyons un parti d'équipe. Nous ne sommes pas dans la politique spectacle ? Tant mieux : faisons de la politique pour le spectacle mais pour le bien commun », a conclu M. Méhaignerie, répondant ainsi aux objections qui pouvaient lui être faites.

CHRISTINE FAUVET-MYICIA

M. Pierre Méhaignerie : un comportement

L'opinion qui le connaît peu a sans doute oublié qu'il fut, sous le septennat précédent, le plus jeune ministre de l'Agriculture et qu'il occupa ces fonctions pendant quatre ans. Elle ne sait sans doute pas plus qu'il fut aux élections législatives de 1981 le député de l'opposition le mieux élu avec 72,5 % des suffrages. Elle ne garde pas en tout cas le souvenir d'une démarche audacieuse qu'il aurait tentée M. Méhaignerie depuis qu'il est à la tête du CDS.

Hier, ses supporters le désignent « présidentiable ». Aujourd'hui ils s'interdisent qu'il se lance plus avant dans la bataille. Mais M. Pierre Méhaignerie continue d'aller à son pas et ne cherche pas à retenir l'attention d'une manière qu'il jugerait artificielle.

Il a peu de goût pour les croc-en-jambe politiques et les petites phrases assassines. Il préfère, dit-il, les « discours solides appuyés sur les faits et compris par l'ensemble des Français ». La nature du débat politique en France l'inquiète. Il le juge « très superficiel » et « trop politique ». Il ne semble jamais

aussi heureux et détendu que quand il quitte Paris pour rejoindre sa commune de Vireux, et sa famille.

Quand il a été élu à la tête du CDS, il y a deux ans, à la plus grande satisfaction de M. Lecanuet, — il a défini ce qu'était à ses yeux le centrisme : « La nuance et la vérité dans les analyses, la tolérance dans le dialogue mais la détermination dans le combat, le respect de la parole donnée, des hommes proches des préoccupations quotidiennes des Français, comme eux sans privilèges ni prérogatives ».

A cette définition, il veut se conformer comme il souhaite que son parti se distingue à la fois par ses idées, mais aussi par le comportement de ses élus. Il voulait préserver l'unité du CDS et son indépendance. Ce parti-là il estime l'avoir gagné en dépit de l'étiquette barriste que se voit attribuer son parti. M. Méhaignerie avait engagé un deuxième pari : le CDS devait avoir une « image ». Ce parti-là reste à gagner. Au moins la réflexion a-t-elle été engagée collectivement lors du cinquantième congrès du CDS.



M. Bernard Stasi : le premier des barristes

Candidat à la présidence du CDS en 1982, M. Bernard Stasi avait échoué au terme d'une campagne agitée. Il n'avait pas réussi à faire partager ses craintes d'un « effacement progressif » de son parti dans une opposition « dominée par les facilités du conservatisme ou la fascination de l'autoritarisme ». Il avait dû se défendre à maintes reprises de vouloir remettre en cause l'appartenance du CDS à l'UDF ou de songer à un quelconque rapprochement avec la gauche. « Ne gâchons pas l'idéal du centre », disait-il. Il n'avait pas été entendu.

Cet échec l'avait blessé et plus encore les critiques et les procès d'intention qu'il avait essuyés. Il avait choisi de se replier sur son département de la Marne, de se consacrer presque exclusivement à la vie locale. Ce qui devait lui permettre, un an plus tard, de représen-

dre à la gauche la mairie d'Épernay, dont il avait été le maire de 1970 à 1977.

Aujourd'hui, son amertume s'est dissipée et M. Stasi participe à nouveau régulièrement aux réunions du collège électoral du CDS, il convie ceux que son parti a réussi à préserver son indépendance. Il continue de penser qu'il est bon qu'il y ait « des hommes qui s'efforcent d'être au centre », mais, parce que cette notion de centre est ambiguë, il précise : « Ce qui ne veut pas dire à mi-chemin entre l'opposition et la majorité. Être centriste, c'est ne pas contribuer à la radicalisation du débat, c'est s'opposer à la montée des extrêmes. C'est aussi, dit-il, ne pas se laisser entraîner par la vague de l'ultra-libéralisme ».

Le libéralisme économique pour lui, ne saurait être la « solution miracle ». « Il ne suffit pas que l'Etat recule, remarque-t-il, encore faut-il savoir comment occuper l'espace ainsi libéré. S'il est occupé par des corporatismes, par la loi du plus fort, ce n'est pas un progrès. Il faut instaurer une vie contractuelle, vivante. Le libéralisme économique est la solution qui réclame la plus grande exigence ».

Quel rôle peut jouer, selon lui, le CDS ? M. Stasi ne se prononce pas. « Il y a trop d'inconnues pour s'enfermer dans des schémas trop rigides », pense-t-il.

Le député de la Marne affiche toujours la même « sympathie » à l'égard de M. Barre. Il a été le premier à se déclarer en novembre 1982 et doit constater avec amertume que le CDS, cette fois, n'a pas tardé à le suivre. Dans sa région Champagne-Ardenne, il a créé en juillet une association regroupant tous les élus UDF qui voulaient « se rassembler avant les élections législatives derrière celui qui apparaît comme la meilleure chance de faire triompher leur conception de la société à la prochaine élection présidentielle ». M. Barre pour ne pas le nommer. Cette déclaration semble maintenant à M. Stasi un peu prématurée. Avec les autres responsables du CDS, il admet qu'il ne faut pas se lier trop vite à un « présidentiable ».

M. Jacques Barrot : un « libéral responsable »

Difficile, quand on est député de la Haute-Loire, département voisin du Puy-de-Dôme, de se dire barriste. Pourtant, comme son parti M. Barrot reconnaît qu'il éprouve une « certaine sympathie » pour « l'approche » de M. Barre. S'il de- vait parler sur l'ancien premier ministre, c'est avec l'espoir que celui-ci réussisse cette « synthèse entre une vision gaullienne de l'Etat et les valeurs de démocratie chrétienne ». Mais, ajoute-t-il, « je tiens à ce que le CDS se comporte comme un mouvement d'idées. La solidité des réponses, dit-il, est basée sur des idées. Je regrette que ma génération ait un peu trop tendance à se déterminer par rapport aux hommes ».

Depuis qu'il a été élu — en mai 1983 — secrétaire général du CDS, M. Barrot s'est attaché à relancer la réflexion doctrinale. Il a mis en place des commissions chargées d'élaborer, en liaison avec les mili-

tants, un nouveau projet qui réactualiserait l'ancien « Manifeste ». Le livre bien écrit par le CDS il y a de cela sept ans déjà. « Entre le socialisme et le libéralisme échoué, je préfère le positionnement doctrinal au positionnement spatial », explique-t-il avec cette crainte que le mot « centre » ne soit trop lourd d'« équivoques » à un moment où « il ne faut pas l'être ».

Il pense que le CDS peut préserver sa personnalité et ne pas se laisser « absorber dans un syncrétisme de la droite classique », en affirmant, par exemple, que « la première bataille à mener doit être celle de l'emploi » mais qu'il faudra « sacrifier du pouvoir d'achat ». « La France en place, devra compenser des sacrifices pour celle qui attend du travail. Il ne peut y avoir de patrimoine humain en déshérence », affirme M. Barrot. « Nous devons aussi être de ceux, pour ainsi dire, qui disent qu'il ne faut pas accroître les mécanismes de distribution mais préserver les solidarités essentielles et les redistribuer ».

« Ce sont, remarque-t-il, des axes concrets qui font que nous ne sommes pas des démocrates sociaux mais des libéraux responsables. Il nous faudra trouver les formules de cette authenticité et les moyens ».

M. Jean Lecanuet : à l'heure du centre

Depuis plus de vingt ans, M. Jean Lecanuet préside aux destinées du centre : à la tête du MRP d'abord, puis du centre démocrate et enfin du CDS. Aujourd'hui, il veille sur l'UDF. Il veille, plus qu'il n'animait une confédération qui, de mois en mois, d'années en années surmonte ses crises internes, ses états d'âme et se maintient en l'état, celui d'un cartel électoral.

Il s'accommode des critiques et reproches contradictoires qui lui sont adressés, à lui comme à l'UDF, par chacune des composantes, sachant bien que sa présence maintient un certain équilibre et que sa succession sera difficile à assurer à moins d'une redistribution des cartes au sein de la confédération. Aux centristes qui se sentiraient mal à l'aise à l'UDF et lui reprocheraient d'être plus giscardien que centriste, il serait cependant tenté de répondre qu'ils ont toujours eu « la conscience malheureuse » dans l'opposition comme dans la majorité et qu'ils sont « trop rarement habillés par la fote d'être ».

De toute façon, M. Jean Lecanuet n'a plus de souci de carrière — même s'il a pu, en secret, rêver de la présidence du Sénat. « C'est l'idée qui ne fait marcher, dit-il, pas la carrière ». C'est ainsi que quand il affirme que « l'heure du centre est venue », on ne sait pas si M. Lecanuet s'en réjouit pour le CDS, dont il est le président d'honneur, pour l'UDF au sein de laquelle il voulait constituer une « grande équipe du centre », ou parce qu'il veut simple-

ment « raison garder », voir triompher la raison, « sa » raison.

N'a-t-il pas toujours dit que le socialisme est une « aberration de l'intelligence », un « non-être politique » ? Alors ne faudrait-il pas enfin que « le message de l'Etat » choisisse les idées fausses meurent ? Déjà explique-t-il en substance, M. Lecanuet sait que la gauche n'existe plus et qu'on est entré dans une période de fureur, d'agression entre socialistes et communistes. Ces deux constatactions doivent, selon lui, conduire le chef de l'Etat à choisir en 1986 un mode de scrutin avec le plus de proportionnelle possible. Avec cet « espoir » que l'UDF et le RPR pas plus que la gauche n'arriveront à former une majorité.

Mais en dépit de ses tentatives pour « empêcher le centre », M. Lecanuet échouera, pense M. Lecanuet car, dit-il, il ne pourra qu'être déçu par notre attitude : « Nous choisissons d'aller au choc frontal complet ». Ce sera l'heure du centre parce qu'il faudra alors, pour le président de l'UDF, qu'il y ait « un gouvernement conduit par un homme de tempérament centriste qui allie dans l'action un libéralisme tempéré par des objectifs sociaux. Ces objectifs devront être maintenus : même si, dans un premier temps, il s'agit surtout de rendre confiance à ceux qui détiennent les moyens de l'initiative et l'argent ». Mais, remarque M. Lecanuet, « les socialistes n'ont-ils pas commencé, avec les nationalisations, la relance de la consommation, avant de se « métamorphoser » ?

M. René Monory : l'homme du futur !

Il a été ministre de l'économie dans le troisième gouvernement de M. Barre. Réélu sénateur en juillet 1981, M. Monory pense qu'il est bon quand on est dans l'opposition d'avoir un créneau. Il choisit les égarants, et crée en septembre 1981 le mouvement Défense-Epargne. Il commence à sillonner la France et constitue peu à peu un « réseau ». Il répète volontiers qu'il se situe « à mi-distance » entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, et l'on pense qu'il pourrait bien nourrir les plus hautes ambitions.

Mais voilà, M. Barre arrive, se met lui aussi à sillonner la France, et son « créneau » semble bien plus large. Qu'à cela ne tienne : M. Monory change son fusil d'épaule. Il sera désormais l'homme du futur ! Le débat politique actuel lui semble « complètement dépassé et irréaliste ». Il faut, dit-il, s'intéresser aux « formidables défis de la technologie », se préparer à affronter « les grands changements du monde, défricher les chemins de l'avenir ». De sa ville de Loudun, il ne parle plus que comme d'une « cité du futur », et des États-Unis, il rapporte maints projets.

Ces préoccupations ne le détournent pourtant pas complètement de ces débats « désuets », qui animent la classe politique, et de son parti, le CDS.

Il a tendance à penser que celui-ci manque d'ambition et a regretté qu'il ne prenne si vite le risque de devenir le « porte-serviettes » de M. Barre.

« En politique, dit-il, il ne faut jamais viser la seconde place ». Il trouve que le CDS devrait choisir dans ses rangs un candidat à l'élection présidentielle, sinon il se « corrompt » d'ores et déjà à « n'être qu'une « force d'appoint ».

Sur le nom de ce présidentiable possible, M. Monory devrait bien avoir une idée. N'est-ce pas déjà grâce à lui que le CDS a compris les mérites de l'économie de marché ? « Sur le plan économique, le CDS revient de loin, explique-t-il. Longtemps il a eu peur de l'économie libre. Quand je suis devenu ministre de l'économie, il a compris petit à petit que, sans un retour à une saine liberté et au profit des entreprises,

le pays ne pourrait pas tenir sa place dans les compétitions de l'avenir. Et, comme le CDS n'a pas perdu ses qualités de cœur, il pourra jouer demain un grand rôle en déterminant mieux la place de l'Etat ».

Au CDS, il a déjà l'esquisse d'un programme de gouvernement à proposer. « Le premier impératif », affirme-t-il, sera de refaire de la croissance en redonnant confiance au pays. « Il faudra, poursuit-il, agir dans trois domaines : l'économie, en procédant à une cure de liberté sans concession ; l'emploi, en prenant des mesures impopulaires comme la liberté de licenciement ; enfin la formation des hommes ».

AU TERME DE LEUR CONGRÈS NATIONAL

Les maires soulignent l'urgence d'un statut de l'élu local

Le soixante-septième congrès des maires de France, réuni du 23 au 26 octobre à Paris, a terminé ses travaux par l'adoption d'une résolution générale dans laquelle les participants s'engagent à poursuivre les efforts de solidarité que les circonstances imposent à toutes les communes de France, et précisent qu'ils sont « conscients des effets de la crise ».

Les maires, qui affirment « adhérer au principe de la politique de décentralisation telle qu'elle est inscrite par la loi », observent qu'ils sont confrontés aux difficultés de gestion de leurs communes.

En conséquence, « pour répondre aux exigences légitimes de leurs concitoyens », ils demandent que le gouvernement leur accorde « les indispensables moyens réglementaires, humains et financiers qu'implique la mise en œuvre de leurs nouvelles responsabilités et que justifie le respect de leur autonomie ».

Plus concrètement, ils souhaitent que le gouvernement prenne en compte les diverses propositions

exprimées dans les motions votées par leur congrès. Ils soulignent notamment l'urgence et la nécessité d'une élaboration d'un statut de l'élu qui réponde « aux nouvelles conditions d'exercice du mandat local ».

A propos des difficultés financières, ils réclament une adaptation de la DGE (dotation globale d'équipement) aux spécificités des petites communes, ces dernières ayant fourni le thème principal des travaux du congrès. Les maires demandent également une baisse sensible des taux d'emprunt et la suppression de l'encadrement des tarifs publics locaux.

« Un départ à la commission « Informatique et libertés ». — M^{me} Noëlle Lenoir quitte la commission nationale de l'« Informatique et libertés » où elle était directrice de la réglementation depuis janvier 1982. Apparaissant administrateur principal du Sénat, elle vient d'être nommée maître des requêtes au Conseil d'Etat au tour extérieur. Son successeur à la commission « Informatique et libertés » n'a pas encore été désigné.

Vous aurez bien plus de succès... devenez
Graphologue MSI
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux... informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par
MSI-Ecole Suisse de Graphologie
Dep. M.F. Beau-Site 65, CH-2603 Pery (Berne)

هكذا من الأصيل

مكتبة

Société

AU TRIBUNAL DE PARIS

« Passage à tabac » ou violences à agents ?

Elle était bien embarrassante cette mauvaise affaire de rébellion, outrages et violences envers agents de la force publique qu'avait à examiner, vendredi 26 octobre, la quinzième chambre du tribunal de Paris présidée par M. Jacques Gaulmin. Tellement embarrassante qu'il a fallu six ans, jour pour jour, après les faits pour qu'elle arrive enfin à l'audience, et à cette audience aucun des agents ou officiers de police judiciaire concernés n'ont été cités comme témoins.

Tout commence le 26 octobre 1978 dans le quatorzième arrondissement de Paris. Ce soir-là, vers 23 heures, M. Jean-Yves Boulon, jeune chercheur de trente-deux ans à l'université Paris-IX, vient de dîner avec trois amis dans un restaurant du quartier. On va se séparer lorsque l'un voit se précipiter, revolver à la main, un gardien de la paix. Celui-ci demande au groupe s'il a vu quelqu'un s'enfuir. On lui dit que non et il passe son chemin. Mais dans l'instant qui suit le petit groupe entend des cris. Ils viennent de la rue Raymond-Losserand, où stationne une voiture de police autour de laquelle un attroupement s'est formé.

Contradictions

Mais les policiers de la brigade territoriale qui ne pouvaient rien contre ces émeutes allaient s'employer à les justifier. « S'il y a eu violence de notre part, expliquez-les alors en substance, c'est que le garçon mineur s'est d'abord précipité sur nous et que M. Boulon et Meilhès aillent à sa rescousse. Nous avons donc dû les maîtriser, et s'il a dû y avoir emploi de la force, c'est en raison d'un motif légitime. »

A vrai dire, cette thèse devait bien vite faire apparaître ses faiblesses. Au cours de l'enquête de police initiale, puis durant celle confiée à l'Inspection générale des services de la préfecture, et à l'inspection on allait relever plusieurs variantes et des contradictions dans les affirmations policières. En dépit de cela, le doyen des juges d'instruction, M. Veille, auquel la chambre criminelle de la Cour de cassation avait confié le soin d'instruire la plainte de M. Boulon et Meilhès, devait conclure, le 24 avril 1981, à un non-lieu en faveur des policiers, décision que confirmerait la chambre d'accusation d'Orléans et qui devint définitive le 18 janvier 1983.

Dès lors, il ne restait plus que l'inculpation initiale notifiée à M. Boulon et Meilhès. C'est ainsi que la quinzième chambre avait à les apprécier.

En cours du débat, on a donc repris tout cela. Le représentant du ministère public a estimé, finalement, que M. Boulon et Meilhès devaient être relaxés des délits de rébellion et d'outrages. En revanche, il lui apparaît que le tribunal peut retenir les violences contre les policiers de la sixième brigade territoriale, mais en prononçant « des condamnations très modérées et amiables, cela dans un souci d'apaisement en raison du non-lieu qui a bénéficié aux policiers ». Raïonnement sibyllin malgré tout.

Le jugement sera rendu le 9 novembre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'ASSASSINAT DE GREGORY VILLEMIN

Le silence dans la vallée

De notre envoyé spécial

Lépanges-sur-Vologne (Vosges). — L'eau est partout. Elle suinte aux façades des maisons, sur les « rampes », ces carreaux de terre dressés contre les murs. Elle embouillonne les chaudières de trottoirs et les chaudières défoncées, au bord des cités « salopées » dont on ne lit plus si elles appartiennent à la ville ou à la campagne. Elle roule le long des filatures, elle lèche les papeteries. Elle gèle cette Vologne comme par le plaisir de tout salir.

Sans aucun droit, le rame s'est emparé de la vallée, le mardi 16 octobre, à l'heure où les gosses criaient de joie après la journée d'école. Entre 7 h 05 et 17 h 30, le petit Grégory Villemin, quatre ans et demi, est mort dans les eaux qui courent vers la Moselle.

Pas un cri, pas une trace de rage ou de frayeur, Grégory, qui savait se débattre comme un homme, dira sa nourrice, n'est jamais fléchir sous des mains d'adulte. Il est entré dans l'eau — selon l'autoptie — dans le flot, coupé de barreaux qui retiennent les branches et les corps ligotés des enfants noyés.

Car il lui ont lié pieds et poignets. Un que n'a pas croqué à l'accident. Et rabattu le bonnet sur le visage. Peut-être pas l'effrayer comme pour jouer peut-être ? Qu'on lui ait fait de Grégory, emporté comme l'adulte mort tournant aux regards des trous d'eau.

Maintenant, dans ce pays des Vosges entre Gérardmer et Épinal, de Grange jusqu'à Docelles où le petit anorak bleu s'est accroché à un tronc, la vallée de la Vologne se sent inquiète et se sait, la jeunesse plus que la peur : le crime d'un manège n'aurait pas été organisé de la sorte. Il n'aurait pas pris cette cohérence, apparente qui fait, dire, mercredi 24 octobre au retour de la République, M. Jean-Jacques Lecomte : « Nous sommes des larmes de sang, ceux d'une tapissierie ont nous n'espérons pas enlever le destin. » Non pas valant la peur, il y a bien, confie Christine Jacquot, la jeune femme qui gardait Grégory entre les heures d'école, des manèges qui nous ont laissé leurs regards dehors. Mais c'est autre chose.

qui flotte sur la vallée. Une gêne, nourrie d'une certaine indifférence. La gêne, parce que « tout de même, c'est ici que la chose effrayante est arrivée ».

A 17 h 05, Grégory joue devant la maison de ses parents, une belle maison aux poutres extérieures apparentes, sur la hauteur, au-dessus de Lépanges, bien située mais bédée sur un terrain communal. Alors ne dites pas trop vite qu'elle a coûté une fortune ! A 17 h 15, une lettre est déposée à la poste de Lépanges. Anonyme bien sûr. Elle arrivera le lendemain à son destinataire, M. Jean-Marie Villemin, le père de Grégory : « Te voilà content avec ton pognon. Ton fils est mort, et je me suis vengé ».

A 17 h 26, un coup de fil. Anonyme bien sûr. Un « corbeau » encore : « Je me suis vengé. J'ai pris le fils du « chef ». Je l'ai mis dans la Vologne ». A 17 h 30, un témoin voit le corps flotter mais pense qu'il s'agit d'un sac de poubelle. A 21 h 30, le corps est repêché près de la passerelle face à l'église de Docelles.

La dictée

L'indifférence avec la gêne. Le brouillard dans sa camionnette bleue fait sa tournée quotidienne : « Tout ça, c'est des histoires de famille ». Une famille nombreuse, celle des Villemin. Jean-Marie et Christine n'avaient que Grégory, et la grossesse avait été difficile. Mais du côté du père Villemin, Albert, de sa femme, Monique, née Jacob, les ramifications se multiplient. Les enquêteurs recourent plus de cent personnes liées à la famille, qu'on a dû faire d'essimer à une espèce de clan, fermé, secret, non grollant de rivalités et de jalousies. C'est vrai que Jackie Villemin, fils reconnu par Albert, avait eu des mois peu amènes pour Jean-Marie, le père de Grégory. Mais au moment du drame, une douzaine de témoins l'ont vu repérer un toit.

C'est vrai que, des phrases énigmatiques ont percé, alimentant la thèse d'un secret de famille. Ainsi, quand Christine, la maman de Grégory, est descendue chez M. Jacquot pour voir si l'enfant n'y était pas, elle avait lâché : « Si c'est Grégory est entre leurs mains, c'est foutu ». C'est vrai que Jean-Marie déclare, sitôt le drame consommé : « Je connais le coupable ». C'est vrai que les ges-

darmes qui enquêtent, sous la direction de Charles Chaillan, commandant le service de recherches de la gendarmerie à Nancy, ont fait subir une dictée écrite de la main gauche, comme celle du « corbeau », à plus de soixante-quatorze membres du « clan ». Ils ont aussi enregistré leurs voix. Ces documents sont en cours d'expertise, les premiers à Strasbourg, les seconds à l'hôpital Foch à Suresnes.

Une à une, les hypothèses ou moments formulés sont tombées ; pour réapparaitre peut-être. Celle de l'enfant qui aurait suscité la ruse de Jean-Marie Villemin notamment. Parce qu'il s'était fait construire une maison, qu'il possédait une R18 et une R5, qu'il avait un beau petit garçon et qu'il était devenu un « chef ». Un chef ? Il est surveillé de chaise à l'usine Autocoussin. Ce n'est pas contremaître comme on l'a dit, ni même chef d'équipe. Son salaire et celui de Christine, sa femme, couturière à la manufacture de confection vosgienne à Lépanges leur apportent 10 000 F par mois. Ce n'est pas le Pérou.

Faut-il encore réveiller de vieux souvenirs, ramener de vieilles haines enfouies sous de vieilles énigmes ? A Herpeltmont, non loin de là, le cousin Armand se souvient d'un enfant cogné à mort contre une cuisinière chez Gaston, le frère d'Albert. Avant la guerre tout ça. Et les cousins Holard, aussi, faut-il en parler, qui furent interrogés longuement pendant la nuit de lundi à mardi ?

Après cet interrogatoire, les gendarmes ont publié un portrait-robot. Vendredi, un deuxième, très différent, proche de celui d'un homme que M. Michel Cornille, le patron de l'Hotel de la Poste, situé à une portée de voix du lieu où fut retrouvé le cadavre de Grégory, avait remarqué au moment du drame. L'homme était entré à 16 h 35, une demi-heure avant la disparition de l'enfant, avait bu une bière, s'en était allé, avant de revenir à 17 heures, jetant sans cesse des regards vers la pendule.

Sous les fleurs

Entre 17 heures et 17 h 26 : les enquêteurs n'en finissent pas de retourner ces minutes où la vie du petit Grégory a basculé. Jeudi après-midi, les gendarmes ont plongé un mannequin du poids de Grégory en quatre endroits différents de la rive de la

Vologne. Conclusion : le corps a pu être immergé à 30 mètres seulement de l'endroit où il s'échoua. Mais alors, en plein village, par une belle fin de journée où le soleil s'attardait ? « Les gens, ici, se touchent comme des poules, ils n'ont rien vu », assure l'adjudant-chef Lamirand qui commande la brigade de Bruyères. Tout de même...

Il n'ont rien vu ou ils se taisent. Réunis à la gendarmerie de Bruyères, les hommes du commandant Chaillan et du capitaine Sennat, qui passent aujourd'hui que l'affaire aurait eu son origine dans « des événements remontant à deux, trois ou quatre ans », racontent les apports à témoins pour qu'ils se manifestent, et leur « garantissent la discrétion ». Ils sont persuadés, que le crime n'est pas celui d'un homme — ou d'une femme — seul, qu'il y a eu au moins un complice, et qu'il est invraisemblable que ce complice n'éprouve pas le besoin de libérer sa conscience.

Mais les enquêteurs dissimulent mal leur désarroi. « Je suis sûr qu'on les aura, je suis sûr qu'on les aura », se répète un gendarme, comme pour s'en convaincre lui-même. Tant d'affaires ici, instruites par la gendarmerie ou la police judiciaire, ont gardé leur mystère : cette jeune fille, dont le cadavre a été retrouvé en 1978 dans un bois tout proche de Cheniménil, ces trois jeunes disparues l'an dernier à Epinal.

Christine Jacquot, qui gardait Grégory, aussi, est désemparée : « Ici, c'est chacun pour soi. L'an dernier, avec mon mari et des copains, on voulait organiser un réveillon pour des jeunes, on n'a pas pu trouver de salle ».

Elle en aurait les larmes aux yeux Christine Jacquot. Tout ça mêlé au drame trop récent qu'elle vient de vivre. Son fils Aurélien a le même âge que Grégory : ils jouaient ensemble mardi soir encore. Une demi-heure avant... « C'est triste ce qui est arrivé », s'émousselle. On ne peut y croire. On a l'impression de regarder un film à la télé. Quand elle demande à Aurélien : « Où est-ce qu'il est Grégory ? », l'enfant répond : « Il est sous les fleurs ». Au cimetière de Lépanges-sur-Vologne, trente gerbes font une mare de roses, de marguerites, de lys et d'œillets blancs.

CHARLES VIAL.

En bref

LA MÈRE ENEMIE

Une voisine l'assassinait-elle ? « Ces gens gentils et polis, tenus proprement », leurs patrons, les jeunes, et leurs copains, avec lesquels ils faisaient souvent de parties de flipper au café du coin, les trouvaient si sympas ».

Leur mère se fait très tôt, tous les matins, sur distribuer le journal régional dans les boîtes aux lettres de Metz (Bas-Rhin). Mardi 23 octobre, les abonnés n'ont pas trouvé leur exemplaire. L'homme était mort, son corps était dans le garage d'un petit pavillon, frappé de plusieurs coups de couteau. Le soir dans le hall de la gare de Strasbourg, les gendarmes arrêtent les deux adolescents, âgés de quinze et seize ans, les deux frères fils de la victime. Ils avaient vu leur mère et ne connaissent qu'une seule explication aux gendarmes : « Elle était sévère, elle nous pinçait très peu d'argent de poche et elle voulait toujours nous empêcher de sortir le soir ».

On cherche à comprendre. C'était, d'un, « une femme courageuse, dure au travail, qui tenait bien maison et avait s'occupée son potager, de ses lapins de ses poules... ».

Les deux meurtriers ont été confiés à juge des enfants, qui les a placés sous mandat de dépôt.

Envoi à Nice après le meurtre d'un ouvrier boulanger

Nice. — Deux mois après celui d'un ouvrier à Saint-Laurent-du-Var (le Monde du 21 août), le meurtre d'un ouvrier boulanger, commis le jeudi 25 octobre à Nice, a ravivé le sentiment d'insécurité auquel la population est en proie dans le département des Alpes-Maritimes.

Comme à Saint-Laurent-du-Var, le meurtrier présumé, Henri Reyès, vingt-quatre ans, arrêté peu après, est un toxicomane qui avait déjà eu maille à partir avec la police. Armé d'une carabine 22 Long Rifle munie d'un silencieux et portant un casque intégré de motard, il s'était emparé au petit matin du contenu du tiroir-caisse d'une modeste boulangerie dans le quartier populaire de Bon Voyage. Son butin : 180 francs. Génie dans sa fuite par un employé, M. Raymond Faraut, cinquante-sept ans, il n'a pas hésité à tirer à sept reprises, blessant mortellement la victime de deux balles au thorax.

Un tract bordé de noir comme un avis de faire-part a été diffusé aussitôt par un comité d'action réclamant « l'épuration du quartier ». M. Charles Catessa, conseiller général communiste de Nice, secrétaire de la Fédération départementale du PC, a déclaré de son côté : « Il faut faire quelque chose. Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans un tel climat d'insécurité ». Quant à M. Jacques Médecin, actuellement en voyage en Asie, il a fait parvenir sa réaction par l'intermédiaire d'un système de courrier électronique via satellite. « Il est temps que la peur change de camp », a estimé le maire de Nice. (Corresp.)

Une information judiciaire après la « bavure » de la rue Ordener

Le procureur de Paris, M. Michel Jéol, a requis, vendredi 26 octobre, l'ouverture d'une information pour l'incrimination de M. Michel Cornille, le patron de l'Hotel de la Poste, situé à une portée de voix du lieu où fut retrouvé le cadavre de Grégory, avait remarqué au moment du drame. L'homme était entré à 16 h 35, une demi-heure avant la disparition de l'enfant, avait bu une bière, s'en était allé, avant de revenir à 17 heures, jetant sans cesse des regards vers la pendule.

Sports

FOOTBALL : Nantes rate l'occasion. — Après avoir mené 2-0, les Nantes ont concédé le match nul aux joueurs du FC Strasbourg, le 26 octobre, sur leur nouveau terrain de la Beujoyrie, pour la quatorzième journée du championnat de France de première division. Nantes a ainsi raté une occasion de faire la différence avec Bordeaux, qui ne devait jouer que le 27 octobre, comme les deux autres clubs « européens », Metz et le Paris-SG. Les autres mat-

Un comité de soutien à Paula Jacques

Un comité de soutien à Paula Jacques, journaliste et écrivain, incarcérée et inculpée d'association de malfaiteurs pour ses liens avec un membre d'Action directe, vient de se constituer. En font notamment partie : MM. et Mmes Roland Castro, Agnès Varda, Delphine Seyrig, Barbet Schroeder, François Gaspars, député (PS) d'Eure-et-Loir.

Un appel lancé en faveur de la journaliste, déclare en particulier : « Paula Jacques n'est pas une terroriste, elle n'est pas membre d'Action directe. Ses amis et la justice le savent (...). De quoi est-elle réellement coupable ? D'aimer Claude Halphen, inculpé, membre présumé d'Action directe, d'avoir vécu avec celui-ci alors qu'il n'était pas sous mandat de recherche ». Parmi les signataires de cet appel figurent Jean-Lacouture, Alain Resnais et Bernard-Henri Lévy.

ches ont donné les résultats suivants : *Auxerre b. Marseille 4-2 *Lille et Monaco 1-1 *Toulon et Laval 1-1 *Bastia b. Lens 2-1 *Nancy et Toulouse 1-1 *Brest b. RC Paris 3-0

En championnat de seconde division (matchs avancés pour la douzième journée) : dans le groupe A, Mulhouse a battu à domicile Guingamp 1-0 ; dans le groupe B, Montpellier bat Grenoble 5-0, Saint-

Échecs

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Dix-huitième partie : une nulle « logique »

C'est après avoir réfléchi quarante minutes pour jouer Cf6 au vingt-deuxième coup que le challenger Garry Kasparov a proposé la nulle à son adversaire, le tenant du titre Anatoli Karpov, qui l'a immédiatement acceptée. Ce neuvième résultat nul consécutif a été qualifié de « nulle logique » par le grand maître Lev Polugaevsky qui a estimé qu'aucun des deux protagonistes n'avait voulu prendre de risque.

Ce qui pourrait signifier que nous allons entrer dans une longue phase d'attente. Karpov sait qu'il n'a plus que deux parties à gagner pour conserver son titre. De son côté, Kasparov a pu vérifier, à ses dépens, que chaque fois qu'il attaquait, il était contre sévèrement. Le challenger semble donc avoir choisi d'attendre...

Karpov. C'est-à-dire d'attendre la faute ou le coup faible de son adversaire qui lui permettrait d'envisager le gain. Tout cela semble confirmé par l'ouverture choisie, jouée pour la huitième fois depuis le début de ce championnat du monde, l'ouverture indienne.

Un tel attachement à une seule ouverture peut paraître paradoxal pour des grands maîtres possédant un vaste répertoire de débuts de partie. Mais cela s'explique par le fait que, dans ce début, si les blancs ont raison de pouvoir compter sur une certaine initiative, les noirs ont une chance notable de parvenir à égaliser les forces, la lutte se construisant sur des nuances stratégiques. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que les deux adversaires, en travaillant sur une seule et même ouverture, économisent leurs forces.

La dix-neuvième partie est prévue lundi. Karpov, qui joue toujours 4 à 0, jouera avec les blancs.

Match : KASPAROV
Noble : KARPOV
Dix-huitième partie
Ouverture indienne

1. d4	Cf6	12. d4	dx64
2. g3	e6	13. Cx64	Cx67
3. Cf3	b6	14. Cg5	Cx64
4. g3	Fd6	15. Fxd4	Dx7
5. b3	Fd4+	16. Cx6+	Fx6
6. Fd2	Fd7	17. Fxb7	Dx67
7. Fx2	e6	18. Cx4	Fxd4
8. Fd2	d5	19. Dxd4	Txd5
9. Cxd2	Cxd7	20. Txd1	Dx8
10. d0	d0	21. Dx3	Cx8
11. Tel	d5	22. Cx6+	Nulle

Société

DES DAUPHINS ET DES HOMMES

Coups de sonar

Voilà bien notre monde frivole : nous nous sommes jetés sur les exercices à la mode comme le squash, le stretching, le body-building et l'aérobic ; d'autres ont cherché la sagesse par les voies plus éprouvées du zen, du yoga ou de la méditation transcendante. Aujourd'hui, nous n'éviterons pas cette nouvelle expérience : l'immersion dans l'eau tiède, privés de tout contact sensoriel avec le monde extérieur, autrement dit le caisson d'isolation.

Introduit en France il y a trois ans, le caisson a fait une timide percée sur le marché des centres de relaxation, mais il en est resté à ce succès d'estime. Les Français, sceptiques, n'ont voulu voir dans cet appareil qu'une baignoire améliorée, une chambre noire pour victimes du stress, voire un simple sauna individuel qui ne fait même pas transpirer.

Tout va changer. L'initiateur du caisson d'isolation, le docteur John Lilly, vient de traverser l'Atlantique pour relancer son « isolation tank » dans la vieille Europe. Le caisson, dit-il, n'est pas un accessoire de gymnastique ni même un équipement de salle de bain. Surtout pas ! C'est le moyen le plus simple et le plus naturel pour communiquer, grâce à l'élément liquide, avec nos ancêtres amphibies, ces animaux prodigieux d'intelligence qui ont traversé les millénaires et se retrouvent aujourd'hui dans l'océan : les dauphins.

C'est du moins le docteur Lilly qui le dit. Mais il parle d'expérience. Lorsque, vers 1954, il abandonne ses recherches sur le cerveau du dauphin (*Tursiops truncatus*), à l'Institut national de la santé mentale de Bethesda (Maryland), près de Washington, il ne sait pas encore qu'il se pen-

Caisson à la demande

A Paris et dans une dizaine d'autres villes, il existe des centres de relaxation où l'on peut pratiquer le caisson d'isolation à la demande (1). Il en coûte environ 150 F l'heure. On peut aussi installer un caisson chez soi. Il faut compter à peu près 35 000 francs pour l'ensemble, qui comprend le coque polyester, l'armoire électrique pour la régulation du débit et de la température de l'eau, les pompes (à air et à eau) et les filtres. L'eau du caisson, maintenue en circuit fermé, est abondamment saignée pour augmenter sa densité — donc sa portance — et addition-

née de divers produits, comme le sulfate de magnésium.

Il existe aussi un modèle de caisson vertical, beaucoup plus grand que l'autre, où l'on flotte librement entre deux eaux comme un cocon dans l'espace (avec un masque respiratoire) (2).

(1) John Lilly Tanning Centers, 18, rue de l'Étoile, 75017 Paris, (tél. : 622-43-63).

(2) Centre de relaxation Philippe Devaux, 1, rue de la Bretonnerie, 95000 Fontainebleau, (tél. : 073-21-54).

(3) L'Hippocampe, 2, rue P. Vaudouy, 78 Jouy-en-Josas, (tél. : 946-30-33).

sur l'être le plus délicieux qu'un chercheur puisse côtoyer dans un laboratoire.

Le docteur Lilly s'intéresse aussi au cerveau humain. Pour vérifier la thèse d'un professeur belge persuadé que le cerveau de l'homme n'a pas besoin de stimulations sensorielles pour fonctionner, il s'enferme dans un caisson de plongée sous-marine. Et là, ô stupeur, non seulement le docteur Lilly ne s'endort pas, mais il res-

sort du caisson l'esprit plus vif que jamais. Mieux : au cours d'une de ces expériences, à proximité d'un bassin où évolue un dauphin de ses amis, il reçoit un « coup de sonar émotionnel » qui lui remonte le long du corps.

Installé aujourd'hui à Malibu, en Californie, le docteur Lilly, soixante-neuf ans, profil aigu à la Cousteau, porte tous ses efforts

suffisant à lever les inhibitions. L'eau aide beaucoup de parturientes à atteindre un certain état de conscience qui les rend indifférentes à ce qui se passe autour d'elles. L'an dernier, le docteur Odent a fêté son centième bébé né dans l'eau : ses statistiques, très détaillées, indiquent que cette méthode est bénéfique aux nouveau-nés, qui, aussitôt sortis de l'eau tiède, respirent la vie à plein poumon.

Le maître primitif

Antonietta, l'Américaine, voudrait pousser l'expérience plus loin. Elle qui a connu des moments rares ou plongée, en particulier un jour où elle a « ressenti comme un tunnel de lumière blanche entre [son] cerveau et celui d'un bétail », milite maintenant pour la naissance « de présence du dauphin » — plus exactement d'une famille dauphin, qui jouerait le rôle de sage-femme.

« Le dauphin, en communication avec le fœtus, par télépathie, explique-t-elle, il le rassure, lui désapprend les frayeurs de l'homme coupé de ses racines aquatiques. Fini le syndrome du genre les Dents de la mer ! Le nouveau-né sera partout dans son élément. »

Cette conviction est partagée, avec fougue, par un plongeur en eau profonde, Jacques Mayol, né en Chine il y a cinquante-sept ans et aujourd'hui installé en Italie. « L'eau est l'élément conciliateur par excellence, dit-il. Nous, plongeurs, nous sommes heureux sous l'eau. Nous découvrons notre identité primitive d'être amphibies. Nous oublions l'intelligence et retrouvons l'instinct. »

Pour connaître cet état de grâce propre à la plongée, Jacques Mayol s'entraîne beaucoup : yoga, gymnastique suédoise, exercices de respiration, bradycardie (ralentissement du rythme cardiaque). Moyennant quoi, affirme-t-il, il a pu atteindre et même dépasser 100 mètres de profondeur en plongée en apnée, aidé seulement d'une gousse de plomb pour descendre plus vite.

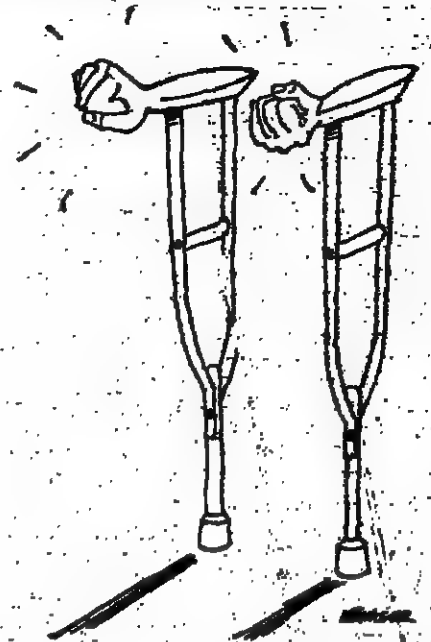
Certains yogis très entraînés arrivent à rester neuf minutes sous l'eau en apnée, affirme-t-il. L'homme dispose d'un bagage génétique aquatique qui ne demande qu'à être réveillé.

Jacques Mayol, c'est visible, éprouve un plaisir intense à plonger. « La profondeur réveille au naturel, c'est le nirvana, la bioté, la vérité », samadhi des yogis. « Il y aurait donc mieux que le caisson ? Oui, mais pas à la portée de tout le monde. Pour le commun des Terriens, rien de tel que cet énorme œuf de plastique bleu où l'on retrouve les sensations du fœtus. Et tant pis s'il n'y a pas de dauphin à qui parler sur le palier d'en face. Plongé dans l'eau à température du corps, dans le noir et le silence, l'homme retrouve ses ancêtres amphibies. Heureux comme un dauphin dans l'eau. »

ROGER CANE.

« ART MARTIAL » POUR LES FAIBLES ET LES HANDICAPÉS

La botte de Dao Dan



Le jeune Dao Dan a quinze ans, quand, renversé par un chauffard, il perd l'usage de son bras droit. Sorti de l'hôpital, il marche dans la rue, soutenu par une béquille : quatre voleurs l'agressent ; et le renouveau. Enchaînement funeste qui s'est pu faire de l'adolescent un assés perpétuel, mais Dao Dan emprunte une autre voie.

Il travaille son bras gauche pulvérisé le droit vers le son côté, inutile. Il peut aujourd'hui conduire une voiture. Sportif, il pratiquait avant son accident le box chinois. Depuis il continue l'entraînement, d'une manière différente. Il compare les techniques des divers arts martiaux, les adapte à son handicap et met au point une méthode originale de combat — et de défense — qu'il nomme Dao Shu, l'art du réel.

Le Dao Shu n'est pas réservé à l'élite du muscle. Au contraire, il est destiné en priorité aux faibles : aux femmes, aux personnes âgées, aux handicapés. Héritier d'une tradition de sagesse et d'ingéniosité, M. Dao Dan n'appelle pas en vain sa méthode l'art du réel. En cas d'agression, tout est bon pour se défendre : la canne de l'un, le pilon de la béquille de l'autre, le parapluie, le foulard, le sac de la journée, le livre ou le journal qu'on porte sous le bras.

Le Dao Shu est enseigné dans cinq écoles de la région lyonnaise (1). N'y entre pas qui veut. M. Dao Dan n'accepte que des adultes qui travaillent. « Nous demandons le numéro de sécurité sociale », dit-il. Il dispense progressivement la substance de cet art martial nouveau.

Un instructeur acheminé formé par M. Dao Dan dirige les mouvements : il a appris à contrôler sa respiration. Un homme appareillé des deux membres inférieurs à la suite d'une polio répète les gestes que lui permet son handicap :

jambe écartée, les deux béquilles près de lui, il se met en garde. On s'accorde une pause : on ricane bavardant, on poursuit l'entraînement, selon l'humeur.

Le fondateur du Dao Shu — qui s'est mis en route — dirige le cours. L'acquisition des réflexes, les hommes se font face : « On vous attaque, vous avez les bras libres, un rang simple l'attaque, l'autre débouche les genoux qui réagissent et mettent l'adversaire au sol. » On vous attaque, vous avez les bras liés : « On vous attaque de côté, vous êtes à l'improbable, M. Dao Dan continue l'escalade : « Vous êtes au sol, une personne vous étale. » « Vous avez deux adversaires, » « On vous attaque avec un couteau. » Le retour sentie un peu à l'aise à ces faibles, s'agissent dans leur esprit noir, « Le réflexe », dit M. Dao Dan, « Ce réflexe par l'homme. » Ce réflexe silencieux n'est pas sans grâce.

Les adeptes du Dao Shu — des commerçants, des chauffeurs de transports en commun, de l'agglomération lyonnaise — poursuivent l'entraînement. M. Dao Dan commente : « Il faut se préparer, au plus tôt, à se battre dans le monde des adultes. » La solide gaillard de trente-trois ans ajoute : « La difficulté, pour les femmes et les personnes âgées, c'est qu'elles ont peur de faire mal. »

M. Dao Dan crée deux écoles : former le maximum de gens à des techniques, qu'il perfectionne depuis quinze ans, et fabriquer un appareillage pour handicapés. « Ça ne veut rien », dit-il montrant la béquille du po.

DANIEL TRAMARD.

* Dao Dan, tél. : 978-1204.

(1) Les écoles Dao Shu sont agréées par la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

Le bocal du Moulin-Rouge

Le Moulin-Rouge vient de se séparer de ses dauphins. C'est l'avant-dernier épisode d'une affaire qui dure depuis seize ans. Il a été motivé par le recours que l'association Greenpeace a déposé devant le tribunal administratif de Paris en décembre 1983 contre la préfecture de police, pour non-application de l'arrêté sur les aquariums à cétaqués.

C'est en 1988 que le Moulin-Rouge inaugure son « strip-tease au dauphin » : une plongée en nage dans l'aquarium et le dauphin lui dégrafe son soutien-gorge. Il y aura jusqu'à trois dauphins ensemble dans le bassin pour les minuscules pour de tels animaux. Ils appartiennent à un Suisse, M. Bruno Uenhardt, propriétaire de plusieurs delphinières en Europe.

Très vite, les protecteurs de la nature s'émouvent du sort de ces dauphins, affaiblis par l'infection, la peau entaillée de blessures, parfois à peine visibles dans une eau opaque.

En 1978, c'est le drame. Un employé italien meurt électrocuté en nettoyant l'aquarium. L'un des dauphins a la colonne vertébrale cassée et mourra quelques semaines plus tard dans un aquarium de Port-Barcarès (Pyrénées-Orientales).

En 1980, des écologistes préviennent les douanes : deux dauphins viennent d'être importés d'Allemagne par le Moulin-Rouge. Une forte mortalité oblige à remplacer fréquemment les cétaqués. Les deux dauphins sont

saissés par les douanes. La saisie est toute théorique, car les animaux restent dans leur aquarium. Le Moulin-Rouge est condamné à une forte amende. Mais le music-hall continue à importer des dauphins pour remplacer ceux qui meurent victimes de névroses pulmonaires.

Cette même année, Wendy, la plongeuse anglaise qui enduitait le numéro depuis plus de dix ans, quitte le cabaret. Désormais, la rotation des plongeurs va être aussi rapide que celle des dauphins.

Cependant, un arrêté du 24 août 1981 réglemente la détention des cétaqués. Les bassins doivent avoir des dimensions convenables (800 m² au sol) et comporter des brosses pour que les dauphins puissent s'y gratter.

Le Moulin-Rouge ne respectant pas ces conditions, l'association Greenpeace commence par s'adresser au secrétariat d'État à l'environnement qui tolère une telle situation. Puis elle dépose son recours contre la préfecture de police, à laquelle elle réclame 10 000 francs d'indemnité.

A l'approche de l'audience, reportée au 14 novembre, le Moulin-Rouge a donc préfééré supprimer son numéro de dauphins. Ceux-ci ont été envoyés en Belgique. Ils vont être remplacés par les exhibitions de deux rats. Mais Greenpeace maintient son recours.

JEAN-JACQUES BARLOY.

FORMATION COMPLETE MICRO-INFORMATIQUE

par module ou 5 semaines consécutives sur IBM PC

10 Sept. Initiation
17 Sept. Basic Microsoft
24 Sept. MS/DOS
1er Oct. d'BASE II

8 Oct. Wordstar
15 Oct. Multplan
17 Oct. LOTUS 1.2.3.

Renseignements et inscriptions :
(1) 347.68.98/68.99



setec formation
CENTRE SOFRAGEM
58, Quai de la Rapée 75563 PARIS Cedex 12

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3828

HORIZONTALEMENT

I. Véritable « chef... d'œuvre ». Se rassemble dans le plus grand désordre. — II. Parle peu quand il est petit. On y aspire lorsqu'on a envie de souffler. — III. Mauvaise rencontre. Encaissement de liquide. Intelligente ou instruite. — IV. Comme une fièvre. — V. Personnel. Vaut mille, parfois. Évite bien des maux aux croisés. — VI. Entre dans la fabrication de la bière. Héros d'histoires marseillaises. — VII. « Soupir » de soulagement. — VIII. A donc poussé vigoureusement. On

peut l'être en ayant été. — IX. Personnel. Chef de police. Symbole chimique. — X. Jeu de cartes. Se mettre à la disposition. — XI. Risibles. — XII. Alka den-

taire. Élèvent leurs enfants dans du coton. — XIII. Brute. Personnel. Est élevé dans un milieu huppé. — XIV. But à atteindre ou pour atteindre un but. C'est bien et quelquefois c'est trop. C'est moins joli d'y entrer que d'en sortir. — XV. Préposition. Mauvais « caractères ». A donc mal tourné. Appareil sur la gléchette.

VERTICALEMENT

1. Met à couvert ou à découvert. Personnel. Selon le genre, c'est un pot ou une cruche. — 2. Capable de rouler. Confirme un accord. Dernier cri. — 3. Ont généralement de bonnes dents ou de bonnes mâchoires. Ne se charge donc pas d'une addition. Apportes donc un souffle nouveau. — 4. Font bayer les uns et saliver les autres. — 5. Dames de carreau. — 6. On l'entend siffler ou on l'entend rouler. Sigle. — 7. Poète anglais, ou poétesse anglaise. Œuvres fabuleuses. — 8. Association d'idées. Plus large quand il est plat. Personnel. Fils de pêche. — 9. Sur lequel on peut faire un trait. Un de trois. Passe aux assises. — 10. Sans impor-

tance. Préparation à base d'œuf. — 11. Préno. Manière d'être. — 12. Parfois commun, mais toujours précieux. Unité à Joule par la loi. Dans l'époque. — 13. Un certain rythme ou une certaine tenue. Une pierre ou un plet. — 14. Différence. Est donc réduit à sa plus simple expression. Homme politique. prussien. — 15. Morceau de caoutchouc. Le dé-mo du Média.

Solution du problème n° 3827

Horizontalement
I. Égyptien. — II. Question. — III. Unce. — IV. Ot. Dard. — V. Tolstol. — VI. Givres. — VII. Uns. TNT. — VIII. Rimmel. — IX. Sea. Car. — X. Isthme. — XI. Océans.

Verticalement
1. Équateur. Oc. — 2. Gus. OVNIS. — 3. Océanisme. — 4. Tse-Tse. Mail. — 5. Ite. Trieuse. — 6. St. Dos. — 7. Tol. CHU. — 8. En l'absence. — 9. Adultères.

GUY ROUTH.

PASOLINI AU FESTIVAL D'AUTOMNE

La lutte et la poésie

Le 1^{er} octobre, le ministre de la culture, M. Jack Lang, a inauguré le cycle de manifestations consacrées à Pier Paolo Pasolini, assassiné le 2 novembre 1975. Cet hommage est organisé par le Fondo P.P. Pasolini et par l'ARCI, association culturelle proche des partis de gauche, qui, à cette occasion, intervient pour la première fois hors d'Italie, et, du côté français, par le ministère de la culture, le Festival d'automne, le Centre Georges-Pompidou et la Maison des cultures du monde. Parallèlement, un volume vient d'être publié par les éditions Garzanti. Il rassemble des photographies, des poèmes inédits et, dans un texte bilingue, un essai d'autobiographie.

On peut s'interroger sur les raisons de cet hommage rendu à un artiste italien, qui, en France, est essentiellement connu en tant que cinéaste. Il est vrai que de *Accattone* et *Mamma Roma* à *Salo*, Pasolini a occupé une place croissante et singulière, jalonnée par des œuvres aussi fortes et aussi diverses que *l'Évangile selon saint Matthieu*, *Médée*, *Théorème* ou la trilogie du *Décameron*, des *Contes de Canterbury* et des *Mille et Une Nuits*, qui lui avaient valu un public très vaste et apparemment très fidèle.

Cela dit, le succès même de ces films, immédiatement accessibles dans la mesure où ils étaient à la fois doublés et soutenus par des images

somptueuses, a sans doute joué un rôle d'écran et contribué à occulter quelque peu le caractère véritable d'une œuvre complexe et exigeante, qui est, d'abord, celle d'un poète, dont les textes n'ont été que tardivement et partiellement traduits.

C'est par la poésie que Pasolini s'était d'abord affirmé, très jeune encore, avec des textes écrits dans le difficile dialecte du Frioul, et il n'avait jamais cessé non seulement d'écrire des vers, mais aussi de s'exprimer dans une langue violente et forte, profondément nourrie de toute une tradition qui n'était pas seulement italienne.

Dans un poème capital qui vient enfin d'être traduit, *Une vitalité désespérée*, Pasolini déclare, tout en retraçant quelques moments de sa vie : «... Il y eut la Résistance - et moi - je lutai avec les armes de la poésie ». Ce dernier vers, qui, de façon très légitime, a été choisi comme titre général de cette série de manifestations, définit bien deux constantes essentielles de son attitude personnelle et de son œuvre qui, en vérité, ne peuvent être dissociées l'une de l'autre : la lutte et la poésie, ou, autrement dit, un rôle constant et délibéré d'antagoniste dont le moyen privilégié était, d'abord, une utilisation consciente et exigeante et efficace du langage.

Mais, et c'est là que Pasolini se différencie d'un certain nombre de ses contemporains immédiats, italiens ou non, sa lutte s'est déroulée sur tous les fronts à la fois par rapport à une société italienne dont, sans doute, il ressentait plus que quiconque les contradictions et les faiblesses et qu'il n'a cessé en effet d'attaquer de front, sur tous les sujets les plus brûlants de la vie politique, sociale, économique ou religieuse, sans jamais se laisser enfermer dans une position préalable, se définissant par quelque parti ou groupe idéologique que ce fût. Pro-

fondément marqué par le catholicisme et par le communisme, il a été un adversaire violent de la DC et du PCI ; mais, en fait, il a été surtout, fondamentalement, un contestataire sans cesse en alerte, prodigieusement attentif à l'évolution et aux tares d'un monde qu'il ne pouvait pas ne pas dénoncer.

C'est dire que Pasolini a été, de la fin des années 50 en tout cas et jusqu'à sa mort, plus qu'un précoce critique, une sorte de prophète sans pitié, irrecusable par quiconque, et souvent ressenti comme insupportable. Tour à tour romancier, dramaturge, journaliste, il resta, malgré tout et d'abord un poète, un créateur de formes, voire de formules, un artisan des mots, travaillant avec un soin extrême des textes dont on n'a pas fini sans doute d'explorer le style ou les variantes, signes irrécusables d'une élaboration qui refusait toute facilité.

Il y avait chez Pasolini une énergie et un courage qui se retrouvent dans tout ce qu'il a fait, dans son affrontement avec les mots comme dans son combat pour les idées. Mais, encore une fois, qu'il ait, par goût, par tempérament, choisi souvent le moyen de la provocation et du scandale ne doit pas faire oublier que le personnage qu'il avait choisi d'être ne saurait être compris si on le dissocie d'une œuvre protéiforme dont aucun volet ne saurait être négligé.

Que, dans cette œuvre, dans cette vie, il y ait encore des zones d'ombre, des secteurs mal compris et ambigus, c'est un fait ; et, assurément, l'un des buts de ces manifestations dont l'idée première revient à Laura Betti, est de parvenir à une approche plus équilibrée et plus lucide de Pasolini, dans son œuvre et par elle, au-delà des symboles, voire même des mythes dont on l'a chargé.

MARIO FUSCO.

• Renseignements : ADEC, 14, rue Notre-Dame-des-Victoires, tél. 236-

15-51 ; Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, tél. 222-12-78 ; Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, tél. 544-72-30 ; Centre Georges-Pompidou.

★ Avec les armes de la poésie, éditions Garzanti (distribué en France par la Maison des cultures du monde), 250 pages, 140 F.

Au Centre Georges-Pompidou

— *Amado Mio*, d'après le roman de Pasolini qui porte le même titre ; un spectacle musical de Giovanni Fiori, du 29 octobre au 4 novembre, à 20 h 30.

— *Uccellacci, Uccellini*, d'après le scénario du film de Pasolini ; par le Collectif de Parme, du 5 au 11 novembre, à 20 h 30.

— *Orgie*, texte inédit, mis en scène par Mario Missiroli, avec Laura Betti, du 21 au 26 novembre, à 20 h 30.

A la Maison des cultures du monde

— *Passion*, un récit d'Antonio Piovanelli, le 30 novembre.

— *Propositions pour une biographie*, débats, le 1^{er} décembre, à 13 heures et 20 h 30, et le 8 décembre, à 15 heures et 21 heures.

— Cinéma. — A 17 heures, 20 heures et 22 heures, des films de Pasolini, dont plusieurs inédits, et des films où il est apparu comme conseiller.

A la chapelle de la Sorbonne

— Exposition de dessins, photos, costumes, projections audiovisuelles, du 27 novembre au 30 décembre.

A l'Institut italien

— *Raconteurs-débats*. — Le 6 novembre : *Le Corps poétique*, à 17 heures ; *Modernisme, antimodernisme*, à 21 heures.

— Le 7 novembre : *Le Travail de la littérature*, à 17 heures ; *Le Gardien de la langue*, à 21 heures.

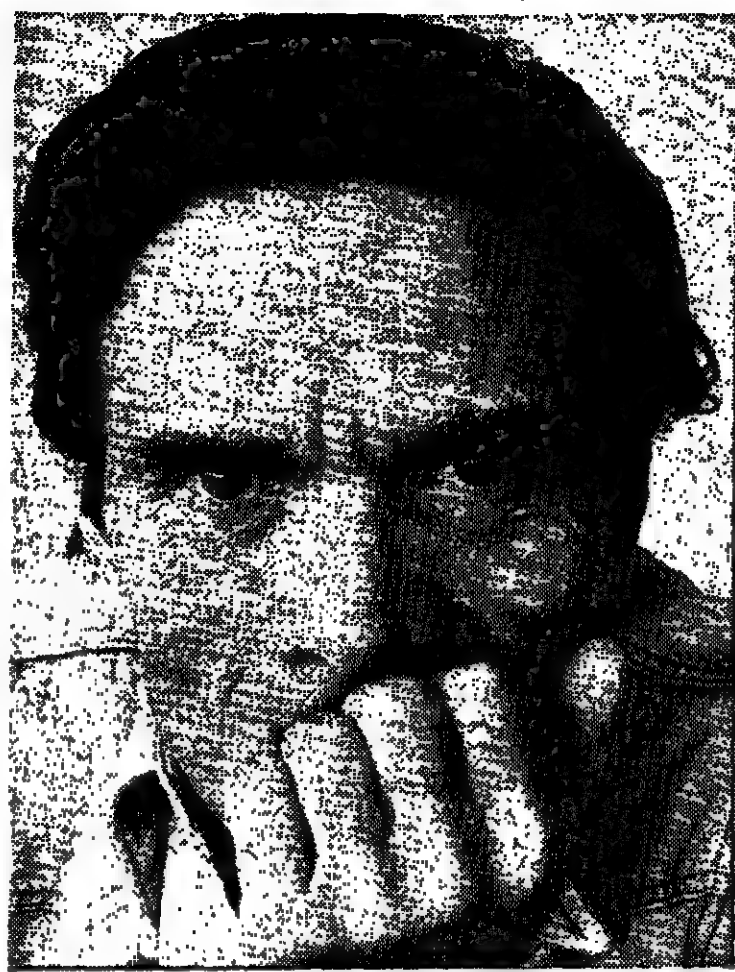


Photo de Dino Pedriali, 1975.

Enseigner le jazz ?

Sur une idée de Jean Carabelle (de la direction de la musique) mise en œuvre par Philippe Gumpowicz, un colloque vient de se tenir à Mulhouse du 28 au 30 septembre : *Pédagogie du jazz*.

Organisé par le Centre d'animation culturelle de Mulhouse et de Haute-Alsace avec le concours du ministère de la culture et du Centre national d'action musicale, dont les Cahiers viennent de consacrer un numéro à la même question, le colloque a réuni cinquante-cinq participants venus d'Europe, d'Amérique du Nord ou des pays de l'Est.

Pendant trois jours de rencontres, se sont retrouvées des personnalités aux méthodes et aux projets plus ou moins convergents comme Ran Blake, John Tchicai, George Russell, Ramon Ricker, Mike Richmond, Werreker Carter (de la Berklee de Boston), Alan Silva, Chico Freeman, Jeff Glickson, Ivan Julian, François Jeannet, Jean Cohen, Didier Levallet, Alain Guerin (du Centre d'information musicale), Jacques B. Hess, Gérard Marais, Jean-Louis Chautemps, etc.

Confrontation, échange, information, le colloque a su éviter, d'après ses organisateurs, toute forme de métaphysique (« Qu'est-ce que le jazz ? ») et de « soliloque ». Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, a rappelé quelques réalisations récentes (augmentation du nombre des classes de jazz dans les conservatoires), les projets de création de lieux et d'un orchestre national.

Personne ne met en doute la nécessité d'apprendre la danse ou le violon classique. Mais on continue de penser que le jazz s'apprend peu ou prou « sur le tas » et dans l'innocence créative de ses pionniers (qui par parenthèse n'avaient pas de « professeurs » au sens habituel, mais apprenaient par les maîtres, les tantes, les amateurs, les oncles baladins, les voisins prêteurs de saxophones et, finalement, par un peu tout le monde dans une communauté familiale et un tissu social liés par la musique).

En revanche, la demande d'enseignement existe de plus en plus : adultes, enfants en bas âge, quatrième âge, musiciens de haut niveau, débutants, tout le monde en veut. Ecoles spécialisées, conservatoires, ateliers, stages, universités, pratiques instrumentales supposant des techniques très particulières, problème de l'improvisation, du rythme, tout se développe et tout fait question aujourd'hui.

« Il y a un enfermement dans l'école », dit Jean-Louis Chautemps.

Cela tient à des raisons économiques, mais surtout aux transformations des techniques et de la diffusion de l'enregistrement. En gros, des années 40 aux années 60, l'évolution du jazz a été fulgurante, déchaînée. D'une certaine manière, on observe dans les dernières années une panne. Les gens restent chez eux. Le niveau théorique monte, la pratique, ce renversement est lourd de conséquences : les musiciens sont savants comme ils ne l'ont jamais été, mais ils n'ont pas les moyens ni l'occasion d'éprouver leurs connaissances. Encore au moment où j'ai débuté, on savait peu de chose en harmonie, mais on jouait intensivement, et dans des orchestres.

» Aujourd'hui, on assiste assez rapidement à la disparition des musiciens professionnels (bats, fêtes, variétés, casinos). Ils se replient dans les écoles. C'est un constat : c'est dans les écoles que la musique se joue, que le goût se forme, que la pratique circule, avec le risque de l'académisme. On forme de grands spécialistes sans emploi.

» Très schématiquement, les Américains (six cents écoles) fabriquent des professionnels de haut niveau à tout faire : jazz ou pas. D'après Anatoli Kroll, il y a cinq mille étudiants de jazz en URSS promus à des carrières professionnelles (quarante orchestres, radios, télévision, etc.). L'Europe, elle, prend en compte la pratique amateur. C'est un peu de l'animation culturelle et l'on forme un public.

» La pratique amateur monte. Les machines, les synthésiseurs, les boîtes à rythmes, les ordinateurs permettent aujourd'hui de faire de la musique dans des conditions totalement nouvelles. En même temps, les enregistrements les plus sophistiqués (variétés, cinéma, télévision) ne nécessitent plus le concours de musiciens professionnels. Ils vont disparaître dans les années 90-95. Pour l'instant ils transmettent leur savoir. Le problème, c'est qu'un élève débutant d'aujourd'hui en sait plus (sur le chapitre théorique) que Louis Armstrong n'en aura jamais connu. Mais pour quelle pratique de l'instrument ? Pour quel avenir ?

FRANÇOIS MARMADE.

★ Les Cahiers de l'animation musicale (CENAM), 51, rue Vivienne, 75002 Paris : Enseigner le jazz (n° 32/33) ; Musique et danse, stages 84/85 (n° 34).

★ Le quartet de Jean-Louis Chautemps, le Dadaïes ensemble de Daniel Hamair et la Compagnie Lubat inaugureront ce samedi 27 octobre le Cinquième festival de Jazz de Paris (voir les programmes).

La mort de Pascale Ogier

Pascale Ogier est morte subitement, d'une défaillance cardiaque, le 25 octobre, au cours d'une soirée chez des amis. Elle était âgée de vingt-quatre ans.

Pascale était la fille de Bulle Ogier. Sa vie devait nécessairement tourner autour du spectacle.

Pascale Ogier commence son métier de comédienne d'une façon exceptionnelle en l'abordant pour la première fois dans la première mise en scène théâtrale d'Eric Rohmer (*Le Nègre* pour le Festival d'automne 1979), Catherine de Helldorn, l'une des pièces les plus difficiles du répertoire, et d'ailleurs rarement jouée en France. Pascale Ogier est Catherine, personnage habité d'une innocence passionnée — ce que l'on appelle la folie ou bien le rêve.

Au cinéma, elle joue le Pont du Nord, de Jacques Rivette, traversée fantasmagorique de Paris — avec Bulle Ogier. Entre les deux femmes, il y a bien sûr l'amour mère-fille, plus une intime connaissance. Pascale Ogier tourne encore en Grande-Bretagne un film expérimental et retrouve Eric Rohmer pour les Nuits de la pleine lune, présenté au dernier Festival de Venise, qui lui vaut le prix d'interprétation féminine et la fait connaître du public. Elle avait également travaillé aux décors ; elle était attirée par tout ce qui touche aux représentations de la vie. Elle était même, avec un visage aigu, des yeux très grands. Elle était vulnérable, habitée d'une innocence passionnée. Comme le petit Catherine, on la croyait indestructible... — C. G.

Signature de l'accord franco-luxembourgeois pour une coopération dans le domaine de la radiodiffusion par satellite

M. Jacques Santer, président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, et M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat auprès de M. Fabius, chargé des techniques de la communication, ont signé, vendredi 27 octobre, une déclaration commune annonçant : « leur accord pour le développement de la coopération dans le domaine de la radiodiffusion par satellite » (Le Monde du 27 octobre).

Cette déclaration précède un accord intergouvernemental « qui sera soumis avant ratification à l'autorisation parlementaire ». Les deux principaux points de la déclaration sont les suivants :

— Le gouvernement français accorde pendant quinze ans à la Compagnie luxembourgeoise de télévision l'usage de deux canaux des satellites français de télévision directe et des fréquences correspondantes — à charge pour le gouvernement luxembourgeois d'accorder, à la France, si elle le demande, l'usage de deux des cinq fréquences allouées au Luxembourg pour la diffusion directe de programmes télévisés. Ces canaux permettront à la CLT la diffusion de deux programmes, l'un en français, l'autre en allemand.

— Les deux gouvernements s'engagent pendant cinq ans, à compter de la ratification de l'accord, à ne pas autoriser sans le consentement de l'autre partie la diffusion de tout programme de télévision par satellite dans les

mêmes langues (français et allemand) financé essentiellement par la publicité et susceptible d'être reçu directement et dans des conditions économiques et techniques normales par les individus ou les foyers.

Cette clause n'interdit pas la diffusion à faible puissance de programmes qui seraient diffusés par les antennes collectives du type réseau câblé — comme c'est déjà le cas des émissions relayées par les antennes européennes BCS. De tels satellites de télécommunications ressortissent, pour ce qui est des attributions de fréquences et des positions orbitales, d'une tout autre réglementation internationale. En réponse à une question sur l'autre projet luxembourgeois, M. Santer a d'ailleurs précisé que « ce projet est dans le domaine des télécommunications ».

La déclaration prévoit la conclusion « dans les semaines qui viennent » de l'accord intergouvernemental et de la convention de concession conjointe des deux gouvernements avec la CLT. La ratification est envisagée pour l'été 1985. Pour ce qui est du démarrage effectif, M. Fillard a confirmé le lancement de TDF 1 entre juin et septembre 1986. A propos d'un autre point de la déclaration, qui indique que les deux gouvernements auront leurs efforts « mis au développement et de l'exploitation des générations ultérieures de satellites de télévision directe », il a précisé que « après TDF 1 et TDF 2, on ne peut probablement pas envisager des engins ».

La CLT, on se le rappelle, a pris en charge l'exploitation des deux canaux. Les accrues émissions en français sont légèrement diversifiées à certaines heures, suivant qu'elles sont destinées à la

France ou à la Belgique. Le programme spécifiquement français serait diffusé par satellite, le programme belge restant émis par une antenne terrestre ; l'importance du ciblage belge fait que, pratiquement tous les téléspectateurs de ce pays peuvent déjà recevoir les émissions de RTL. Pour le canal allemand, il existe depuis janvier 1984, RTL-Plus qui émet en allemand.

La mise en service de cet émetteur a entraîné la suppression d'un des deux canaux qui émettaient vers la Lorraine, ce qui a entraîné des frais d'adaptation pour de nombreux téléspectateurs. Que ceux-ci les aient faits, et que les habitants de RFA situés dans la zone couverte par RTL-Plus se soient équipés des antennes nécessaires rend les dirigeants de la station luxembourgeoise confiants pour l'avenir, quand les téléspectateurs potentiels devront s'équiper de l'antenne parabolique et de l'électronique nécessaire à la réception du satellite (1). Il y a deux conditions : que des procédures de crédit permettent aux téléspectateurs d'acheter financièrement cet investissement, et que les industriels soient prêts à répondre à la demande. Ce qui suppose que la spécification technique des émissions de TDF-1 soit rapidement complétée. M. Fillard a indiqué à ce propos qu'il s'attachait à ce problème et avait fait préparer « les éléments d'une discussion qui pourrait aboutir au sommet franco-allemand de la semaine prochaine ».

MAURICE ARNONVY.

(1) Le prix de l'installation individuelle, avec une antenne de 50 à 70 centimètres de diamètre, devrait être voisin de 5 000 F. Le marché global des équipements de réception est évalué à 20 milliards de francs.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Souvenirs

UN FILM DE ARTEL ZEITOUN

Allez le voir, on en reparlera

"C'est rigolo, c'est rétro, c'est gagné." LE POINT

"Bien filmé, bien monté, bien ficelé, drôle et rapide. Allez voir ce film." V.S.D.

"Un très bon film, violent, touchant, attachant." ACTUEL

"Un film qu'on a envie de voir 3 fois d'affilée et qui vous fasse babé." PREMIERE

TARIF EXCEPTIONNEL

JOHNNY HALLYDAY

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE « CAMERA PRESS »

Mercredi 7 Novembre à 20 h 30 (ZENITH)

1^{re} série : 150 F au lieu de 180 F

2^e série : 120 F au lieu de 150 F

3^e série : 100 F au lieu de 120 F

4^e série : 80 F au lieu de 100 F

LOCATION CAMERA PRESS 94, rue St-Lazare - 9^e

Tél. 281.26.20

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 27 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1


- 20 h 35 Série noire : Noces de souffrance. D'après Jean Amil, réal. Raymond Vulliamy. Avec Agnès Soral, Claude L. Barthe, Jean-Luc Bideau, J. Bouise. Une histoire « noire » qui s'étire en longueur et qui donne l'impression de l'inventaire au fur et à mesure qu'elle est jouée. Seuls les acteurs peuvent nous distraire.
- 22 h 10 Droit de réponse. Émission de Michel Polac. La revue de presse : Avec Thomas Fereczi (Le Monde), Guy Clapiès (Le Matin), Jean-Marcel Sougnez (Libération), Noël Copin (Le Croix), Pierre Benichou (Le Nouvel Observateur), Alain Lelièvre (Magazine Hebdo), Dominique James (Le Quotidien de Paris), Claude Cabannes (L'Humanité), René Vénard (Le Courrier picard), Alain Aysche (Le Maitre), Jean-François Kahn.
- 0 h Journal.
- 0 h 15 Ouvert la nuit. Alfred Hitchcock présente : « Le Mauvais Chéri ». Extérieur nuit : « A table ». Un reportage sur les bouillottes de la nuit ; les grands vins.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Champagne-Élysées. De Michel Drucker.

Retrouvez la passion et la haine de Dynasty.

13,50 F



- Autour de Michèle Torr, Nicolas Peyrac, Adama, Frédéric François, etc.
- 22 h 5 Les enfants du rock. Six machines, avec Chaka Khan, Serge Gainsbourg, Dominique, Evelyn Thomas, Philip Bailey... Rock'n'roll, avec les Calamités, Baroque Bordello, Gauthier.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Au nom de l'amour. Le but de cette émission animée par Pierre Bellemare est de remettre en présence deux personnes qui ont vécu une « belle histoire » et qui le hasard, le destin, ou simplement la vie ont séparées. Des surprises.
- 21 h 30 D'amour et de Kriks : De Kriks et Inoxydable.
- 21 h 45 Journal.
- 22 h 5 Feuilletton : Dynastie.
- 22 h 50 La vie de châteaux.
- 23 h 20 Musiclub.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 35 L'Unité PIC : 18 h, Trésorier mag de face ; 18 h 25, Un trait, c'est tout ; 18 h 30, Clip-Clip ; 19 h, Magazine de jazz ; 19 h 15, Informations ; 19 h 30, Aout PIC.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 15 Passage de l'école. Thomas Fereczi, directeur de la rédaction du Monde reçoit Jacques Derrida et Jean-François Lyotard, philosophes.
- 20 h Musique : Maintien. L'électroacoustique lors d'un concert ?
- 20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : Cordillères, de Jean-Paul Fargues. Avec J. Cellard, A. Caprile, A. Weber... et entrecoupé avec l'histoire.
- 22 h 18 Dénouement... avec J.-C. Wagnon (de la corruption).
- 22 h 30 Musique du Moyen-Orient arabe, avec le groupe AR Sayd.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre n° 1, Concerto pour trompette et orchestre en mi-bémol majeur de Haydn ; deux concertos pour violon et orchestre extraits de la « Stravinsky » de Vivaldi ; Concerto pour trompette et orchestre à cordes et orgue de Tardieu, par l'ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller, sol. Maurice André, trompette.
- 22 h 34 Les sélections de France-Musique : le club des archives ; Bruno Walter à Paris.

Dimanche 28 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 8 h 30 Journal.
- 9 h Émission islamique.
- 9 h 15 Sources de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Météo.
- 12 h 2 Midi-pressé.
- 12 h 30 La séquence du spectateur.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Série : Starkey et Heston.
- 14 h 20 Sports-dimanche.
- 14 h 30 Variétés : La belle vie. De Sacha Distel.
- 17 h 30 Les animaux du monde.
- 18 h 10 Série : Les bleus et les gris.
- 19 h Magazine : 7 sur 7. Présenté cette semaine par Jean-Louis.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : La Femme flic. Film français d'Y. Boisset (1979), avec Mlle-Mlle, J.-M. Thibault, L. Escudé, J.-P. Kalfon, (Rédif.). Musée dans une petite ville de la région du Nord, une jeune femme, inspecteur de police, est réduite à des besognes de routine. Un jour, elle participe à une enquête et découvre une affaire scandaleuse. Ce film politique est construit, comme souvent chez Boisset, sur des rapports de classes et de pouvoir masculins. Mais il dénonce en filigrane social et l'interprétation de Mlle-Mlle lui donne une surprenante vérité.
- 22 h 20 Sports dimanche soir.
- 23 h Journal.
- 23 h 20 C'est à lire.
- 23 h 25 Clignotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 9 h 35 Journal et météo.
- 9 h 40 Récit A2.
- 10 h 10 Les chevaux du terroir.
- 10 h 40 Gym tonique.
- 11 h 15 Dimanche Martin.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- 17 h Série : Les nouvelles brigades du Tigre.
- 18 h Stade 2 (à 20 h 25).
- 19 h Série : Dans la tourmente.
- 20 h Journal.
- 20 h 40 Jeu : La chemise aux trésors.
- 21 h 40 Série documentaire : 20 ans après. De Patrick Benquet et Jean Labib. 2e partie. Elles avaient seize ans en 1964, la télévision les avait filmées, avait interrogé leurs rêves d'adolescentes. Vingt ans après, les mêmes - retrouvées par les réalisateurs - font un bilan, comment, mesurent le chemin parcouru. La deuxième volet de la série est le meilleur. L'émotion est plus grande, on a le choc de la vie, des souffrances et des expériences.
- 22 h 45 Musique : Opus 84. Magazine de R. Ruggieri, réal. A. Adriaen. Autour de Mozart.
- 23 h 25 Journal.
- 23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Musique. Émission de l'ADRI.
- 12 h D'un soleil l'autre. Magazine mensuel agricole.
- 13 h Magazine 84. Émission du Groupe national des fonctionnaires.

- 14 h 30 Objectif entreprise. Émission de l'APIE.
- 15 h Musique pour un dimanche. Émission de Charles Imbert. Ouverture de « Benvenuto Cellini », de Berlioz ; le « Menuet » de « Petroushka », de Stravinsky.
- 16 h 30 Théâtre : Palladium. Opéra-comique de R. Lécroix interprété par l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, dir. J. Kallmeyer.
- 17 h Boîte aux lettres. Spécial Colette. Autour de l'auteur du 86 on parle récemment consacré par l'édition de « La Pitié ».
- 18 h Émissions pour la jeunesse.
- 19 h 40 RFO Hebdo.
- 20 h Fragile Rock.
- 20 h 35 Regards sur le France. Documentaire de Marco Bellocchio. « Impressions d'un Italien sur la corrida en France ».
- 21 h 30 Aspects du court métrage français.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : Blackmail (Chantage). Film anglais d'A. Hitchcock (1929), avec A. Onda, J. Langdon, S. Allgood, C. Pate, (v.o. sous-titrée, N.). La fiancée d'un policier commet, accidentellement, un meurtre. Un maître chasseur vient la servir, tandis que le policier mène l'enquête. Ce dixième film de la carrière anglaise de Hitchcock est, aussi, le premier où il utilise la technique du cinéma sonore et parle. Un suspense magistral sur des images obsessionnelles et l'ambiguïté des comportements des sentiments.
- 23 h 55 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

- 14 h Le temps de se parler.
- 14 h 30 Le testament du jour, de L.-M. Sagittaire. Avec N. Nerval, J. Zabor, M. Schütz.
- 16 h 30 La zone de chat, par R. Delannoy, C. Dupuy et P. Descombes : actualité de la musique ; histoire ; actualité ; Iron-Track, la nuit en face.
- 19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
- 20 h Musique : collection de timbres, par D. Jaso.
- 20 h 30 Atelier de création radiophonique : sous la coupe de Karol Appel.
- 22 h 30 Musique : 13^e rencontres internationales de musique contemporaine de Metz, avec l'ensemble Inter-mus.

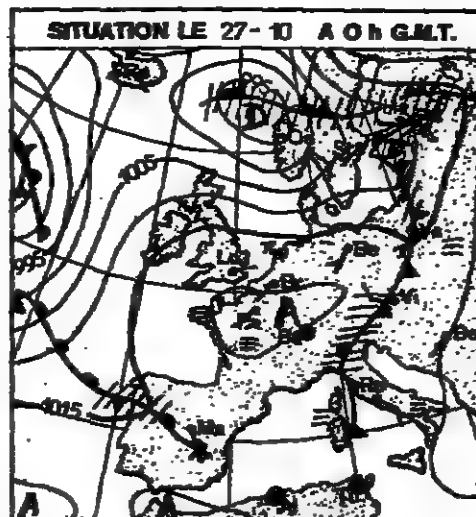
FRANCE-MUSIQUE

- 14 h 4 Programme musical proposé en disques compacts.
- 17 h Présentation de la soirée lyrique : (donné à la Salle Pleyel le 26 octobre).
- 18 h Concerts : « La Walkyrie », de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski.
- 22 h Les sélections de France-Musique : Exilés ; œuvres de Wagner, Mozart, Beethoven, Ravel ; à 1 h, les sélections de France-Musique.

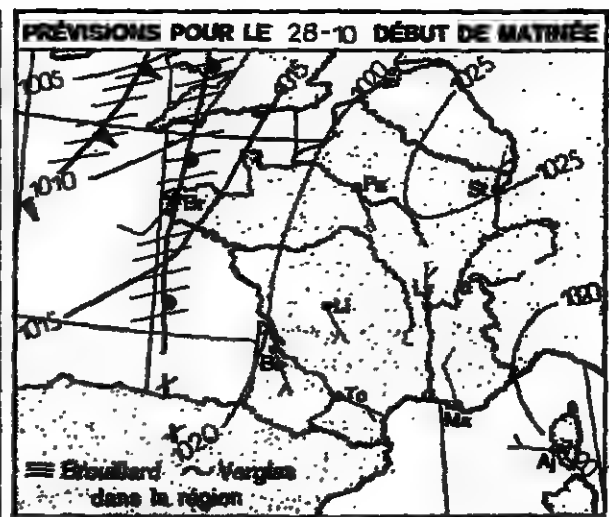
LES SOIRÉES DU LUNDI 29 OCTOBRE

- TF 1 20 h 35 Cinéma : Le Mors aux dents, de Laurent Heynemann ; 23 h 10, Étoiles et toiles, magazine du cinéma ; 23 h 30, Journal ; 23 h 25, C'est à lire ; 23 h 30, Clignotant.
- A 2 20 h 35, Soirée INA : La boutique infernale, de Denis Diderot ; 23 h 20, Journal ; 23 h 35, Bonsoir les clips.
- FR 3 20 h 35 Cinéma : Monsieur Saint-Jacques, de Jack Lee Thompson ; 22 h 10, Journal ; 22 h 35, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 20, Vidéo à la chaîne ; 23 h 25, Prélude à la nuit ; Haendel.

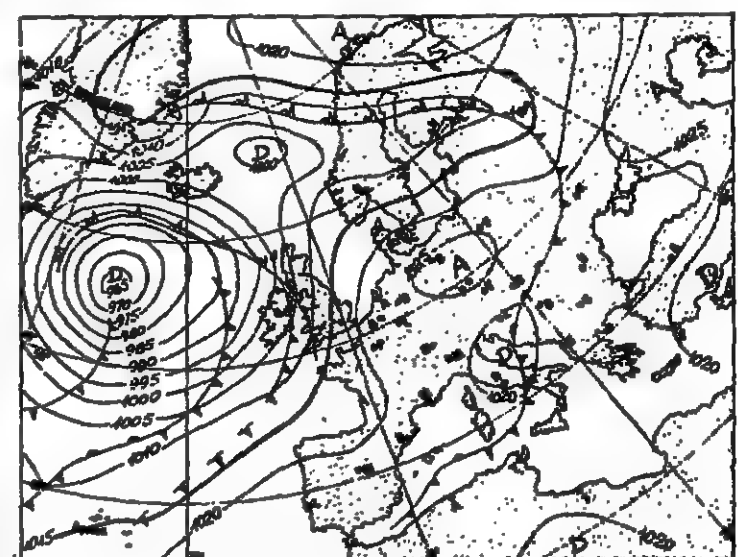
MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 27 octobre à 0 heure et le dimanche 28 octobre à 24 heures.



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE À 0 HEURE (GMT)



L'anticyclone centré sur l'Europe occidentale continuera à dominer la situation, la perturbation située sur l'Atlantique parvenant difficilement à exercer son influence.

Dimanche, de la Bretagne à la Picardie, le ciel sera nuageux avec quelques pluies, plutôt orageuses, et du vent modéré de secteur sud-ouest.

En Corse, on observe encore des nuages d'instabilité le matin, avec un faible risque d'averses. Puis le beau temps revient.

Ailleurs, la journée commencera avec des gelées blanches et des brouillards quasiment généralisés, localement encore très épais. Ils se dissiperont en cours de matinée, laissant place à un temps très ensoleillé.

Les températures minimales seront de 7 degrés à 9 degrés près de la Manche et de l'Atlantique, 9 degrés à 11 degrés en Méditerranée, 3 degrés à 6 degrés ailleurs. Les maxima seront de 14 degrés à 16 degrés en moitié nord, 19 degrés à 22 degrés au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 octobre à 7 heures, de 1021,1 millibars, soit 765,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 octobre ; le second le minimum de la nuit du 26 octobre au 27 octobre) : Ajaccio, 23 et 12 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 18 et 5 ;

Bourges, 15 et 6 ; Brest, 13 et 5 ; Caen, 14 et 2 ; Cherbourg, 12 et 4 ; Clermont-Ferrand, 17 et 3 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble-St-M-H., 17 et 5 ; Grenoble-St-Genès, 17 et 4 ; Lille, 13 et 2 ; Lyon, 15 et 6 ; Marseille-Marianne, 19 et 11 ; Nancy, 13 et 6 ; Nantes, 16 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 13 ; Paris-Montsouris, 15 et 7 ; Paris-Orly, 15 et 3 ; Pau, 16 et 7 ; Perpignan, 20 et 13 ; Rennes, 15 et 3 ; Strasbourg, 14 et 7 ;

Tours, 15 et 4 ; Toulouse, 18 et 8 ;

Pointe-à-Pitre (a.c.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 11 ; Amsterdam, 13 et 4 ; Athènes, 25 et 12 ; Berlin, 16 et 5 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 14 et 5 ; La Caba, 28 et 15 ; Las Palmas, 25 et 19 ; Copenhague, 12 et 8 ; Dakar, 29 et 24 ; Djibouti, 26 et 19 ; Genève, 13 et 5 ; Istanbul, 20 et 13 ; Jérusalem, 21 et 12 ; Lisbonne, 18 et 18 ; Londres, 12 et 1 ; Luxembourg, 12 et 5 ; Madrid, 17 et 10 ; Montréal, 6 et 3 ; Moscou, 6 et 8 ; Nairobi, 24 (max.) ; New-York, 19 et 14 ; Palma-de-Majorque, 25 et 15 ; Rio-de-Janeiro, 24 et 20 ; Rome, 23 et 17 ; Stockholm, 11 et 6 ; Tassar, 28 et 16 ; Tunis, 29 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

CARNET

Décès

— Martin et Agnès Danis, Marie et Francis Sebourd de Nédde, Patrick et Francis Danis, Marie-Ange et Eric Bouilly, Véronique et Jean-Marc Sion et leurs enfants,

ont le tristesse de faire part du décès de

M. Benoît DANIS, architecte des bâtiments civils et palais nationaux,

leur père et grand-père, le 26 octobre 1984.

L'office religieux sera célébré le lundi 29 octobre, en l'église Saint-Martin de Galluis, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sol Dayan, Rachel et Daniel Dayan, Anny et Irit Romanen, David, Emmanuel et Gabriel,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme DAYAN,

leur épouse, père, beau-père et grand-père, survenue le 26 octobre 1984.

La levée du corps aura lieu le lundi 29 octobre, à 13 heures, à l'Amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12 rue Méchain, à Paris-14^e, avant son transfert à Jérusalem.

— Paris. Sainte-Germaine. Rouven. Plaisir.

M^{me} Rachel Michot, Nicole et Pierre-Alain Dupoulet et leurs enfants, Michèle et Yves Michot et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Raoul MOCHOT, directeur honoraire du personnel de la SETTA, officier du Mérite national, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu accidentellement le 12 octobre 1984.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 17 octobre.

12, rue César-Franck, 75015 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 26 octobre :

DES DÉCRETS

- Relatif aux prêts aidés en accession à la propriété et modifiant des articles du code de la construction et de l'habitation ;
- Complétant le code de la construction et de l'habitation au chapitre de l'acquisition de la construction ou de l'acquisition suivie de l'amélioration de logements locatifs.

Sont publiés au Journal officiel du samedi 27 octobre :

DES DÉCRETS

- Relatifs à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de l'Etat ;
- Modifiant le décret du 22 décembre 1958 fixant la composition des tribunaux de grande instance et d'instance et des cours d'appel ;
- Portant publication de l'accord de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et l'Office international des épizooties, signé à Paris le 2 avril 1984.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 27 OCTOBRE

— Thomas Fereczi, directeur de la rédaction du Monde, reçoit Jacques Derrida et Jean-François Lyotard, philosophes, au cours de l'émission « Passage du témoin », sur France-Culture, à 19 h 15.

DIMANCHE 28 OCTOBRE

— M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission « Midi-pressé » de TF 1, à 12 h.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, participe au « Forum » de RMC, à 12 h 30.

(UDF) de l'Aisne, membre du secrétariat politique du Parti républicain, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », sur RTL, à 18 h 15.

— M. Georges Fillouad, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h 15.

LUNDI 29 OCTOBRE

— M^{me} Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée européenne, est l'invitée de « Face au public » de France-Inter, à 19 h 20.

PARIS EN VISITES

LUNDI 29 OCTOBRE

— La Conciergerie présentée aux jeunes, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M^{me} Hiale.

— Les thermes de Clus et les caves, 15 h, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Allax.

— Le canal de l'Ourcq, 15 h, angle rue de Crimée, quai de la Loire, M. Gazeux Romero (Caisse nationale des monuments historiques).

— Le Docteur Rousseau, 16 h, dans le hall du Grand Palais (Approche de l'art).

— La Sainte Chapelle et ses vitraux, 15 h, boulevard du Palais devant les grilles (Arcs).

— Marais et place des Vosges illuminés, 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Filarmes).

— Notre-Dame, 15 h, métro Châtelet-Montparnasse.

— Le cimetière de Père-Lachaise, 14 h, métro Père-Lachaise, Vincent de Laughe.

— Le cœur de Paris, 15 h, 10, rue Saint-Martin (Paris autotour).

MARDI 30 OCTOBRE

— La Mosquée présentée aux jeunes, 14 h 30, place du Puise-de-l'Ermine, M^{me} Hiale.

— Hôtel Lauzun, 15 h, quai d'Angoulême, M^{me} Bouquet des Chaux.

— Les salons de la bibliothèque de l'Arsenal, 15 h, 1, rue de Sully (Paris à son histoire).

— La Sainte Chapelle, 15 h, à l'entrée, M. Guiller.

— La manufacture des Gobelins, 15 h, 47, avenue des Gobelins, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

— Peinture allemande au dix-neuvième siècle, 15 h, Petit Palais (Approche de l'art).

— Hôtels et curiosités du Marais, 15 h, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

— Tombes de femmes célèbres, 14 h, 10, avenue du Père-Lachaise, Vincent de Laughe.

— La Mosquée, 15 h, M^{me} Lassier.

— Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autotour).

CONFÉRENCES

LUNDI 29 OCTOBRE

19 h 30, Sorbonne, M^{me} Edwards : « La destinée de la Pologne : un enjeu spirituel pour l'avenir de l'Europe ».

14 h 45, Institut de France, 23, quai Conti, Jean-Louis Barrault : « Le corps humain, cet instrument ».

MARDI 30 OCTOBRE

14 h à 18 h, 9 bis, avenue d'Iéna, Hervé St-Pierre, Louis Nauges, Elisabeth Monod et Nesim Fintz : « L'enjeu bureaucratique et le face-à-face secrétaires-cadres ».

Économie

LE MANAGER DE L'ANNÉE

L'étoile double de l'hôtellerie

C'est l'hôtellerie, ou, plutôt, l'industrie hôtelière que quinze cents patrons et les lecteurs de l'hebdomadaire *Le Nouvel Économiste* ont voulu mettre à l'honneur en élisant comme « managers de l'année » MM. Paul Dubrion et Gérard Pélissier, coprésidents du groupe international Accor, issu de la fusion des sociétés Novotel et Jacques Borel, au neuvième rang mondial de la profession et numéro un en France.

Relevons d'abord l'étrangeté de cette formule de coprésidence, unique dans ce pays, à l'exception, peut-être, des lunettes Essilor, et encore est-ce une présidence tournante. On connaît, certes, une série de « duos » célèbres dans le monde du spectacle et du loisir : Poret et Serrault, Gault et Millau, Gosciniy et Uderzo (avant la disparition du premier), mais, dans les affaires, le pouvoir ne se partage jamais.

C'est pourtant le cas chez Accor, où les deux dirigeants disposent des mêmes pouvoirs, avec, simplement, pour respecter la loi, leur désignation nominale comme PDG alternativement chaque année, sans que cela transpire au-delà, ni même dans le groupe. Qui, d'ailleurs, s'en soucie peu, tant ce système double, comme on dit, en astronomie, de deux étoiles tournant l'une autour de l'autre, s'avère efficace.

Il est difficile, pourtant, d'imaginer des personnalités aussi différentes. Nordiste, grand et calme, diplômé des Hautes Études commerciales de Genève, Paul Dubrion, cinquante ans, est le spécialiste du commercial et de la production. Lyonnais, trapu et parfois bouillant, cousin de parcheminier ingénieur de l'école centrale, Harvard Business School, master of sciences du célèbre Massachusetts Institute of Technology, ancien cadre supérieur d'IBM-France, Gérard Pélissier, cinquante-deux ans, s'occupe de la gestion et des finances. Voilà donc le tandem qui, en dix-sept ans, a réussi à fonder un véritable empire à partir de quelques principes.

« Réussir en affaires ? C'est simple : il suffit de 90 % de « trépasse », 8 % d'expérience et 2 % de capitaux. » Voilà la recette que le célèbre Bernard Trusillo développait à Dayton (Ohio) dans les années 60 pour le compte de son employeur NCR (caisses enregistrees et électriques) et dans d'innombrables séminaires boursiers d'étrangers. Paul Dubrion, son assistant pendant deux ans, ne l'a jamais oublié. Revenu en France, il pense à se lancer dans les hypermarchés, mais la place est déjà prise : Carrefour, Auchan, etc. Il regarde, alors, du côté de l'hôtellerie, avec une idée : concevoir un hôtel trois étoiles pour hommes d'affaires, avec chambres spacieuses, simples et confortables, à prix modéré avec téléphone branché directement sur l'extérieur, le tout implanté en dehors mais à proximité des grandes villes, ce qui n'existe nulle part ailleurs.

Après trois ans de « traversée du désert », avec une partie du bien familial, c'est la construction du premier Novotel près de Lille. Rencontre de Gérard Pélissier, ingénieur chez IBM à Lyon, et c'est le deuxième Novotel à Colmar, avec des fonds de trente-deux amis lyonnais. La formule, bien adaptée, se développe : 7 Novotel en 1970, 168 aujourd'hui, dont 81 en France et 87 à l'étranger. En 1973, en association avec La Hénin, le tandem crée l'échelon « en dessous », le deux étoiles, plus simple (les deux tiers du prix d'un Novotel), avec la chaîne Ibis (116 hôtels aujourd'hui), la plus importante devant Arcade (wagons-lits) et Campanile (Taittinger-Le Louvre). En 1974, avec la société Louis Dreyfus, c'est la reprise de la chaîne de grille Courte-Paille. En 1975, c'est le rachat de la chaîne Mercure (trois étoiles) avec 53 établissements aujourd'hui, puis en 1980, le reprise au groupe Jacques Borel, en difficulté, du réseau Sofitel : l'accès au luxe (quatre étoiles) avec 47 hôtels.

L'Hexagone est saturé ? Cap sur l'étranger dès 1978 : l'Amérique, le Proche-Orient (Minahi en association), l'Amérique du Sud (Brésil). En 1982, c'est la bataille pour la cote de Jacques Borel, livrée à Sodexho, numéro un de la restauration collective, et gagnée après bien des péripéties, pour former le groupe Accor. Accor, aujourd'hui, c'est 457 hôtels (dont 40 en construction), 55 600 chambres (dont 7 000 en construction), 15 777 restaurants, le premier place mondiale pour le ticket-restaurant (héritage de Jacques Borel), 39 000 personnes, un chiffre d'affaires de 9,5 milliards de francs, dont 46 % à l'étranger dans cinquante-trois pays. Dernière nouveauté du groupe : un hôtel de 620 chambres en Chine, à Pékin, pris en gérance. C'est que le financement des investissements est lourd, long à convertir, et le recours aux capitaux extérieurs obligatoires : la moitié seulement des hôtels en toute propriété, le reste en gérance ou en franchise, 45 % du capital d'Accor est détenu par de grands investisseurs (assurances, mutuelles, banques) et 2 % seulement par MM. Dubrion et Pélissier (toujours la recette Trusillo).

Prochain projet : la construction d'hôtels une étoile, avec chambre à moins de 100 F, sur un marché énorme (500 000 chambres à une étoile en France). Et aussi, des déceptions : mercredi 25 octobre au soir, Accor, candidat au rachat de la chaîne Frantel, a appris que la Caisse des dépôts avait fait pression sur les banques populaires pour accorder la préférence à la Compagnie des wagons-lits, dont elle détient le tiers du capital et qui elle veut renflouer. Dans l'échange d'amabilités qui a accompagné la remise du diplôme à MM. Dubrion et Pélissier, avec discours de M. Fabius, cet incident a été, pudiquement, passé sous silence. Mais les intéressés n'en pensent pas moins.

F. R.

Les Lessives Saint-Marc passent sous contrôle allemand

La société des Lessives Saint-Marc change de nationalité. Elle vient d'être rachetée par le groupe allemand Beckniser de Ludwigshafen, spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et qui exploite notamment la marque Calgon.

Le prix de cession n'a pas été révélé mais serait d'une centaine de millions de francs. Jusqu'au dernier moment, les employés et cadres de la société avaient cherché, avec l'aide des fournisseurs de l'entreprise, à prendre le contrôle de l'affaire (53 %) pour 51 millions de francs. Ils avaient attiré l'attention sur cette solution lors de la visite de M. Mitterrand dans le sud-ouest de la

France. L'argument développé était : « l'image écologique des Lessives Saint-Marc ne cadre pas avec celle du groupe allemand ». Les pouvoirs publics ne les ont, semble-t-il, pas écoutés.

Les Lessives Saint-Marc, dont le siège est à Bordeaux, réalisent cette année 212 millions de francs de chiffre d'affaires. La société emploie cent soixante-quinze personnes. Ce n'est pas la première firme française dont Beckniser prend le contrôle. Le groupe allemand est déjà propriétaire de la société Baranne installée à Saint-Denis, leader du marché français des produits d'entretien pour chaussures et meubles.

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

Guerre des rabais sur l'essence : la réglementation en question

Va-t-on vers une libération totale ou partielle des ventes de carburant en France ? La question, étudiée actuellement par le gouvernement, est désormais clairement posée, puisque cette libération, réclamée par bon nombre de distributeurs et de compagnies, pourrait être de fait imposée — du moins en partie — par la réglementation européenne. Ainsi M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme, a déclaré, vendredi 26 octobre, à Aix (Ariège) : « Il est évident qu'il faudra modifier notre réglementation des prix (des carburants), mais dans un souci d'éviter l'anarchie. »

Rendant ses conclusions sur une demande d'interprétation du traité de Rome formulée par le tribunal de commerce de Toulouse à propos d'un procès opposant les centres Leclerc à un pompiste et au Syndicat des concessionnaires automobiles (SNCR), l'avocat général de la Cour de justice européenne a estimé que le règlement français fixant un prix minimum pour la vente de carburant à la pompe était incompatible avec le traité de Rome. Ce prix minimum constitue, selon lui, une « mesure d'effet équivalent » à une restriction quantitative à l'importation, interdite par l'article 30 du traité.

La Cour de justice doit rendre son verdict dans quelques semaines, et elle n'est pas, bien entendu, tenue de suivre les conclusions de l'avocat général. Sans attendre le jugement, MM. Edouard Leclerc et son fils Michel ont, jeudi 25 octobre, proposé un ensemble de mesures instaurant la liberté complète des prix des carburants au stade du raffinage, de la vente en gros et de la distribution, ainsi que la levée de toutes les entraves pesant sur l'ouverture de stations-service en France.

Afin de ménager une transition, les dirigeants des centres Leclerc, qui ont été à l'origine de la « guerre des rabais », opposant depuis l'été 1983 les petits pompistes aux grandes surfaces, ont proposé la signature d'accords interprofessionnels définissant pour trois ou quatre mois les pratiques de prix suivant les zones.

Les compagnies pétrolières, restées jusqu'ici relativement silencieuses dans ce débat, semblent également prêtes à appuyer une libération. Ainsi, jeudi 25 octobre à Rouen, des représentants de la direction du groupe Shell ont assuré que la compagnie réclamait « instantanément » la libération des prix de l'essence afin que les stations puissent « lutter à armes égales avec ceux qui ne respectent pas la loi actuelle », ajoutant que, si la législation était modifiée, Shell était prête à faire en sorte que ses prix « au niveau local soient les plus bas par rapport à la concurrence ».

« Le marché pétrolier français est totalement ouvert à l'influence

internationale », nous a expliqué M. Henri Pradier, PDG de Shell France, à l'appui de cette thèse. En 1983, la France a importé 10 % de ses besoins de produits pétroliers, précise-t-il, assurant que le prix moyen de vente à la pompe en France et en RFA, selon les calculs du groupe Shell, évoluait depuis le début de 1983 de façon parallèle. C'est pour cette raison, assure-t-il, qu'il faut totalement libérer la vente de produits pétroliers en France, puisque « il n'y a en réalité pas ou peu de différence entre les prix administrés et les prix libres. Que risque-t-on ? Le marché est ouvert et la tendance est à la baisse ».

Reconnaissant que le groupe Shell avait été à l'origine de la « guerre des rabais » entre les compagnies en alignant le premier ses prix sur les tarifs pratiqués par les grandes surfaces, il affirme : « Nous nous sommes les premiers à dire que nous ne laissons pas aux grandes surfaces l'exclusivité des rabais. Mais pour le moment nous sommes bloqués par les prix minimums fixés par la loi. Nous ne sortirons pas de la légalité, car ce serait aussi mal interprété. Mais nous sommes prêts à nous battre ».

V. M.

Vice-président de la Commission européenne

M. FRANÇOIS-XAVIER ORTOLI EST NOMMÉ PDG DE LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Après deux semaines de tractations, le conseil d'administration de la Compagnie française des pétroles (CFP), nommé M. François-Xavier Ortol, président-directeur général du second groupe pétrolier français comme nous l'avions laissé entendre (Le Monde des 29 septembre, 18 et 25 octobre), M. Ortol, cinquante-neuf ans, ancien ministre de Georges Pompidou et, depuis 1977, vice-président de la Commission européenne, a été imposé par le gouvernement à la direction et aux administrateurs de la compagnie, qui souhaitaient voir l'actuel vice-président, M. Louis Dery, succéder à M. Granier de Lilliac, qui a pris sa retraite. Après une vive résistance des administrateurs, dont aucun n'acceptait de laisser son siège à M. Ortol, une solution a finalement été trouvée grâce au départ du conseil de M. Jean Sauvagnargues, ancien ministre des affaires étrangères.

Crédit : les banques plus libres

(Suite de la première page.)

Les variations importantes de taux ne gênent guère les banques qui ont des dépôts — non rémunérés pour une partie — tandis qu'elles pénalisent lourdement les banques emprunteuses.

C'est pourquoi, à quatre reprises, en 1958-1959, en 1963-1965, en 1968-1970 et enfin depuis fin 1972, les autorités de contrôle ont dû régler la distribution de crédit en limitant quantitativement, par fixation annuelle de quotas globaux. A partir de 1972, le système fut affiné par l'institution de pénalisations pour dépassement de quotas, fort onéreuses, tandis qu'une série de dérogations étaient instituées pour servir de soupape au profit d'activités privilégiées — financement des exportations, du logement, de créations d'emplois, — ce que l'on appelle le « désencadrement ».

En outre, les banques pouvaient, et peuvent toujours, obtenir des possibilités supplémentaires de distribution de crédits en se procurant des ressources à long terme, par émission d'emprunts obligataires ou par augmentation de leurs fonds propres (augmentation de capital), processus jugé non créateur de monnaie, et donc non inflationniste. L'ensemble de cette construction, fort compli-

quée, était paralysant, surtout dans une économie libérale.

Jusqu'à présent, pourtant, les projets de démantèlement de l'encadrement du crédit effrayaient les autorités de tutelle, anxieuses de ne pouvoir contrôler les débordements, anxieuses aussi des conséquences ultimes d'une régulation par les taux : faillites d'établissements et chômage supplémentaire en cas de baisse prononcée (la concurrence condamnerait les établissements fragiles et mal préparés), relance de l'inflation en cas de forte hausse, à terme, également, difficultés avec le marché des changes.

Aujourd'hui, le paysage s'est modifié. Les conditions d'un changement profond du système de contrôle du crédit semblent favorables : la demande de crédit a fléchi en raison de la crise et de l'amélioration très nette de l'auto-financement des entreprises, dont les résultats se sont améliorés ; le corset réglementaire ne sert plus à grand-chose ; l'inflation et le marché des changes ne posent pas des problèmes immédiats.

Une décision capitale vient donc d'être prise pour les banques, qui vont être livrées à la concurrence. Ultime interrogation : quels garde-fous faut-il conserver pour contenir des débordements ultérieurs toujours possibles ?

FRANÇOIS RENARD.

LES VENDANGES DE L'ANNÉE

Vins amers, vins chers

Le vin 1984 est à peine trié. Comment devrions-nous le boire ? L'après l'autre, les contrées viticoles de l'Hexagone ont ramassé les grappes, les pampres et les sécateurs. De Bourgueil à Pauillac, de Sancerre à Chablis, les machines à vendanger se sont tues. C'est l'heure des moûts et du pressoir. C'est aussi le temps venu, au pied des cuves, des premiers biens.

Sans doute la situation n'est-elle pas homogène, sans doute convient-il de l'annoncer avec le maximum de précautions puisqu'on sait qu'entre la récolte du raisin et l'obtention finale du vin il y a, de mieux en mieux maîtrisé, le monde mystérieux de la vinification. Ce n'est pourtant pas faire injure aux vignerons que de prédire le vraisemblable : 1984 ne sera pas un grand millésime. Volumes de récolte en baisse notable par rapport à l'année dernière, qualités moindres, les vendanges, cette année, auront été de moroses vendanges.

Les grilles chiffrées de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie (INAO) ne laissent place à aucun doute. Les prévisions 1984 font état d'une chute en volume de 10 % à 40 % par rapport à la récolte 1983 supérieure, il est vrai, à la moyenne. C'est ainsi qu'on attend — 37 % en Charente et dans le Sud-Ouest (Bordeaux compris), — 10 % en Alsace, — 14 % dans les Côtes-du-Rhône, Provence et Corse et — 27 % dans le Val-de-Loire. Les vins doux naturels chuteront de 30 %, le cognac de 12 % et l'armagnac de 32 %. Dans ce paysage négatif des appellations d'origine contrôlée, seul le Languedoc-Roussillon fait figure de nain, cumulant + 6 % pour les vins rouges et les rosés. Au total, la récolte prévue des vins AOC sera de 12 836 000 hectolitres, contre 17 175 869 l'an passé, soit une chute de 25 %.

Facteur aggravant : cette baisse de volume s'accompagne presque partout d'une diminution notable de la qualité. La raison principale tient, cette année, à la période de froid qui, fin juin, a coïncidé avec la floraison de la vigne. Conséquences majeures : couleurs et millerandage (1). L'été sec a été suivi d'un septembre on ne peut plus froid et humide. Vint « Horum », ses bourneuses et ses pluies torrentielles. Tout cela lors d'un été qui n'a pas été un millésime de tragédie. C'est alors qu'il y eut une éclaircie miraculeuse, un vrai coup de théâtre qui permit, comme toute, de ne pas baisser le rideau de la mi-octobre en pleurant.

En Champagne, on a récolté de 8 500 à 9 500 kilos de raisin à l'hectare, soit, nous indique notre correspondant à Reims, un

total prévu de 200 millions de bouteilles. La vallée de la Marne et la montagne de Reims ont été plus touchées que la côte des blancs. Un résultat qui après les années de pénurie (78, 80, 81) et celles de l'abondance (82 et 83) permettra, néanmoins, de compenser les ventes de cette année (180 à 185 millions de bouteilles) et, donc, de maintenir le volume des stocks indispensables à l'équilibre du marché. Ceci qu'il en soit, selon M. A. Gosset, récoltant à Ay-Champagne (Marne) : « L'espoir est abandonné de voir un jour millésimer l'année 1984 ».

Dans le Bordelais, la région de Libourne, avec une chute de 56 %, a été plus touchée que le Médoc et les Graves (41 %). Le cépage Merlot, plus sensible à la coulure, est aussi la grande victime des conditions climatiques, ce qui n'a pas sans retenu sur la qualité des assemblages des grands châteaux bordelais. Avec une récolte diminuée de 68 %, Cahors est une des appellations les plus durement touchées de France, le cépage principalement utilisé (l'Auvergnais) faisant la preuve de sa fragilité. En Provence et en Corse, notre correspondant à Marseille nous indique que seules les Bouches-du-Rhône sont satisfaites : « Du côté de Cassis, d'ailleurs, on dit que 1984 sera une bonne année, meilleure que 1983 et peut-être égale à 1982 ». Là encore, de nombreux cépages (Grenache et Syrah notamment) ont été victimes de la coulure.

Dans plusieurs régions, les taux moyens de sucre sont à peine équivalents aux normes qu'impose la réglementation des appellations d'origine contrôlée. Il reste à espérer que les vignerons sauront éviter un recours très massif à l'apport de sucre (chaptalisation), mais aussi qu'en aval les consommateurs leur feront confiance, acceptant de voir dans la silhouette 1984 celle d'un vin à consommer sans tarder, ce qui devrait aider à la garde des millésimes 1982 et 1983.

Cette chute notable en quantité n'a pas sans provoquer de nombreux mouvements sur les cours de l'ensemble des millésimes. « De manière paradoxale », explique M. Jean-Michel Dubois (INAO), les vins de qualité moyenne ne sont pas toujours les moins chers. Vin amer, vin cher. Les vignerons auraient pourtant tort, en l'état actuel du marché, de trop faire monter les cours. »

JEAN-YVES MAIL

(1) Il faut distinguer la coulure (non-fleuraison de la fleur) du millerandage (atrophie due à l'absence de développement du grain de raisin).

Mme Dufoix veut rassurer les immigrés

Les prochains décrets restreignant les possibilités de regroupement familial pour les étrangers ont fait l'objet jeudi 25 octobre d'une réunion extraordinaire du Conseil national des populations immigrées (CNPI), convoquée à la demande expresse de cette instance consultative par M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Certains des interlocuteurs de M^{me} Dufoix avaient en effet exprimé le regret d'avoir été « mis devant le fait accompli ».

Le ministre s'est efforcé de les rassurer. A l'issue de la réunion, elle a rappelé que le nouveau texte — qui oblige les personnes rejoignant leur famille en France à déposer une demande d'autorisation préalable auprès des autorités étrangères de l'Office national de l'immigration — a pour seul objectif de « permettre à ces familles de se regrouper dans des conditions matérielles décentes ».

Quelque vingt-cinq mille personnes sont concernées, a précisé M^{me} Dufoix, soit sept mille cents familles environ, contre onze mille familles en moyenne qui se regroupaient les années précédentes sous le couvert d'un voyage touristique, parfois dans les pires conditions.

D'autre part, le ministre a donné l'assurance que d'autres mesures

seraient prises pour accélérer l'insertion des familles en situation régulière, sur le plan de l'accueil, du logement, de la formation professionnelle, problèmes qui seront à l'ordre du jour des prochaines réunions.

« La CGC signe l'accord salarial 1984 pour « déjouer » le piège de la direction d'EDF-GDF. — L'UNCM-CGC d'EDF-GDF a décidé, le 24 octobre, de signer seule le nouveau calendrier d'augmentation pour 1984 proposé par la direction et qu'elle juge « inacceptable », afin, déclare-t-elle sans un communiqué, de « déjouer un piège ». Si aucune organisation n'avait signé, explique l'UNCM-CGC, les pouvoirs publics auraient rendu les syndicats « responsables de la perte de pouvoir d'achat des agents ». Une hausse de 2 % serait intervenue le 1^{er} octobre 1984 et un rendez-vous fixé seulement en février 1985. En signant, l'UNCM-CGC oblige la direction à respecter son engagement d'appliquer un accord, même s'il est approuvé par une seule organisation. Selon ce calendrier, les augmentations en valeur sont de 2 % en janvier, de 0,9 % en mai, de 1,1 % en octobre et de 1 % en décembre. Un rattrapage, qui représente 1 % de la masse salariale, sera versé en novembre et une prime, fixée à 0,7 % de la masse, sera attribuée en février.

Coopération

UN NOUVEAU REVERS

Les négociations sur la reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ont échoué

Une forme unique de coopération internationale au service de la lutte contre la faim vient de connaître un sérieux revers. Au cours de sa huitième session à Paris, le conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA) n'a pu renouveler les ressources financières pour la période 1985-1987 de cette institution des Nations unies spécialisée dans le financement de projets ruraux au profit des couches de population les plus pauvres du tiers-monde. L'accord n'a même pas pu se faire sur le niveau des ressources, pourtant inférieur de près d'un quart à celui dont l'organisation disposait depuis sa création en 1977.

L'originalité du FIDA est que les deux principaux groupes de bailleurs de fonds en sont vingt pays de l'OCDE (catégorie 1) et douze pays de l'OPPEP (catégorie 2), et que chacun dispose du même nombre de voix dans les organes dirigeants que les cent sept pays en développement (catégorie 3).

La répartition des charges. Sa création fut décidée lors de la conférence mondiale de l'alimentation de 1974 dans le but de constituer une partie des ressources des pays développés et des États pétroliers aux populations les plus démunies. Le FIDA fut - momentanément - le fruit d'une conjonction peu favorable en raison notamment de la politique américaine à l'égard du tiers-monde et de la coopération multilatérale et de la situation propre aux pays de l'OPPEP.

La France, qui avait présenté un schéma de compromis, n'a pas mené ses efforts, en particulier en cherchant à s'appuyer sur l'Algérie. Il est néanmoins permis de se demander si, malgré le discours de M. Mitterrand au conseil des gouverneurs (le Monde du 24 octobre), elle a pu de tout son poids politique et moral pour sortir de l'impasse cette négociation typique entre le Nord et le Sud.

Les discussions s'étaient engagées sur une enveloppe de 800 millions de dollars pour cette seconde reconstitution, nettement inférieure au niveau des ressources des deux

périodes d'opération précédentes (le Monde du 23 octobre) et l'objectif de 1 milliard de dollars. Au-delà des questions d'apparence technique et financière, c'est en fait sur un écueil politique qu'a échoué la négociation. Au demeurant, ce n'est pas cette enveloppe qui a posé le plus problème, au cours des négociations, mais sa répartition entre les deux principaux groupes de pays. Compte tenu du caractère de l'institution, les contributions des États membres ne sont pas calculées, comme pour d'autres organisations des Nations unies, en fonction de leur PNB, mais représentent des engagements volontaires.

Or les pays occidentaux, singulièrement les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et le Japon, n'ont pas voulu approuver pas que la répartition des charges de financement entre ces deux principales catégories de donateurs se fasse autrement que sur la base de 58 % pour les pays de l'OCDE et 42 % pour les pays de l'OPPEP, soit sensiblement celle d'origine.

En revanche, les pays de l'OPPEP, avec une égale obstination, ont fait entendre qu'une telle répartition ne devait pas être un critère de référence et n'était, de toute façon, plus de mise aujourd'hui. Ils estiment que les pays industrialisés occidentaux doivent maintenant supporter une plus grande part de l'effort. L'intransigeance dans les deux camps a conduit au blocage. Certains Occidentaux n'en pensent pas moins qu'il faudra en venir, un jour ou l'autre, à un partage plus proche de 60-40 %, et les pays en voie de développement non membres de l'OPPEP, qui le pensent (Canada, Sud, Brésil), sont invités à augmenter ainsi leur contribution, pour le moment décisive.

An cours des négociations, les pays de l'OCDE se sont engagés à apporter 415 millions de dollars (au lieu de 465 millions de dollars initialement envisagés) et les pays de l'OPPEP à se fixer l'objectif (plutôt que l'engagement) de 295 millions de dollars. Un accord aurait pu se faire sur ces sommes, mais plusieurs pays occidentaux ont annoncé qu'ils apporteraient des ressources supplémentaires, sous la forme d'opérations volontaires bilatérales (États-

Unis : 30 millions de dollars ; Pays-Bas : 15 millions de dollars...). De surcroît, les États-Unis, en abattant publiquement leurs cartes - contrairement aux autres participants - et en indiquant le chiffre de leur contribution (120 millions de dollars), ont finalement entraîné le blocage des conversations.

Ce montant est en effet inférieur de 60 millions de dollars à celui qu'ils ont versé - avec beaucoup de retard - pour la première reconstitution. La chose est d'autant plus préoccupante que les autres pays occidentaux alignent généralement leur contribution sur celle du principal donateur. De plus, le délégué américain a implicitement montré que, à la coopération multilatérale, son pays préférerait l'aide bilatérale et les opérations de confinement qui permettent l'une et l'autre de choisir des projets de développement dans des pays amis.

Certes, les États-Unis ont réaffirmé leur soutien à une organisation qu'ils ont contribué à créer, et souligné qu'ils attachaient de l'importance à cette entreprise commune avec les pays de l'OPPEP. Mais, ceux-ci ont fait entendre qu'ils ne pouvaient en aucun cas dépasser 295 millions de dollars, en raison de leurs difficultés actuelles. Au-delà du fait qu'on imagine mal que l'Arabie saoudite - qui était avec 155 millions de dollars le premier donateur de l'OPPEP - fasse plus désormais que Washington, les incertitudes consécutives au conflit entre l'Israël (qui assure qu'il paiera sa part) et l'Iran (qui ne participera pas à la reconstitution), l'attitude de la Libye (qui n'a pas payé sa contribution précédente), celle du Nigeria, expliquent ainsi que les pays pétroliers n'aient pas voulu avancer des chiffres de répartition.

Pour quelques dizaines de millions de dollars. Le nouveau président du FIDA, M. Idriss Jazary (Algérie), qui entrera en fonction le 19 novembre, exprimait un point de vue largement partagé lorsqu'il a déclaré : « Comment pourrions-nous expliquer aux cinq cents millions d'hommes et de femmes menacés dans leur survie

par la faim et la misère que nous ne pouvons leur venir en aide à cause d'un désaccord de principe qui n'a même pas trait au volume des ressources du fonds pour la deuxième reconstitution, mais à la prise en charge de quelques dizaines de millions de dollars par telle ou telle catégorie de pays, voire à la simple formulation d'engagements admettons... » Les difficultés persistent pour renouveler les ressources du fonds, a-t-il ajouté, ne sont qu'une manifestation de la crise de la coopération multilatérale.

L'élection de ce brillant diplomate algérien à la présidence du FIDA, où il succède à M. Al Sadary (Arabie saoudite), pourrait faciliter l'issue des négociations sur le renouvellement des ressources, estime-t-on. Agé de quarante-huit ans, ancien élève de l'ENA, d'Oxford et d'Harvard, M. Jazary a joué depuis quinze ans un rôle-clé dans l'élaboration de la politique de son pays en faveur d'un nouvel ordre économique international.

Sans doute devra-t-il, par la suite, rechercher des formes complémentaires de financement pour pallier les défaillances des donateurs (recours à de nouvelles contributions, cofinancement, appel au marché des capitaux). Pour l'instant, la situation du fonds n'est pas désespérée. Les négociations sur le renouvellement des ressources du FIDA vont se poursuivre au cours des prochains mois par la voie diplomatique et à l'occasion de son conseil d'administration en décembre à Rome. Une nouvelle assemblée examinera le problème financier dans six ans.

Mais, dans la meilleure hypothèse, le niveau total des ressources pour la deuxième reconstitution ne pourra guère atteindre, dans un premier temps, que 800 millions de dollars et encore faudra-t-il que tous les versements envisagés soient effectués dans les délais opportuns. « Il est nécessaire, a déclaré le délégué algérien, que l'une des rares surprises novatrices de coopération internationale voie diminuer ses ressources », au moment où le besoin s'en fait le plus sentir.

GERARD VIRATTE.

Étranger

AU BRÉSIL

Les industries exportatrices ont permis une reprise de l'activité

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - La reprise a commencé : c'est ce que la plupart des économistes brésiliens affirment au vu des derniers indices de production. Bien peu d'entre eux se hasardaient, au début de l'année, à prévoir une pause dans la récession qui a frappé le pays depuis 1981. Mais, avec une croissance industrielle de plus de 6 % pendant les huit premiers mois de 1984 et un boom des exportations qui dépasse les objectifs fixés par le FMI, la récession a bel et bien pris fin en 1984, au point que les experts prévoient, pour décembre, une augmentation de 3 % à 4 % du produit national brut (PNB).

La reprise industrielle est due à une forte progression (29 %) de l'extraction minière et de la production de pétrole, laquelle dépasse 500 000 barils par jour, ainsi qu'à une augmentation sensible dans l'industrie de transformation, surtout dans les secteurs mécanique et métallurgique. Selon les prévisions de l'Institut brésilien de statistiques, la croissance industrielle devrait être proche de 8 % cette année.

Le regain de santé de l'économie américaine et une politique de changes favorable ont permis un véritable bond des exportations qui ont augmenté de 23 % pendant les

trois premiers trimestres - les importations ont, elles, baissé de 9 % - ce qui a permis au gouvernement Figueiredo d'atteindre, avec un trimestre d'avance, l'objectif établi avec le FMI d'un excédent de 9 milliards de dollars de la balance commerciale. Le surplus final devrait être, selon les prévisions, d'environ 12 milliards de dollars à la fin de l'année.

Ce sont les industries travaillant pour l'extérieur qui ont permis la relance de l'économie et, pour la première fois depuis longtemps, une diminution du chômage. On calcule que sur 450 000 travailleurs licenciés ces trois dernières années dans la région industrielle de São-Paulo, 68 000 ont retrouvé un emploi ces derniers mois. La masse des chômeurs reste néanmoins considérable : 3 millions de personnes environ, ce qui correspond à l'augmentation de la population active de ces quatre dernières années.

Le PNB sera encore inférieur en 1984 à ce qu'il était en 1980, à la veille de la dépression. Il faudra encore de nombreuses années pour que les salariés brésiliens retrouvent leur pouvoir d'achat de la fin des années 70 : on estime qu'en cinq ans celui-ci a baissé en moyenne de 35 %, ce qui montre à quel point la crise a appauvri le pays.

CHARLES VANHECKE.

AUX PAYS-BAS

Le ministre des finances dénonce la « paresse » de nombreux chômeurs

De notre correspondant

Amsterdam. - Un événement qui en dit long sur le climat politique et social aux Pays-Bas a dominé la presse néerlandaise ces derniers temps : le tollé soulevé par les remarques du ministre des finances, M. Onno Ruding, qui a accusé « bon nombre de chômeurs - des jeunes notamment - de se la couler douce en raison du niveau élevé des allocations de chômage ».

Dans un pays où, selon les chiffres officiels, huit cent trente mille personnes sont au chômage, soit plus de

15 % de la population active, les propos ministériels provoqués au cours d'un entretien accordé au quotidien socialiste *Het Vrije Volk* ont soulevé une désapprobation quasi générale. Des ministres du gouvernement de centre droit ont critiqué les déclarations de M. Ruding.

L'opposition de gauche a demandé le 25 octobre sa démission. Au cours du débat consacré à l'affaire, le ministre des finances n'est cependant pas revenu sur ses propos. Et la motion relative à la démission a été rejetée par une majorité des députés.

M. Ruding, ancien banquier, est désormais plus que quiconque la tête de turc de la gauche néerlandaise, qui l'accuse depuis longtemps de fomenter « une nouvelle lutte des classes » entre personnes actives et chômeurs. Le ministre des finances symbolise une politique économique et sociale d'une stricte austerité, démantelant de plus en plus un système de protection sociale qui figure parmi les meilleures du monde industrialisé.

L'année prochaine, le gouvernement de M. Rud Lubbers, une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux-conservateurs, veut réduire les dépenses publiques de 9 milliards de florins (1). En plébiscite notamment les bénéficiaires d'allocations sociales. Celle de chômage ne représentera plus que 70 % du dernier salaire net.

L'actuel gouvernement croit que le proverbe *Etat-providence* a fait son temps, ayant engendré un « égalitarisme » qui aurait nui au sens du travail des Néerlandais. Aussi, ceux qui ont encore du travail se sont-ils vu récompenser par des allègements fiscaux.

L'opposition de gauche reproche au gouvernement de trop se fier au bienfait des forces du marché libre et de ne pas élaborer de véritable plan de lutte contre le chômage. Le syndicat socialiste, FNV, qui compte un million d'adhérents - et le syndicat chrétien CNV - trois cent mille adhérents - misent sur des réductions considérables de la semaine de travail (de quarante à trente-deux heures), réalisés dans les plus brefs délais, pour créer davantage d'emplois.

Selon eux, la fonction publique devrait donner l'exemple, mais le gouvernement ne veut pas aller en deçà d'une semaine de travail de trente-sept heures à partir de 1987. En tout cas, les remarques malveillantes du ministre des finances à l'égard de la prétendue paresse de nombreux chômeurs ont été ressenties comme une provocation par les syndicats, et le FNV a porté plainte contre M. Ruding pour diffamation.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,7 francs.

Faits et chiffres

Affaires

● Lesieur en Espagne : nouvelle solution ? - L'administration espagnole a fait part, le 26 octobre, à la firme française Lesieur de son soutien à la création d'un groupe huitier hispano-français avec une participation espagnole majoritaire, a-t-on appris de source officielle à Madrid. La position des autorités espagnoles a été communiquée au président de Lesieur, M. Guy de Brignac, par le directeur général des industries agraires, M. Vicente Albero, haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, lors d'un entretien à Madrid. La proposition de création de ce groupe, qui avait été évoquée lors du récent séminaire ministériel franco-espagnol à Barcelone, est une alternative à l'offre d'achat faite, en juin dernier, par Lesieur pour l'acquisition de Carbonell, leader espagnol de l'huile d'olive. Cette offre avait provoqué de vives protestations dans les milieux économiques espagnols, qui craignent que Lesieur ne détienne un monopole. - (AFP.)

Étranger

En RFA

AUGMENTATION DE L'EXCÉDENT COMMERCIAL EN SEPTEMBRE

La balance commerciale occidentale a enregistré en septembre un excédent de 5,3 milliards de DM (16,3 milliards de F), après 3,8 milliards (11,7 milliards de F) en août, (3,6 milliards de DM en septembre 1983). Les exportations ont totalisé 40,5 milliards (124,3 milliards de F) et les importations 35,2 milliards de DM (108 milliards de F). Pour sa part, la balance des comptes courants a été équilibrée, alors

qu'elle était déficitaire de 1,5 milliard de DM, soit de 4,6 milliards de F en août (- 0,7 milliard en septembre 1983). Pour les neuf premiers mois de 1984 la balance commerciale a été excédentaire de 32,1 milliards de DM (98,5 milliards de F), au lieu de 30,4 milliards (93,3 milliards de F) durant la même période de 1983 (+ 5,6 %). Les exportations ont totalisé 353,2 milliards (+ 12,1 % en un an) et les importations 321,1 milliards de DM (+ 12,8 % en un an). De janvier à septembre, la balance des comptes courants a été déficitaire de 0,3 milliard de DM (921 millions de F) alors qu'elle avait été excédentaire de 0,5 milliard (1,5 milliard de F) pour les neuf premiers mois de 1983. - (AFP.)

Monnaies

LA YUGOSLAVIE VEUT OBTENIR UN DÉLAI DE DIX A DOUZE ANS POUR REMBOURSER SA DETTE

Belgrade (AFP). - La Yougoslavie demande un réajustement à long terme de sa dette extérieure arrivant à échéance entre 1985 et 1986, ont annoncé jeudi 25 octobre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque nationale, MM. Vlado Klemencic et Radovan Makic. Affirmant qu'à l'avenir la Yougoslavie refuserait de se soumettre au diktat de ses créanciers occidentaux, MM. Klemencic et Makic ont déclaré devant le Parlement que la Yougoslavie avait l'intention de demander un réajustement des paiements en principal tombant à échéance entre 1985 et 1988 sur une période de dix ou douze ans avec un délai de grâce de cinq à six ans.

● L'Argentine verse 58 millions de dollars d'intérêts à ses créanciers.

L'Argentine a versé mercredi soir à ses banques créancières étrangères 58 millions de dollars d'intérêts échus sur sa dette extérieure publique, a annoncé jeudi la Citibank dans un communiqué.

Ainsi est-il évité que les banques créancières américaines soient obligées de provisionner certains prêts à l'Argentine dont les intérêts sont venus à échéance il y a trois mois. La Citibank rappelle que l'Argentine a déjà versé 100 millions de dollars d'intérêts le 28 septembre dernier.

Prix

Hausse en septembre : 0,5

La hausse des prix de détail en septembre a été de 0,5 %, a annoncé l'INSEE vendredi 26 octobre, confirmant les calculs préliminaires publiés il y a une dizaine de jours. L'indice des prix à la consommation calculé sur la base 100 en 1980 s'est élevé à 151,3 en septembre contre 150,6 en août. Par rapport à septembre 1983, l'augmentation des prix de détail est de 7,1 %. Après le défilé de l'année - c'est-à-dire un seul mois - les prix ont augmenté de 5,4 %.

En septembre les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 %, les prix de produits manufacturés de 0,9 %, également, et les services de 0,3 %.

La modulation des hausses enregistrées depuis mai (0,5 % chaque mois sauf en juillet où un cours de 0,70 %) permet de penser que le glissement des prix général sera cette année très différent, inférieur à 7 %, malgré la hausse du dollar qui rendrait les importations. Toujours est-il que les comptes officiels cablent sur une hausse de 6,7 % entre janvier et décembre 1984 (7,6 en moyenne annuelle).

Social

A RENAULT-SANDOUVILLE NETTE PROGRESSION DE LA CGT

Les élections des délégués du personnel à l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime), jeudi 25 octobre, ont été marquées, surtout dans le premier collège (ouvriers), par une progression très nette de la CGT et une baisse concomitante de FO, après la progression que celle-ci avait enregistrée l'an dernier. (Le Monde du 1^{er} novembre 1983). Dans le deuxième collège (cadres, maîtrise, techniciens), le résultat de FO, quoique en baisse, reste supérieur à celui de la CGT. La CFDT recule un peu dans les deux collèges.

Dans le premier collège (titulaires), la CGT a obtenu 68,25 % des voix (+ 8,77 points) par rapport à 1983, FO 24,15 % (- 8 points), la CFDT 7,60 % (- 0,76). Dans le deuxième collège, la CGT a recueilli 43,49 % des suffrages (+ 0,10 point) ; FO 27,59 % (- 1,58), la CGT 25,29 (+ 3,03 %), la CFDT 3,54 % (- 1,54).

Sandouville avait été une des premières usines Renault à se mettre en grève fin septembre ; la grève, lancée par la CGT mais soutenue par la CFDT et par FO, avait duré une semaine.

● Manifestation des ouvriers des AFO à Paris. - Venu des chantiers de réparation navale de Brest, Dunkerque, Saint-Nazaire, Rouen et Dieppe, quelque 400 ouvriers des Ateliers Français de l'Ouest ont manifesté, vendredi 26 octobre à Paris, à l'appel de la CGT, bloquant pendant une heure la circulation sur les Champs-Élysées et s'avançant vers le Comité interministériel pour la res-

tructuration industrielle. Ils ont obtenu l'ouverture d'une négociation mardi 30 octobre, sur l'avenir de leur entreprise. Leur objectif : empêcher les licenciements - provisoirement gelés - qui menacent 455 des 3 500 salariés des AFO, où 700 emplois doivent être supprimés.

● Licenciements autorisés chez Potain. - L'inspection du travail a autorisé, vendredi 26 octobre, la firme Potain, premier constructeur mondial de grues à tour, à licencier 440 de ses 2 100 salariés, dont 108 à l'usine de la Clayette (Saône-et-Loire) sur 440 salariés, 92 à l'usine de Montbrison (Loire), qui serait fermée, le reste dans les usines de l'Ain, de l'Allier et du Rhône, et dans les bureaux parisiens et lyonnais.

Potain, qui a réalisé, en 1983, un chiffre d'affaires consolidé de 1,4 milliard de francs, dont 80 % à l'exportation, avait demandé 582 licenciements en raison du marasme général dans les travaux publics.

● Un directeur d'usine rétro. - Le directeur de Prodélis, une raffinerie de sucre de Bordeaux, filiale commune de Béghin-Say et Sucro-Union, a été retenu dans son bureau vendredi 26 octobre de 11 heures à 22 heures par des militants cégétistes. Ces derniers voulaient « que la paie d'octobre soit assurée et que le plan social soit respecté ». L'entreprise ayant déposé son bilan et licencié les 375 salariés le 3 août dernier avec un préavis expirant le 31 octobre.

Dans la soirée, une trentaine de membres de l'Union patronale girondine étaient venus manifester leur solidarité avec le directeur. Ce dernier a été libéré après que les militants cégétistes eurent obtenu l'engagement que le PDG de la société serait à Bordeaux ce samedi pour solder les comptes.

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.

BOURSE DE PARIS

La corbeille avait un petit air de fête cette semaine. Pensez donc : 2,6% de hausse acquise pour l'essentiel au cours des deux séances des 24 et 25 octobre. La Bourse n'avait pas vu cela depuis le début septembre. Célébrations ? Pas de doute. Le petit défilé tant attendu pour débiter une situation pratiquement gelée depuis deux mois s'est produit. Donc les cours ont monté et bien monté. Mais ils n'ont pas grimpé tout de suite. L'échéance mensuelle était là et a fait office de tampon. Lundi, le marché se bornait à résister, à bien résister même, avec un nombre de hausses très légèrement supérieur à celui des baisses. Le lendemain, jour de liquidation générale, il adoptait la même attitude, refusant obstinément de céder un pouce de terrain. Cette liquidation, notons-le bien, était gagnante pour la troisième fois consécutive, de peu (+ 1,5%) mais gagnante quand même et hissait la Bourse à 8,6% au-dessus du niveau qu'elle avait atteint à la fin de juin, c'est-à-dire le plus bas de l'année. Une telle progression aurait pu, on dit, conduire des opérateurs à prendre leur bénéfice. Mais il n'en a rien été. Mercredi, premier jour du nouveau mois, comme souvent en pareille occasion, les valeurs françaises se mirent à pétiller. La séance s'acheva sur une avance moyenne des cours de 1,6%. Ce qui est bien, mais n'a rien d'exceptionnel. La hausse, pour la première journée du terme d'octobre, s'était élevée à 1,8%. Plus étonnant, en revanche, fut la vitalité manifestée par la Bourse au cours de la séance suivante du jeudi. Sur sa lancée, et sans prendre le temps de souffler, cette dernière s'adjugeait un nouveau gain de 1,2% environ, ce qui n'est pas si courant, même en période festive.

Un petit air de fête

Des prises de bénéfices allaient-elles cette fois se produire ? Tout portait à le croire, car tous les indices avaient dépassé leurs plus hauts niveaux de l'année et de tous jours. Et bien, non ! A la veille du week-end, le marché s'immobilisa, toujours avec une très belle allure et sans lâcher de lest. Que s'est-il passé ? La Bourse, qui patageait depuis un mois sur un terrain glissant, aurait-elle soudain trouvé des points d'appui pour s'accrocher ? C'est possible. Tout s'est passé comme dans l'ouverture d'une porte dont la serrure est rebelle. On cherche à faire jouer le mécanisme sans succès, et hop ! avec un petit coup de chance, cela fonctionne.

Le gouvernement aurait-il voulu le faire exprès qu'il ne s'y serait pas pris autrement. En supprimant l'avantage fiscal dont bénéficiait le 7% 1973, encore appelé emprunt « Giscard », il n'a pas seulement mis l'épargne en effervescence, mais favorisé aussi un désinvestissement autrement plus important que les 450 millions de francs rapportés par cette mesure à l'Etat (en théorie). Bien que l'émotion causée soit rapidement retombée, entre les 19 et 26 octobre, les échanges ont porté sur plus de 220 000 titres d'emprunt, et les professionnels estiment à 1,5 milliard de francs les montants des capitaux redevenus liquides après les ventes effectuées par ladite épargne. Cela fait beaucoup d'argent, qui va nécessairement se replacer quelque part. En plein « boom », le marché obligataire, les SICAV de trésorerie et autres, en ont déjà recueilli, mais sans partie à sa part être réemployée aussi sur le marché des actions. C'est bien ? Difficile d'apprécier. Mais la goutte

Semaine du 22 au 26 octobre

d'influe a été suffisante pour dégriffer le mécanisme. Elle s'est pour ainsi dire glissée à point nommé, c'est-à-dire au moment précis où les facteurs techniques commencent tranquillement à exercer un effet d'entraînement sur les cours. Ces facteurs sont l'abondance des liquidités, les achats faits pour alimenter avant le 31 décembre les comptes d'épargne actions (CEA), et aussi, les petits portefeuilles composés de SICAV Monory. C'est le phénomène d'automne habituel constaté en cette période de l'année. Le petit coup de pouce ainsi donné de façon insérée a été d'autant plus profitable que le foyer de l'argent baisse, ce qui dope le marché obligataire mais rabat aussi insensiblement la clientèle vers la Bourse proprement dite. Mécaniquement, les taux de rendement tendent à se réduire entre les deux marchés et les actions recommencent à séduire les investisseurs en quête de rentabilité.

Come décidément l'inattendu était cette semaine au rendez-vous. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des finances, a aiguisé l'intérêt des boursiers en laissant entendre que des décisions étaient dans l'air pour assouplir l'encadrement du crédit. De fait, cet encadrement, mis en place en 1972, a été supprimé pour être remplacé par un système plus simple de contrôle de l'évolution monétaire.

Cela, la Bourse se le savait pas encore en fermant ses portes vendredi après-midi. Mais la curiosité de l'événement a été plus forte que l'envie de reculer, pourtant favorisée par les rumeurs, démenties ensuite, d'un desserrement du contrôle des changes. Beaucoup craignaient qu'une suppression ou le remplacement de la devise-titre ne ravive l'intérêt pour les valeurs étrangères au détriment des actions françaises.

Manifestement, la Bourse l'attendait d'une autre oreille. De toute façon, ce sera pour une autre fois.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli

La crainte d'un retour à la récession a été plus forte ces derniers jours que la satisfaction de voir les taux d'intérêt baisser. L'indice Dow Jones a, de ce fait, reperdu une bonne partie des gains acquis la semaine précédente pour s'établir, vendredi, à 1 204,94 (contre 1 225,92 le 19 octobre).

Les opérateurs ont surtout été affectés par l'annonce d'un recul attendu de 4,5% des commandes de biens durables en septembre. Ils ont déduit que l'expansion se ralentissait un peu trop vite. Le sentiment confus que la crise, à nouveau, était peut-être au bout du chemin a été renforcé par les conclusions d'une enquête faite auprès de mille quatre cents chefs d'entreprise, qui, pour la première fois depuis deux ans, fait état d'un certain pessimisme. La baisse généralisée des taux de base bancaires a eu d'autant moins d'effet que M. H. Kaufman l'a qualifiée de simple « entracte ». Certains analystes abondent dans son sens en faisant valoir que l'importance des emprunts que le Trésor va devoir lancer pour combler le déficit budgétaire constitue une sérieuse menace sur le front monétaire.

Produits chimiques

	26-10-84	DIT.
Institut Mérieux	1 410	+ 62
Laboratoire Belon	860	+ 15
Roussel-Uclaf	7 780	+ 75
BASF	567	+ 26
Bayer	617	+ 13
Mocobit	625	+ 10
ICI	25,50	+ 0,70
Nord-Hydro	140	+ 9

Bâtiment, travaux publics

	26-10-84	DIT.
Auxil. d'entreprises	638	+ 16
Bouygues	626	+ 5
Ciments Français	362	+ 2
Dunlop	696	+ 23
Général d'Entrepr.	58,80	+ 4,70
GTM	229	+ 10
Lafarge	374,50	+ 2,50
J. Lefebvre	374,50	+ 2,50
Maisons Phébus	158	+ 15
Poliet et Chausson	373	+ 1
SCREG	139,90	+ 5,90
SGF-SB	50,50	+ 4,70

Métallurgie

	26-10-84	DIT.
Alpi	182	+ 3,20
Avions Desmarès-B.	765	+ 45
Chaux-Châtillon	37,30	+ 1,60
Craquel-Louis	-	-
De Dietrich	425	+ 16
FACOM	978	+ 28
Fives-Lille	289	+ 29
Fondrie (Générale)	50,80	+ 0,85
Marine Wendel	105	+ 0,60
Peugeot	612	+ 11
Peugeot SA	52	+ 0,70
Poitevin	32	+ 0,70
Poissy	139,80	+ 4,30
Sagem	1240	+ 12
Valéo	224	+ 4
Velours	90,80	+ 13

Banques, assurances

	26-10-84	DIT.
Banque Paribas	272,50	+ 4,90
Banque (CIC)	570	+ 10
Cedex	492	+ 33
Chargem SA	337	+ 11
CFP	698	+ 5
CFP	245	+ 18
Compt. d'Entrepr.	298	+ 69
Héris (La)	349	+ 23,80
Immo. FI-Monclau	280	+ 45
Locatrans	313	+ 2,50
Locatrans	731	+ 29
Midi	1 580	+ 75
Midland Bank	216,50	+ 14,50
O.P.P. (Omn. Fin.)	825	+ 36
Paribas de récom.	260	+ 68
Préfabri	1 950	+ 68
SCB	281	+ 0

Matériel électrique

	26-10-84	DIT.
Alsthom-Atlantique	184,50	+ 0,90
CIT-Alcatel	1 265	+ 84
Croiset	212	+ 17
Général des Baux	532	+ 6
Instruments	2 080	+ 200
Léonard	1 945	+ 35
Lyonnais des Baux	705	+ 15
Matra	1 830	+ 5
Merle-Gérard	1 280	+ 80
Motors Lamp-Solar	260	+ 7
Moulinex	98,50	+ 2,50
PM Labinal	365	+ 2,50
Radiotechnique	240	+ 10,70
SEB	336,50	+ 3,50
Sigaux	718	+ 19
Téléco. Electronique	1 923	+ 33
Thomson-CSF	257,00	+ 0,80
IBM	1 300	+ 37
JTT	318,50	+ 9,50
Philips	177	+ 1,10
Schleibinger	432,50	+ 6,50
Siemens	1 555	+ 31

Valeurs diverses

	26-10-84	DIT.
Accor	242,80	+ 7,70
Adco	730	+ 12
ADG	771	+ 11
L'Air Liquide	575	+ 20
Agropar	544	+ 7
Agropar	515	+ 15
Bic	240,10	+ 40,90
COG	430	+ 11
Club Méditerranée	1 083	+ 32
Esulor	2 930	+ 40
Europe 1	820	+ 8
Hachette	1 787	+ 82
L'Oréal	2 580	+ 90
Navigation Maritime	324	+ 34
Nord-Est	66,50	+ 4,50
Presse de la Cité	1 815	+ 4
Six Rougon	1 735	+ 125
Sorci	548	+ 18

Filatures, textiles, magasins

	26-10-84	DIT.
André Rouiller	185	+ 23,70
Apache-Willis	382	+ 2,50
BHV	184	+ 3
CFRA	698	+ 12
Franchi	98	+ 20
Darty	1 134	+ 34
DMC	116,50	+ 3,50
Galerie Lafayette	295	+ 5
Le Relais	122	+ 23
Nouvelles Galeries	1 740	+ 8,20
Printemps	171	+ 5,50
SCOA	66,80	+ 1,20

Pétroles

	26-10-84	DIT.
Elf-Aquitaine	237,40	+ 0,10
Elf	687	+ 24
Elf	321,20	+ 8,70
Pétroles (Français)	236,50	+ 1,50
Pétroles B.P.	129,50	+ 1,80
Pétroles	252	+ 23,50
Refineries	33,70	+ 8,50
Sogehap	475	+ 7
Exxon	452	+ 9
Petrofin	1 255	+ 25
Royal Dutch	528	+ 14

Valeurs à revenu fixe

	26-10-84	DIT.
4 1/2 % 1973	1 714	+ 4
7 % 1973	9 012	+ 8
7 3/4 % 1973	97,30	+ 0,80
PRME 10,6 % 1976	97	+ 1,30
8,80 % 1977	119	+ 1,30
10 % 1978	95,45	+ 1,35
9,80 % 1978	97,20	+ 0,95
8,80 % 1978	97,30	+ 1,55
9 % 1979	94,40	+ 1,50
10,80 % 1979	100,55	+ 1,55
12 % 1980	102,50	+ 1,15
12,80 % 1980	107	+ 0,80
16,75 % 1981	116,50	+ 2,40
16,20 % 1982	126,60	+ 3,15
16 % 1982	121	+ 3,40
16,75 % 1982	118,10	+ 3,35
CNE 3 %	3 840	+ 10
CNE 5 000 F.	106	+ 1,63
CNE 5 000 F.	105,80	+ 1
CNE 5 000 F.	105,50	+ 1,30

Alimentation

	26-10-84	DIT.
Bégine-Say	308,50	+ 9,50
Bégine-Say	1878	+ 74
BSN G. Daoues	2325	+ 29
Carrefour	1 740	+ 80
Casino	921	+ 6
Cédex	599	+ 6
Euro-marché	675	+ 5
Guyon et Glat	297	+ 1
Léonard	1 620	+ 37
Martell	1 980	+ 32
Moli-Hennessy	1 845	+ 15
Nestlé	680	+ 12
Occidentale (Gie)	1 740	+ 9
Oliva-Cabé	368	+ 4
Pernod-Ricard	799	+ 10
Protonide	1 680	+ 26
Carrefour	520	+ 4
St-Louis-Bouchon	324	+ 12
C.S. Saupiquot	595	+ 10
Veure Cléopâtre	2 580	+ 60
Vind	958	+ 30
Nestlé	22 800	+ 500

Mines, caoutchouc, outre-mer

	26-10-84	DIT.
Charter	27,80	+ 1,30
Océanographique	830	+ 10
Saint-Pierre	84,50	+ 3
JMCO	111,80	+ 5,70
Michelin	879	+ 17
Min. Pommariva	64,30	+ 2,30
RTZ	77,40	+ 1,40
ZCI	2,01	+ 0,05

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 19 oct.	Cours 20 oct.
Or fin (100 en lingot)	103 250	101 480
Pièce française (20 fr.)	608	610
Pièce française (10 fr.)	400	401
Pièce suisse (20 fr.)	600	605
Pièce suisse (10 fr.)	394	391
Pièce italienne (20 fr.)	616	601
Gouvern. Elzevitch II	741	738
Demi-souverain	410	410
Pièce de 20 dollars	4 480	4 130
10 dollars	2 142	2 100
50 dollars	1 258	1 300
20 marks	3 860	3 855
20 marks	730	720
10 livres	623	612
5 roubles	293	288

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujets à variation (en millions de francs)	
ACTIF Au 18-10	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	406 941
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	208 087
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	197 383
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉDÉRAL	80 347
5) DIVERS	73 883
Total	702 688
PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	184 507
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTERIEURS	13 883
3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC	17 296
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	83 435
5) ECU A LIVRER AU FÉDÉRAL	73 846
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	14 708
Total	702 688

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
C.N.E. 3 % (1)	21 583	82 983 450
4 1/2 % 1973 (1)	45 040	77 232 328
Midi (1)	32 774	69 959 844
Midi (1)	56 528	569 228
CGE part. (1)	36 476	34 665 645
Club Méd. (1)	42 245	44 914 413
Elf	164 837	39 032 314
Thomson part. (1)	27 782	36 502 484
L'Air Liq. (1)	62 076	35 082 072
IBM	25 803	34 509 366
BSN	15 444	31 374 460
CFP	129 977	30 400 725
Carrefour	121 551	29 858 994
St-Gob. part. (1)	22 911	29 749 282

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	22 oct.	23 oct.	24 oct.	25 oct.	26 oct.
RM	336 553	381 632	284 467	421 435	429 843
Comptant	3 281 373	3 597 569	3 720 206	2 709 009	2 772 014
R. et obl.	163 526	67 858	72 340	55 263	162 439
Total	3 781 452	4 047 059	4 077 013	3 185 707	3 364 296

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	118	117,8	119,3	120,6	-
Franc.	94,1	93,2	95,4	96,3	-
Etrang.	-	-	-	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	115,8	115,9	117,8	119,3	119,1
Tendance	-	-	-	-	-

(base 100, 31 décembre 1981)

	179,2	179	181,1	182,8	183
Indice gén.	-	-	-	-	-

Sicav et FCP court terme : attention, danger

Dépassés par leur succès : tel est le sort que connaissent actuellement les Sicav ou fonds communs de placement (FCP) à court terme créés après le 4 septembre 1981, lorsque les pouvoirs publics commencèrent à appliquer une sévère limitation de la rémunération offerte jusque-là aux épargnants. Discrettement au début, et de plus en plus ouvertement par la suite, banques, agents de change et autres réseaux de collecte de l'épargne publique faisaient assaut d'imagination pour mettre à la disposition des investisseurs des instruments de gestion collective, dont la principale caractéristique était de pouvoir « entrer et sortir à la carte ». Avec, de plus, des droits (d'entrée et de sortie) réduits à zéro, un moyen supplémentaire de capter cette vaste clientèle en mal de placements que constituent les entreprises, les associations, les collectivités et des particuliers de plus en plus nombreux.

De 24 Sicav et 358 FCP de trésorerie à la fin de l'année 1982, le nombre de ces nouveaux véhicules est passé à près de 80 Sicav et quelque 1 800 FCP tout dernièrement. Dans le même temps, les sommes recueillies, qui représentaient 33 milliards de francs à la même époque, avoisinent actuellement les 200 milliards de francs par rapport à un marché obligataire - le cinquième du monde - dont la capitalisation est d'environ 1 200 milliards de francs. De quoi satisfaire tous les gestionnaires ; mais, comme toute médaille, celle-ci a son revers : la crainte de voir les déposants, mus par le taux d'un retournement sur les taux d'intérêt ou par un impérieux besoin de

trésorerie, procéder à de brusques - et importants - retraits.

Si certaines Sicav sont en mesure de faire face à d'éventuels remboursements (les plus grosses ont des encours qui atteignent ou dépassent les 10 milliards de francs), il n'est pas sûr que toutes aient les réserves solides, de même que pour certains FCP créés dans des charges d'agents de change où la clientèle est, par principe, beaucoup plus sélective, et, donc, restreinte. « On accorde l'idée que, grâce à ces instruments à court terme, on peut être liquide sur un marché financier », commente un professionnel. Il fait ainsi allusion à cette présentation abusive qui tend parfois à faire passer ces Sicav et ces FCP pour des réceptacles de sommes disponibles « à vue » ou, presque, alors qu'ils ont une vocation obligataire puisqu'ils sont investis en valeurs mobilières à revenu fixe, donc soumis aux variations d'un marché qui, surtout en ce moment, préoccupe les milieux financiers en raison d'une baisse trop rapide des taux de rendement.

Pour essayer de pallier ces risques, les intermédiaires financiers et la Rue de Rivoli sont convenus de réfléchir, au sein d'une commission ad hoc, aux moyens de « limiter la casse » sans freiner de façon drastique un processus qui correspond à la préoccupation gouvernementale : drainer de l'épargne liquide vers des placements à longue échéance. La première étape a consisté à adresser tout récemment une missive à l'Association des sociétés et fonds français d'investissements (ASFFI) afin d'inviter ses adhérents à ramener de 75 % à 60 %

la part d'obligations qu'ils sont tenus de détenir en portefeuille.

Mais on ne saurait s'arrêter au bon chemin, et certains professionnels s'attaquent déjà à un autre objectif plus ambitieux : essayer d'obtenir une véritable transparence sur les formes de placement offertes de façon à déterminer les performances réelles de ces Sicav et fonds communs, étant entendu que la rentabilité élevée affichée par nombre d'entre eux a pour inévitable corollaire un risque à due proportion. Certains banquiers vont même plus loin en suggérant l'application d'un droit d'entrée minimal, mais obligatoire, qui pénaliserait, par exemple, les versements effectués pour des périodes inférieures à quinze jours.

Cette préoccupation est également partagée par la Commission des opérations de Bourse, qui, dans son Bulletin d'octobre, a paru incriminer, à l'égard d'une catégorie particulière pour les Sicav et FCP dont le coefficient de rotation des capitaux est inférieur à six mois. La COB annonce ainsi un total de 70 à 80 milliards de francs d'actif (la fourchette est large) à fin juin 1984, alors que sa précédente estimation, beaucoup plus globale, aboutissait à un chiffre de 150 milliards de francs.

Mais l'essentiel reste que le Trésor et la place financière réunis puissent éviter tout risque d'emballement excessif, dommageable à la fois aux institutions mais, bien plus, aux particuliers, et devant lequel les interventions des institutionnels - y compris de la Caisse des dépôts - seraient d'un piètre secours si la machine venait à prendre trop de vitesse.

SERGE MARTL.

L

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-3. AFRIQUE DU SUD : les relations avec Londres traversent une crise.

FRANCE

9. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
10. La réunion du conseil national du CDS.
11. Passage à tabac « ou violence à agent ? ».
Echec.

CULTURE

13. Passions au Festival d'automne.

ÉCONOMIE

16. Les échecs de la conférence du FIDA.
18. Crédits, changes et grands marchés.
19. La revue des valeurs.

RADIO-TÉLÉVISION (15)

Carnet (15); Programmes des spectacles (14); Journal officiel (15); Météorologie (15); Mots croisés (12).

Le retour en France de Jacques Abouchar

Jacques Abouchar était attendu, samedi soir 27 octobre, à Orly, où il devait être accueilli par le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz.

L'avion du GLAM, qui ramène en France le journaliste d'Antenne 2, et dans lequel se trouve M. Yves Tavernier, député (PS) de l'Essonne et président du groupe d'études des questions afghanes à l'Assemblée nationale, a finalement quitté Paris pour Kaboul en fin de journée, vendredi. L'appareil, qui avait décollé une première fois dans la nuit de jeudi à vendredi, avait dû rebrousser chemin non pour des « raisons techniques » comme annoncé initialement mais parce qu'il n'avait pas été autorisé par les autorités soviétiques à survoler la partie sud-orientale du territoire de l'URSS. Cette autorisation paraît avoir été accordée par la suite.

Les dirigeants du PCF ne se sont pas rendus à la réception de l'ambassade soviétique

Les dirigeants du Parti communiste n'ont pas assisté à la réception offerte par l'ambassadeur soviétique à Paris, M. Youli Vorontsov, le vendredi 26 octobre, pour le soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'Union soviétique. Les groupes communistes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil de Paris étaient représentés, respectivement, par MM. Guy Ducolet, Serge Boucheny et Louis Baillot, mais aucun membre du bureau politique du PCF n'était présent.

M. Laurent Fabius, qui, après l'annonce de la libération de Jacques Abouchar, avait fait savoir qu'il se rendrait à cette réception, y est demeuré vingt minutes. MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, se sont rendus, aussi, à l'invitation de l'ambassadeur soviétique, de même que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. MM. Michel Debré et Maurice

Couve de Murville, députés (RPR), anciens premiers ministres, étaient présents.

L'absence des dirigeants du PCF est liée aux conditions dans lesquelles la libération de Jacques Abouchar avait été annoncée par les Soviétiques à des responsables socialistes, alors que les communistes avaient fait de croire que la décision incomberait aux autorités de Kaboul (le Monde du 27 octobre). M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de l'Humanité, a déclaré à ce sujet, vendredi 26 octobre, sur France Inter : « Il est évident que l'attitude de l'Union soviétique pose un problème. La direction du Parti communiste y réfléchit, et nous ne manquons pas d'en tirer les conclusions. »

M. Leroy a indiqué, d'autre part, qu'il se réjouit « sans réserve » de la libération du journaliste d'Antenne 2, qui « montre le poids de l'opinion publique ». Il a précisé que l'Humanité serait représentée, à l'aéroport, pour accueillir Jacques Abouchar à son arrivée.

Une mise au point du chargé d'affaires afghan

Le chargé d'affaires afghan à Paris, M. Keshmand, nous a fait parvenir la mise au point suivante :

« Dans la matinée du jeudi 25 octobre 1984, le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Kaboul a été convoqué au ministère afghan des affaires étrangères, et la nouvelle de la grâce de Jacques Abouchar lui a été communiquée. L'ambassade de la République démocratique d'Afghanistan à Paris a reçu de son gouvernement un télégramme en début d'après-midi du jeudi 25 octobre, le chargeant d'informer le président de l'Assemblée nationale française et les autorités françaises de la grâce accordée par le président Karzai, président du présidium du Conseil révolutionnaire de la République démocratique d'Afghanistan, à M. Abouchar. »

« L'ambassade, bien qu'en possession de la nouvelle, par souci de discrétion et de respect des règles protocolaires, n'a pas voulu la communiquer à la presse avant d'en avoir informé M. le président de l'Assemblée nationale. »

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

LA DISPARITION DU PÈRE POPIELUSZKO

Le comité central du parti polonais pourrait ordonner une purge dans la police

Menaces à l'égard de l'opposition

Et il prend soin d'exprimer « sa pleine confiance dans le ministère de l'intérieur (...) dirigé par le général Kiszczak ».

Auparavant, le général Jaruzelski, premier secrétaire du parti, avait lui-même condamné devant le plénum de rapt du parti, et demandé au comité central d'exprimer à l'unanimité sa réprobation à l'égard de « cet acte de banditisme » qui a « profondément ému l'opinion publique ». « Nous devons lutter fermement, a-t-il ajouté, contre tout ce qui envenime et enflamme le climat social, viole les normes élémentaires de la légalité, et attaque par la même la ligne du neuvième congrès du parti (en juillet 1981), le renouveau socialiste, la politique de notre parti et de sa direction ».

Huit jours après l'enlèvement et en dépit d'intenses batailles organisées par la police, on reste toujours sans la moindre nouvelle du père, connu pour son attachement à la Solidarité. Les dimensions prises par l'affaire, qui fait désormais la « une » de la presse officielle, et la vigueur avec laquelle le crime est dénoncé par les responsables officiels, rendent de plus en plus vraisemblable une issue fatale. Les autorités, invoquant les nécessités de l'enquête, n'ont donné aucune précision sur les résultats des interrogatoires des trois suspects arrêtés, parmi lesquels figure un « fonctionnaire du ministère de l'intérieur », dont le grade et les fonctions restent toutes secrètes.

Dans l'ensemble de la Pologne, l'émotion est de plus en plus vive. Des prières sont dites pour le père dans les églises, mais aussi dans les entreprises et les universités. Quinze personnalités très connues, parmi lesquelles le cinéaste Andrzej Wajda, des professeurs d'université, l'ancien président de l'Union des journalistes (dissoute par les autorités), M. Bratkowski, ont écrit au général Jaruzelski pour lui demander que toute la lumière soit faite sur l'enlèvement.

UN AN APRÈS

Polémique sur les circonstances de l'attentat contre un poste français de Beyrouth

Un an après le double attentat, à Beyrouth, contre les installations des contingents français et américains, qui provoquèrent la mort de 58 personnes françaises et de 225 « marines » américains, le Figaro magazine du samedi 27 octobre publie le témoignage du père de l'un des disparus qui met en doute la version officielle selon laquelle les deux bâtiments ont été soufflés par l'explosion d'un camion piégé qui a touché à vive effluve contre les barreaux à l'entrée.

Selon ce témoignage, les autorités françaises seraient venues et n'auraient pas tenu compte d'observations ou d'avertissements que leur aurait adressés dans un rapport sur la lettre adressée au Liban l'un des officiers tués.

Dans un communiqué, le ministère de la Défense, M. Charles Millon, rappelle qu'une enquête de commandement a été effectuée à sa demande. « D'autre part, explique-t-il, deux enquêtes judiciaires ont été diligentées, l'une par les autorités libanaises, l'autre par les autorités judiciaires françaises. Toutes ces enquêtes ont établi les circonstances de cet acte terroriste, notamment le fait que le commandement français n'a pas pu constater la présence d'un camion piégé, mais seulement avec une série d'attestations perpétrées par des rebelles piégés, notamment contre le quartier général de l'Organisation armée libanaise à Beyrouth, quelques heures avant l'attentat contre le tour de Drakhar où étaient les Français. »

M. CHARLES MILLON invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, ministre de l'Énergie, membre du secrétariat politique du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », diffusée le samedi 28 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Millon, porte-parole du courant « harrier » au sein du PR, auteur d'un ouvrage sur l'extrême-droite intitulé « Les nationalistes », répondra aux questions d'André Sarrasin, et de Gilles Leclerc et de Bruno Corré, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Le numéro de « Monde » daté 27 octobre 1984 a été tiré à 460 876 exemplaires.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

A B C D E F G

La Turquie en proie à ses démons

Le « retour à la démocratie », dont les élections du 6 novembre 1983 devaient marquer la première étape après plus de trois années de régime purement militaire, paraît aujourd'hui bien compromis en Turquie.

Comme il était prévu, M. Turgut Ozal, le premier ministre issu de la consultation, n'est parvenu à prendre aucune initiative en matière de sécurité et de droit de l'homme : c'est à la direction réservée des forces armées. Celles-ci s'occupent à leur façon habituelle, qui est fort expéditive : rattachement des villages kurdes situés à la frontière de l'Irak (et même au-delà, avec l'accord de Bagdad), en vue de liquider les rebelles séparatistes ; et rapatriement des réfugiés de la région des expropriations politiques extrêmes : les deux dernières victimes ont été respectivement İlyas Hama, pendu le 7 octobre à Izmir, et Hidir Aslan, le jeudi 25 à Burdur, et cela malgré les démarches diverses — celles du PCF notamment — pour sauver ce militant d'extrême gauche condamné pour « tentative de changement par la violence de l'ordre constitutionnel ».

A M. Turgut Ozal revient d'assainir, selon les recettes les mieux éprouvées de l'hypermilitarisme, une économie nationale en plein marasme. Comme il est ordinaire, les premiers résultats ont été spectaculaires (en particulier un redressement de la balance commerciale) du prix comme il est non moins ordinaire, d'une aggravation des conditions de vie des couches populaires et des classes moyennes (le chômage atteint environ 20 % de la population active).

Mais comme tous les régimes de terre-monde (et parfois d'ailleurs...), le chef du gouvernement d'Ankara retrouve à chaque pas certaines pesanteurs : appareil d'État, bureaucratie, corruption. Il pourrait en faire rapidement le frais : sa permanence

au pouvoir apparaît, en effet, désormais menacée. M. Ozal fait aujourd'hui face à une crise majeure, rendue manifeste par la démission, le 25 octobre, de son beau-frère, le ministre de l'intérieur M. Ali Tanyir, et le fâcheux constat du ministre des finances et des douanes, M. Vural Arıkan. Ce déchaînement du tissu gouvernemental a pour origine la découverte, au juillet dernier, d'un trafic d'or et de devises impliquant des fonctionnaires et des policiers — événement banal en Turquie. Pour d'obscures raisons, l'affaire a divisé l'équipe en place. Le ministre des finances a accusé son collègue de l'intérieur de « pratiques antidémocratiques » (des documents seraient-ils tombés par des policiers).

En fait, il semble que M. Vural Arıkan, qui jouit d'une certaine popularité, pour la déstabilisation de M. Ozal, afin de lui succéder à la tête d'une nouvelle coalition formée de dissidents du parti Anavatan (la Mère-Patrie) de l'ancien premier ministre et de la Démocratie nationale, signifiant dénonciation en Turquie « le parti des généraux ». Les forces armées ne se sont jamais véritablement accommodées de la victoire de M. Ozal, en 1983, et le président Evren ne serait sans doute pas disposé à travailler avec un premier ministre plus malléable. En toute hypothèse, l'Anavatan est aujourd'hui isolé entre des courants contradictoires, parmi lesquels les fondamentalistes musulmans ne sont pas les moins actifs.

Le problème kurde, le poids énorme de l'État, une conception sommaire des droits de l'homme : autant de problèmes quasiment insolubles pour une Turquie qui a, décidément, beaucoup de difficultés à déborder sa qualité d'État européen à part entière, ce à quoi, pourtant, elle tient énormément.

Grandes manœuvres pour la candidature de Paris aux Jeux olympiques

Des badges tricolores frappés des cinq anneaux olympiques et célébrant l'arrivée de la flamme dans la capitale ont été envoyés au ministre des sports. Un fabricant astucieux a eu l'idée de se signaler ainsi à l'attention des pouvoirs publics au cas où les Jeux olympiques de 1992 seraient organisés à Paris.

Certes, la capitale n'est pas encore officiellement candidate. Mais la longue vacillation entre la Ville et l'État sur cette officialisation pourrait prendre fin prochainement. Le dossier devrait en effet être présenté aux membres du Comité international olympique (CIO) lors de leur session extraordinaire à Lausanne le 4 décembre.

Le scénario de cette annonce a déjà été élaboré : le maire de Paris rendra visite au président de la République à l'Élysée ; l'issue de cette entrevue, MM. Mitterrand et Chirac annonceront de concert « la bonne nouvelle ».

Pour en arriver là, il ne reste plus qu'à trouver un accord sur les quatre points qui séparent encore les négociateurs des deux parties : le financement du déficit éventuel des Jeux s'il est supérieur à 4 milliards de francs ; la répartition du bénéfice de la vente des monnaies olympiques, dont le produit pourrait atteindre 2 milliards ; la création d'une loterie olympique ; la mise en forme législative du projet.

Une réunion entre les représentants de la Ville et de l'État, le lundi 29 octobre, pourrait favoriser le rapprochement des points de vue. Un long chemin a été parcouru depuis les Jeux de Los Angeles. Jusqu'alors, les négociateurs du gouvernement n'avaient pas eu le sentiment que M. Chirac avait la volonté réelle de présenter la candidature parisienne.

COMPRESSEUR OUBLIÉ

Dans l'article « Le grand cirque de la formule 1 » (le Monde daté 21-22 octobre), une erreur typographique nous a fait indiquer que la cylindrée des moteurs de formule 1 était de 1 500 centimètres cubes sans compresseur. En fait, nous aurions dû écrire : « La cylindrée des moteurs est de 1 500 centimètres cubes avec compresseur ou de 3 000 centimètres cubes sans compresseur. »

public régional prendra en charge 25 % du déficit éventuel ; le surcroît du financement des mesures de sécurité sera à la charge du comité d'organisation ; une partie de la charge des milliers olympiques sera attribuée au comité d'organisation ; une médaille unique sera frappée, dont les 4 à 5 millions de francs de bénéfices prévus iront au comité d'organisation ; les assurances contre les risques majeurs (boycottage) seront à la charge des différents partenaires.

Concurrences d'Amsterdam et de Barcelone

Compte tenu du nouvel état d'esprit de la municipalité, les négociateurs du gouvernement pensent que les derniers obstacles seront rapidement levés pour permettre la présentation d'un programme dont le budget est estimé à 10 milliards de francs. D'autres discussions entre la Ville et l'État devront alors suivre pour la mise en place du comité de candidature et, ultérieurement, du comité d'organisation.

Mais, compte tenu de l'état d'avancement des projets concurrents, notamment ceux d'Amsterdam et de Barcelone, la candidature de Paris aura-t-elle un handicap non négligeable. Les partenaires sont, en effet, sur le point de résoudre les problèmes financiers. En revanche, les décisions sur l'implantation proprement dite des épreuves n'ont pas encore été arrêtées. Le scénario élaboré au printemps dernier, parmi de nombreuses hypothèses, a en partie été remis en cause. Le stade d'athlétisme sur les terrains de Pershing dans le bois de Vincennes pourrait être abandonné au profit de la rénovation du stade olympique de Colombes. Le village des athlètes, qui devrait être soigné en deux, pourrait être totalement installé à Tolbiac. Le stade nautique pourrait passer de Bercy à Vincennes. Il y a concurrence entre Mantes-la-Jolie et Torcy pour le bassin d'aviron. Enfin, une éventuelle salle omnisports à Bobigny se pose en concurrente du palais de Bercy.

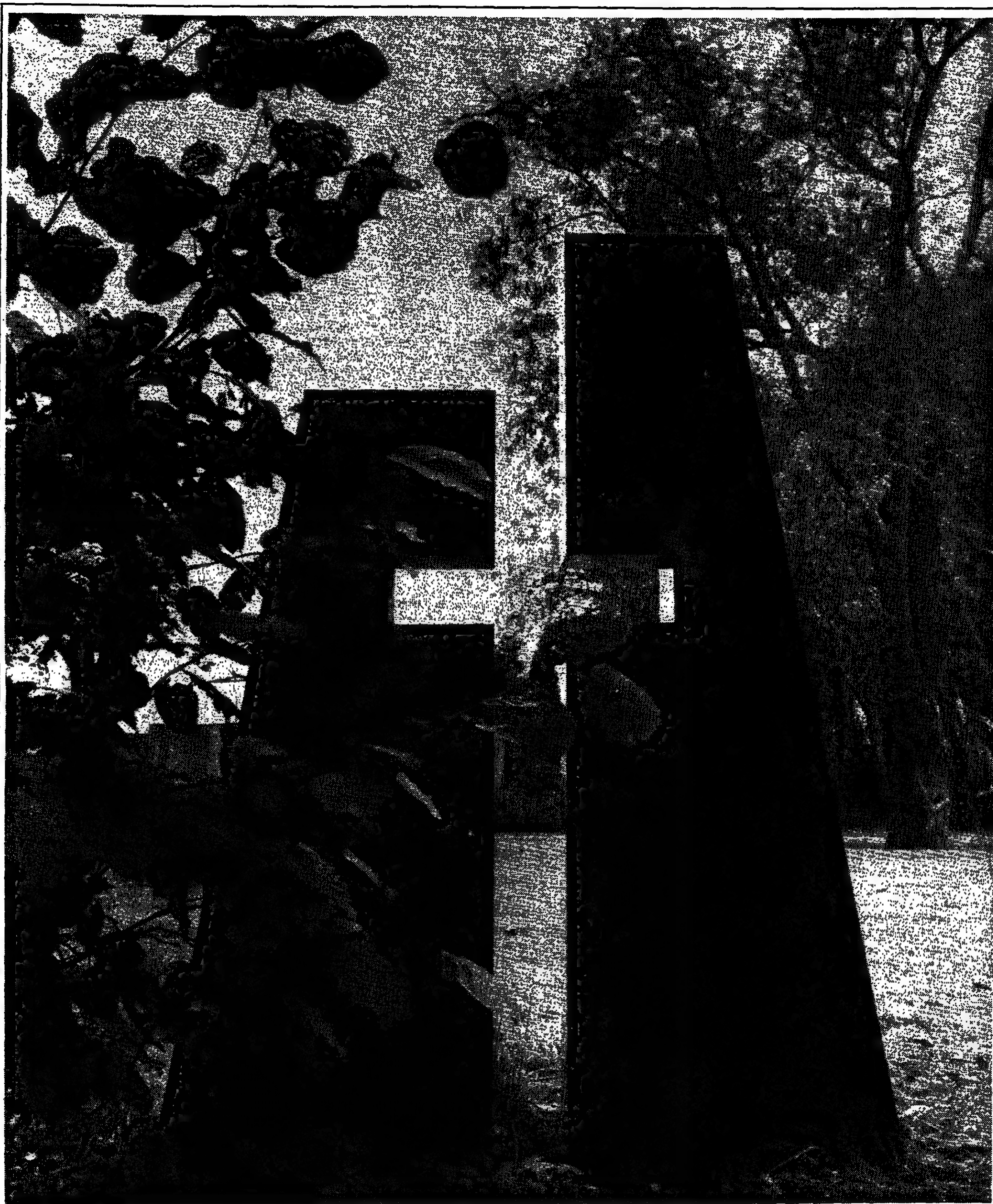
En bref, même si l'État et la Ville s'accordent enfin sur le budget olympique, il restera beaucoup de travail pour convaincre les membres du CIO d'attribuer à Paris les Jeux de 1992 pour le centenaire de l'appel lancé par Pierre de Coubertin pour leur rénovation.

ALAIN GRAUDU.

مكتبة النور

Le Monde

Aujourd'hui



GELES RIGOLET

Des cimetières en ces jardins, page III

Les vingt ans de la recherche médicale, page VI

La télévision argentine sans la dictature, page X

Corneille est de retour, page XIV

Supplément au numéro 12366. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 28-lundi 29 octobre 1984.

L'enfant dans la crèche

A la lecture du courrier du docteur Didier Grangeorge (*Le Monde* des 14 et 15 octobre), pédiatre à Fréjus, concernant les crèches, il me semble urgent de dénoncer une nouvelle fois l'amaigrissement des crèches aux hôpitaux psychiatriques dans lesquels certains régimes tentent de dissoudre la personnalité de leurs dissidents, d'annuler leurs pensées et leurs idéaux. C'est grave... c'est très grave ! D'autant que les arguments du docteur Grangeorge ne reposent sur aucun fait précis, sur aucun chiffre, mais seulement sur quelques idées vagues, qu'il cautionne de son titre de pédiatre.

Le docteur Grangeorge a certainement rencontré des jeunes drogués qui étaient des enfants de crèche. Mais peut-il prouver qu'un plus grand nombre de ceux-ci deviennent des drogués ? J'aborde ma vingt-cinquième année de directrice de crèche, j'ai donc bouclé une génération et « mes » premiers enfants sont arrivés à l'âge adulte. À ma connaissance, un seul s'est effectivement drogué. Il s'agissait d'un enfant doté d'une grande intelligence, particulièrement séducteur et charmant, qui — pour cette raison — me paraît avoir été plutôt davantage choyé, tant à la crèche que dans sa propre famille. Mais, parmi la même « classe » d'âge, figurent aussi un énarque et un médecin. Si, suivant l'argumentation du docteur Grangeorge, l'échec du premier est imputable à la crèche, le succès des deux autres est alors — sans aucun doute — à mettre à son crédit !

De même, j'ai rencontré au cours de ma carrière tant d'enfants qui se réfugiaient, durant les premiers mois, « dans une somnolence diurne » tout simplement parce qu'ils aimaient dormir, pour rattrapper, dès un an, d'une belle vivacité leur prétendu endormissement ; ou d'autres encore qui épuisaient, le soir venu, leurs parents recrus de fatigue, refusant de dormir aux heures convenues, sans jamais donner le jour, à la crèche, le moindre signe de fatigue ou de mauvaise humeur car ils avaient, tout simple-

ment, des besoins en sommeil inférieurs à la moyenne ! Cela suffit-il vraiment pour tirer des conclusions définitives quant à l'influence des crèches et pour leur jeter l'anathème ?

Quant aux antibiotiques, je déplore qu'on leur fasse — et pas seulement dans cette correspondance — un mauvais procès, maintenant que sont oubliés, grâce à leur usage courant, les ravages des maladies infantiles ; lorsque je lis dans le journal de bord, retrouvé aux archives, de mon prédécesseur d'avant guerre qu'à telle date la crèche a été fermée pour désinfection à la suite de un, deux ou trois décès dus à une rougeole ou une scarlatine, je me réjouis que les antibiotiques aient permis de repousser le spectre de la mortalité infantile ; d'autant que ces ravages survivaient non seulement dans les crèches mais aussi dans les familles.

Le lecteur ne sera point étonné qu'une directrice de crèche soit convaincue par ce mode de garde et qu'elle s'en fasse l'ardent défenseur. Néanmoins, je conçois que d'autres opinions existent, que certaines mères préfèrent garder leurs enfants elles-mêmes ou les confier à une nourrice. Et je trouve merveilleux que dans notre société occidentale, si décrite par le docteur Grangeorge, ce choix leur soit offert ! Car le travail n'est une acquisition récente que pour les femmes des milieux plus favorisés. En effet, celles des milieux les plus défavorisés travaillaient déjà il y a cent ans : elles étaient ouvrières, couturières, vendeuses, blanchisseuses, cuisinières, travaillant de dix à douze heures par jour, six jours par semaine, sans pouvoir faire appel pour la garde de leurs enfants à une quelconque structure de garde. Aujourd'hui, elles peuvent opter pour la crèche collective ou familiale !

Alors, la crèche-goulet ? Non, ce n'est pas sérieux !

S. KAATZ-FRUCHT,
directrice de la crèche inséable.
(Paris.)

Encyclopédies. — Une « coquille » s'est glissée dans l'article consacré à l'Encyclopédie nationale des sciences et des techniques (*Le Monde* d'aujourd'hui daté 21-22 octobre). Il fallait lire : « (...) L'encyclo-

pédie par fascicules devra trouver un autre éditeur. Là encore, des contacts (et non des contrats) ont déjà eu lieu avec la Compagnie européenne de publication qui chapeaute Larousse et Nathan. »

人民邮政

信筒

Boîte aux lettres chinoise contemporaine.

Hausse minable

Si l'on a abondamment dénoncé la « hausse fiscale » de 10 centimes du coût de l'unité téléphonique qui apparaît déjà dans les facturations des P.T.T. de façon sensible pour les entreprises comme pour nombre d'autres abonnés, une surprise était réservée aux personnes qui refusent les prélèvements sur leurs comptes bancaires et préfèrent adresser un chèque barré tous les deux mois au centre de facturation et de recouvrement (C.F.R.T.). Jusqu'à ces derniers mois, le pli contenant de tels chèques était acheminé par la poste sans qu'il soit besoin d'affranchir ces envois.

Les instructions pour le règlement des factures figurant au dos de ces dernières viennent de changer : les envoies servent à l'envoi des chèques bancaires doivent être affranchis, ce qui revient à dire que nos factures bimensuelles sont majorées de 1,70 F en sus de la « hausse fiscale » pour lesdits règlements par chèques. On chuchote que des instructions auraient été données aux services postaux, visant à ne pas refuser très provisoirement les envois de ce genre non affranchis. Si l'abonné se refuse à accepter de payer les 1,70 F de

timbre comme il refuse les prélèvements automatiques et qu'il veuille remettre son chèque bancaire à un guichet de la poste, l'administration lui dit généralement ne pas pouvoir l'accepter ! Ce dernier refus rassemble fort à une discrimination entre usagers des services bancaires et titulaires des C.C.P., ces derniers payant par virements postaux (sans timbres) !

Reste alors le paiement en espèces au bureau de poste de votre choix, auquel vous remettez la formule de la facture qui constitue un mandat « sans droit d'opposition », donc gratuit pour vous. En revanche, le coût de l'opération pour les P.T.T. n'est-il pas plus élevé que les 1,70 F qu'il exige pour l'envoi des chèques bancaires, sans parler du travail supplémentaire imposé aux guichetiers si, par mesure de représentativité, des abonnés décident de ne plus faire de chèques bancaires et de payer en espèces ? Voir même de retirer de l'argent d'un livret d'épargne puis de le verser au même guichet pour payer le téléphone ?

A.-M. BRAUD,
(Saint-Nom-la-Béchette.)

On pique !

Je vous écris pour vous faire part de mon indignation à la suite des mesures de « déchéatation » prises par le vétérinaire responsable du ministère de l'Agriculture et le prétexte invoqué pour les justifier.

En premier lieu et en ce qui concerne la lutte contre l'extension de l'épidémie de rage, il paraît évident que la mesure adoptée va à l'encontre du but recherché. En effet, les renards, se sentant traqués dans un département, enragés ou pas enragés, se déplacent vers un département voisin plus accueillant et finissent de proche en proche par occuper tout le pays.

En ce qui concerne le sacrifice des chats piqués ou pas piqués contre la rage, tatoués ou pas tatoués, je ne puis que m'étonner d'entendre aujourd'hui par la voix soi-disant la plus autorisée en la matière du ministère de l'Agriculture

que notre vaccin ne vaut strictement rien pour ces chats alors que cette même voix nous avait invités impérieusement à faire vacciner nos chiens et nos chats si nous désirions les faire accepter avec nous dans les campings.

J'espère et je crois sincèrement que ces mesures seront abrogées, car il existe un vaccin efficace contre la rage chez les chats, mais malheureusement ce sera trop tard pour certains de nos petits compagnons et ce ne sera pas la première fois qu'une mesure ou des mesures considérées comme nécessaires et même indispensables auront été annulées par ceux-là même qui les avaient prises (voir magnétoscopes, vaches laitières, etc.), mais lorsque il s'agit d'être vivants l'erreur n'est pas permise parce que irréversible.

P. SUGIER
(Châtigny-Malabry.)

Poésie

Hubert Haddad

Que d'étoiles pour un seul regard !
Vagabond, je suis ce casanier des astres
qui fuit les éclipses à journées vides
Soleil comme un échafaud dans la nuit gigantesque
Je suis la brique à moi-même, un coup de vent
dans les champs bleus
Quel jeu de main cette floraison !
Il pleut des monnaies de souvenirs, des cités entières
traversent mon haleine ô pays inconnus où je suis mort
peut-être, des années autrefois
ou des siècles
Quand le temps passait sa main de femme aimée
dans le sable blond des fontaines
Je marche cependant, car la route est profonde
Parfois, une église m'impose son clocher, ses chrétiens terribles
ou un mendiant se sème au fond clair
Que d'étoiles, que de poussière à mes bottes !
Que de lunes et de tombes rencontrées
Sur ce chemin malsainant que de fièvres aussi
Elle n'est pas ronde cette planète où jamais semblable jour
ne se lève
Vagabond, je suis ce perpétuel, ce quotidien oubli qui m'arrache
au grand rêve blanc à journées vides
Ces tristes draps diurnes sont moches et lumineux
J'ai vécu cependant et les autres m'ont tantôt qu'une ville
après le tocsin des bombes
tombent sur mes pas ainsi qu'une neige de printemps
Quelles sont ces contrées sans mémoire ?
O pays inconnus où je suis mort peut-être
Soleil comme un échafaud dans la nuit gigantesque

Hubert Haddad est né en 1947 à Tunis. Il a, en 1968, fondé la revue *Le Poète d'Éternité*, qui s'est prolongée par l'édition de revues de Fardoul-Lagrange, d'États Poétiques, d'États Dehors-Deboutville. A côté de six romans, il a publié trois recueils de poèmes : *Le Charnier déductif* (NED), *Je me retournerai souvent* et *l'Aveugle d'élite* (le Poète d'Éternité). Il a participé aux revues *Change*, *Derive*, *Poésie*, *Jungle*... Cette poésie est de tous les instants, de tous les temps. Au puits des légendes on goûte au rêve du secret des choses.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Mycologie

Vénéneusement vôtre

Entretien avec Jean-Marc Lévy-Leblond, physicien et grand amateur de champignons.

« Quelle est la raison originelle qui vous a poussé à cueillir des champignons ? »

— La collecte des champignons est une passion contagieuse, qui s'attrape vite au contact d'un autre fanatique, pour peu qu'on l'accompagne sur le terrain. J'ai été contaminé en me promenant dans la forêt avec un ami mycophile, lorsque j'ai constaté qu'il voyait des champignons partout alors que je n'en voyais nulle part ; passant à côté de gros champignons, bien exposés, je ne les apercevais même pas... De fait, on ne voit les champignons que si on les connaît. Cette expérience m'a sidéré, j'y ai ressenti comme un défi, et j'ai commencé à le relever ! Le champignon nous demande un regard informé, mais pas nécessairement déformé.

— Un regard innocent en quelque sorte ?

— A condition que l'on puisse retrouver une nouvelle innocence après l'avoir perdue ! C'est tout un apprentissage qui est requis. Pour reconnaître, identifier une espèce de champignon, il faut d'abord en

apprendre explicitement toute une série de caractéristiques analytiques. Au début, les champignons n'ont aucune individualité ; ils semblent tous identiques, et seul un examen méticuleux paraît pouvoir les différencier. Or, après une certaine expérience, cette vision analytique et sérielle s'élargit, devient synthétique et globale, et on identifie spontanément telle espèce, même de loin. Lorsque je vois un champignon, d'une espèce pas trop rare en tout cas, je le reconnais souvent d'emblée, selon la perception d'ensemble de son port, sa couleur, son site, sans être obligé de distinguer ses caractères spécifiques par une étude analytique.

— En quoi le champignon est-il aussi mystérieux ?

— Le champignon est bizarre. D'abord, il n'est guère familier de notre civilisation urbaine (nous n'avons pas champignon sur rue...) ; ensuite, il est l'un des objets vivants les plus éloignés de nous, êtres humains, animaux à sang chaud : le champignon est un végétal très particulier puisqu'il n'est pas vert (il n'est pas chlorophyllien) et n'a pas même de sève. Il est donc très étrange pour notre univers ha-

bituel — comme une sorte d'extraterrestre ; c'est probablement une des raisons d'être de sa fascination. D'ailleurs, les naturalistes modernes rejoignent cet étonnement commun puisqu'ils excluent désormais les champignons du règne végétal pour en faire un troisième règne vivant...

— Ne croyez-vous pas que le champignon évoquerait aussi des images érotiques ?

— Sans doute, mais qu'est-ce qui n'en évoque pas, après tout ? Et, bien sûr, il y a des champignons d'allure ou de nom évocateurs : l'amanite phalloïde (mortelle), l'amanite vaginée (délicieuse — probablement la phalloïde l'est-elle aussi, d'ailleurs !) et d'autres, bien connus. Mais par-delà ces trivialités, je crois le champignon lié à Thanatos plus qu'à Eros. Humide, blême et froid souvent, cousin des moisissures, fuyatif émissaire d'un vaste mycélium souterrain, il a tout d'un envoyé du monde des ténèbres — pour le meilleur ou pour le pire. C'est pourquoi il exerce, peut-être simultanément, attraction et répulsion. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le rapport individuel d'attraction-répulsion pour le champignon a une analogie culturelle. On peut divi-

ser les grandes cultures en deux catégories : les « mycophiles » et les « mycophobes ». Par exemple, en Europe, les cultures méditerranéennes sont mycophiles (les Italiens sont les plus grands amateurs de champignons), ainsi que les Slaves. Par contre, les Anglo-Saxons sont essentiellement mycophobes. Beau point de départ pour l'ethnomycologie (ça existe !).

— N'est-il pas paradoxal de constater que le champignon évoque une double idée : d'une part de protection — voir Alice au pays des merveilles — mais aussi de destruction — voir la bombe atomique...

— Je ne suis pas du tout sûr qu'il évoque une idée de protection... Quand Alice mange un petit morceau de champignon, il lui arrive des choses terribles : elle se met à grandir ou à rapetisser à toute allure. Elle n'est donc pas protégée par le champignon ; il induit, au contraire, des effets difficiles à maîtriser ! Alors, si symbole il y a, ce serait plutôt le champignon comme porteur du risque. Risque imposé, dans le cas du champignon atomique, ou risque volontairement assumé, et finalement maîtrisé, dans le cas d'Alice — et de la

récolte, puis de la consommation, des champignons sauvages ! Car le risque d'empoisonnement est présent en permanence, lorsque l'on s'intéresse, mycophagiquement parlant, aux champignons. Il n'est pas possible de les cueillir, même en étant un amateur chevronné, sans avoir toujours cette idée en ce fantasme en tête.

— Ce perpétuel risque, ce mélange du bien et du mal, vous procure-t-il alors un réel frisson d'aventure ?

— Oui, c'est une aventure : on sait, mais on n'est pas sûr de savoir. C'est à chaque fois le triomphe renouvelé : « J'avais donc raison, il n'était pas vénereux ! » Le grand jeu est d'inviter à savourer un plat de champignons des amis qui n'y connaissent rien : on met leur confiance à l'épreuve, et c'est toujours très amusant de voir leurs réactions.

— Au fond, en testant la confiance de vos amis, vous exercez un certain « jeu de pouvoir » ?

— C'est en tout cas un « jeu de savoir », qui traduit une caractéristique intéressante de la connaissance mycologique elle-même. Même si elle a un rapport ancien et direct avec les pratiques quotidiennes de la

nature, elle a dû passer par le savoir scientifique. Dans les campagnes, les gens ne cueillent spontanément que peu de champignons. La connaissance traditionnelle en la matière est très limitée : les cèpes, les girolles, les morilles ou les petits gris... d'autres espèces tout aussi délicates (par exemple l'amanite rougissante ou le gomphide glutineux) ne sont guère ramassées. Il a fallu l'effort de plusieurs générations de botanistes et de mycologues pour constituer une connaissance érudite, puis la partager. C'est ce rapport étrange, cette imbrication entre le savoir scientifique et la connaissance commune, que je trouve si intéressante.

— Serait-ce aussi votre raffinement de gourmet qui incite les promesses du mycologue ?

— Certainement, car le champignon est quand même l'une des rares occasions de plaisir gourmand dont on maîtrise complètement à la fois la matière et la préparation : on va le chercher sur le terrain, on le choisit, on le cuisine et on le savoure. Il nous faut peut-être retrouver l'économie de cueillette, avec toute la convivialité et la sociabilité qui la caractérisaient...

GUITTA PESSIS-PASTERNAK.

هكذا من العمل

La mort, toujours d'actualité.

Avec vue sur le parc

Certains cherchent une clairière, d'autres préfèrent la protection d'un arbre.

LES habitants de Clamart gardent bien leur secret, comme des paysans. Il ne vous diront jamais que le meilleur coin à champignons de cette banlieue sud-ouest de Paris, c'est le cimetière intercommunal. Chaque année, dès les premières ondées de l'automne, les connaisseurs parcourent les allées de la nécropole le panier au creux du bras. Rosés, des prés, mousserons, bolets, coulemelles, la cueillette est toujours abondante. Et la promenade un vrai plaisir.

Il faut dire que le cimetière de Clamart n'est vraiment pas comme les autres. Vaste d'une trentaine d'hectares, niché contre les bois de Meudon, il a été dessiné par Robert Auzelle, le « père fondateur » des cimetières paysagers en France. Sa tombe — l'architecte est mort en 1983 — est d'ailleurs l'une des premières que l'on rencontre lorsque l'on a franchi la porte monumentale et les vastes pelouses qui l'entourent.

Elle est placée comme des centaines d'autres sous les frondaisons d'un bosquet de bouleaux. Une stèle, quelques plantes, c'est tout ce qui est autorisé dans ce sous-bois soigneusement entretenu mais où les sépultures ne sont soumises à aucun alignement. Chaque famille choisit son emplacement : « Certaines cherchent une clairière mi-ombre mi-soleil, dit Annick Clavier, la jeune mère de famille qui est la conservatrice du lieu. Pour que les fleurs poussent mieux. D'autres préfèrent la protection d'un arbre, d'autres encore veulent reposer en pleine terre et sans cercueil pour se fondre plus vite dans la nature. »

A ceux — et ils sont nombreux — qui veulent une concession moins coûteuse mais une sépulture avec caveau, pierre tombale, ex-voto et fleurs artificielles, on propose d'autres secteurs du cimetière. Les tombes y sont rangées côte à côte, serrées et minérales. Mais chaque division, de taille réduite, est entourée de haies comme un grand salon de verdure.

Les promeneurs préfèrent évidemment le « bois sacré » desservi par quelques allées discrètes. Ils y circulent librement revêtus de leur livrée de gazon. A l'automne, on ramasse des champignons ; plus tard, on balais les feuilles mortes, au printemps vient le temps des fleurs. La nature s'assoit et s'éveille au rythme des saisons, aussi accueillante pour les morts que pour les vivants.

Au long des chemins, on a disposé des bancs. Les jours de beau temps, les mamans des

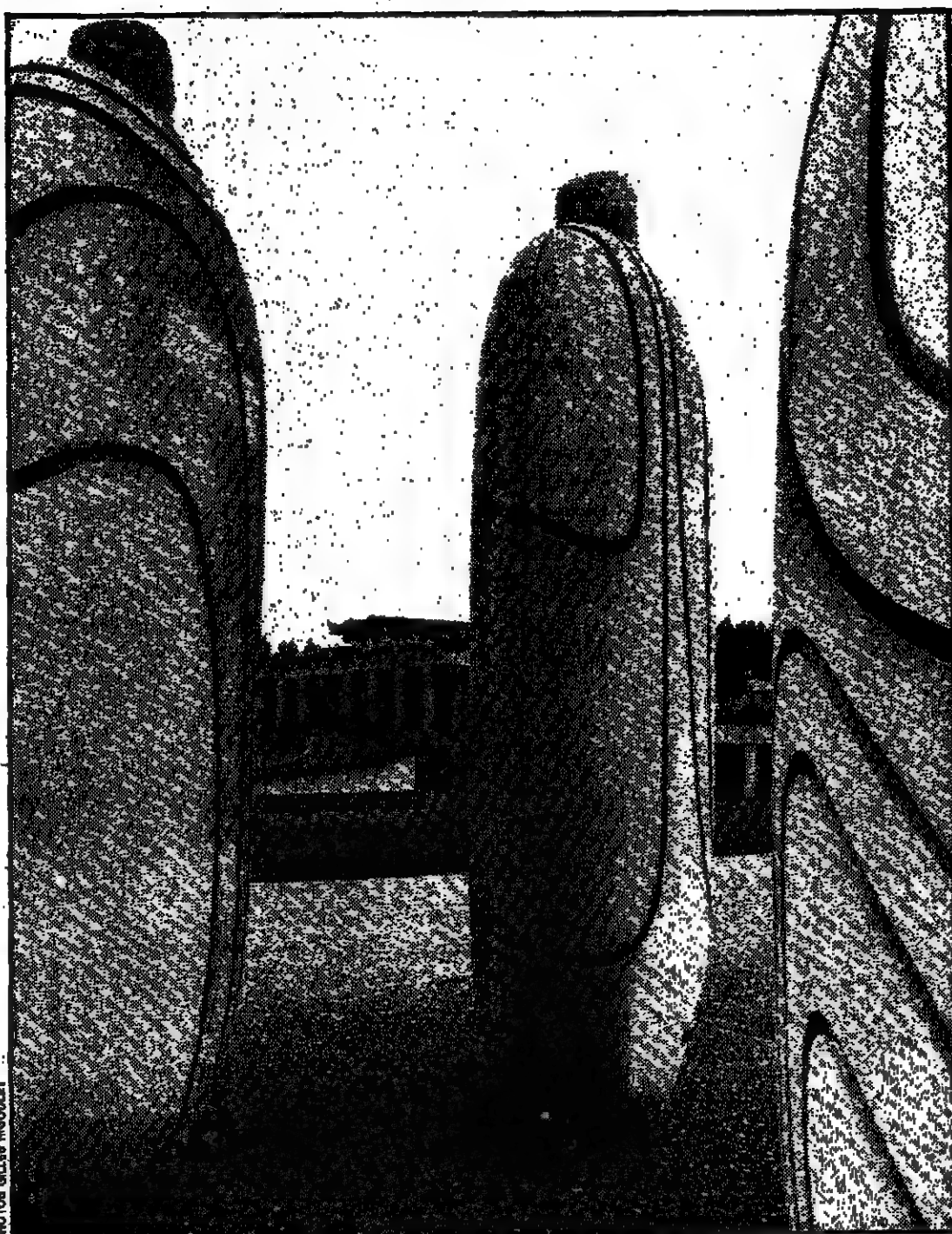
immeubles voisins viennent prendre le soleil avec leurs bambins. L'endroit est fort prisé par les gens du troisième âge qui y cheminent en paix, à l'abri de toute circulation. Les jardiniers qui entretiennent le parc — ils sont six — ont même découvert un matin un jeune touriste qui avait ingénument dressé sa tente. Et s'ils n'étaient aidés par quelques regards dont on entend parfois les glapissements, ils ne pourraient limiter le pullulement des lapins. Bien sûr, le cimetière est le paradis des oiseaux, qui trouvent dans les buissons des baies à profusion.

Enfin, comme les 15 000 emplacements déjà concédés n'occupent encore qu'une partie de l'espace, une dizaine d'hectares ont été provisoirement transformés en terrains de sport. Et si parfois quelque ballon passe par-dessus la haie de clôture et rebondit parmi les tombes, personne n'y trouve vraiment à redire. Le cimetière de Clamart, qui a reçu sa première inhumation en 1956, il y a près de trente ans, a été adopté par ses voisins comme un espace vert.

S'il n'a que bien peu d'homologues en France — pas plus d'une douzaine — il peut se recommander au moins d'un illustre précédent : le Père-Lachaise. Au flanc de la colline de Belleville, à l'emplacement d'une propriété champêtre qu'avait habitée le Père Lachaise, confesseur de Louis XIV, Alexandre Brongniart fut chargé en 1804 de réaliser un cimetière modèle. Autour de deux allées rectilignes escaladant la pente, l'architecte de la Bourse dessina un jardin anglais mêlant étroitement sépultures et végétation.

De petites voies sinueuses parcourant les vallons délimitaient cinquante-sept parcelles où se dispersaient les tombes. Brongniart fit planter des arbres d'essences variées et parfois tout à fait nouvelles comme des saules pleureurs. Les familles furent incitées à faire pousser dans leurs concessions des arbustes et des fleurs odoriférantes : rosiers, œillets, chèvrefeuilles, lilas, sringats, pavots. Il y eut même des orangers, des jasmins et des lauriers-roses que les jardiniers mettaient à l'abri durant l'hiver. Du printemps à l'automne, le cimetière du Père-Lachaise embaumait.

En outre, on encouragea les notables à faire édifier de petits monuments de manière à obtenir une sorte de Panthéon à ciel ouvert. Sculpteurs et architectes en renom ne crurent pas déchoir en acceptant de telles commandes. Le Père-



Le cimetière intercommunal de Joncherolles, au nord de Paris. Sur 30 hectares, l'ensemble funéraire le plus complet de l'Hexagone (voir notre couverture).

Lachaise devint un but de promenade et un lieu de méditation qu'affectionnaient les poètes romantiques. Ceux qui avaient un nom devaient s'y faire inhumer, si bien qu'aujourd'hui on y dénombre les dernières demeures de mille huit cents personnages illustres.

Depuis 1962, et à la demande d'André Malraux, un tiers du cimetière est classé comme site historique et pittoresque. On ne peut plus y faire modifier une sépulture sans l'autorisation de l'architecte des bâtiments de France.

Malheureusement, le Père-Lachaise et Clamart restent des exemples isolés. La plupart de nos nécropoles urbaines datent du dix-neuvième siècle, et à l'époque on y a choisi un tout

autre parti que celui de la chlorophylle. Le prix des terrains, la croissance de la population (et donc du nombre des décès), le souci de la salubrité, ont conduit à limiter la surface des concessions à 2 mètres carrés, à les aligner le long d'allées étroites et rectilignes, à éliminer les arbres et à clore le tout de hauts murs. Le goût du monument funéraire se généralisant, les cimetières se sont mis à ressembler à de véritables cités des morts entièrement construites, minérales, oppressantes. Il n'était évidemment pas question de s'y promener hormis la courte et traditionnelle visite annuelle de la Toussaint.

Certains cimetières parisiens, comme ceux qui furent ouverts à Bagneux et à Thiais dans les années 20, lorsque la capitale était au summum de son hypertrophie, sont le type de ces nécropoles tentaculaires. Les défunts y sont stockés quasiment dans l'anonymat, malgré les inscriptions gravées dans la pierre. Comment se reconnaître dans cet océan où l'on dénombre 150 000 à 200 000 sépultures ? Comme les marbriers se contentent aujourd'hui d'assembler des plaques de granit taillées en usine, les formes et les teintes sont stéréotypées. C'est à ce point que, pour retrouver un semblant d'identité, et bien que ce soit interdit par la loi, les groupes ethniques ou religieux ont reconstitué leurs communautés : carrés israélites, musulmans, asiatiques, yougoslaves, etc.

Une autre réaction plus intéressante, c'est celle du cimetière paysager. Les modèles

nous ont été proposés à domicile par les cimetières militaires étrangers de l'entre-deux-guerres. Les poilus revenant en visite sur l'ancienne ligne du front ont pu faire la comparaison entre nos tristes enclos et les admirables parcs où les « boches », les « tommies » et les Américains reposent parmi les bosquets sous un gazon ras tondu. Depuis 1945, c'est en Normandie que ce type de cimetière a fleuri à nouveau.

L'inspiration a gagné peu à peu nos édiles. Robert Auzelle a été le théoricien et l'un des meilleurs praticiens du cimetière paysager (1). Après Clamart, il a dessiné le cimetière de Joncherolles, qui dessert cinq communes du nord de Paris. Sur 30 hectares d'anciens vergers, il a disposé l'ensemble funéraire sans doute le plus complet de l'Hexagone. Funérarium où l'on fait la toilette du défunt, salle de cérémonie ouverte à tous les cultes, crématorium et jardin attenant où l'on disperse les cendres, columbarium où l'on dépose les urnes, alvéoles de béton pouvant recevoir les cercueils, carrés de tombes classiques entourées de haies, sépultures individuelles en pleine terre, tout cela est présenté dans un parc de belle et stricte ordonnance. Des sculpteurs et un peintre ont participé à la décoration de cette œuvre monumentale.

D'autres cimetières paysagers ont été créés en Ile-de-France, notamment celui de La Celle-Saint-Cloud, qui a été ouvert malgré une violente opposition des marbriers. En effet, les stèles et monuments verticaux y sont proscrits. De modestes dimensions, traversé

par une allée unique, inclus dans la forêt, il se présente comme une pelouse bien entretenue sur laquelle semblent semées les dalles marquant l'emplacement des sépultures. Simplicité, bon goût, économie, c'est un modèle du genre, mais fort peu connu (2).

Des nécropoles-parcs existent autour de Paris à Valenton (Val-de-Marne), à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), au Ullis (Essonne). En province, le tour est vite fait : on cite Nevers, Toulouse, Quimper, Nantes, Pessac près de Bordeaux. L'une des plus réussies reste celle de Dijon, ville dont M. Robert Poujade, ancien ministre de l'environnement, est le maire.

L'ancien cimetière, datant du siècle dernier, était devenu trop exigu. En 1978, à l'occasion de son agrandissement sur une dizaine d'hectares, on a opté pour un nouveau paysage dessiné par André Holodyski, le directeur des espaces verts de la Ville. Les divisions sont de forme irrégulière, bordées de haies et placées à des niveaux différents autour d'une vaste cuvette. Les tombes y sont disposées en arc de cercle.



Des bouquets d'arbres de haute tige, au pied desquels courent des sentiers, ponctuent l'ensemble. Comme à Clamart, à La Celle-Saint-Cloud et à Joncherolles, ceux qui souhaitent la simplicité peuvent se faire inhumer à l'écart sous une simple pelouse.

Le nouveau cimetière n'a pas soulevé l'enthousiasme. Les marbriers, comme il l'ont fait pour tous les autres cimetières paysagers, ont protesté. Pour eux, seule la pierre rapporte. D'autres Dijonnais ont reproché à leur maire de vouloir imposer ses goûts. Certains même l'ont soupçonné de militer pour la libre-pensée. « Tout cela est absurde », répond calmement Robert Poujade. Les Dijonnais ont gardé la liberté de se faire inhumer comme ils l'entendent. Le nouveau cimetière est dans la lignée de ce que nous faisons en ville : réintroduire partout la nature, assurer la continuité entre le minéral et le végétal. Dijon ville verte. Au cimetière c'est la continuité entre la vie et la mort qui est soulignée par le rapprochement du granit et des végétaux, des défunts et des oiseaux. Quelle que soit sa croyance on devrait y trouver, il me semble, davantage de sérénité devant l'inéluctable. »

MARC AMBROISE-RENDU.



(1) Les Dernières Demeures, conception, composition, réalisation du cimetière contemporain, par Robert Auzelle, Imprimerie Mazariau, 1965, 464 p.

(2) « Le cimetière paysager, un stade de l'évolution de la nécropole », 1980, 106 p., mémoire de Michel Simplot, Ecole supérieure des géomètres et topographes, 18, allée Jean-Rostand, 91000 Evry.

La mort, toujours d'actualité

Obsèques sous monopole

Michel Leclerc à l'assaut du bastion des pompes funèbres, à Paris et en province.

LE bureau de Michel Leclerc, un entresol dans le seizième arrondissement, à Paris, ressemble à un PC. Sur la table, minuscule, trois téléphones sont en effervescence permanente. Sur les murs s'étalent des cartes de l'Hexagone criblées d'épingles de couleur que l'on actualise chaque jour. Michel, frère d'Edouard, quarante-cinq ans, remplit la pièce de son mètre quatre-vingt-trois et de son assurance en béton armée.

Cet ingénieur des arts et métiers a commencé par travailler pendant dix ans dans l'ombre de son frère puis dans une société internationale de téléphone. Depuis deux ans, il s'est lancé, seul cette fois, dans la bataille commerciale. Son idée fixe : casser les prix. D'abord ceux de l'essence ; et il ouvre cinq cent quatre-vingts stations-service « Emir ». Puis ceux des voitures : Leclerc tente de faire venir des véhicules français de l'étranger. Demain il compte s'en prendre aux tarifs des taxis parisiens en créant sa propre flotte. Aujourd'hui, en tout cas, il vise les factures des enterrements.

Pour ce faire, Michel Leclerc doit s'attaquer au système français des pompes funèbres, à peu près unique en Europe, et qui est fondé sur le monopole. Jadis s'étaient les paroisses qui avaient l'exclusivité des inhumations, ce qui leur garantissait des ressources confortables et constantes. En 1904, la République a voté une loi qui n'a pas aboli ce privilège mais qui l'a transféré aux communes.

Une municipalité semble en effet mieux placée que quiconque pour assurer ce service public qu'est l'enterrement des défunts. Il implique l'obligation d'enterrer les morts ramassés sur la voie publique et les indigents. Il requiert aussi une hygiène rigoureuse, la neutralité confessionnelle et un minimum de décence pour rétablir une certaine égalité devant la mort.

Mais la loi n'a pas formellement obligé les communes à profiter du monopole. Ce n'est qu'une potentialité. En conséquence, les municipalités ont adopté trois régimes différents.

Les communes rurales, qui groupent environ 30 % de la population, ont décidé de laisser leurs citoyens faire comme bon leur semblait. Il n'y a chez elles ni service municipal des pompes funèbres ni entreprise concessionnaire. C'est la liberté totale.

A l'opposé, les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Grenoble, où habitent 20 % des Français, ont créé leur propre service des pompes funèbres. En vertu de la loi, la régie municipale est alors seule à pouvoir fournir le cercueil, les tentures, le corbillard, les voitures transportant la famille, les porteurs et les fossoyeurs.

Troisième solution offerte par la loi : la commune peut concéder son monopole à une firme privée. Quatre-vingts pour cent de villes de plus de 30 000 habitants ont pris ce parti. Au total, les communes qui ont concédé leur monopole groupent la moitié de

la population française. Et, dans les trois quarts des cas, la marchandise a été enlevée par les Pompes funèbres générales, une filiale de la Société lyonnaise de eaux.

En mettant en cause le monopole, Michel Leclerc s'attaque en même temps aux plus grandes municipalités et à une grosse société. Celle-ci assure avec ses filiales près de la moitié des convois funéraires organisés en France chaque année. Elle a réalisé ainsi un chiffre d'affaires de 1 milliard et demi de francs en 1983. Si Leclerc se sent le courage d'affronter de telles forteresses, c'est qu'il est persuadé d'avoir le bon droit pour lui. « Quatre-vingts

est facturé 4 000 francs, un cruchet valant 50 francs vous est vendu 400 francs. Et tout est à l'avenant jusqu'aux marbriers qui vous réclament 2 000 francs pour ouvrir un caveau. »

Michel Leclerc reconnaît que les services des pompes funèbres sont assurés partout correctement, mais il affirme que la loi n'a pas profité aux Français, qu'elle a été détournée au profit d'une seule et omnipotente société et qu'en outre elle est à présent contraire aux règles communautaires.

Joignant le geste à la parole, le bouillant enfant de Landerneau a passé un accord avec un certain nombre de petites entreprises indépendantes. Il les

mairies et les Pompes funèbres générales ont contre-attaqué devant les tribunaux pour violation du monopole légal. Leclerc a vingt-cinq procès sur les bras. Deux tribunaux se sont déclarés incompétents, trois autres lui ont donné tort. Malgré cela, Michel Leclerc a décidé de s'en prendre à la plus puissante des régies municipales : celle de Paris.

Belle forteresse en effet. Avec ses 600 employés, ses 200 véhicules, son budget dépassant 100 millions de francs, les pompes funèbres municipales sont une grosse affaire. Elles assurent 24 000 convois chaque année et travaillent la main dans la main avec les 680 employés des cimetières

Il y a enfin l'incendie qui a ravagé l'an dernier l'usine municipale de fabrication des cercueils. Estimant qu'une municipalité n'est pas faite pour confectionner des bières, Jacques Chirac en a profité pour supprimer l'atelier. Ce sont des entreprises privées qui désormais fourniront la Ville. L'opposition de gauche proteste et parle de « liquidation du service public ».

Comme si tout cela ne suffisait pas, voilà qu'en mars 1984 Michel Leclerc écrit au maire de Paris pour lui annoncer qu'il a l'intention de s'attaquer au monopole de la régie municipale. Le maire répond deux mois plus tard : « Je n'ai pas

pole. Comme s'il n'était pas assuré de son bon droit, Jacques Chirac a demandé une consultation juridique à une commission présidée par le professeur Vedel.

Commentaire de Michel Leclerc : « En réalité, M. Chirac est bien embarrassé. Comme maire, il a tendance à défendre le monopole de sa régie municipale. Mais comme président du RPR, il affirme sans cesse son libéralisme et son hostilité à tous monopoles. Il ne veut donc pas s'engager, et il attend que les juristes ou les magistrats tranchent. Ils vont le faire en France d'abord, mais aussi au niveau communautaire. La Commission des Communautés européennes a été saisie. »

En attendant, chacun se cherche des alliés. L'Association des maires de France a déclaré qu'il fallait s'en tenir au monopole. Mais un de ses adhérents, Robert Poujade, maire de Dijon, qui a eu maille à partir avec un affilé de Leclerc, n'est pas aussi catégorique : « Je suis respectueux de la loi, dit-il, mais j'avoue que, dans son principe, le monopole me paraît une survivance contestable. La concurrence devrait être la règle. »

A la Fédération française des pompes funèbres, qui groupe de petites et moyennes entreprises, on se montre aussi d'une grande prudence. « Leclerc est un peu tapageur, dit-on, mais il n'a pas tort. Dans la région parisienne par exemple, soixante communes ont abandonné leur monopole aux Pompes funèbres générales pour vingt-quatre ans. A Paris même, la régie municipale n'est pas bon marché ; ses services sont trop lents et elle est déficitaire. Il y a quinze ans que nous demandons aux pouvoirs publics à la fois la liberté et un minimum d'organisation pour notre profession. Peut-être aboutirons-nous cette fois. »

Cette agitation a forcé les Pompes funèbres générales à rompre le silence dans lequel cette société se retranchait depuis sa fondation, en 1848. Au cours d'une conférence de presse « historique », son P-DG actuel, M. Pierre Poinson, a défendu vigoureusement à la fois le système du monopole municipal et sa propre maison.

« Le traité de Rome autorise parfaitement le monopole municipal des pompes funèbres et le régime des concessions. Il est exact que, grâce à son organisation et aux services qu'elle rend, ma société a enlevé les trois quarts de ces concessions. En abusons-nous ? Nos bénéfices ne dépassent pas 1,5 % de notre chiffre d'affaires. Nos factures sont illisibles ? Nous sommes engagés à les clarifier. Michel Leclerc veut casser les règles du jeu. Il affirme que la meilleure protection d'une famille en deuil face à une entreprise de pompes funèbres, c'est la loi, non la liberté totale. Nous nous défendons et nous défendrons la loi. »

En vérité, on sait depuis des années que le système du monopole des pompes funèbres aurait besoin d'être réformé. De nombreuses propositions (1) ont été faites en ce sens, y compris par des parlementaires. Sans aucun succès jusqu'ici. Dès qu'on touche à la mort, à ses pompes et à ses œuvres, le conservatisme prévaut.

A. A. R.

(1) « Pour une actualisation de la législation funéraire », rapport de Jacques Aubert, conseiller d'Etat, La Documentation française, 1981.



Les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Grenoble, ont créé leur propre service des Pompes funèbres. En vertu de la loi, la régie municipale est alors seule à pouvoir fournir le cercueil, les tentures, le corbillard, les voitures transportant la famille, les porteurs et les fossoyeurs.

ans après les excellentes intentions affichées par les auteurs de la loi de 1904, que constatons-nous ? », demande-t-il. « Premièrement 70 % des Français ne sont toujours pas libres de se faire enterrer par qui bon leur semble. Or le monopole, qu'il soit municipal ou privé, est contraire aux dispositions du Marché commun. »

Leclerc brandit alors sa bible, un petit livre bleu qui contient tous les textes du traité de Rome. Et notamment les articles 86, 90 et 91 qui proscrirent le dumping, les positions dominantes et les monopoles. Et il enchaîne : « Deuxièmement, la suppression de la concurrence a permis tous les abus en matière de prix. Un cercueil en chêne qui vaut 800 francs vous

encourage à assurer des enterrements dans leur ville, sans passer par la régie municipale ou par le concessionnaire en place. En revanche et contre une rétribution équivalente à 0,8 % du chiffre d'affaires réalisé, il les conseille et les défend sur le terrain juridique. Dans une trentaine de localités, Leclerc a ainsi trouvé des briseurs de monopole qui ont réalisé 900 convois. Il espère en grouper une soixantaine d'ici la fin de l'année et s'attaquer ensuite aux marbriers.

Les réactions n'ont évidemment pas manqué. D'abord certains services municipaux ont refusé de délivrer les permis de mise en bière ou les permis d'inhumer. Mais, pour ne pas faire de scandale, ils ont cédé rapidement. Ensuite quelques

parisiens. Ceux-ci, au nombre de vingt-quatre, occupent 400 hectares et abritent plus de 600 000 tombes.

Mais ce n'est pas un secteur de « tout repos ». Il donne même bien des soucis à Jacques Chirac. Il y a d'abord l'affaire des Asiatiques, dont les défunts sont si rares que Jacques Toubon, maire du treizième arrondissement, a cru nécessaire de demander une enquête de police. Sans résultat. Il y a ensuite la dépouille mortelle de Mgr Ducaud-Bourget que les intégristes ont transportée dans l'église Saint-Nicolas du Chardonnet. Ont-ils l'intention de l'y enterrer ? Cette pieuse action serait contraire à la loi et plongerait l'hôtel de Ville dans l'embarras.

l'intention de renoncer au monopole. Je ferai appliquer la loi. »

Le 19 septembre, Leclerc ouvre les hostilités. Devant la presse dûment convoquée, il organise un convoi pour enterrer un habitant du neuvième arrondissement. Le corbillard est une Estafette de couleur beige ornée d'une statue de la liberté sous laquelle on lit « Pompes funèbres Michel Leclerc ». Provocation délibérée bien dans le style du personnage.

On s'attendait à une riposte foudroyante. Surprise : la réaction de la Ville est des plus prudentes. Chaque fois que l'un des affilés de Leclerc — ils sont déjà trois à Paris — organise un convoi, un huissier dépêché par la mairie vient constater l'infraction au mono-

مكتبة

Ci-gît l'homme

Les cimetières au cours des temps.

DANS une envolée lyrique, Lamartine s'écriait : « La cendre de nos morts a créé la patrie. » L'image poétique a devancé les conclusions de la science. Les générations s'échelonnant sur les milliers d'années d'occupation de notre sol occidental par des groupes humains organisés socialement établissent que nous foulons, chaque jour et à chaque pas, une immense nécropole. L'histoire vaut d'en être contée.

La France possède l'étonnant témoignage de ce passage significatif de la vie quasi animale de l'homme primitif à une forme de pensée élaborée : en l'occurrence, la croyance à une survie d'où découleront, durant cinq cents siècles et jusqu'à nos jours, les rites funéraires de l'ensevelissement. Le 3 août 1908, les abbés Bardon et Bouyssonnie découvrent, dans une petite grotte de Corréze, un squelette d'homme dans l'attitude du repos, placé dans une fosse intentionnellement creusée. Une patte de bœuf et des vertèbres de renne, ou en connexion (donc prêts pour le repas) sont à portée de sa main. C'est la preuve indubitable que l'homme de Neanderthal organisait des funérailles et creusait des sépultures, à la différence des animaux. En témoignent aussi les fosses de deux petits enfants, à la Ferrassie (Dordogne), premier spécimen de cimetière.

Mais ce sont surtout les dolmens et les cistes, postérieurs de quarante mille ans, qui nous ont laissé le témoignage de ce culte très ancien des morts. Ces premiers monuments funéraires fourmillent en notre pays. On parle de Carnac mais sait-on que le Lot n'en compte pas moins de cinq cents ? Toutefois, il ne s'agit point de sépultures banales. Elles sont réservées à l'inhumation d'un chef et, parfois, de sa famille (les allées couvertes). Érigées entre - 5 000 et - 1 500 avant notre ère, ces monuments mégalithiques alternent avec des « tumulus », amas en vrac de pierres et de terre qui surplombent fréquemment encore nos champs d'une hauteur de plusieurs mètres et qu'on prend facilement pour des mouvements naturels du sol. Parlant des dolmens aux proportions et à la masse parfois immenses — une table seule peut peser 50 tonnes — on a pu dire qu'ils sont les « pyramides de l'Occident ».

A partir du néolithique se multiplient les lieux de sépulture dus à l'accroissement considérable de la population, conséquence des migrations celtiques et d'une meilleure exploitation de la terre. Toutefois, il s'agit toujours de tombes de notables. Les sociétés de la préhistoire n'étaient pas plus égalitaires que la nôtre : les cadavres du peuple étaient simplement jetés à la voirie ou, parfois, inhumés sans signe distinctif dans la forêt. Pour le riche, toujours bénéficiaire d'une sépulture individualisée, existe l'alternative inhumation ou crémation. Et un nouveau rite est introduit : le dépôt, autour du défunt, de vases d'offrandes, d'amulettes, d'outils, mais aussi d'une couche de tessons provenant de la vaisselle familiale et qui tend à prolonger le lien avec le foyer. (Auguste Hurié).

Autre innovation apportée par les Celtes de la période halstattienne (- 900) : la

pierre tumulaire, grès de plus de 100 kilos, placée directement sur le corps du défunt. Les « militaires », eux, reposent sous leur bouclier, dont la bosse recèle souvent leur pécule de combattant. Apparaît aussi le rite de l'orientation systématique des corps, appelé à une si grande place dans les futures religions monothéistes : le défunt est allongé sur le côté gauche, la face au sud, les pieds au couchant, tandis qu'un cercle d'éclats de silex trace une enceinte mystique autour de la sépulture.

L'occupation romaine ne va pas changer les habitudes de nos ancêtres. Elle se marque cependant par l'introduction démocratique du principe de la sépulture individuelle et dans un lieu destiné à ça. C'est de cette époque et par ce biais que datent réellement nos premiers cimetières, encore que plusieurs restèrent établis sur des hauteurs isolées et recurent, ainsi successivement les Gaulois, les Gallo-Romains, peut-être les Alamans et, finalement, les Mérovingiens (fouilles d'Y. Frampart à Villenanche, dans l'Yonne). Les villes adoptèrent la coutume italienne : tombeaux au long des routes, aux abords des villes. C'est ainsi que Paris eut son premier cimetière sous Néron, rue actuelle de la Verrerie, au nord de l'Hôtel de Ville ; au siècle suivant, on enterre rue Nicole (parfois aussi le cheval du défunt !), le long de la route de Sens (rue Geoffroy-Saint-Hilaire) et de celle d'Orléans (rue Saint-Jacques).

Avec la reconnaissance du christianisme comme religion d'Etat, les funérailles relèvent dès lors exclusivement de l'Eglise, à telle enseigne que les fossoyeurs (*fossores*) sont considérés comme... clercs. Les évêques s'efforcent encore, au début, de respecter la loi des Douze Tables prescrivant l'inhumation hors de l'enceinte des villes mais, dès la fin du IV^e siècle, ils ouvrent l'atrium des basiliques à la sépulture des hauts personnages et permettent aux simples fidèles de déposer leurs morts autour des bâtiments.

On assiste alors rapidement à de véritables concentrations funéraires : quinze mille cercueils aux Alyscamps en Arles et autant à Saint-Pierre d'Aulun. On attache une très grande importance au symbolisme : dans sa tombe, le défunt doit être sur le dos, la tête relevée par un coussin, les pieds vers l'Orient pour qu'au jour de la résurrection, ressuscitant lui-même, il ait la face du côté où le Christ apparaîtra dans les nuées. On y déposera des violettes, des roses ou des fleurs pourpres (la brièveté de la vie) tandis qu'on y allumera une lumière, témoignage de la survivance de l'âme. Enfin, au V^e siècle, saint Patrice inventera le décor longtemp universel de nos cimetières : la croix du Christ — sans image — au-dessus de chaque tombe chrétienne.

C'est donc ce respect voué par le christianisme au corps « temple de l'âme » qui a développé un culte des morts, marqué tant par un cérémonial que par l'érection d'un nombre considérable de tombeaux. D'autant qu'une ordonnance de Childéric III, vers 750, vint interdire de superposer dans la même fosse un mort à un autre mort. Le mouvement fut accentué par la création, au

VIII^e siècle, de paroisses en milieu rural. Dès lors, chaque église fut entourée d'un cimetière. La croissance des villes fit tourner la législation et on vit ainsi, à Paris par exemple, une nécropole exiguë s'insérer au milieu des maisons et même servir de lieu de transaction et de prostitution : le fameux « cimetière des Saints-Innocents ».

En réalité, il s'agissait, à part quelques tombes éparses et sans nom, d'un trou carré de 10 mètres de profondeur et 5 mètres de côté dans lequel, durant deux mois, on déversait les cadavres seulement enveloppés d'un linceul ou projetés d'un cercueil à fond coulissant, ce qui permettait de s'en servir

plus reculée des provinces : témoin en Bretagne les « enclos paroissiaux ». L'exemple venait du roi lui-même, dans la fastueuse nécropole de Saint-Denis.

A l'inverse, les pires vexations étaient réservées aux excommuniés, aux comédiens, aux suicidés et aux protestants (les juifs, en dehors des périodes d'exil, furent curieusement mieux respectés). Le corps du suicidé était jeté dans une décharge publique, à l'instar des immondices ; le comédien était enterré de nuit (ce fut le cas de Molière). Quant au religieux (le protestant), dans les années qui suivirent la révocation de l'Édit de

Ne pouvant plus étaler leur richesse dans les églises, noblesse et bourgeoisie rivalisèrent dans une émulation délirante de caveaux, de chapelles, de stèles, de statues (cf. le Père-Lachaise), tandis que les familles ouvrières des faubourgs se contentaient de recourir au mieux à 2 mètres carrés repris tous les cinq ans et, le plus souvent, à l'anonymat total de la fosse commune, si effroyable que Lamennais la réclama pour lui-même, stipulant dans son testament : « Je veux que mes amis la voient de près et travaillent à la faire disparaître. Pourquoi, après une vie de labeur, le pauvre n'aurait-il pas un coin de terre

desservir cette nécropole qui eût eu, par la suite, des émules en province. Le projet était trop pertinent pour aboutir : un Jules Simon, bien oublié, mit en avant la « difficulté » de ces « pèlerinages » (*sic*), tandis que les caricaturistes trouveront là, durant un mois, une nouvelle veine.

Pensant résoudre cet encombrement, un décret du président Carnot abrogea en 1889 un capitulaire de Charlemagne interdisant — depuis 785 — la crémation des corps. Ce ne fut qu'un mince palliatif devant les fulminations de l'Eglise catholique (l'interdit fut levé après le concile de Vatican II) et, avouons-le, devant la laideur de ces columbariums qui n'ont conservé de la dignité antique que le nom romain.

Le problème des cimetières, histoire et conception, n'est d'ailleurs, nous semble-t-il, pas là. La France est entrée dans une phase de désacralisation. Depuis soixante ans, la mort a été volontairement bannie de notre quotidien. On n'accouche plus et on ne meurt plus chez soi. Ce sont des salariés qui plient désormais votre linceul anonyme et synthétique. Les cimetières sont de plus en plus éloignés. Plus de cortèges dans les rues mais toujours des devis qui font de la mort un luxe. Restent — pour combien de temps ? — des prières à l'église. C'est ensuite un rallye sinistre de voitures, derrière un corbillard de société anonyme, vers un enfouissement dans une des grandes « divisions », vaste champ dont l'âme a été tuée par des allées tirées au cordeau et où personne n'arrive à retrouver personne dans l'uniformité des croix, des faux marbres et des stèles « art déco ».

Mettant à part le distingué et regretté Robert Auzelle et quelques poignantes nécropoles militaires, quel urbaniste, quelle municipalité, se penchent sur l'architecture funéraire ? Domaine qui pourrait pourtant déboucher sur des jardins-souvenirs, tout à la fois musées d'art, lieux historiques et promenades publiques. Au lieu de cela, on a vu, par exemple, la Ville de Paris vendre jusqu'au sol des allées de ses nécropoles, et Marseille imaginer des « cimetières-gratte-ciel ». Mieux vaudrait, comme y incite le code communal, limiter le nombre des concessions perpétuelles. Quant aux professionnels, ils restent pour la plupart sans imagination dans le décor funéraire.

La seule note apaisante ? Le philosophe et le promeneur la trouveront dans deux cimetières d'exil : en Hollande, l'enclos des huguenots ayant fui Louis XIV et ses exempts ; en Ile-de-France, les bosquets et les bulbes de Sainte-Geneviève-des-Bois, où, parmi les fleurs, les icônes et les petites lampes allumées sur les tombes, dorment (au vrai sens du terme) 1 200 émigrés de la Sainte Russie. On y retrouve la sérénité et la poésie qui durent présider aux si lointaines obsèques de la Chapelle aux Saints et aux modestes funérailles d'Atala.

MARCEL LE CLÈRE.

● Auteur de Cimetières et sépultures de Paris, histoire et description des tombes illustres ou remarquables tant dans les cimetières que dans les édifices publics. Guides bleus illustrés. Hachette.



indéfiniment. Remplie, la tranchée était couverte et, on creusait une autre fosse. On comprend que cet espace ait pu « absorber », sur seulement 7 000 mètres carrés, trois millions de Parisiens en neuf siècles (de 890 à 1780). Heureux les paroissiens d'une petite église : ainsi François Rabelais put être enterré au pied d'un figuier, au cimetière Saint-Paul.

Il est vrai qu'à partir du XIII^e siècle le clergé « fait de l'argent » en vendant des sépultures dans l'enceinte même des églises, dont le sol est journellement défoncé. En deux cent trente-huit ans, on ne compte pas moins de 300 tombes dans Saint-Eustache, à Paris, mais le record est battu par Saint-Eloi de Dunkerque, dont on enleva 816 cadavres. Sans doute, le concile de Rouen, en 1581, avait posé des limites, réservant les sanctuaires « aux grands dignitaires de l'Eglise et de l'Etat, aux nobles et aux personnes distinguées par leurs vertus ». Mais la fortune et la soif d'ostentation firent s'élever de somptueux mausolées, s'inscrire de diptymbiques épitaphes jusque dans la

Nantes (1685), il fut parfois détérioré par la foule fanatisée et, au mieux, enfoui clandestinement dans des jardins privés, ou emmuré, en province, dans des tours abandonnées ou camouflées.

Ces abus, joints au problème de l'hygiène et aux épidémies cycliques, amenèrent les parlements, d'abord (Paris 1755, Toulouse 1774) à interdire l'inhumation dans et autour des églises, puis à créer de nouveaux cimetières extra muros. La réforme ne passa vraiment dans les faits que par une loi des 8-15 mai 1791, qui transféra la propriété des cimetières de l'autorité ecclésiastique aux seules autorités communales. Elle fut complétée par la promulgation d'un décret impérial du 23 prairial an XII (12 juin 1804), dont l'essentiel reste en vigueur. Chaque commune fut désormais tenue d'ouvrir un cimetière d'une superficie déterminée par le nombre des décès annuels à prévoir, doté de murs et de buissons d'une hauteur minimale de 1,50 m et comportant des divisions séparées pour les trois cultes reconnus (détail abrogé en 1881).

Ni l'Eglise ni l'Etat ne l'entendirent. La première n'osa pas condamner, au nom de l'Evangile réclamant le retour à la poussière, la pratique du faux-sembant qui constituent les caveaux ; le second ne voulut pas se priver des ressources budgétaires que représentaient les concessions perpétuelles ou centenaires. Théophile Gautier fustigeait cette « mise en coupe réglée » des cimetières.

Un seul homme d'Etat voulut résoudre le problème de ce surpeuplement des cimetières « qui a fait bâir plus pour les morts que pour les vivants ». En 1867, Haussmann proposa au Sénat la création d'un vaste cimetière de 827 hectares à Méry-sur-Oise pour donner une sépulture décente aux 75 000 Parisiens décédant chaque année. Ainsi, disait-il, « l'administration satisfera un besoin légitime en assurant un respect plus durable aux restes des morts et donnera aux citoyens l'égalité dans la mort, ne pouvant malheureusement pas leur donner l'égalité dans la vie ». Il prévoyait une ligne de chemin de fer spéciale pour

La recherche médicale

souhaite, à l'occasion des vingt ans de l'INSERM, être

Sept pistes capitales

Microbiologie, génétique moléculaire, neurosciences...

POUR plus de 80 % des Français d'après les sondages, la recherche médicale est l'une des conditions essentielles du développement national. Mais combien d'entre eux pourraient préciser en quoi consistent le rôle et les fonctions du premier organisme de recherche médicale du pays, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ?

Bien peu, sans aucun doute. C'est pour remédier à cette lacune, résoudre cette contradiction, que l'INSERM a décidé de faire, en 1984, date de son vingtième anniversaire, une année charnière de son développement : dire ce qu'est l'organisme, d'abord, à une population qui le finance, le soutient sans bien le connaître ; mais aussi mesurer ses forces et ses faiblesses, dégager des axes d'orientation pour l'avenir. Le colloque national organisé les 27 et 28 octobre à la Sorbonne, et qui clôturera dans l'après-midi du 28 M. Laurent Fabius, témoigne de ce triple souci.

En 1941, lorsque naît l'Institut national d'hygiène, ancêtre de l'INSERM, s'ébauchent les bases d'une recherche médicale moderne : les trois cents premiers chercheurs font alors œuvre de pionniers. Survient les événements de 1958, l'accession au pouvoir du général de Gaulle, la nomination de M. Michel Debré comme premier ministre et, précisément, la « réforme Debré », fortement inspirée par son père, Robert Debré, réforme d'où naîtront les centres hospitalo-universitaires. La création des CHU — qui organisait les plus grands hôpitaux du pays en pôles associant soins des malades et formation des étudiants à la recherche médicale, et qui instituait le plein temps hospitalier — coïncidait avec une vision gaullienne du développement national : la recherche y faisait désormais figure de priorité et non plus seulement d'annexe subsidiaire de l'activité des médecins, des biologistes et des chimistes.

En 1964, naît officiellement sur cette lancée l'INSERM, dirigé par un grand administrateur, le professeur Aujaleu, qui, prenant la suite de Louis Bugnard, donne une nouvelle impulsion à l'organisme et multiplie les constructions. L'Institut prend une consistance physique, dans des murs. Survient l'ébranlement de mai 1968, auquel l'organisme n'échappera pas et dont il ressortira démocratisé : le nombre des élus du personnel dans les instances dirigeantes croît de façon spectaculaire.

La proportion des chercheurs « statutaires », c'est-à-dire rémunérés à plein temps par l'organisme, s'équilibre

avec celle des médecins hospitalo-universitaires, dont la présence, depuis les origines, était prédominante. Ce rééquilibrage nécessaire sera ensuite puissamment encouragé par le nouveau directeur, M. Constant Burg, qui présidera aux destinées de l'organisme de 1969 à 1979 et qui saura, de l'avis général, associer la recherche médicale française dans la compétition internationale. Lui succédera, dans le même esprit, M. Philippe Laudat, qui poursuivra cette action.

Depuis 1982, l'INSERM est dirigé par M. Philippe Lazar,

document qui vient d'être rendu public, ressortent nombre d'enseignements sur les forces et faiblesses de l'institution dont M. Lazar comme M. Changeux dégagent une politique pour l'avenir.

Au chapitre des « points forts », des recherches menées par l'INSERM figure en premier lieu la biologie moléculaire, discipline développée bien souvent en relation avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). De même, l'immunologie, sous nombre de ses aspects (greffe de moelle osseuse, découverte des groupes tissulaires, connaissance des mécanismes

malgré l'essor des neurosciences et la bonne tenue de la psychopharmacologie. L'ensemble des aspects non organiques des maladies mentales, à savoir leurs composantes sociales, familiales, économiques même, bref, tout ce qui a trait à l'environnement de la pathologie de l'esprit — mises à part quelques exceptions dans le domaine de la psychiatrie de l'enfant — est très peu développé, voire inexistant.

Faiblesses aussi dans les connaissances relatives à la nutrition humaine, aux mécanismes du vieillissement, à la toxicologie. Faiblesse encore et surtout dans la recherche clinique,

du développement et du vieillissement. Il faut, ici comme ailleurs, jumeler le développement des connaissances fondamentales et celui des recherches appliquées : en dépend, notamment, l'évolution des recherches portant sur le contrôle de la reproduction, le traitement des stérilités, la prévention de la prématurité, le diagnostic et la prophylaxie des maladies congénitales, etc.

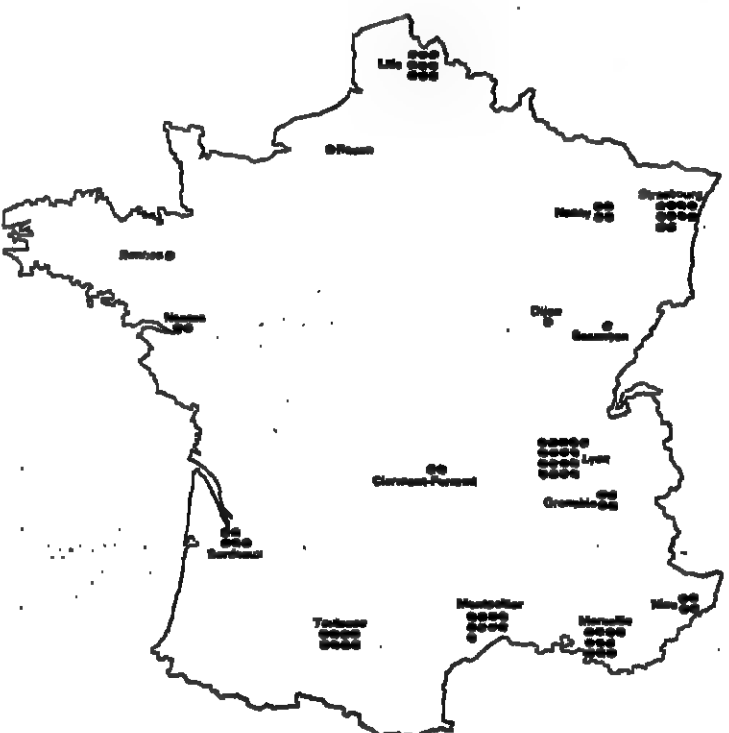
Quatrième axe de recherches prioritaires : la sociologie, l'anthropologie et l'économie de la santé. Ce domaine est si peu développé qu'une vaste « intercommission » — la seule que comporte l'organisme — in-

stimulants des défenses naturelles de l'organisme, de produits antiviraux, anticancéreux, etc.

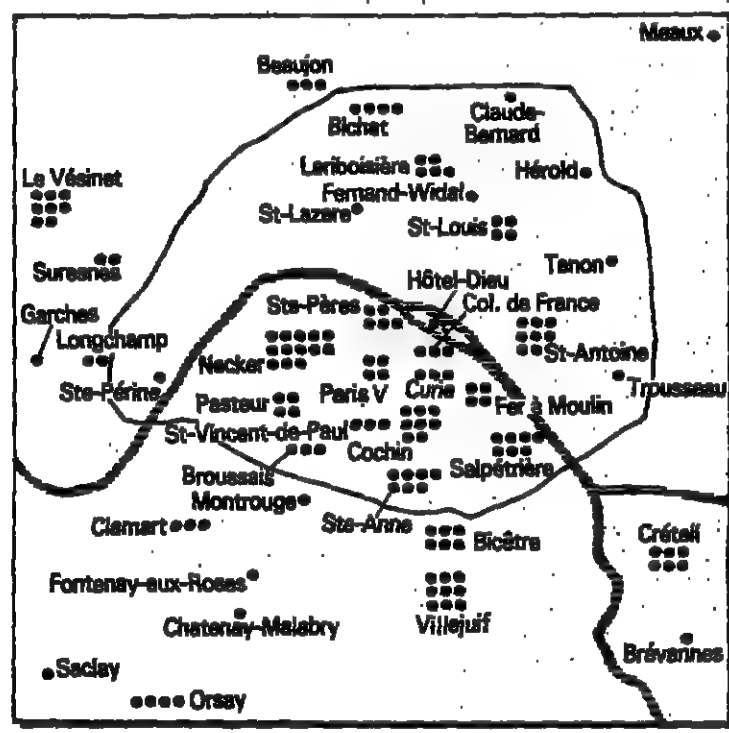
Ainsi ont surgi de vastes zones d'activité prioritaires, entre lesquelles les dirigeants de l'INSERM s'établissent, disent-ils, aucune hiérarchie, car il s'agit de sept domaines fondamentaux. Fondamentaux aussi apparaissent deux orientations qui forment le socle du développement de l'effort global : les recherches doivent être, sous tous leurs aspects, « internationales » et viser délibérément la compétition mondiale. Pour ce faire, elles doivent rompre avec certains clivages (public-privé, hôpitaux-universités), donc s'établir en « réseaux » et procéder à des « jumelages ».

Enfin, la recherche médicale française ne doit à l'évidence pas se couper des préoccupations sanitaires des trois quarts de l'humanité, c'est-à-dire du tiers-monde. D'abord parce que la France comporte, avec les DOM-TOM, des zones de moindre développement sanitaire, au sujet desquelles il a d'ailleurs été créé, au sein de l'organisme, une mission *ad hoc*. Ensuite parce qu'elle ne peut se désintéresser de ceux qui, privés de tout, bénéficient directement des retombées de la recherche. C'est sur ce dernier thème, celui de la solidarité, que sera conclu le 28 octobre le colloque national. « Il ne s'agit pas seulement », déclare à ce propos le professeur Jean Hamburger, qui clôtura les travaux avec le philosophe Michel Serres, « de favoriser la recherche scientifique : il s'agit de penser à la santé du monde ».

CLAIRE BRISSET.



● Implantation des unités de l'INSERM.



de la transplantation, de l'inflammation, etc.), range l'INSERM parmi les premiers organismes de recherche du monde.

L'endocrinologie figure aussi parmi les pôles de développement remarquables de l'Institut, notamment dans le domaine du diabète, de la reproduction humaine, et sous ses aspects pharmacologiques. Enfin, l'immense domaine, en plein essor, des « neurosciences » constitue, à l'INSERM, un véritable pôle d'excellence et, de l'avis de nombreux chercheurs, une « zone de force impressionnante ».

Mais les recherches menées comportent aussi d'étonnantes faiblesses, étonnantes parce qu'elles affectent parfois des domaines où la France était, traditionnellement, très bien placée : il en est ainsi de l'immense champ de la pathologie infectieuse, c'est-à-dire de l'étude des maladies virales, bactériennes, parasitaires, etc. C'est là, souligne M. Philippe Lazar, malgré le travail immense accompli par certaines équipes, « un problème exemplaire, car nous avons vécu sur une tradition de compétence incontestée » et que la situation s'est depuis dix ans, nettement dégradée. « La France, ajoute-t-il, a eu une très grande école de microbiologie, qui lui a valu plusieurs prix Nobel. Elle a, sur ce point, un tissu à reconstruire. C'est là notre principal problème. La microbiologie est notre talon d'Achille ».

Autre zone de faiblesse : la recherche en psychiatrie, et ce

que, celle qui se fait « au lit du malade », donc dans les hôpitaux où les médecins sont absorbés par leur fonction de soins et n'ont que peu de temps à consacrer à la recherche proprement dite.

De l'analyse de ces forces et de ces faiblesses, de la réflexion sur l'avenir aussi, sont nés sept axes de développement autour desquels vont s'orienter les recherches.

Il s'agira d'abord de porter un effort considérable sur la génétique moléculaire, c'est-à-dire sur l'étude de la structure, du fonctionnement et de la régulation des gènes. Le développement de cette discipline est indispensable, entre autres, liti on dans le rapport de politique scientifique de l'INSERM, « au redémarrage de la bactériologie, de la virologie et de la parasitologie médicales ». Même chose pour la biologie de la cellule, indispensable à une meilleure connaissance des processus normaux et pathologiques, et dont les retombées sont essentielles à la compréhension de nombreuses maladies, par exemple du cancer.

Second axe de développement : les facteurs chimiques de « signalisation », c'est-à-dire l'étude des « signes » que s'adressent les cellules. Il s'agit ici d'un immense ensemble de disciplines englobant, entre autres, l'endocrinologie, la neurobiologie, la cancérologie, l'immunologie, la physiologie des organes, de la nutrition, etc.

Troisième secteur prioritaire : la biologie de la repro-

titulée « sciences humaines et sociales dans le domaine de la santé » vient d'être créée, qui inclura la recherche sur les maladies mentales.

Cinquième secteur : l'épidémiologie. Cette discipline, c'est-à-dire l'étude de la morbidité, des causes des maladies, de leurs possibilités de prévention, souvent considérées comme peu développées en France — par rapport aux pays anglo-saxons notamment —, est, à l'INSERM, déjà fortement structurée, mais certainement dotée de trop faibles moyens par rapport à l'ampleur des besoins.

Restent deux domaines, immenses, dont dépend assurément le développement de la recherche médicale française : le premier est le vaste champ du génie biologique et médical, la mise au point de nouvelles techniques d'instrumentation et d'investigation, les protéines, les biomatériaux, les réactifs, etc. Il faut impérativement renforcer les liens, dans ce domaine plus encore que dans les autres, entre équipes de recherche et industriels. La France ne peut se permettre ici aucun retard technologique, compte tenu de l'apogée de la compétition internationale qui se déroule à cet égard entre les pays industrialisés et de l'importance des enjeux économiques.

Enfin, l'Institut entend développer la recherche, impérative elle aussi pour l'avenir, de « molécules nouvelles d'intérêt thérapeutique », en d'autres termes, de nouveaux médicaments, de nouveaux vaccins, de

Labos ouverts

L'INSERM organise à Paris et en région parisienne, du 27 octobre au 30 novembre, diverses manifestations, pour la plupart destinées au grand public, et parmi elles :

● Exposition grand public

— « A la recherche de votre santé » : à la Villette (27 octobre-2 novembre) ; à Montparnasse (7-12 novembre) ; A Versailles (20-28 novembre).

— « La photo et la science » : Palais de la découverte (6-13 novembre).

— « Carrousel 84 » : Palais de la découverte (jusqu'au 18 novembre).

● Conférences-débats grand public

Du 6 au 13 novembre au Palais de la découverte. Les 7 et 8 novembre à l'Auditorium de la FNAC-Forum des Halles. Le 8 novembre au Centre culturel d'Epiphyne/Seine.

● Des visites de laboratoires sont organisées pour les groupes scolaires ou les étudiants, sur inscription au 584-14-41, poste 45.09 (M^{me} Claudine Foucault).

● Conférences-débats pour public spécialisé. CHU de Necker (amphi. 3), du 12 au 16 novembre. CHU de Bicêtre, du 16 au 28 novembre. CHU Pitié-Salpêtrière (amphi. Charcot), du 19 au 23 novembre. Hôpital Saint-Louis (Bât. INSERM), du 26 au 30 novembre. Faculté de pharmacie (salle des actes), le 21 novembre. Collège de France (salle 8), les 5 et 6 novembre.

Bouquins - Dossiers par milliers
Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrique
du kit au sur mesure
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, av. du Maine, Paris (14^e)
540-67-40 - M^{me} Aïda

مركز الصحف

mieux connue du grand public.

A Lille, l'unité 186 traque les oncogènes

Le « capitaine » Stehelin et la genèse du cancer.

MICKÉY, Donald et Pluto, grosses poupées de plastique, pendent au plafond et se balancent au-dessus des cornues. Sur le mur, on a, entre autres, épingle une planche de Reiser et une coupure du *Canard enchaîné* qui parle du scandale de la quête des fonds privés pour la recherche sur le cancer. Des cafetières électriques sont en action sur les paillasse. C'est sans doute précisément parce qu'ils y travaillent d'arrachepied que les occupants du deuxième étage de ce bâtiment de l'Institut Pasteur de Lille ressentent le besoin d'en faire un espace qui leur soit propre. Une immense chambre d'étudiant en quelque sorte où l'on sent la fantaisie scientifique indissociable d'une certaine forme d'angoisse propre à la quête forcée du savoir. Un laboratoire équivalant à ceux qui existent aux États-Unis où prévaut une sorte d'autogestion structurée baptisée ici « hiérarchie horizontale ».

Père et maître des lieux : le professeur Dominique Stehelin, directeur de l'unité 186 de l'INSERM, équipe spécialisée dans la cancérologie à l'échelle moléculaire. A quarante et un ans, ce biologiste qui est aussi maître de recherche du Centre national de la recherche scientifique dirige l'un des rares laboratoires européens spécialisés dans la découverte et dans l'étude des gènes du cancer (ou oncogènes). Curieuse trajectoire que celle de cet enfant bourguignon, élève de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg et aujourd'hui bien engagé dans une compétition scientifique internationale d'une rare intensité et — peut-être — extrêmement prometteuse. S'il s'était cantonné à l'Hexagone, le jeune chercheur aurait-il « trouvé » ? Difficile à



Mesure de débit sanguin cérébral au service neurologie de l'hôpital Lariboisière.

dire. En 1971, ce diplômé de physique et de biochimie effectue son service militaire à l'Institut de la recherche scientifique sur le cancer de Villejuif. L'année suivante, c'est l'échappée américaine. Et quelle échappée ! Effectuant son post-doctorat dans le laboratoire de J.-M. Bishop à l'université de Californie, il met le doigt sur une mine d'or en identifiant le premier oncogène, structure cellulaire *a priori* étroitement impliquée dans la genèse des processus cancéreux.

Aujourd'hui, on a découvert plus de vingt-cinq oncogènes, et plusieurs dizaines de laboratoires spécialisés à travers le

monde sont engagés dans la compétition. L'objectif est de taille puisque, pour la première fois, il semble qu'on tienne avec ces structures une possibilité de comprendre à l'échelle moléculaire le comment ston le pourquoi du dérèglement des cellules normales en cellules cancéreuses.

Rester en Californie ? Le « stagiaire » français n'en ressent nullement l'envie. A trente-trois ans, il décide de rentrer en France avec la ferme intention de créer « son labo ». A Paris, l'Académie des sciences lui décerne son Grand Prix. A Lille, le directeur de l'Institut Pasteur offre-t-il d'excellentes conditions pour mon-

ter un labo ? OK pour Lille, avec tous les handicaps que représente malgré tout l'exil en province. On essuie les plâtres, puis on s'installe dans ses murs. En 1979, le CNRS l'intègre comme maître de recherche. L'année suivante, l'INSERM lui confie la direction de son unité 186. Depuis, les choses n'ont pas changé. C'est le prix Rosen de la Fondation pour la recherche médicale en 1980, puis le prix Griffuel de l'Association pour la recherche sur le cancer en 1983. Enfin, le prix Lacassagne de la Ligue contre le cancer cette année. Parallèlement les effectifs de l'équipe enflent. Aujourd'hui

l'unité 186 se compose de 27 personnes (7 chercheurs statutaires, 9 boursiers et 11 techniciens) pour un budget, non compris les salaires, de près de 1 million de francs fournis principalement par l'INSERM, le CNRS et l'Institut Pasteur de Lille.

La vie ici s'écoule au rythme des « manips » et des publications dans les grandes revues scientifiques internationales « seule méthode objective », estime M. Stehelin, de juger de la qualité du travail. Toute la vie ou presque de l'équipe passe dans le laboratoire, ce qui ne va pas parfois sans perturber la vie personnelle et familiale. D'autant que les salaires sont ici plus proches du sacerdoce que de l'industrie pharmaceutique (environ 4 000 francs mensuels pour un boursier, 7 000 francs pour un chercheur statutaire). « Il y a deux ans, raconte le directeur de l'unité, nous avons senti que nous étions en train de perdre du terrain dans la compétition internationale. Nous avons aussitôt décidé de nous renforcer. » A côté du laboratoire, une série de paillasse vierges attendent : dans quelques semaines une nouvelle équipe s'y installera, dirigée par un spécialiste belge, une équipe qui travaillera sur le même thème et qu'on espère plus complémentaire que concurrente.

L'originalité ici semble bien résider dans la souplesse de fonctionnement offerte par le soutien de l'Institut Pasteur de Lille et l'aide du conseil régional, qui acceptent de jouer le jeu des capitaux « à risque ». Comme souvent dans ce type de partage du travail, le directeur de l'unité ne manipule plus autant qu'il a pu le faire. Contraintes

administratives, importance primordiale des relations publiques, la « paperasse » et le « système » obligent le patron à prendre plus de distance qu'il ne le souhaiterait avec son labo. « Cette année, confie M. Stehelin, je me suis trop déplacé : en Californie, en Italie, au Japon, à Moscou. Les contacts personnels demeurent indispensables pour faire connaître les résultats et pour engager des collaborations. Mais au retour, quel travail ! »

Après avoir découvert six oncogènes sur les vingt-cinq aujourd'hui connus dans le monde (un a été découvert au Japon et les autres aux États-Unis), l'équipe du professeur Stehelin entend exploiter au maximum le créneau ainsi dégagé. Elle cherche à définir les fonctions pathologiques et normales de ces structures ainsi que les interactions qu'elles peuvent avoir entre elles. Bien que se situant encore nettement en amont des applications médicales, l'équipe est régulièrement démarchée par des sociétés de génétique. Néanmoins aucun contrat n'a encore été passé. Plongée dans un monde très compétitif, l'unité 186 n'a plus, si l'on en croit son directeur, pour mission de chercher, mais bien de trouver.

Bien accroché à la barre, le capitaine Stehelin entend mener son navire à bon port. La croisière ne sera pourtant pas de tout repos. Déjà quelques sirènes d'outre-Atlantique lui ont fait de belles offres de débauche. Ce Lillois d'adoption, européen convaincu, a décidé pour l'heure de ne pas les entendre.

JEAN-YVES NAU.

Les commandos de la santé

4 200 personnes, 1 400 millions.

L'INSERM est né le 18 juillet 1964 de la transformation de l'Institut national d'hygiène (INH), dont les structures devenaient peu adaptées aux recherches nouvelles. Ce dernier, créé le 30 novembre 1941, avait pour mission spécifique d'effectuer des travaux de laboratoire intéressant la santé publique et de tenir à jour une documentation sur la situation sanitaire du pays. Il fut autorisé, en 1947, à constituer un corps de chercheurs et un corps de collaborateurs pour les assister dans leurs travaux. Le nouvel institut n'a cessé de croître, depuis lors, en hommes et en moyens.

L'INSERM poursuit ses travaux sous la double tutelle des ministères de la recherche, de l'industrie et de la santé, selon trois objectifs fondamentaux : la connaissance de la santé de l'homme sous ses aspects individuels et collectifs, dans ses composantes physiques, mentales et sociales ; l'acquisition ou le développement des connaissances dans les grandes disciplines de la biologie et de la médecine et, plus généralement, dans l'ensemble des disciplines qui concourent au progrès sanitaire et médical ; la découverte et l'évaluation de tous moyens d'intervention tendant à prévenir et à traiter les maladies ou leurs conséquences et, plus spécialement, à améliorer l'état de santé de la population.

Son domaine d'investigation est aussi bien la recherche fondamentale que la recherche appliquée. Il couvre les travaux portant

sur la biologie, la biophysique, aux niveaux moléculaire et cellulaire, avec l'étude des aspects normaux et pathologiques ; les recherches portant sur le système immunitaire, la reproduction et le développement, les systèmes cardiovasculaire, respiratoire, rénal et urinaire, le système nerveux et les organes des sens, le métabolisme et la nutrition, ainsi que les recherches de type sociologique : santé publique, épidémiologie, économie de la santé.

Au niveau national, trois instances de réflexion interviennent

pour l'organisation générale et l'évaluation des recherches : un conseil d'administration qui fixe les grandes orientations de l'institut avec les besoins de la nation ; un conseil scientifique, lieu de réflexion et d'élaboration de la politique scientifique des laboratoires ; des commissions scientifiques spécialisées (huit) qui assurent le contrôle scientifique des laboratoires, proposent une politique de développement et évaluent les besoins en personnels et en moyens techniques.

Trois instances de gestion les complètent, ainsi que quatre missions de transfert chargées de faire connaître les travaux de l'institut (mission pour les relations internationales ; mission pour la valorisation économique et sociale, chargée notamment des relations avec les industries du médicament et les pouvoirs publics ; mission de l'information et de la communication ; mission pour la formation initiale et permanente). Sous l'impulsion de la mission de valorisation sociale et

économique, les liens entre les laboratoires de recherche et les partenaires industriels et sociaux se sont développés très fortement. 130 équipes de recherche sont en relation avec près de 85 industriels ; 113 contrats de collaboration ont été signés, 84 projets ont été retenus et financés par la caisse de Sécurité sociale pour mener des recherches ayant un impact sur les systèmes de santé et de protection sociale.

Par décret du 10 mai 1983, l'INSERM a vu ses structures transformées et a obtenu un nouveau statut d'établissement public à caractère scientifique et technologique, concrétisant la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France. Ce qui eut pour conséquence d'élargir ses missions, de démocratiser ses instances, de renouveler et d'élargir le conseil d'administration (représentation plus large des personnels au sein du conseil) et de modifier son régime financier.

Les divers champs de recherche sont répartis sur 270 unités — cellules autonomes de 15 à 30 personnes regroupées autour d'un directeur — dont le plus grand nombre (60 %) fonctionnant dans la région parisienne, les autres étant très inégalement réparties dans les régions (plan ci-contre).

Pour mener à bien ces travaux, les unités de recherche disposent de 1 650 chercheurs, auxquels il faut ajouter 2 500 médecins hospitalo-universitaires travaillant

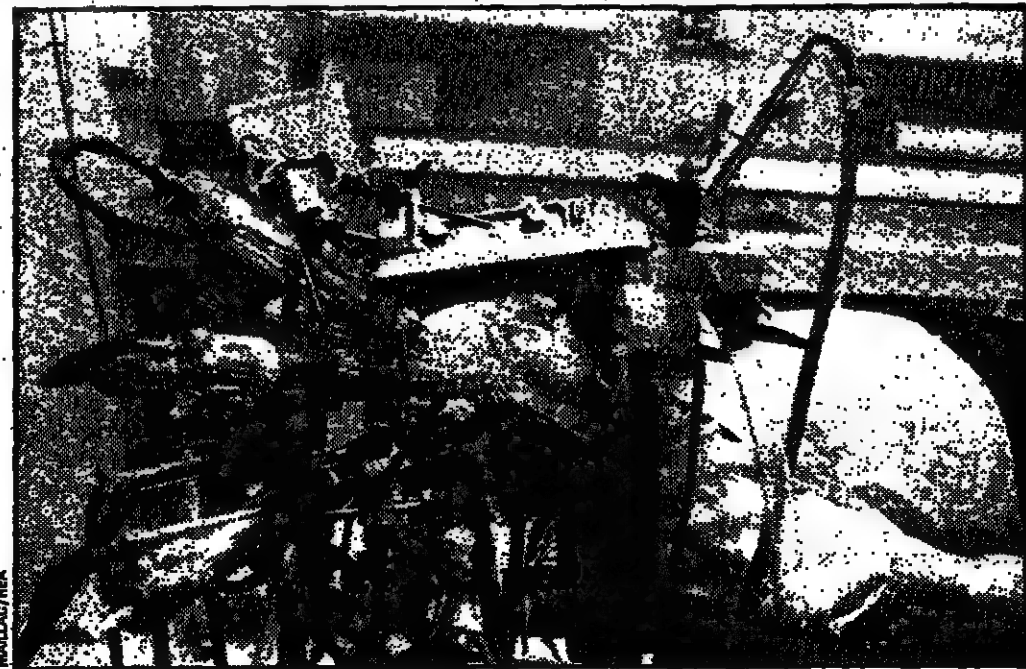
à temps partiel : 350 ingénieurs, 1 650 techniciens et 600 administratifs. Parmi eux, nombreux sont ceux qui appartiennent simultanément aux services du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), 8 500 personnes, au total, travaillent dans les formations de recherche propres à l'INSERM. 333 créations d'emplois auxquelles s'ajoutent 340 intégrations sont intervenues depuis 1981.

Les moyens en personnels et en crédits, dont l'INSERM dispose depuis sa création, n'ont cessé d'évoluer. En 1984, son budget était de 54 millions de francs (32 millions pour le fonctionnement) pour 1 100 personnes ; en 1984, il dispose de 1 422 millions de francs (dont 834 millions pour le fonctionnement) pour 4 200 personnes, auxquelles il faut ajouter les quelque 2 500 hospitalo-universitaires travaillant à temps partiel.

Les salaires des chercheurs plein temps s'échelonnent de la façon suivante (salaires nets) au 1^{er} avril 1984 :

- attaché de recherche : de 6 608,89 F à 9 123,70 F ;
- chargé de recherche : de 7 512,89 F à 15 279,32 F ;
- maître de recherche : de 12 153,60 F à 18 002,31 F au maximum ;
- directeur de recherche : de 15 279,32 F à 21 856,78 F, ou de 21 856,78 F à 25 838,96 F.

MICHELLE EVIN.



Un Nobel chef d'équipe

Cent trente chercheurs sous les ordres de Carlo Rubbia.

MERCREDI 17 octobre, deux téléx sont partis de Stockholm pour le CERN, le laboratoire européen de physique des particules situé dans la banlieue de Genève. Ils annonçaient à deux physiciens du CERN, Carlo Rubbia et Simon Van der Meer, qu'ils se voyaient décerner le prix Nobel de physique. Il y était fait état de « votre contribution décisive au grand projet qui a conduit à la découverte des particules de champ W et Z, transmetteurs de l'interaction faible ».

Dans ce téléx, les mots-clés sont « grand projet ». Alfred Nobel était un esprit imaginaire, mais il est douteux qu'il ait pu supposer que le prix qu'il fondait irait un jour au chef d'une équipe de quelque cent trente chercheurs, attelés depuis plus de six ans à un énorme projet, dont le budget s'évalue en centaines de millions de francs. Et pourtant, c'est la direction d'une telle équipe que Carlo Rubbia assume. Glissons le mot, même s'il ne lui plaît guère. Le prix Nobel a récompensé en lui un chef d'entreprise. Comment gère-t-on une telle entreprise ? Nous le lui avons demandé.

Carlo Rubbia conteste un peu cette assimilation à une entreprise, ou au moins veut faire ressortir les spécificités du groupe qu'il dirige. « On n'est pas si loin du chercheur isolé, explique-t-il. Il n'y a pas d'autorité hiérarchique, chaque physicien veut garder son indépendance, affirmer sa personnalité. Je ne crois avoir jamais vu une telle collection de jeunes chercheurs doués, mais surtout déterminés. Ils ont besoin de donner ce qu'ils ont en eux ».

« Donc il faut avoir un grand pouvoir de conviction, et même de conversion au sens religieux du terme. Je me sens plus dans la position du missionnaire que dans celle du chef d'entreprise. Il faut évidemment synchroniser les efforts de chacun ; mais le moyen n'est pas de constituer un système d'autorité ; plutôt un système d'influences ».

« Aux États-Unis, la situation est différente, les groupes sont beaucoup plus fortement hiérarchisés. On y pratique le « hire and fire » (embaucher



Un Français ne réagit pas comme un Allemand. Au sein d'un tel groupe, chacun veut se surpasser.

et virer). On traite un jeune chercheur comme un oscilloscope : s'il ne convient pas, on le renvoie au vendeur ».

« La mentalité est autre ici. Il faut savoir convaincre. On y arrive parce que la physique qu'on fait est moins monolithique qu'elle n'en a l'air. Chacun peut avoir son petit jardin. Il y a vingt-quatre critères différents qui conduisent à retenir un événement. En d'autres termes, on fait simultanément vingt-quatre expériences différentes, dans lesquelles chacun peut chercher ce qu'il veut ».

« Je pourrais comparer cette expérience avec la construction des grandes cathédrales. Il y avait un architecte, qui a défini une structure d'ensemble. Mais si vous regardez de près, il n'y a pas deux colonnes identiques. Des centaines d'artistes s'y sont exprimés. Le problème de l'architecte était seulement que tout tienne ensemble ».

« Il y a une autre spécificité qui nous écarte d'une enre-

prise classique. Nous sommes une équipe internationale. Les cultures et les identités nationales jouent, et il faut les faire jouer. On essaie d'ailleurs, pour les prises de données par exemple, de constituer des petits groupes multinationaux. Un Français ne réagit pas comme un Allemand ou un Anglais. Et au sein d'un tel groupe, chacun veut se surpasser ».

N'y aurait-il donc aucun conflit, l'unanimité serait-elle totale ? Evidemment non, ne serait-ce qu'en raison des limitations financières. Quels que soient les crédits, ils sont toujours insuffisants en regard de ce que les physiciens voudraient faire. La gestion de l'expérience se discute au sein d'un comité administratif et financier. Il se réunit une ou deux fois par mois, et comprend un représentant de chaque laboratoire ou institution participant à l'expérience. Il est présidé par un chercheur français, Antoine Lévêque. « C'est là qu'on discute et c'est

là qu'on s'engueule », explique Rubbia. D'autres membres de l'équipe confirment ses dires mais indiquent que si Carlo Rubbia n'a pas tous les pouvoirs d'un chef d'entreprise, il ne manque pas d'autorité ; on s'oppose rarement à lui. « On n'est d'ailleurs jamais allé jusqu'au vote », précise Antoine Lévêque.

Quel est l'avenir de cette expérience, maintenant que les particules W et Z sont découvertes ? Carlo Rubbia ne la considère nullement comme terminée. Il établit un parallèle entre « la découverte de ces particules et celle du méson pi en 1947. C'était aussi une particule attendue puisque son existence et son rôle de transmetteur de l'interaction forte — celle qui assure la cohésion des noyaux atomiques — étaient prévus depuis une douzaine d'années. Or ce méson s'est aussi révélé être le premier élément d'une famille de particules : l'étude des interactions entre membres de cette famille a exigé nombre d'années de travail ».

« Qu'en sera-t-il avec le W et le Z ? Plus précisément, quelle est la force qui s'exerce entre deux de ces particules ? Est-elle intense ou non ? Les calculs donnent une force infinie, ce qui est absurde, et montrent qu'il nous manque des éléments pour traiter cette question. Du coup, le problème devient très intéressant au plan expérimental. Si l'on crée deux W simultanément, ils seront très proches et interagissent. On pourra savoir si la force qui s'exerce entre eux est forte ou faible. La découverte du W et du Z clôt un chapitre, mais on devine déjà que les prochaines lignes du prochain chapitre seront consacrées à l'interaction W-W. C'est ce qui motive l'effort actuel des Américains sur les accélérateurs ».

Qui écrira ce chapitre ? Carlo Rubbia ne pense pas que ce sera lui, mais s'inquiète de savoir quelle part sera échoite en Europe. Il ne manque pourtant pas d'idées sur ce qu'il faudrait faire, des idées « aussi absurdes que l'était celle de faire un collisionneur ». Aux alentours de 1975, il a convaincu beaucoup de monde qu'il fallait transformer l'accélérateur du CERN en collisionneur de protons et d'antiprotons et chercher ainsi les particules W et Z. Il explique à ce propos : « Il y a des situations où tout s'enchaîne : c'est comme de trouver l'extrémité d'une pelote de laine. Une fois supposées réalisables les collisions proton-antiprotons, tout le reste en découlait. Maintenant, le plus important pour moi est la relève. Il y a dans le « potential stars », des gens capables de faire des choses originales, de trouver de nouveaux moyens pour étendre nos connaissances. Après tout, nous sommes des bricoleurs ; ce qui a été fait ici, c'était comme de transformer une Volkswagen en hélicoptère. Le moment est venu que prennent leur envol ceux qui mèneront les expériences de demain, et il faut qu'on leur en donne les moyens. L'Europe est actuellement au sommet, il faut qu'elle y reste. Pour cela, une expérience ne suffit pas, il faut un mouvement d'ensemble ».

Dernière question à Carlo Rubbia. Que fera-t-il du montant du prix Nobel, soit environ 900 000 francs puisqu'il y a deux lauréats. « Il y aura un conseil de famille », répond-il — il est marié et a deux enfants presque adultes. « Et je ne suis même pas sûr d'avoir le quart des voix ! »

Particules de collisions

C'est en 1976 que Carlo Rubbia proposa de transformer le principal accélérateur du CERN en un collisionneur de protons et d'antiprotons afin de chercher dans les collisions produites les particules W et Z. Le proton et l'antiproton ayant la même masse et des charges électriques opposées, tout système qui accélère un faisceau de protons peut aussi accélérer des antiprotons en sens opposé. La difficulté était de constituer le faisceau d'antiprotons. Ces derniers peuvent être créés par le choc de protons énergétiques sur une cible de cuivre, mais partent dans toutes les directions et ne peuvent constituer un faisceau fin et homogène, propre à circuler dans le tube étroit d'un accélérateur.

Simon Van der Meer — co-lauréat avec Carlo Rubbia du prix Nobel de physique 1984 — avait inventé, quelques années plus tôt, le refroidissement stochastique, qui, en affinant progressivement un faisceau large et inhomogène, permettait de lever cet obstacle. L'installation fut construite, et, en 1981, les premiers antiprotons circulèrent dans le collisionneur, le Modèle du 11 mars 1981.

Carlo Rubbia avait aussi proposé un dispositif expérimental pour détecter les W et Z, qu'il comparait à une « caméra à

grand angle ». La partie centrale est un cylindre — 6 mètres de long sur 1,3 mètre de diamètre — bourré d'électronique et capable d'enregistrer la trajectoire de n'importe quelle particule électriquement chargée qui le traverse. Ce cylindre est entouré de calorimètres — des systèmes qui mesurent l'énergie des particules sans identifier précisément celles-ci. Le tout est à l'intérieur d'un énorme aimant. Le détecteur est installé en un des points où protons et antiprotons se rencontrent. Ses caractéristiques sont telles que pratiquement toute particule observable produite dans les collisions proton-antiproton est effectivement observée et identifiée.

Malgré ses dimensions gigantesques et son poids total de 1.200 tonnes, ce détecteur a été construit en trois ans, les divers groupes de physiciens qui constituent le « collisionneur UA1 » se répartissant le travail. Il a d'ailleurs reçu, depuis sa mise en service, diverses améliorations et de nouvelles sont prévues. D'autres physiciens, ceux de la collaboration UA2, ont installé sur le collisionneur un détecteur différent, moins « strappe-tout », mais qui a aussi permis d'observer des particules W.

Les deux nouvelles

Les physiciens ont créé de nombreuses particules, mais beaucoup sont des « acrobates » de particules déjà connues. Peu sont vraiment nouvelles. C'est le cas du W et du Z, et ce caractère explique que tant d'efforts aient été consacrés à leur découverte et que le prix Nobel vienne le sanctifier. Les « bosons vectoriels » W et Z sont en effet les transmetteurs de l'une des quatre interactions fondamentales de la nature.

Une force s'analyse en microphysique comme un échange de particules. Si deux particules interagissent, c'est que l'une d'elles crée une troisième particule, que la seconde absorbe. Création et absorption sont d'ailleurs simultanées, et la particule échangée n'apparaît pas. Elle est dite virtuelle. Si on dispose d'assez d'énergie, on peut cependant créer réellement cette particule transmettrice.

Les quatre interactions fondamentales sont la gravitation, l'interaction électrique, l'interaction forte et l'interaction faible. Les deux premières s'observent à notre échelle ; les deux dernières n'apparaissent que dans le monde des noyaux atomiques et des particules.

Des transmetteurs de ces forces, un seul est bien connu : celui de la force électrique ; c'est le photon, le grain de lumière. Le transmetteur de la gravitation n'est pas connu, parce que cette force est intrinsèquement beaucoup plus faible que toutes les autres. A l'échelle des particules, ses effets sont inobservables.

L'interaction forte assure la cohésion des noyaux. Les noyaux sont constitués de protons et de neutrons, qui peuvent échanger entre eux des mésons pi. On a donc pensé que cette particule était le transmetteur de cette interaction. Vingt ans de travaux ont montré que la situation était plus complexe. Protons, neutrons et mésons pi sont des objets composites, formés de « briques » qui ne sont pas directement observables, et qu'on appelle quarks. Les quarks échantent entre eux des gluons, tout aussi inobservables.

Restait l'interaction faible, qui au contraire de la forte se manifeste dans la désintégration des noyaux atomiques instables. La description de cette interaction — longtemps échappée aux physiciens, toute théorie valide en première approximation se révélant incorrecte quand on poussait l'analyse. Ce n'est qu'à la fin des années 60 qu'un modèle raisonnable a été créé. Il implique l'existence de deux transmetteurs, les particules W et Z, très lourdes — environ cent fois la masse du proton — et dont la création exige de ce fait énormément d'énergie. Aucun accélérateur existant alors ne l'aurait permis, et il a fallu pour cela transformer le grand accélérateur de protons du CERN — un anneau souterrain de 7 kilomètres de circonférence — pour qu'il accélère simultanément en sens inverse des antiprotons. Les particules W et Z ont alors pu être créées dans les collisions.

Glucides en Picardie

LES trois départements de la Picardie (Aisne, Oise et Somme) produisent 15 % des céréales françaises, 29 % des betteraves sucrières et 29 % des pommes de terre. Mais ces productions agricoles riches en glucides (sucres) sont surtout utilisées et exportées sans avoir subi de véritables transformations. Or avec des centres publics (université de Picardie, université de technologie de Compiègne, INRA) et privés (ISA de Beauvais, centre technique de la conserve), la Picardie détient un potentiel de recherche important dans les domaines du génie enzymatique, de la fermentation et de la suco-chimie.

Il est donc possible de remédier à la situation de pays sous-développé qui est celle de la Picardie dans un domaine où la transformation de la matière première doit être possible. C'est pourquoi un Centre de valorisation des glucides et des produits naturels a été créé contractuellement, sur l'initiative du conseil

régional (président : M. Walter Amsellem, socialiste), entre l'Etat, la région et les professionnels. Il regroupe les pôles de compétence, les industriels et les organismes associés à son financement.

Le Centre de valorisation des glucides (dont le président est M. Marcel Deneux, président de la Caisse nationale de Crédit agricole, et le directeur général M. Emile Segard, professeur de biochimie appliquée à l'université de technologie de Compiègne) a pour mission d'informer les milieux agricoles et industriels, de suivre, d'orienter et de valoriser les recherches dans la bio-industrie et l'agro-alimentaire par la promotion des projets qu'il doit détecter. Au point de contact entre le développement industriel et la recherche, le Centre se veut à la fois un organe de coordination des opérations en recherche et développement et l'instance d'appui aux décisions industrielles par un service

technico-économique d'évaluation de projets.

Le centre élabore les plans de financement des projets « pilotes », associant ainsi recherche, banques, industriels et producteurs. N'étant pas lui-même un centre de recherche, il appuie son action sur les centres existant en Picardie et dans les autres régions, notamment ceux de l'Institut national de la recherche agronomique.

Plusieurs projets importants sont en cours avec des groupes industriels.

Le Centre de valorisation des glucides a été créé pour venir en aide à une région, la Picardie, mais il n'entend pas rester à l'intérieur de ses frontières. Son ambition est de les franchir et de devenir le vrai point d'appui pour la recherche et le transfert technologique d'une grande filière celle des glucides et des produits naturels.

MICHEL CURIE.

Diagnostic médical par l'image

Radiographies, échographies, scanographies, thermographies, résonance magnétique nucléaire, autant d'images offertes au médecin pour protéger votre santé. C'est grâce à un dialogue permanent entre les médecins et Kodak-Pathé que des progrès sont effectués constamment dans le domaine du diagnostic par l'image.

Chaque année, Kodak-Pathé, seul fabricant français de films à usage diagnostique, accorde des bourses de recherches à neuf jeunes médecins sélectionnés par la Société Française de Radiologie.

FONDATION KODAK-PATHÉ

MAURICE ARYONNY.

مكتبة من الكتب

UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS

France Culture **Le Monde**

Sous le titre « Passage du témoin », le Monde propose chaque semaine sur France-Culture un dialogue, animé par Thomas Ferenczi, entre deux personnalités engagées dans les débats d'idées de notre temps. Chaque invité choisit, d'une émission à l'autre, son interlocuteur : ainsi Jacques Derrida, qui était interrogé au cours du précédent entretien par François George, passe-t-il aujourd'hui le « témoin » à Jean-François Lyotard. Nous présentons les principaux extraits de cette conversation.

J. Derrida. — Étant donné le titre de cette émission, « Passage du témoin », je suis d'abord tenté de rappeler que votre dernier ouvrage, *Le Différend*, tente d'élucider le concept de témoignage. Comme il est de toute façon artificiel d'en parler sans rappeler le cheminement dont il est le terme, d'emblée et sans autre protocole, je me précipite plutôt vers cette phrase que l'on trouve dans la présentation de l'ouvrage : « Mon livre de philosophie », dit-il. Comment soutenez-vous cette ferme et singulière revendication du philosophique qui, à mes yeux, se distingue d'une multitude d'autres plaidoyers pour la philosophie ?

Le discours philosophique, selon vous, se caractérise par l'indétermination institutionnelle de son destinataire et l'absence de règles préétablies à son élaboration. Vous écrivez : « Lecteur philosophique, c'est-à-dire n'importe qui », ou bien encore : « Les philosophes n'ont jamais eu de destinataire institué, ce n'est pas nouveau ». Le discours philosophique a pour règle de découvrir sa règle. Or, en fait, le destinataire du discours philosophique n'a-t-il pas toujours été défini par des institutions ? Quant à l'absence de règles préétablies, n'est-elle pas justement une idée régulatrice qui n'a jamais été incarnée dans aucun fait philosophique ?

J.-F. Lyotard. — Ne pouvant assumer cette déclaration préliminaire : « Mon livre de philosophie », je l'ai prêtée à un autre à des fins de distanciation. Néanmoins, par ce possessif, assurément dérisoire, j'ai essayé de traduire deux sentiments. D'une part, à mes yeux il annule tous mes ouvrages précédents, simples esquisses plutôt mauvaises.

J. Derrida. — Admettez que vous n'êtes pas le meilleur juge...
J.-F. Lyotard. — Je suis probablement le pire... D'autre part, il est le fruit d'un travail patient, d'une maturation hors du temps qui exige par exemple une émission radiophonique. J'ai attendu plus de dix ans avant de l'écrire, il m'a fallu faire preuve d'endurance, passer outre aux présomptions et défaillances. Voilà ce que condense ce possessif.

Quant à la revendication de philosophie, elle est double. Intrinsèque à l'ouvrage, qui tente de rétablir la philosophie dans son indépendance à l'égard des sciences humaines. En effet, on tient souvent pour philosophie en France — à quelques exceptions près, dont vos travaux — une simple élaboration à partir des concepts des diverses sciences humaines. J'ai donc essayé, probablement pour la première fois en ce qui me concerne, de réfléchir en dehors des présupposés non questionnés qui constituent le matériau irréflecti des sciences humaines.

Dans un contexte de remise en cause des études philosophi-

ques dénoncées comme inutilitaires, cette revendication se veut également offensive. A un moment où la philosophie ne semble plus importer que pour autant qu'elle est une science humaine, je partage, avec J. Derrida, le souhait de la rétablir non comme institution mais comme mode spécifique d'approche des problèmes, irréductible à tout autre. La philosophie questionne, outre les siens propres, les présupposés mêmes de toute œuvre quelle qu'elle soit — artistique, technique, politique... La défaillance de son enseignement, hormis de ce qui en elle est parfaitement régulé comme l'histoire de la philosophie, la logique, ou l'épistémologie, est à rapporter au déclin général de la métaphysique, unanimement constaté, et non à quelque responsabilité particulière.

Mon projet n'est nullement de la rétablir dans son statut métaphysique tel qu'il a été institué dans les établissements d'enseignement depuis un siècle et demi ; il s'agit de mesurer l'étendue de sa diaspora et de la retrouver dans ces champs d'où justement l'on est en train de l'exclure.

T. Ferenczi. — Le point de départ de vos analyses dans *Le Différend* est la polémique sur l'existence des chambres à gaz.

J.-F. Lyotard. — Cette polémique peut en effet introduire à mon questionnement du concept de témoignage. Ceux qui prétendaient nier l'existence des chambres à gaz entendaient paradoxalement produire des témoins, alors que la nature même de l'opération nazie était d'éliminer à jamais traces et témoins. Cet exemple montre bien que la question fondamentale aujourd'hui est moins celle de la présentation du témoin que celle de l'élaboration des conditions d'administration de la preuve. Si le témoin ne peut les réunir, son témoignage n'est pas recevable. J'ai essayé d'inférer de ce type fréquent de situation l'existence d'ordres, hétérogènes de discours. Un poète ne pourra pas témoigner dans l'ordre de la rhétorique ni de la science.

J. Derrida. — Toujours à propos du *Différend*, comment articuler sans contradiction une indétermination essentielle du destinataire (tout au moins dans sa forme institutionnelle) puisque sans doute la nature du message le détermine-t-elle, déjà et l'exigence de sa compétence ?

J.-F. Lyotard. — J'invoquerai mes deux expériences d'écritain et d'enseignant. Le message, en effet, détermine inmanquablement le destinataire : ainsi beaucoup de pein-

tres ont-ils lu *Discours, figure*, ouvrage dit pourtant difficile.

A Paris-VIII (Vincennes), nous avons refusé l'organisation d'un cursus universitaire en philosophie, incompatible avec la logique même de cette discipline où l'on est immédiatement placé au milieu des questions les plus difficiles.

J. Derrida. — Il en est de même au Collège international de philosophie, mais, dans ces institutions, le destinataire est néanmoins déterminé, ne nous le dissimulons pas.

J.-F. Lyotard. — Pas vraiment. A Paris-VIII se côtoyaient à un même cours des étudiants avancés, des novices, des étrangers, des gens déjà engagés dans les professions les plus diverses.

J. Derrida. — Un autre concept joue un rôle organisateur dans *Le Différend*, c'est celui de phrase, auquel vous prêtez une extension illimitée. Vous écrivez : « Le français « Ale », l'italien « Eh », l'américain « Whooops » sont des phrases, un clin d'œil, un haussement d'épaule, un battement de pied, une rougissement fugace, un accès de tachycardie peuvent être des phrases. Et le battement de queue d'un chien, les oreilles tirées d'un chat ? Et un grain qui monte de l'Ouest sur la mer ? » Si l'on souscrit à cette acception qui soustrait le mot phrase à toute définition discursive, comment l'articulez-vous au sens conventionnel du terme auquel elle doit fatalement rester attachée ?

J.-F. Lyotard. — Je pourrais me référer à l'étymologie puisque *phrasin* en grec désigne des façons de signifier non langagières. En soi — mais ce sens est-il jamais attestable ? — tout peut faire phrase qui œuvre, ne serait-ce qu'un instant, une sorte d'univers et porte avec lui des sens à déterminer. J'ai choisi un concept linguistique car il est difficile pour nous qui « usons » habituellement du langage d'accéder à ces ouvertures d'univers compacts, polysémiques et même polypragmatiques, sans « passer par » lui.

J. Derrida. — Ne faites-vous pas là appel à des valeurs comme celles d'ouverture, de manifestation, de présentation ?

J.-F. Lyotard. — J'essaie de distinguer, mais c'est impossible, le fait d'arriver et ce qui arrive. L'événement arrive toujours anticipé dans une interprétation qui nous voile la présentation même.

J. Derrida. — L'exposition (le mot ne convient sans doute pas) que vous préparez actuellement à Beaubourg sur le thème des immatériaux n'est pas étrangère à certaines de

vos préoccupations dans *Le Différend*. Vous en qualifiez d'ailleurs la conception de philosophique. Des mutations induites par les nouvelles technologies affectent notre rapport à la matière. Il s'agit pour vous d'interroger, au-delà du concept de matériau, tout un réseau connexe d'oppositions comme matériel/spirituel, matériel/personnel...

T. Ferenczi. — Le matériau se transformerait en immatériel ?

J. Derrida. — L'immatériel n'est pas immatériel ; il désigne une structure absolument autre de l'opposition traditionnelle esprit/matière. Que signifie alors la mémoire du sens traditionnel dans le mot même qui désigne l'ancien concept de matière ?

J.-F. Lyotard. — En ce qui concerne cette exposition, je voudrais d'abord souligner que le caractère philosophique de sa conception ne saurait s'étendre à sa réalisation, nécessairement inscrite dans un temps et un espace déterminés. Ce qui m'intéresse dans cette aventure, c'est d'abandonner le support traditionnel du livre...

J. Derrida. — On peut le rapporter à vos propos, toujours dans *Le Différend* : « Donc, il n'y aura plus de livre le siècle prochain... »

J.-F. Lyotard. — C'était une affirmation sommaire et provocatrice. Mais, comme je l'ai suggéré tout à l'heure, je crois intéressant pour le philosophe de se mêler de ce qui est censé ne pas le regarder... Cette exposition n'a pas pour finalité de dresser un état des nouvelles technologies — celles-ci interdisent désormais tout savoir de type encyclopédique — ni d'en expliquer les procédés. Elle essaiera seulement d'éveiller en même temps qu'elle la dévoilera une sensibilité spécifique à la post-modernité, dont nous postulons l'existence. Cette sensibilité nouvelle est encore secrète et s'ignore sans doute elle-même. Elle engendre pourtant des effets repérables. Je pense par exemple au succès de nouvelles formes d'images comme le vidéo-clip. Adorno, s'il n'avait pas été un peu conservateur en la matière, se serait assurément penché sur un tel phénomène. S'agissant

Jean-François Lyotard, soixante ans, est professeur de philosophie à l'Université de Paris-VIII (ex-Vincennes). Principaux livres : *Discours, Figures* (1971), *Dérive à partir de Marx et Freud* (1973), *Economie libidinale* (1975), *La Condition post-moderne et Au juste* (1979), *Le Différend* (1984).

tion, aujourd'hui consommée en tous domaines, du matériau considéré comme objet opposé à un sujet. Les analyses des scientifiques sur la matière montrent qu'elle se réduit à un état d'énergie, c'est-à-dire à un complexe d'éléments eux-mêmes insaisissables obéissant à des déterminismes strictement locaux. Elles recroisent les tentatives d'artistes contemporains, ceux par exemple qui usent de nouvelles techniques : vidéo-disques, laser, images de synthèse. L'utilisation directe de la lumière sous forme de néons, lasers ou autres, se substitue à la pâte avec laquelle on cherchait à produire un équivalent de la lumière naturelle évoquant un coucher de soleil sur la Seine.

Cette interprétation croissante de la matière et de l'esprit, qu'illustre également l'utilisation des machines de langage, fait se déplacer le problème classique de l'union de l'âme et du corps.

J. Derrida. — En vue de cette non-exposition, vous avez également organisé une expérience originale d'écriture. Une liste de cinquante mots a été soumise à une trentaine de personnes — écrivains, philosophes, artistes, scientifiques... — qui doivent les commenter brièvement. Chaque texte est stocké sur une mémoire centrale. Chaque personne peut ensuite, grâce à une machine à traitement de textes personnelle reliée à cette mémoire, confronter son texte aux autres, le modifier, l'enrichir. Compte tenu du rapport traditionnel de l'intellectuel au livre et à l'écrit, voilà une inéluctable provocation...

J.-F. Lyotard. — Je tiens à souligner que je ne suis pas l'auteur de ce remarquable projet ; il avait déjà été élaboré par l'équipe quand j'ai pris en charge l'exposition. L'expérience me semble en particulier intéressante parce qu'elle est modifiée tous les temps de l'écriture : temps de l'inspiration, de la lecture, temps de l'accès à son propre texte, de la consultation d'autre textes. C'est dans ce sens qu'il conviendra, je crois, de l'analyser.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - 06500 MENTON
Maison CÉLINE-BOSE. 40 m², 57, avenue de l'Europe
Tél. (06) 28-28-38. Chauffage tout confort
cuisine et salle à manger, cab. bain, terrasse, jardin.
Piscine complote piscine (04-85) : 06 28 28 38 F.I.J.E.

Vins et alcools

CHATEAU ANNOCHÉ - COTES DE BORDEAUX
VIGNOBLES MICHEL PION, prop.
HAUX - 33590 LANGOIRAN
Tarif sur demande

Découvrez un HAUT-MÉDOC
LE CHATEAU DILLON
Vente directe - Prix franco
LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENTAL
33290 BLANQUEFORT - Tél. 05-02-27

MERCUREY A.O.C. Vins de France
12 bouteilles 1981 : 395 F. franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. : (03) 47-13-94
Louis Mercur, viticulteur, 71000 Mercuray.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTEUIL, 51200 ÉPERNAY. T. (26) 58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif s. dem.

GRANDS VINS DE SAUTERNE
CHATEAU CLOS HAUT PEYRAGUEY
J. PAULY-BOMMES, 33210 LANGON
Tarif sur demande
Tél. : (56) 63-61-53

DOMAINE DE LA GABILLIÈRE
vous propose ses vins
de TOURAINE et PRIMEUR
Prix franco - Vente directe propriétés
Tarifs sur demande
LYCÉE D'ENSEIGNEMENT VITICOLE
BP 347-37403 AMBOISE Cedex
Tél. : (47) 30-48-58 ou 30-41-53

LES GRANDS BORDEAUX
A DES PRIX SURPRENANTS
Formule « Primeurs informations »
Renseignements gratuits à :
PONTY-DEZEUX & FILS
33126 FREZAC
Tél. (57) 51-29-57

VINS FINS D'ALSACE médoc
CHARLES SCHLERT propriétaire-
viticulteur à 68230 TURCKHEIM

CLOS LABARDE
SAINT-ÉMILION GRAND CRU 1979
24 bouteilles : 990 F TTC. Prix
caveaux internationaux de dégustation
VINEXPO FRANCE 1983 (Franco do-
mestique, France/métropole, valable jusqu'à
fin novembre. Aut. millésimes dispon.
Documents et tarifs sur demande.
RAULY Jacques, viticulteur,
« Bergat », 33330 SAINT-ÉMILION

VIN EN CULTURE BIOLOGIQUE
Cuvées vides rouge 1982
Mention « Nature et Progrès »
Tarif sur demande.
Domaine du Bas-Deffens,
83670 PONTÈVES

VINS FINS D'ALSACE
Vente directe sans intermédiaire
J.-P. HIRSCHWELT vigneron
68230 TURCKHEIM

Direct Producteur-Consommateur
BORDEAUX Rouge - Blanc
Libres quelques 75 - 78 - 79

Région GERS
Ch. LAUNAY - 33750 SOUSSAC
1^{er} GRAND CRU
SAUTERNES
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
École de Viticulture BOMMES
33210 LANGON - Tél. : (56) 63-61-55.
Tarifs sur demande - Vente directe.

En Argentine, la télévision profite moins que les autres formes de presse et d'expression

Canal 7, armée de terre, canal 9, armée de l'air...

Les caméras de la dictature.

TOMBÉE très tôt sur la capitale argentine, la nuit n'avait guère découragé la foule qui, depuis le matin, manifestait bruyamment sa colère et son désarroi. Massée sur la place de Mai, face au palais présidentiel, des milliers de personnes attendaient avec impatience les explications du général Galtieri. N'avait-il pas promis de prendre la parole à 19 heures du haut de son balcon ? Soudain, la police a chargé et la ville s'est transformée en un champ de bataille empesté de gaz lacrymogènes, des fumées de bus et de poubelles enflammées... C'était le 15 juin 1982. La fin de la guerre des Malouines, et l'Argentine était en état de choc. Comme on l'avait trompée !

Jour après jour, pendant plus de deux mois, les journaux, les radios et les télévisions avaient affiché un triomphalisme sans faille, faisant croire à l'imminence de la victoire. Semaine après semaine, des spots nationalistes s'étaient succédé sur le petit écran, et la présentatrice fameuse d'une chaîne nationale avait même annoncé, deux semaines auparavant, que la marine anglaise dans sa totalité venait d'être coulée. Oui, coulée ! Quelle farce !

Comment croire, ensuite, ces bulletins qui, au lieu d'annoncer « la défaite », « la reddition », se contentaient d'évoquer pudiquement un brusque « cessez-le-feu » et « la fin des combats » ? Quel crédit accorder à ces programmes d'informations dont les responsables allaient chercher leurs instructions directement au siège de la présidence ?

Près d'un an après la débâcle des militaires et l'avènement d'un régime démocratique, le gouvernement de M. Raul Alfonsín tente d'assainir l'ensemble du système audiovisuel, et prépare une grande loi. La tâche est difficile : le 15 juin 1982, la télévision argentine avait perdu toute crédibilité aux yeux de l'opinion.

L'histoire des médias audiovisuels argentins est des plus mouvementée, indissociable en tout cas de celle du pays. Née en 1951, passée en 1978 à la couleur, la radiotélévision s'est traditionnellement développée selon un schéma à l'américaine : essentiellement privée, dévouée de publicité et très décentralisée. Une autonomie inquiétante, menaçante même, pour un pouvoir autoritaire, voire totalitaire, comme celui du général Peron, qui, dès son retour au pouvoir, nationalisa l'ensemble du système, assujettissant ainsi au pouvoir les nombreuses télévisions disséminées dans le pays : simples relais des quatre grands réseaux de Buenos-Aires, stations régionales affiliées à l'un ou l'autre de ces canaux et télévisions locales indépendantes s'approvisionnant à leur gré sur le marché des programmes de Buenos-Aires, de Mexico à Miami.

Les militaires, qui renversèrent la veuve du dictateur en 1976 et s'installèrent au pouvoir pour sept ans, accentuèrent encore jusqu'à la caricature cette totale mainmise sur l'audiovisuel. Chaque grande chaîne était dirigée comme une petite jungle, et les quatre grands canaux de Buenos-Aires

dépendaient chacun d'un des grands corps de l'armée qui s'étaient partagé le pays : le canal 7 était celui de l'armée de terre, le 9 celui de l'armée de l'air, le 13 celui de la marine...

Un secrétariat à l'information gèrait la propagande officielle et organisait les campagnes de promotion du gouvernement sur l'ensemble des médias. Le COMFER (Comité fédéral de radiodiffusion), créé en 1980 et présidé par un militaire, avait théoriquement une fonction plus technique, gérant à la fois les autorisations et les fréquences. Mais, pour toute la profession, c'était l'organisme de censure ; l'instance capable de contrôler le contenu des programmes, le bon déroulement des campagnes de propagande, et le respect des listes noires de journalistes, animateurs et artistes interdits d'antenne.

L'information était prise dans un corset, journalistes et producteurs entièrement ligotés, et soumis à la loi de sécurité nationale ; une menace permanente de jugement qui faisait de cette profession l'une des plus exposées et dangereuses du régime. La commission Sabato — qui vient de remettre au président Alfonsín un rapport sur les disparus — a compté quatre-vingt-quatre disparitions parmi les journalistes. Mais combien d'emprisonnés, de torturés, d'exilés ? Et combien de disgraciés, soudain jugés suspects, donc interdits d'antenne ?

« Du jour où mon nom est apparu sur une liste noire, raconte Germinio, ancien journaliste de télévision, ma carrière était terminée. J'ai été renvoyé

et rejeté de partout. J'ai proposé des dizaines de programmes, à la télévision, puis à la radio, réalisé des dizaines de maquettes, de projets d'émissions, et toutes les portes restaient closes. Seule la pression d'un publicitaire, conscient de l'audience que mon ancienne popularité pouvait apporter à la radio, et uniquement pour des raisons financières, a pu m'imposer à la direction d'une station pour animer le programme qu'il commanditait. Cela m'a permis de survivre. »

Beaucoup de chaînes de télévision provinciales ne servaient plus, en fait, que de structure d'accueil pour les bulletins d'information préparés à l'extérieur. « Chaque jour, explique aujourd'hui Patricia, l'ancienne directrice de la principale chaîne de Santa-Cruz, cette province située tout au sud de l'Argentine, la direction de la diffusion, dépendant du gouverneur de la province, préparait, filmait, montait informations et reportages qui nous étaient livrés clés en main peu avant l'heure de diffusion. » Tristes journaux que ceux fabriqués ainsi par des fonctionnaires, à qui ce travail était confié temporairement, et qui, au moindre faux pas, retourneraient à la perception des impôts ou au contrôle des entrées dans un organisme public.

Mais la censure concernait les programmes de variétés, de fictions et d'animation. Les directives arrivaient à Buenos-Aires avec de longues listes d'artistes, de chanteurs, d'acteurs, de cinéastes désormais exclus, et des recommandations sur les valeurs à prôner,

des thèmes et des sujets d'émission. « C'était absurde et souvent même incompréhensible, raconte Osvaldo, un réalisateur de Buenos-Aires. Je me rappelle avoir dû retirer d'un film pour enfants la séquence représentant la naissance d'un petit kangourou alors même que des polars américains étaient programmés tous azimuts. »

Un arbitraire, que l'autonomie dont jouissait chaque gouverneur à l'intérieur de sa province ne faisait qu'aggraver. « A Santa-Cruz, se rappelle Patricia, le gouverneur était fou de télévision et avait fait installer six postes chez lui pour pouvoir la regarder en permanence. Il détestait les productions typiquement argentines et réclamait sans cesse des fictions américaines et des histoires d'aviateur : c'était un ancien responsable de l'armée de l'air. J'allais donc une fois par mois à Buenos-Aires faire mes achats de programmes en tenant compte des fameuses listes noires et de leurs recommandations. Aucune limite financière ne m'était imposée. Le gouverneur prenait à sa charge — ou plutôt à la charge de la province — toutes les dépenses. »

Aucune limite en effet ! Mais quelles conséquences ! Et quelle incohérence ! « On nous donnait une régie ultra sophistiquée, mais il était impossible d'obtenir un piano pour les émissions enfantines ! En deux ans, on a investi 16 millions de dollars pour agrandir la zone de diffusion de la chaîne et installer la couleur, mais aucun crédit n'a été consacré à la for-

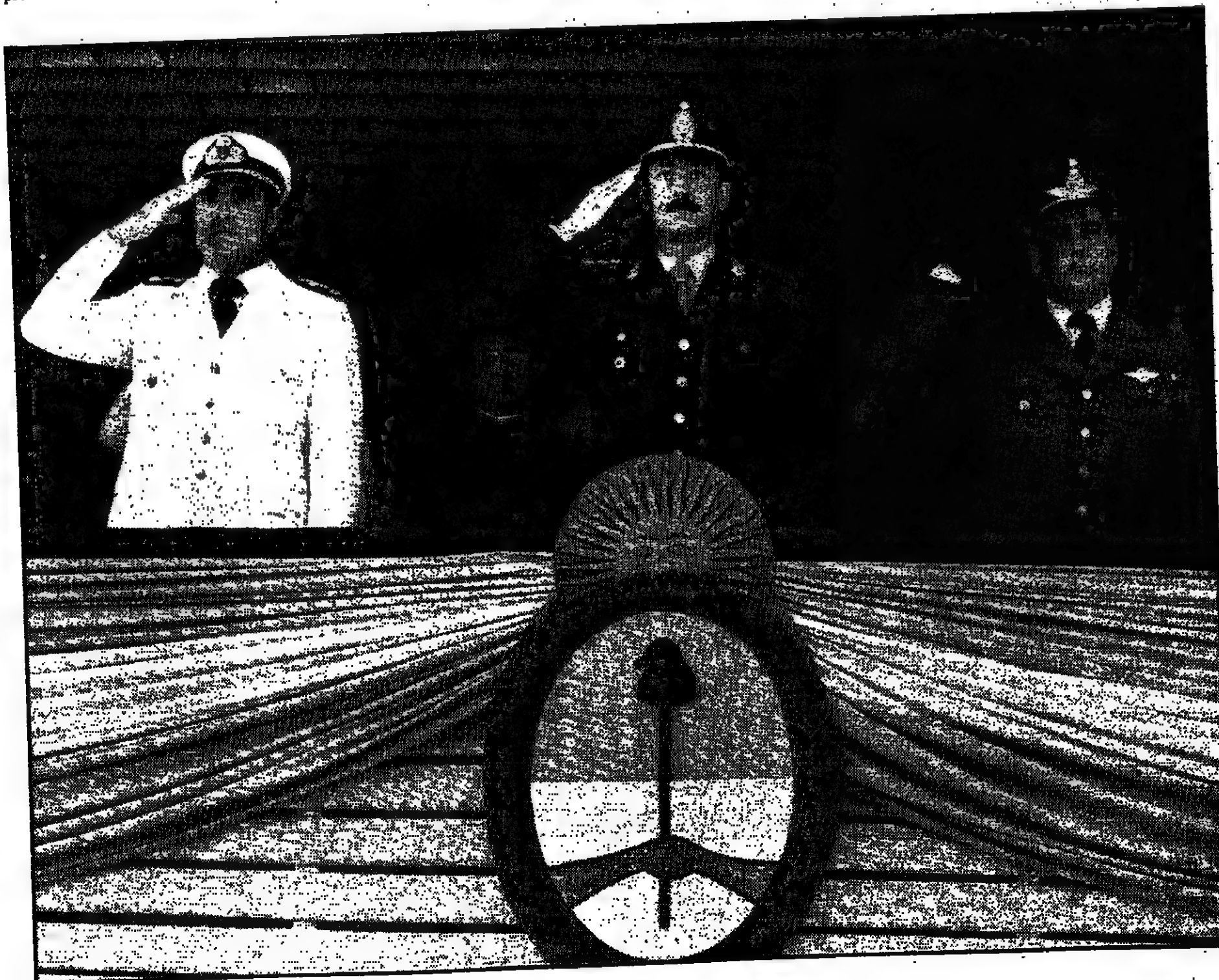
mation du personnel, le plus souvent incompétent. »

L'énorme bâtiment de marbre gris qui abrite la chaîne ATC est, pour les habitants de Buenos-Aires, le symbole du gaspillage irresponsable des militaires. « Regardez bien cet immeuble, ironise un employé de la ville, voilà un bout de la dette extérieure ! » On se souvient du Mundial... Car rien n'a semblé alors trop bon ni trop cher aux militaires pour donner une image brillante et moderne de l'Argentine. ATC se devait d'être la vitrine d'un système audiovisuel moderne, professionnel, superbement équipé. Un bâtiment à l'architecture prétentieuse fut construit, doté d'un matériel coûteux, en même temps que fut décrété, pour tout le pays, le passage à la couleur. Résultat : 20 millions de dollars encore impayés en 1984 !

Comment s'écrouler alors de l'échec des appels d'offres suscités par la loi de 1980, qui, organisant le retour à la privatisation des chaînes (sauf ATC), prévoyait leur mise en vente sous forme de licences accordées pour quinze ans ? Le fort endettement des chaînes (17 millions de dollars pour Canal 11 mis en vente en août 1982), l'obligation faite aux intéressés de reprendre l'ensemble du personnel, sans compter les incertitudes tenant au régime politique, étaient bien de nature à dissuader n'importe quel amateur.

La guerre des Malouines vint différer la réforme. Il y eut la débâcle, le retour de la démocratie. Et, curieusement, le choc allait épargner la télévision.

ANRWICK COJAN.



1978 : la junte est au pouvoir depuis deux ans. Le général Videla est au centre. A gauche, l'amiral Massera, à droite, le général Agosti. Cette même année, la télévision passe en couleur. Chaque grande chaîne est dirigée comme une petite jungle. Les quatre principaux canaux de Buenos-Aires dépendent de l'armée. Le canal 7 est celui de l'armée de terre, le 9 celui de l'armée de l'air, le 13 celui de la marine.

مركز الاعلام

culturelle des libertés nouvelles offertes par le passage, en 1983, de la dictature à la démocratie



1984 : l'Argentine a vécu dix ans dans un étroit tunnel. Imaginez-vous l'ignorance, la déconnexion que cela implique avec le reste du monde ? Le peuple a retrouvé le goût de la palabre dans les ruelles piétonnes de la capitale. Les radios programment tous azimuts les musiques sud-américaines, bannies il y a peu. Et la presse use largement d'une liberté toute neuve, sans honte aucune de brûler aujourd'hui ce qu'elle encensait hier. Seule la télévision n'a guère changé. (Ci-contre, le jour de l'investiture du président Raúl Alfonsín, le 10 décembre 1983.)

Les chaînes de la liberté

Après la censure, l'autocensure.

La dictature est morte et la culture explose. L'ivresse s'est emparée de tous les créateurs, libres enfin de faire déborder ce trop-plein de colère, d'angoisse et de révolte étouffé pendant les années sombres. Le cinéma, l'édition, la peinture, la musique sortent d'un long sommeil, stimulés par la curiosité boulimique des Argentins — particulièrement des jeunes — pour ce qui touche à la culture. Les libraires de l'avenue Corrientes, les bouquinistes de la place Lavalle, ont donc ressenti les ravages si longtemps interdits, tandis que les cinémas multiplient rétrospectives et festivals (celui du film cubain avait lieu, en septembre), comme une école organiserait des cours accélérés pour des élèves en retard.

L'Argentine a vécu dix ans, de 1973 à 1983, dans un étroit tunnel, explique un universitaire. Imaginez-vous l'ignorance, la déconnexion que cela implique avec le reste du monde ? Le peuple a donc retrouvé le goût de la palabre dans les ruelles piétonnes de la capitale. Les radios programment tous azimuts les musiques sud-américaines, bannies il y a peu : Quilapayún, du Chili; Silvio Rodríguez, le Cubain; Daniel Viglietti, l'Uruguayen. Et la presse use largement d'une liberté toute neuve, sans honte aucune de brûler aujourd'hui ce qu'elle encensait hier. Seule la télévision n'a guère changé.

« Le gouvernement se démocratise, les institutions se libéralisent, mais la télévision, fidèle à un esprit totalitaire, se contente de relayer les discours du pouvoir et n'évolue pas », déclare Jacobo Timmerman, cet ancien directeur du quotidien *la Opinión*, arrêté, torturé par les militaires, puis exilé, et devenu directeur au mois d'août du journal de Buenos-Aires, *la Razon*. « Aucune distance à l'égard des pouvoirs, aucune réflexion critique, simplement journalistique. Et un mal trop profond pour laisser espérer un changement. La télévision est incapable de former des journalistes. Elle forme des fonctionnaires tout juste bons à courir après d'autres fonctionnaires pour chercher l'information. Ce pays a besoin de jeunes journalistes. Mais, de grâce, ne les dirigeons pas vers la télévision. Elle les détruirait, alors que c'est elle qu'il faudrait tuer. »

L'audiovisuel argentin a vécu en douceur le changement de régime et l'agitation que l'élection du 10 mai 1983 a provoqué dans les chaînes françaises fait figure de révolution, comparée au vaguelet qui ont animé un court moment les stations argentines. Certes, les directeurs des principales chaînes publiques ont changé, et l'encadrement s'est sensiblement modifié. Mais il n'y a eu aucune chasse aux sorcières, aucune campagne de délation. Seuls, ici et là, quelques journalistes ou producteurs trop corrompus par l'ancien régime ont dû démissionner ou partir contre leur gré, posant aux responsables le problème de leur remplacement. Mais les « bons » journalistes, les témoins, ceux qui ont refusé les conditions de travail du précédent régime et auraient pu assurer la relève, ont souvent disparu.

Paradoxalement, dans plusieurs chaînes, le directeur de l'information a alors été le seul parmi les cadres à être maintenu dans ses fonctions. C'est le cas à ATC (Canal 7), cette chaîne publique de Buenos-Aires, passée il y a peu sous la tutelle du secrétariat d'Etat à la culture. « Comment trouver des journalistes compétents et immédiatement opérationnels, qui n'aient pas travaillé sous les militaires ? Les dictatures se suivent chez nous depuis près de vingt ans ! », s'exclame Emilio Fischer, président d'ATC depuis le 10 décembre dernier. Bon gré, mal gré, la rédaction, composée d'une vingtaine de journalistes et à peu près inchangée, a continué de fabriquer chaque jour deux journaux et un flash nocturne. « L'information est restée banale, dénuée d'analyse et de profondeur », reconnaît M. Fischer, mais l'état de grâce a suffisamment duré. Nous allons réorganiser la rédaction et incorporer cinq à six nouveaux journalistes qui impulseront la ligne politique. »

Des principes, plus qu'une ligne : « La défense du système démocratique et de ses institutions. Après tout, un média officiel ne doit-il pas être le porte-parole du gouvernement ? » Est-ce à dire qu'il faut considérer ATC comme la voix de l'Argentine ? L'expression déplaît à M. Fischer : « Ce n'est tout de même pas la même chose d'être le porte-parole d'une démocratie ou d'une dictature ! » Sans doute, et cette mission politique semble séduire cet ancien avocat, militant du Parti radical, dont le visiteur ne peut tout de même manquer d'être frappé par la méconnaissance du métier et les approximations de langage.

Emilio Gibaja ne dément pas ce sentiment. Jeune et séduisant, tiré à quatre épingles, ce publicitaire de choc — qui a conçu avec succès la campagne du président Alfonsín et exerce aujourd'hui la fonction de secrétaire d'Etat à l'information publique — ne parvient pas à masquer, malgré une grande assurance, ses lacunes dans le secteur qui lui est confié. Son rôle, cependant, pourtant est important : à lui la charge de l'information gouvernementale, la tutelle des canaux de télévision 11 et 13, de deux chaînes régionales, de dix-huit radios, et de l'agence de presse Telam. Mais mieux vaut ne pas lui parler chiffres, productions, budget. « Je ne suis pas un spécialiste », confesse-t-il simplement. Son combat, c'est d'abord la réhabilitation de la profession journalistique, le refus des monopoles (en presse

écrite, en radio-télévision et en publicité), et le retour du pluralisme et des principes démocratiques.

Une rupture totale avec le passé. « L'Argentine apprend à vivre en liberté. A la propagande des militaires, à leur censure et à leur intransigence, opposons résolument l'ouverture et le pluralisme. Tous les partis d'opposition peuvent s'exprimer comme bon leur semble sur les chaînes d'Etat, et nous faisons confiance aux journalistes qui ont souffert depuis vingt ans des précédents régimes et qui, aujourd'hui, ont le droit d'être libres. » Libres d'inviter qui ils souhaitent dans leurs émissions (un programme axé autour du Parti radical, excédés du libéralisme de Ribaja, lequel est pourtant bien décidé à résister à leurs pressions. « Nous n'avons pas suffisamment défini de politique en matière de communication, explique le secrétaire d'Etat. On a improvisé en apprenant sur le tas. C'est une erreur. »

Des aveux stupéfiants, si l'on connaît l'enjeu. La presse écrite argentine n'est guère favorable dans son ensemble au pouvoir en place. Militaires et péronistes ont gardé beaucoup d'influence dans de nombreuses stations de radio et de télévision en province, comme c'est le cas à LV2, la radio la plus importante de Córdoba, désormais dirigée par un groupe de personnes ayant exercé des responsabilités à l'échelon provincial sous les gouvernements Videla et Viola et connus pour leur sympathie envers les militaires.

Aveux révélateurs également de l'absence de réflexion et de stratégie du gouvernement, qui ravit les ennemis du

régime. Pourtant, un projet de loi sur les médias est prévu pour 1985, qu'étudie M. Mario Monteverdi, président d'une « commission d'études et de recherches des antécédents législatifs sur les moyens de communication sociale », qui soumettra prochainement un avant-projet au président Alfonsín.

L'idée directrice : parvenir, par un processus lent et prudent de privatisation des radios et télévisions, à un système mixte à l'anglaise, au sein duquel ne resteraient dans le secteur public que la chaîne ATC, « à vocation culturelle », un réseau dense de radios nationales et Canal 4, un nouveau réseau de télévisions locales de « libre accès », ouvertes aux associations, groupes et autres communautés. Bref, instituer, à côté du secteur privé, un véritable service public national.

Coiffant le système, serait créé un organisme à caractère éthique, sorte de magistrature morale, indépendant du pouvoir, et chargé de veiller à la liberté d'expression, à l'égalité des temps de parole et au respect des règles de déontologie. Il serait composé de représentants d'organes et d'associations intéressés par la liberté d'expression : le Sénat, la Chambre des députés, les partis politiques ayant une certaine audience, l'Eglise, l'Université, l'Association des écrivains, des cinéastes, etc. Une sorte de haute autorité à la tête de laquelle beaucoup, dit-on, verraient bien l'écrivain Ernesto Sabato, président de la commission des disparus, qui jouit dans le pays d'une influence morale considérable. Enfin, la loi prévoirait également le droit de réplique, et exigerait la transparence financière des moyens de communication. De quoi mettre en émoi l'ensemble de la presse, la majorité des journalistes argentins ignorant jusqu'au nom des propriétaires de leurs journaux.

Il reste que les Argentins s'impacientent de l'inertie de leur télévision, et personne au-

jourd'hui ne semble satisfait. Les artistes et les réalisateurs reprochent l'abondance de programmes brésiliens, mexicains et nord-américains (les fictions proviennent à 90 % de l'étranger) : les producteurs et animateurs se plaignent de la tyrannie des publicitaires, qui ont droit de vie ou de mort sur l'ensemble des émissions ; le personnel des chaînes dénonce l'absence de contrats, qui explique, selon certains, une partie de l'autocensure ; et les téléspectateurs, dont les sondages révèlent qu'ils sont de plus en plus phillophobes, réclament plus de films, de documentaires et de programmes culturels nationaux.

Des aspirations qui peuvent expliquer le succès du câble, qui, malgré les problèmes économiques du pays, se développe partout (30 000 foyers branchés en octobre 1984, près de 100 000 en 1986, selon les prévisions). Ce qui n'était créé au départ que pour pallier les défaillances de la télévision hertzienne dans certaines zones géographiques pourrait bien bouleverser un jour les règles du jeu.

L'information, c'est vrai, reste la grande perdante de ces sondages. Manque de crédibilité ? Désaffection des téléspectateurs envers l'actualité politique ? Sans doute M. Alfonsín n'a-t-il guère le temps de se poser la question. Tourmenté par la dette extérieure, la « dollarisation » de l'économie, l'inflation galopante et le climat de tension avec l'armée, il pourrait même être tenté de remettre encore à plus tard l'organisation d'une véritable politique de la communication. « Et il aurait tort, commente un journaliste du grand quotidien *Clarín*, spécialement chargé des affaires militaires. Son libéralisme et son ouverture sont déjà allés bien au-delà de ce qu'il était raisonnable pour la survie même de ce régime. »

A. C.

Une voix bilingue au Maghreb

Radio-Méditerranée internationale émet de Tanger et passe les frontières.

QUELS que soient au Maghreb les efforts réels ou apparents pour l'arabisation de l'enseignement et de l'administration, trente ans après l'indépendance, le français se parle toujours. Même quand cette langue est volontairement écartée, des mots, des expressions, surgissent dans les conversations entre citoyens maghrébins. Ce bilinguisme, plutôt en mauvais état, déséquilibré, souvent stéréotypé, est une réalité qu'on ne peut nier ni effacer par opportunisme politique.

Ainsi, au Maroc, la presse d'expression française non seulement subsiste mais joue pleinement le jeu du bilinguisme : le quotidien du Parti du progrès et du socialisme (communiste) *Al Bayane* paraît en arabe et en français ; le parti de l'Istiqlal, qui a toujours réclamé l'arabisation, a un quotidien arabe, *Al Alam*, et un autre en français qui n'est pas son porte-parole mais qui est proche de son idéologie, *l'Opinion*. Après les dernières élections législatives, *Al Ichtiraki*, le quotidien en langue arabe de l'Union socialiste des forces populaires, a inséré dans un de ses récents numéros une page de commentaires en français sur le déroulement des élections.

Le 8 septembre 1980, Radio-Méditerranée internationale (1) émet à partir de ses studios à Tanger sur ondes moyennes, en français et en arabe. Une seule voix, deux langues. L'animateur passe d'une langue à l'autre sans prévenir comme cela se fait dans une discussion. Le slogan est non seulement efficace, il est juste.

Le succès que va d'emblée rencontrer cette radio s'explique par le fait qu'elle bouleverse le style et le ton de l'information auxquels les radios et télévisions d'Etat ont habitué le public. En outre, et ce qui est nouveau, elle a su correspondre et coïncider sociologiquement avec la réalité bilingue d'une grande partie du public. On ne peut comprendre l'immense audience de RMI au Maghreb (on estime qu'elle touche plus de 18 millions d'auditeurs) sans tenir compte de ce fait social. Certes, le style des journaux — rapides, nombreux (une vingtaine de bulletins par jour), nerveux et sans complaisance — explique aussi ce succès (2).

Quatre ans après, quel impact a cette radio sur le public marocain et de manière plus globale sur le public maghrébin ? Depuis le 3 janvier 1983, elle émet sur grandes ondes. Le parc des postes grandes ondes s'est considérablement accru depuis cette date au Maroc.

La société CREARGI (Maroc) a effectué un sondage dans les principales villes marocaines entre le 6 et le 16 juillet sur 1 500 personnes : Avec un taux de permanence d'écoute en zone urbaine se situant entre 84 % et 91 %, RMI est à égalité avec la RTM en langue arabe (Radio télévision marocaine) : 42 %. La RTM en français a 10 % d'écoute seulement. C'est dans la région de Fès et de Meknès que RMI est la plus écoutée : 65 % alors que la RTM — arabe est écoutée par 31 %. Un peu partout RMI arrive en tête d'audience : 58 % à Oujda ; 55 % à Tanger et Tétouan ; 50 % à Rabat-Kénitra-Salé. Seul point faible, le Sud : 27 % à Beni-Mellal et Marrakech et 18 % à Agadir.

Quant à l'Algérie, où ce genre de sondage n'est pas au-

torisé, seul le courrier reçu — une moyenne de 1 500 lettres par mois — donne une idée approximative de l'audience en milieu urbain. Les Algériens, ne serait-ce que pour être plus amplement informés, suivent les journaux de RMI. Durant une dizaine de jours la radio algérienne n'a soufflé mot sur le traité d'union entre le Maroc et la Libye.

Il arrive parfois qu'une information importante, que l'Algérie cherche pour des raisons politiques à taire ou à ignorer, soit donnée par RMI et provoque ainsi un trou gênant dans la stratégie du silence et de la censure. Exemple : en septem-

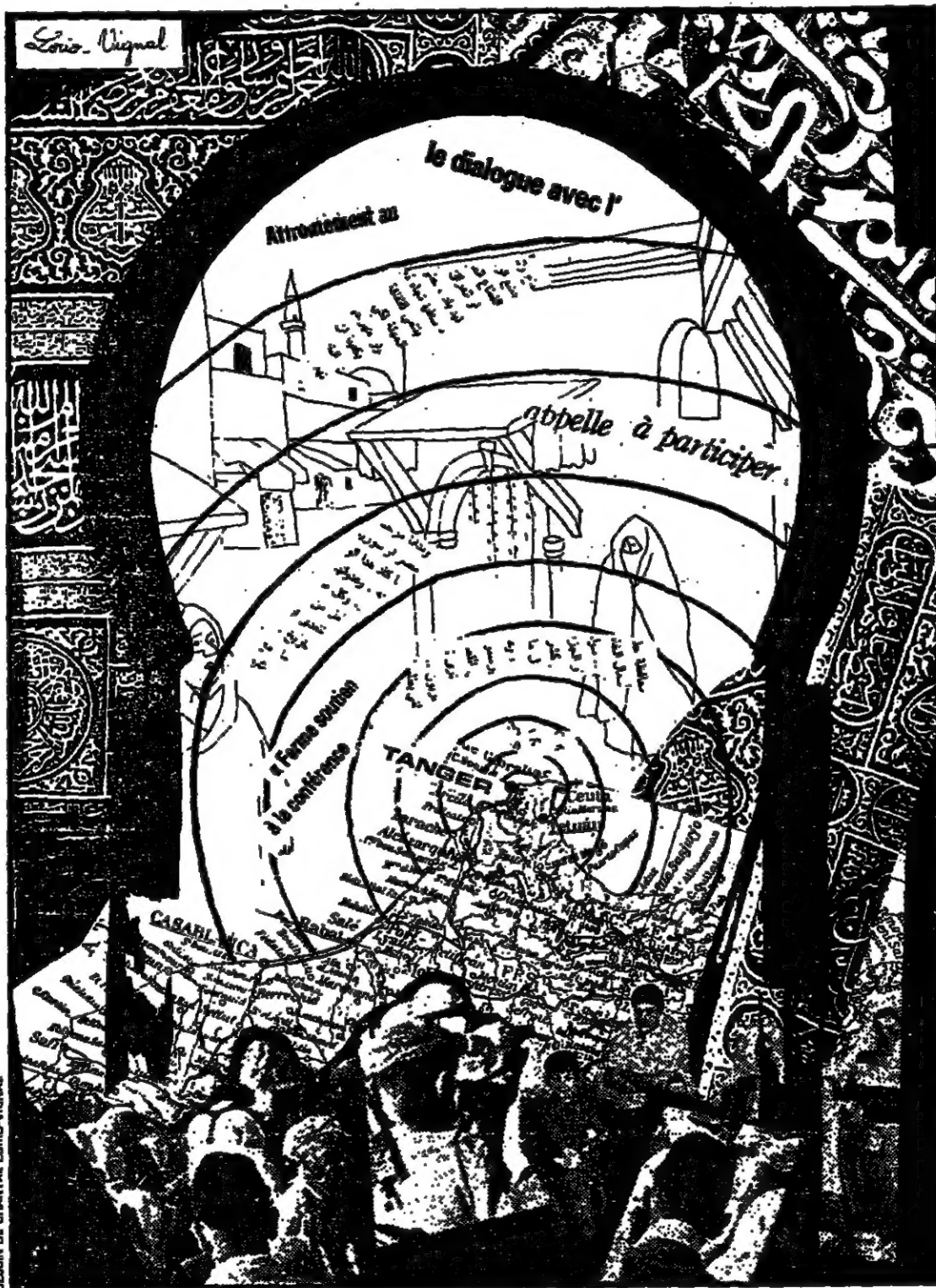
(21 heures de publicité par mois à raison de 50 mn par jour sur 18 heures d'émission, le budget de fonctionnement hors énergie est ainsi couvert à 90 %), elle est souvent la cible de critiques. Ainsi, pour *Al Alam* du 20 juin 1982, « RMI est une succursale de Radio-Israël. Cette station émet ses programmes à partir de Tanger, ville marocaine, arabe et musulmane, comme si elle n'avait aucun lien avec le Maroc, l'arabité et l'islam. »

Quant à *Al Bayane* il lui reproche d'être « antisoviétique » et « proislamique », de parler trop souvent de Sakharov et d'utiliser à l'encontre

bine dans les deux langues se ferait davantage connaître.

Après le Pain nu, il pense faire adapter d'autres livres maghrébins. Pour le moment, RMI est surtout réputé pour la qualité de ses bulletins d'information. Peu d'émissions mais beaucoup de musique. La chanson arabe et kabyle alterne avec la chanson anglosaxonne et française. L'émergence du style décontracté, genre stations périphériques en France, a secoué les rédactions établies des autres radios maghrébines toutes dépendantes de l'Etat.

Les auditeurs, qui aiment bien cette nouvelle radio, res-



bre 1984, RMI annonce la nouvelle de la suppression du visa pour l'entrée des citoyens algériens au Maroc. Beaucoup d'Algériens qui avaient appris la nouvelle se sont présentés à la frontière algéro-marocaine. Les autorités de leur pays les ont refoulés. L'Algérie maintenant le visa pour les Marocains n'a pas jugé utile d'informer ses citoyens sur l'initiative marocaine. Quant aux lettres, ce sont surtout des demandes de chansons kabyles et des appels à la correspondance. L'émission « la Chaîne de l'amitié », qui met en relation les candidats à la correspondance, est particulièrement suivie par un public dont l'âge varie entre quinze et vingt-cinq ans.

Ecoutée par les jeunes, les cadres et la classe politique, RMI est loin d'être acceptée par l'ensemble des médias marocains. Que ce soit pour des raisons politiques ou des raisons de marché publicitaire

des Afghans le terme de « résistants » au lieu de « rebelles ». Mais ces mêmes journaux n'ont dit mot sur la prudence dont cette radio a fait preuve et même l'absence d'information sur les émeutes qui ont eu lieu en janvier dernier dans des villes du nord du Maroc. L'auditeur marocain, habitué à être informé par cette station où il n'y a pas, comme le dit son directeur Pierre Casalta, de « tabou de langage », a été surpris et frustré par ce « blanc » dans l'actualité qui ressemble à de l'autocensure.

Cependant, c'est sur les ondes de RMI que les Maghrébins vont bientôt suivre le feuilleton qu'une équipe d'artistes marocains a réalisé à partir du livre de Mohamed Choukri, *le Pain nu*. Ce livre, qui a connu un grand succès au Maroc, en français et en arabe, vient d'être interdit et retiré des librairies. Pierre Casalta tient à faire de cette radio un lieu où la littérature maghré-

tent cependant sur leur faim. Absence de débats ; l'information est traitée par des journalistes vifs mais « assis » ; pas de correspondants et de très rares envoyés spéciaux. On sent que ces journalistes (dix-sept Marocains et dix Français) aimeraient sortir un peu plus souvent des studios ; ils ne seraient que répondre à la soif d'information du public maghrébin. Pierre Casalta, prudent et fier du succès de l'entreprise qu'il a montée, n'exclut pas le projet de développer les reportages et les enquêtes.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Le Maroc détient 51 % des actions, à travers les participations de la banque BMC, de la Société nationale d'investissement et de l'OHIO, une filiale de Socpresse, société liée à Hachette, qui assure la distribution des livres et des journaux au Maroc. Côté français, la participation est de 49 % avec la Sofrad (16 %), RMC, Thomson et Hachette (de 11 % à 12 % chacune).

(2) *Le Monde* du 9 novembre 1982.

L'engouement des Algériens

« MÊME pour le météo, les gens lui font davantage confiance qu'aux médias nationaux », remarque un commerçant algérien à propos de l'engouement de ses compatriotes pour Radio-Méditerranée internationale, qui, vocale maghrébine oblige, parle aussi du temps qu'il fera chez les voisins. Traditionnellement, pour son information, l'Algérie préfère les ondes étrangères à la radio nationale. Mais, même sur le littoral, « *Vivre en Europe* 1 » n'est pas toujours possible. La qualité d'écoute des émissions d'outre-Méditerranée varie en fonction du relief ; des conditions atmosphériques et du moment de la journée.

Jusqu'en 1982, la station la plus populaire a été Radio-Monte-Carlo, toujours audible en Algérie, mais dans une langue que tout le monde ne maîtrise pas. Dès que la station de Tanger s'est installée sur les grandes ondes, les habitudes de certains ont changé. Participer à une émission vivante en arabe est devenu possible, de même que rêver les oreilles pleines d'une publicité pour public maghrébin, inexistante sur les ondes nationales. Et puis, pour qui ne comprend pas bien le français, l'écoute de Méditerranée 1 permet, par exemple, de savoir qu'un peuple musulman en Afghanistan combat l'armée rouge, situation passée sous silence ici.

De son côté, le francophone entend parler sur Méditerranée 1 de questions qui ne sont pas, bien sûr, la préoccupation quotidienne des radios françaises. Ecouter Tanger permet de se faire une idée sur les divisions de la résistance palestinienne ou sur les initiatives diplomatiques des modérés arabes. Un matin de février 1983, ce fut l'occasion d'apprendre que le président Chadi venait de renvoyer le roi Hassan II — information retenue pendant vingt-quatre heures à Alger...

Trop d'Algériens sont persuadés que leurs médias leur

cachent l'essentiel. C'est injuste à l'égard de quelques journalistes nationaux, souvent des femmes, qui, dans des domaines où on leur lâche un peu la bride en ce qui concerne les phénomènes de société par exemple, n'ont pas de leçons à recevoir. En matière d'animation aussi, la chaîne algérienne francophone offre de bons moments, et ses présentateurs savent parfaitement choisir leurs disques... venus le plus souvent de ces Etats-Unis vespéraux à longueur de bulletins d'informations.

Pour beaucoup, à cause de la publicité, Méditerranée 1 est la « radio marocaine ». Confusion, que ne connaît évidemment pas l'intelligentsia, apte à noter par exemple combien, dans les studios de Tanger, on évite toute injure contre le Front Polisario. Bien sûr, certains aimeraient trouver sur la politique intérieure algérienne des informations qu'ils ne font pas attendre de Méditerranée 1, par ailleurs, aussi discrète sur la Tunisie et le Royaume chrétien lui-même.

Y a-t-il un code tacite de « bonne conduite » entre la radio méditerranéenne et les gouvernements de ce Grand Maghreb qu'on déclare vouloir construire aussi bien à Rabat qu'à Tunis ou à Alger ? Si les autorités algériennes convoient quelque dépit du « ton Méditerranée 1 », elles ne le montrent pas. Parmi les passibles habitués de la station, il semble qu'il y ait nombre de chauffeurs de l'administration aux heures de service.

Au demeurant, l'« invasion » de Méditerranée 1 en tant que station française est en passe de devenir un phénomène accessoire alors que se profile celle des télévisions par satellite, dans un pays où d'ingénieurs bricoleurs, à grand renfort d'antennes paraboliques, parviennent déjà à capter des émissions non prévues au programme de leur quotidien local habituel.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Médias du Monde

États-Unis : Ted Turner s'intéresse au Japon

L'infatigable Ted Turner — qui a réussi à imposer sur le câble américain la première chaîne permanente d'information (CNN) — s'intéresse maintenant au Japon. Il y a quelques mois, Ted Turner venait au Japon pour inaugurer la diffusion de CNN sur un réseau câblé de Tokyo. Aujourd'hui, il monte une série d'émissions, « Portraits du Japon », destinées aux réseaux américains et sponsorisées par soixante entreprises japonaises. De plus, CNN a maintenant trois correspondants permanents au Japon, qui achèteront des programmes d'informations et les expédient, via satellite, aux États-Unis, ce qui permet à CNN d'avoir une couverture quotidienne de l'actualité japonaise.

France : trois privés sur le câble

Pathé Cinéma, les Éditions mondiales et Télé Hachette se sont associées à parts égales au sein de Communication Service pour intervenir dans le secteur de la télévision par câble. La société intervient comme conseil auprès des exploitants de réseaux pour définir la programmation des canaux. Elle propose un ensemble de programmes (films de cinéma, fictions télévisées, émissions pour la jeunesse, documents d'archives) issus des catalogues des trois partenaires. D'autre part, Media marketing international (MMI) vient de signer un accord de distribution avec la société québécoise Te-

vecom, qui gère un important catalogue de programmes pour le câble. MMI distribuera donc sur les réseaux français des émissions canadiennes d'animation, de musique et de séries pédagogiques.

France : la FNAC se lance dans la production

La FNAC, qui dispose depuis longtemps d'un département de vente d'équipements vidéo pour les entreprises et les institutions, a décidé de se lancer directement dans la production et la prestation de services. Les unités de reportages, bancs de montage et régies de post-production seront donc disponibles à des prix annoncés comme sensiblement plus faibles que ceux du marché. Mais la FNAC est aussi organisateur de manifestations, et, à l'occasion, éditeur. La vocation de FNAC audiovisuel sera donc de rassembler toutes ses activités au sein d'une unité de production à vocation essentiellement culturelle.

L'approche est résolument multimédia : télévision avec des émissions musicales, des vidéoclips littéraires et des programmes pour le câble ; disques avec la collection « Rappel », coproduite avec l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) ; coffrets photos liés aux expositions organisées dans les mégasins ; édition vidéo des conférences de la FNAC ; programmes pour les radios locales...

Dès le mois de janvier, toutes les FNAC ouvriront un vidéo-club d'art et d'essai, réservé aux adhérents, avec des émissions du catalogue de l'INA et des archives de télévision.

Le jour du tremblement de terre

de Juan Rulfo.

« C'est passé en septembre. Pas en septembre de cette année mais l'année dernière. Ou l'année encore avant, Meliton ? »

— Non, c'était l'année dernière.

— Oui, oui, si je me souviens bien, c'était en septembre de l'année dernière, le 21. Dis donc, Meliton, le jour même du tremblement de terre, c'était bien le 21 ?

— Un peu avant. Il me semble que c'était vers le 18.

— Tu as raison. Moi, à ce moment-là, j'étais à Tuxcacuexco. J'ai même vu les maisons s'écrouler comme si elles étaient en pâte de guimauve ; elles se tordaient comme ça en grimaçant et des murs entiers tombaient par terre. Et les gens sortaient des décombres complètement terrorisés en courant tout droit vers l'église, en poussant des cris. Mais, attendez. Dis donc Meliton, il me semble bien qu'à Tuxcacuexco il n'y a pas d'église du tout. Tu ne te souviens pas ?

— Il n'y en a pas. Il reste quelques murs lézardés, il paraît que c'était l'église il y a quelque chose comme deux cents ans, mais personne ne s'en souvient, ni comment elle était ; ça ressemble bien plus à un poulailler abandonné envahi de figuiers.

— Tu dis vrai. Alors ce n'est pas à Tuxcacuexco que j'ai été pris dans le tremblement de terre, mais à El Pochote. Mais El Pochote, c'est bien une ferme, non ?

— Oui, mais il y a une petite chapelle qu'on appelle l'église, un peu plus loin que l'hacienda de Los Alcatrazes.

— Alors c'est bien là, c'est sûr, que j'ai été pris dans le tremblement de terre dont je vous parle et que toute la terre s'agitait comme si on était en train de la secouer à l'intérieur.

— Bon, quelques jours après, parce que je me souviens que nous étions encore en train d'étayer les murs, le gouverneur arriva. Il venait voir quelle aide il pouvait offrir par sa présence. Vous savez tous qu'il suffit que le gouverneur se présente quelque part et que les gens le regardent pour que tout soit arrangé. Le problème, c'est qu'il vienne au moins voir ce qui se passe, et qu'il ne reste pas là enfermé chez lui, à ne rien faire d'autre que donner des ordres. Dès qu'il arrive, tout s'arrange, et les gens, même si leur maison leur est tombée sur la tête, sont très contents d'avoir fait sa connaissance. Pas vrai ? Meliton ?

— Aucun doute là-dessus !

— Bon, comme je vous le disais, en septembre de l'année dernière, peu après la secousse, le gouverneur s'est amené par ici pour voir comment le tremblement de terre nous avait traités. Il y avait avec lui un géologue et des gens qui s'y connaissent, ne croyez pas qu'il venait seul. Dis donc, Meliton, combien ça nous a-t-il coûté à peu près de donner à manger à tous ceux qui accompagnaient le gouverneur ?

— Quelque chose comme 4 000 pesos.

— Et ceci pour un jour seulement. Dès la tombée de la nuit, ils s'en allèrent ; sinon, Dieu sait à quel prix nous nous en serions tirés, quoique ça oui, nous avons été très contents ; les gens tendaient le cou jusqu'à attraper le torticolis pour voir le gouverneur et faire des commentaires sur sa façon de manger la dinde, et si oui ou non il avait sucé les os, et comme il était vif pour saisir les tortillas l'une après l'autre en les effleurant de sauce au guacamole ; ils firent attention à tout. Et lui, tout à fait tranquille, tout à fait sérieux, se

nettoyant les mains à ses chaussettes pour ne pas salir la serviette qui lui servait seulement à s'éponger de temps en temps les moustaches. Et puis après, quand le punch de grenade leur monta à la tête, ils se mirent à chanter tous en chœur. Eh, Meliton, quelle était donc cette chanson qu'ils répétaient à qui mieux mieux comme un disque rayé ?

— Une qui disait : « De l'âme, tu ne connais pas les heures de deuil. »

— Tu es bon pour ce qui est de la mémoire, Meliton, il n'y a pas de doute. C'était bien celle-là. Et le gouverneur riait, riait ; il demanda où étaient les cabinets. Puis il se rassit à sa place,

dent quelque chose. Tu vas leur dire plutôt ce qu'a dit le gouverneur.

— Ce qui est sûr, c'est que, au lieu d'être une visite aux victimes et à ceux qui avaient perdu leur maison, c'est devenu une beuverie de première. Et sans parler du moment où est entrée dans le village la fanfare de Tepec, qui arriva en retard à cause de tous les camions qui avaient amené les gens du gouverneur, et les musiciens durent venir à pied, mais ils arrivèrent. Ils entrèrent en faisant résonner dur la harpe et le tambour, en faisant tatachum, chum, chum, avec les cymbales, en rythmant fort et avec entrain le *Vautour mouillé*. Ça valait la peine d'être vu ; même le gouverneur enleva sa veste et

siège, qu'il ne tendait même pas la main, mais qu'il mangeait et buvait seulement ce qu'on lui tendait. Mais toute cette bande de lèche-culs se démenait pour qu'il ait une table si remplie qu'il n'y avait même plus assez de place pour la salière qu'il gardait à la main ; et, quand il ne s'en servait pas, il la mettait dans sa poche de chemise. Je finis même par lui demander : « Vous n'aimez pas le sel, mon général ? », et il me montra en riant la salière qu'il avait dans sa poche de chemise, c'est comme ça que je m'en suis rendu compte.

Le grand moment, c'est quand il commença à parler. Il nous donna la chair de poule à tous tellement c'était émouvant. Il se redressa lentement,

messes, j'ai choisi de promettre uniquement ce que je pouvais accomplir, ce qui, en se cristallisant, se traduirait en bénéfice collectif et non hypothétique ni partitif. Aujourd'hui, nous sommes ici présents, en cette circonstance paradoxale de la nature, imprévue dans mon programme de gouvernement... »

— Exact, mon général, cria quelqu'un dans le fond. Exact, vous l'avez dit.

— En cette occasion, dis-je, alors que la nature nous a punis, notre présence réceptive au centre de l'épicentre tellurique qui a dévasté des foyers qui auraient pu être les nôtres, qui sont les nôtres, fait que nous accourons pour secourir, non avec le désir néronien de jouir du malheur d'autrui, mais au contraire disposés à mettre en œuvre notre effort munificence pour reconstruire les foyers détruits, à consoler fraternellement les foyers atteints par la mort. Cet endroit que j'ai visité il y a quelques années, alors que j'étais éloigné de toute ambition de pouvoir, alors heureux, aujourd'hui endeuillé, cet endroit me fait de la peine. Oui, chers concitoyens, je suis lacéré par les blessures des vivants qui ont perdu leurs biens et la criante douleur des êtres dont les morts sont sans sépulture sous ces décombres que nous avons devant les yeux.

— Là aussi il y eut des applaudissements, pas vrai Meliton ?

— Non, le même grand cri s'est fait entendre à nouveau : Exact, monsieur le gouverneur, vous l'avez dit. Et puis un autre dans le fond : Faites taire cet ivrogne !

— Ah oui ! il sembla même qu'il allait y avoir du remue-ménage tout au bout de la table, mais tous se calmèrent quand le gouverneur reprit :

« Tuxcacuensiens, j'insiste à nouveau ! Votre malheur me fait mal, mais, en dépit de ce que disait Bernal, le grand Bernal del Castillo : « Les hommes qui sont morts avaient été appelés par la mort », moi, les considérant de mon point de vue ontologique et humain, je dis : « J'ai mal », de cette douleur que produit la vue de l'arbre défruit dans sa première inflorescence. Nous vous aiderons de tout notre pouvoir. Les forces vives de l'Etat, de leur faldistole, crient pour secourir les damnés de cette hécatombe qui n'a jamais été prédite ni désirée. Ma régence ne se terminera pas sans vous avoir rendu justice. D'autre part, je ne crois pas que la volonté de Dieu ait été de vous dépasser. »

Et ça se termina là. Ce qu'il dit après, je n'ai pas pu le savoir parce que le vacarme qui s'était déclenché aux tables du fond grandit, et il devint tout à fait difficile de se rendre compte de ce que lui continuait à dire.

— C'est certain, Meliton. Ça valait la peine d'être vu. Je ne vous dis que ça. Et voilà que le même individu du cortège se mit à crier de nouveau : Exact ! Exact ! avec des glapissements qui s'entendaient de la rue. Et quand on voulut le faire taire, il sortit son pistolet et commença à faire des moulinets au-dessus de sa tête et à tirer au plafond. Et les gens qui étaient là en curieux se mirent à courir à l'heure des coups de feu. Et il renversa les tables dans la chute qu'il se paya, et l'on entendit se briser des verres et des assiettes et le fracas des

bouteilles que l'on lançait sur le type au pistolet pour qu'il se calme, et qui s'écrasèrent seulement sur le mur. Et l'autre, qui avait eu le temps de recharger son arme, la déchargeait à nouveau, tandis qu'il allait de côté et d'autre en essayant d'esquiver les bouteilles qui volaient et l'assaillaient de toutes parts.

— Vous auriez vu le gouverneur, debout, très sérieux, fronçant les sourcils, regardant d'où venait le tumulte comme s'il voulait le calmer du regard.

— Je ne sais qui a été dire aux musiciens de jouer quelque chose. Ce qui est sûr, c'est qu'ils se mirent à jouer l'hymne national de toutes leurs forces, au point que les joues du trombone en éclataient presque, tellement il soufflait fort ; mais ça ne changea rien. Et puis il s'ensuivit que là, dehors, dans la rue, la bagarre s'était allumée aussi. On vint prévenir le gouverneur qu'il y en avait qui étaient en train de se battre à coups de couteau ; et si l'on faisait bien attention, c'était sûr, parce qu'on entendait jusqu'ici des cris de femme : « Sépare-les, ils vont se tuer ! » Et peu après, un autre cri : « On a tué mon mari ! Attrapez-le ! »

— Et le gouverneur, lui, ne bougeait même pas, il était debout. Dis, Meliton, quel est ce mot qui dit...

— Impavide.

— C'est ça, impavide. Bon, avec la dispute au dehors, l'affaire ici à l'intérieur parut se calmer. L'ivrogne du « c'est exact » s'était endormi. Une bouteille ne l'avait pas raté et il était resté là allongé de tout son long par terre. Le gouverneur s'approcha alors du type en question et lui enleva son pistolet qu'il tenait encore serré dans une de ses mains raidies par l'évanouissement. Il le donna à un autre et lui dit : « Occupe-toi de lui et prends note qu'il n'a plus l'autorisation de porter des armes. » Et l'autre de répondre : « Oui, mon général. »

— La musique, je ne sais pas pourquoi, continuait à jouer l'hymne national, jusqu'à ce que le petit monsieur qui avait parlé au début lève les bras et demande une minute de silence pour les victimes. Dis, Meliton, pour quelles victimes demanda-t-il qu'on fasse une minute de silence ?

— Pour celles de la circonstance.

— Bon, pour celles-là. Après, tous s'assirent, relevèrent les tables et continuèrent à boire du punch en chantant la chanson « Des heures de deuil ».

— Maintenant je me souviens bien que c'était le 21 septembre tout ce tintouin, parce que ma femme a eu ce jour-là notre fils Merencio, et moi je suis arrivé très tard à la maison et pus très frais. Et elle, elle ne m'a pas parlé pendant des semaines, prétendant que je l'avais laissée seule avec son affaire. Et quand elle se calma, elle me dit que je n'avais même pas été fichu d'appeler la sage-femme, et qu'elle avait dû se débrouiller Dieu sait comme elle avait pu.

Traduction de
MARIE-FRANCE ANDRIEU.

• Né en 1918, Juan Rulfo est mexicain. Considéré comme un des principaux écrivains de la littérature latino-américaine, il a écrit que deux ouvrages : *Pedro Paranio* (1955), paru dans la collection « L'Imaginaire », Gallimard, 1979, et *El Llano en llamas* (la Plaine en feu), 1953, recueil de nouvelles paru en français en 1967 chez Denoël. Une seconde édition en espagnol a été publiée en 1970 avec deux nouveaux contes : *La Herencia de Matilde Aracángel* et *El Día del Derribado* (le Jour du tremblement de terre), qui n'ont donc pas été traduits en français.



humait l'odeur des œillets qui étaient sur la table. Il regardait ceux qui chantaient et il remuait la tête tout en battant la mesure et en souriant. Il n'y avait pas de doute qu'il se sentait heureux, parce que son peuple était heureux, on pouvait même deviner ses pensées. Et à l'heure des discours, une des personnes de sa suite, celle qui avait la tête haut perchée, un peu penchée vers la gauche, s'arrêta. Et elle se mit à parler. Il n'y a pas de doute que ça n'était pas piqué des vers.

ELLE parla de Juarez que nous avions là sur la place, et c'est seulement à ce moment-là que nous avons su que c'était la statue de Juarez, parce que jamais personne n'avait pu nous dire quel était l'individu qui était perché sur ce monument. Nous avions toujours cru que ça pouvait être Hidalgo ou Morelos ou Venustiano Carranza, parce que chaque anniversaire de l'un d'entre eux, nous faisons là une petite cérémonie en leur honneur. Jusqu'à ce que ce beau monsieur vienne nous dire que c'était Don Benito Juarez. Et tout ce qu'il nous a dit, pas vrai Meliton ? Toi qui as une si bonne mémoire, tu dois bien te rappeler ce qu'il nous a récité, ce type-là.

— Je m'en souviens très bien, mais je l'ai déjà répété tant de fois que ça devient ennuyeux.

— Bon ce n'est pas la peine. Seulement ces messieurs per-

dénoua sa cravate, et tous, les uns après les autres, en firent autant. On apporta encore plus de dames-jeannes de punch et on se dépêcha de faire griller encore plus de viande de chevreuil, parce que, même si vous ne voulez pas le croire, et si eux ne s'en sont pas rendu compte, ils étaient en train de manger du chevreuil qui est abondant par ici.

Nous on riait bien quand ils disaient que la barbacoa (1) était très bonne, n'est-ce pas, Meliton ? Parce que par ici on ne sait même pas ce que c'est que la barbacoa. Ce qui est sûr, c'est que, à peine nous leur avions servi une assiette, ils en voulaient une autre, et rien à faire, nous étions là pour les servir ; parce que, comme nous disait Liborio, l'administrateur des impôts, qui entre parenthèses a toujours été très radin, peu importe que cette réception nous coûte ce qu'elle nous coûte, l'argent doit servir à quelque chose ; et puis toi, Meliton, à ce moment-là tu étais président municipal ; je ne t'ai plus reconnu quand tu as dit :

« Que le punch coule à flots, il faut faire honneur à une visite comme celle-ci ». Et le punch coula à flots, ça c'est la pure vérité ; même les nappes devenaient rouges. Et ces gens qui semblaient n'en avoir jamais assez !

C'est seulement à ce moment-là que je me suis rendu compte que le gouverneur ne bougeait pas de son

très lentement, nous le vîmes repousser en arrière sa chaise avec le pied, mettre les mains sur la table, pencher la tête comme s'il allait prendre son vol, et puis sa toux qui nous fit tous faire silence. Qu'est ce qu'il a dit, Meliton ?

« CHERS concitoyens, je remémore mon itinéraire et je vivifie l'unique bien-fondé de mes promesses. Devant cette terre que j'ai visitée comme anonyme compagnon d'un candidat à la présidence, comme coopérateur inconditionnel d'un homme public qui, dans le contexte de ses manifestations publiques, ne s'est jamais départi de son honnêteté, laquelle est le corollaire inébranlable des principes démocratiques, le lien suprême d'union avec le peuple, un homme, dis-je, qui a su unir à l'austérité dont il a donné des preuves la synthèse évidente d'un idéalisme révolutionnaire qui jamais à ce jour n'a été aussi chargé de réalisations et de certitude. »

— Là, il y eut des applaudissements, n'est-ce pas, Meliton ?

— Oui, beaucoup d'applaudissements.

Puis il poursuivit :

« Ma ligne de conduite est la même, chers concitoyens. En tant que candidat, j'ai été économe en pro-

(1) Barbacoa : viande grillée.

Kiosque

Nous l'avons tant aimé

VOUS imaginez la vie sans Truffaut ? Et pourtant c'est ainsi. Quand on l'a porté en terre, mercredi, dans sa petite boîte carrée au cimetière de Montmartre, on a bien compris qu'il était comme tous les gens auxquels on s'attache : mortel, mort et enterré.

Il y avait, comme de bien entendu, floraison de gerbes, flots de vraies larmes et une foule mêlée. Au même moment s'écrivaient, s'imprimaient, commençaient à se vendre des milliers de tonnes de papier — papier-journal ou papier glacé — sur lesquelles on nous refaisait le récit de sa vie, le rappel de son œuvre, le catalogue de ses passions, les raisons de son importance et l'analyse de notre tristesse.

Partout l'hommage. La couverture de *Paris Match*, celle de *VSD* et celle... d'*ici Paris*. « Truffaut la tendresse », titre *Match*, qui le présente comme « le cinéaste français le plus aimé dans le monde ». Et plus loin : « Il offre à ses actrices les plus belles histoires d'amour. » *VSD* réplique : « Truffaut, le metteur en scène des femmes ». Et précise : « Les plus belles actrices ont tourné dans ses films. » *L'Express* est sobre (une page sur 248) mais confirme le sentiment

général : « Truffaut : l'amour en suite ». *Le Nouvel Observateur* donne dans un autre registre : « Truffaut l'enfant sauvage ». *Révolution*, l'hebdomadaire du PCF, est plus militant : « Pour François Truffaut, la Vie, hebdomadaire chrétien, est métaphysique : « François Truffaut, la vie volée ». *Magazine Hebdo*, enfin, en profite pour égratigner la gauche : « François Truffaut : cet iconoclaste détestait le cinéma engagé ».

Il y a un ennui avec Truffaut, c'est qu'il a beaucoup parlé lui-même de son œuvre et l'a résumée dans cette formule que citent la plupart des magazines : « Les femmes et les enfants d'abord. » « Dans mes choix, disait-il, j'écarte les pures comédies, car la vie n'est pas tellement drôle ; j'écarte les purs drames, car la vie n'est pas tragique. Je m'efforce de ne filmer ni des bateaux ni des chevaux, car ils me font peur, ni des gens vêtus d'uniformes, car ils m'ennuient. Alors, procédant par élimination, je travaille avec ce qui reste : les histoires d'amour et les histoires d'enfant. »

Evidemment, c'est pain bénit pour la grande presse, grand public et grand cœur ! Cet ancien pourfendeur de

l'académisme ayant joué sur la corde sensible, on ne pouvait que pleurer dans les chaumières du sentiment ! Alors va pour Truffaut et les femmes. Truffaut et les enfants... Un peu facile. Est-ce qu'il ne jouait pas à nous égarer ? « Il n'avait tourné que deux films sur l'enfance, note Michel Mardore dans le *Nouvel Observateur*, et si des actrices fabuleuses (Jeanne Moreau, Catherine Deneuve, Fanny Ardant...) traversent ses films, il n'a pas été le cinéaste de la femme, comme on le prétendait un peu vite, mais plutôt le cinéaste de l'amour. A la façon de Hitchcock, car l'amour est un tourment qui se vit à deux, jusqu'à nouvel ordre. » Bien vu.

Mais tout le monde n'est pas d'accord. *VSD* rappelle sa célèbre formule : « Le cinéma est l'art de la femme. » Ambiguïté truffaldienne (?), qu'éclaire peut-être cet autre propos du cinéaste : « Si je fais des films, c'est pour éprouver les émotions de la maternité et la plénitude qu'elle procure. Les hommes, même inconsciemment, sont jaloux des femmes du point de vue de la création. La création totale, c'est mettre un bébé au monde. En créant un film ou un livre, on peut

approcher cette plénitude. » Tant de films, tant de grossesses ? Il faisait remarquer que la réalisation d'un film lui prenait en général neuf mois...

On ne sort pas des idées simples, voire des clichés sur l'art et la manière d'engendrer, de créer et de se perpétuer par ses œuvres. Mais, au fond, cette problématique personnelle de Truffaut, en quoi nous concerne-t-elle ? En quoi explique-t-elle l'intérêt pour son œuvre, l'émotion provoquée par sa mort ?

Personnage attachant, humain, drôle, timide, exigeant, tendre, intelligent. Tout le monde vous le dira, et tout le monde l'écrit. Il savait même, note Philippe Labro dans *Paris Match*, « il savait admirer ». Oui mais ce deuil, cette unanimité dans l'hommage ? Labro les explique ainsi : « Ce qu'il y a de terrible avec la mort de Truffaut, c'est que tous ceux qui ont été jeunes avec ses films dans les années 60 ne le sont plus. Avec lui c'est une grande partie de l'esprit d'une génération qui s'en va. »

Ce n'était donc que cela : la nostalgie ? Le regard attristé de chacun sur son propre passé, le regret des vertes années, l'angoisse du vieillissement ? D'où ce sentiment

au bord de la tombe d'y être déjà un peu avec lui ? C'est faire peu de cas de l'œuvre. Nous serions seulement des nostalgiques des « sixties », de ces gens qui courent après le passé et, après avoir enterré Truffaut, vont acclamer Johnny au Zénith, comme vieillards fouillant en leurs archives, la larme à l'œil.

La Vie donne une interprétation de son œuvre que le Vatican ne saurait critiquer : « Cet artiste dont la délicatesse et la sensibilité ont marqué un quart de siècle de cinéma restera le témoin d'un changement de mentalité, d'un regard différent sur la société et sur l'époque, sur l'évolution des mœurs et la place de la femme et de l'enfant dans le monde. Aux questions qu'il a posées à travers des récits qui étaient avant tout des spectacles, il répondait par un mot : aimer. »

Amour, enfant, femme : on ne sort pas de ce triangle du sentiment où son œuvre et sa mort nous enferment. Jusqu'à *ici Paris*, bien sûr, qui, brochant sur ce thème, annonce en première page : « L'ultime preuve d'amour de François Truffaut. »

Donc il aimait la femme (les femmes), l'enfant (les enfants), le cinéma, la vie, le

public. Un peu moins les honneurs et les mondanités. Mais sa timidité, nous disent les magazines, c'était encore une preuve d'amour. Des tas de gens sont comme ça. Il suffit de regarder autour de soi.

Révolution met une note d'humour — tiens, l'humour, pourquoi en a-t-on si peu parlé à son propos ? — dans les oraisons funèbres des hebdomadaires : « Il aimait les films de Lubitsch. Il y avait appris une chose, une seule véritable. Le renversement du comique en tragique. S'il réussissait en cela, c'était que, derrière son sourire crispé, il était un auteur métaphysique. Mais la mort du personnage de l'Homme qui aimait les femmes est bien celle que je lui aurais souhaitée. Sur un lit d'hôpital, le héros, agonisant, voit les jambes d'une jolie femme. Il veut les saisir et chute, achevant ainsi son existence fébrile. Sans aucun blasphème, j'espère que la dernière image que François Truffaut ait pu voir avant sa mort fut celle d'une jolie paire de jambes. Il avait la passion du cinéma et de la femme. »

Et nous ne savons toujours pas pourquoi nous l'avons, lui, tant aimé.

BRUNO FRAPPAT.

Théâtre

Enfin Corneille revient !

L'INFORTUNE scénique de Corneille remonte au dix-septième siècle. Elle suit de près son premier triomphe : Montdory, le créateur du *Cid*, meurt dans l'année (1637). Corneille ne retrouvera plus guère un tel interprète. Après 1650, le Théâtre du Marais, auquel il est resté fidèle, entre dans son déclin. Molière, qui rêvait d'être tragédien, joue du Corneille. Mais, dans *Héraclius*, « on lui jeta des pommes cuites ». Et l'hôtel de Bourgogne fut, on le sait, la maison de Racine plus que celle de Corneille. En 1680, lors de la fondation de la Comédie-Française par la fusion de l'hôtel de Guénégaud et de l'hôtel de Bourgogne, Corneille est bien présent au repertoire, mais en minorité par rapport à Molière et à Racine. Il le restera.

Aujourd'hui, Corneille figure au troisième rang des auteurs joués à la Comédie-Française. Molière l'emporte de loin : 29 664 représentations de 1680 à 1978. Corneille vient après Racine : 7 019 représentations contre 8 669. Or il a écrit une quarantaine de pièces quand celles de Racine ne dépassent pas la douzaine. Seules cinq de ses œuvres n'ont pas quitté l'affiche. Par ordre décroissant : *le Cid*, *Horace*, *le Menteur*, *Cinna*, et *Polyeucte*. Les autres ont sombré dans l'oubli, ou attendent pour disparaître sur la scène le bon plaisir d'un interprète prestigieux.

Les metteurs en scène de la première moitié du vingtième siècle négligèrent aussi Corneille. Ni Copeau, ni Baty, ni Pitoëff ne le montent. En 1936, Jouve

ressuscite *l'illusion comique*, dans un spectacle fastueux : celui-ci éclipsa l'œuvre. Seul Dullin affronta vraiment Corneille. Mais son *Cinna*, dont il reste un témoignage écrit (1), date de 1947 : c'est l'époque du Théâtre Sarah-Bernhardt, sa troupe est faible, et Dullin essoufflé.

Pourtant, une renaissance corneillienne s'amorçait avec le livre de Jean Schlumberger (*Plaisir à Corneille* — 1936) et celui de Robert Brasillach (1938). Après la guerre, elle porta ses fruits. Jean Vilar présente *le Cid* à Avignon, en 1949, et l'y reprend, avec Gérard Philipe, en 1951. En 1954, le TNP donne *Cinna* : Vilar y est un inoubliable Auguste. On redécouvre des œuvres oubliées : Gignoux monte, à Strasbourg, *Suréna* (1969) et, au TEP, *la Place Royale* (1973) ; Jean-Pierre Miquel, qui a fondé le Groupe Corneille du Théâtre classique de la Sorbonne, nous permet de voir *Sertorius* (1962), puis en 1981 à la Comédie-Française, et il récidive à l'Odéon avec *Othon* et *Suréna* (1975)... Ce Corneille-là est délibérément politique. On le lit sinon à travers Brecht du moins dans son sillage. L'*Horace* selon Gignoux (1963, repris en 1969) retentit de l'écho de la guerre d'Algérie, de l'OAS et des « soldats perdus ». Jacques Rosner va même plus loin : selon lui, *Nicomède* (à Villeurbanne, en 1969) nous est plus contemporain qu'une œuvre... disons de Gatti. Toute la décolonisation et les problèmes du tiers-monde s'y trouvent inscrits par avance. Et



c'est *le Cid* que Planchon met « en pièces » quand il veut évoquer les « événements » de mai 1968. Mais ce Corneille aussi a fait long feu. Malgré le cycle Corneille organisé par Jean-Pierre Miquel à l'Odéon, en 1975, les années 70 ne sont guère corneilliennes. Vilar vient de mourir ;

autre Corneille se prépare dans l'ombre. Il surgit en plein jour, la saison dernière, avec le *Cinna* de Jean-Marie Villégier à la Comédie-Française. Villégier l'a mis tout au long de travaux discrets avec des amis comédiens ou à l'école du Théâtre national de Strasbourg, Son *Nicomède* (qu'il a présenté, en 1982, au Festival de La Rochelle) « rejoue sur un petit théâtre local la partie où vient de se trancher le sort du monde », et, dans sa *Sophonisbe*, « une prima donna sublime » préfigure l'histoire d'Hannibal et l'agonie de Carthage, prophétisant ainsi la fin de toute liberté individuelle. C'est un Corneille baroque qui anticipe Kleist, voire Genet.

Est-ce la vertu du tricentenaire ? En 1984, Corneille se multiplie. Il est partout. A Rouen, dans la belle chapelle du lycée Corneille, le Théâtre des Deux-Rives donne d'affilée *Trois comédies de jeunesse* (*Mélite*, *la Galerie du Palais* et *la Place Royale*). A Avignon, de jeunes comédiens jouent aussi, sous la direction d'Ewa Lewinson, *la Galerie du Palais* : « une réflexion gaie sur un temps sans adolescence » (2). On annonce, *Pertharite* à Bruxelles et *Othon* à Genève... A la Cité internationale universitaire, Sylvie Ollivier et Ivan Morane retracent *la Grande Fresque imaginaire d'un destin oublié* : *Pierre Corneille*. Enfin, Strehler a choisi, pour son premier spectacle français au Théâtre de l'Europe, *l'illusion comique* qu'il intitule, conformément aux dernières éditions du vivant de Corneille, *l'illusion* (3). Au-delà d'une comé-

die des comédiens, il voit « dans ce jeu de miroirs perpétuel qui pousse les acteurs de la vie à s'aimer, à se trahir et à mourir comme au théâtre, la glorification de nos contradictions et de nos certitudes », le théâtre lui-même y étant figuré comme un « moyen de connaissance extrême à l'homme ».

Ce n'est pas seulement une affaire d'anniversaire. Maintenant, Corneille nous parle de théâtre, de jeunesse, de pouvoir et d'illusion. Et nous nous remettons à l'écoute de cette dramaturgie des extrêmes, où se confondent la pose et l'inconstance, où la maîtrise et l'abandon se conjuguent et où l'aurore et le crépuscule se touchent presque. Jouer Corneille, c'est tenter de marier l'eau et le feu.

BERNARD DORT.

- (1) Cf. la collection « Mises en scène » disparue depuis (éditions du Seuil, Paris, 1948).
- (2) Cette *Galerie du Palais* est reprise à la Galerie de la Cité internationale universitaire, depuis le 2 octobre.
- (3) Du 6 novembre au 31 décembre.

4

pianos
MAGNE

LES BONNS PIANOS
ONT UNE ADRESSE

37, av. Rd-Poincaré 75116 Paris
M^o Trocadéro. 553.20.60